Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE · Nº 12560 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 18 JUIN 1985

Epreuve de force à Beyrouth

Comme en terrain conquis

Un pirate de l'air qui profite de son escale à Beyrouth pour rendre visite à ses parents dans la banlieue sud chiite, un autre qui fait venir son frère à l'aéroport pour deviser avec lui, un troisième qui plaisante avec la *tour de contrôle sur la lenteur* mise à lui apporter son dîner à bord de l'appareil... Autant de détails qui en disent long sur le climat régnant à l'aéroport de la capitale libanaise, contrôlé par la milice chiite Amal.

Tandis qu'une trentaine d'otages vivent leur quatrième journée d'angoisse, miliciens et auteurs du détournement se côtoient si fraternellement à la coupée de l'avion que nul ne sait avec certitude combien de pirates sont maintenant à bord. On avait assisté à un spectacle analogue lors du détournement *la semaine dernière du Boeing* jordanien d'Alia.

Chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri – désormais *arbitre et partie* – s'est chargé depuis dimanche après-midi de la négociation sans pour autant que celle-ci ait fait beaucoup de progrès. Mais quel pouvoir a cet étrange « ministre » sur ses miliciens déchaînés ? La mobilisation de son mouvement, de Tyr à Beyrouth, de Saïda à Baalbek, qu'il a décrétée pour répondre à une éventuelle intervention militaire israélienne ou américaine, semble surtout la tentative d'un chef débordé pour reprendre le contrôle de ses troupes.

Enivrés par leurs succès au *sud contre l'armée israélienne*, les miliciens chiites n'ont que faire de la modération que leur chef politique a longtemps tenté d'afficher. Ils lui forcent la main et l'obligent aujourd'hui à adopter une position intenable par tout ailleurs. Il est vrai qu'au Liban rien n'est inconcevable. M. Walid Joumblatt, hostile à la présente opération parce qu'elle est menée par des « alliés » avec lesquels il est en froid, avait récemment tenu une conférence de presse commune avec un pirate de l'air, sans doute en sa qualité de « ministre des transports » *d'un gouvernement fantôme*.

Longtemps négligée, la communauté chiite a pris à la faveur de la guerre un poids politique qui accentue les divisions en son sein. Divisions entre religieux et « laïcs » d'abord, et à l'intérieur de ces deux groupes entre modérés et radicaux qui n'obéissent pas toujours à des impératifs exclusivement libanais. La « bataille des camps » a exacerbé ces divergences. En révélant l'incroyable haine qu'ils éprouvaient à l'égard des Palestiniens, elle a encore creusé le *fossé entre les chiites* d'une part, les sunnites et les druzes de l'autre. Les autres communautés craignent de plus en plus l'instauration d'un pouvoir exclusivement chiite à Beyrouth-Ouest. La frénésie montante inquiète bon nombre d'intellectuels chiites, et certains ne craignent pas d'affirmer que, *hier victimes*, leurs coreligionnaires sont en train de se transformer en bourreaux.

Devant cette radicalisation, les dirigeants chiites se taisent, condamnent timidement les extrémistes ou encore, comme M. Nabih Berri, assument, avec la bénédiction de Damas, leurs agissements les plus odieux dans l'espoir d'y mettre un terme.

Jusqu'où ira cette fuite en avant ? En réclamant la venue à Beyrouth des troupes syriennes, M. Berri fait-il un aveu d'impuissance. Sent-il qu'il est désormais isolé et condamné à l'échec ? Pris dans un fol engrenage, il n'est plus, en tout cas, le dirigeant dont M. Mitterrand pouvait, en février 1984, louer le « sens des responsabilités ».

Washington tente d'obtenir des chiites la libération des otages du Boeing

Une trentaine d'otages – selon le département d'Etat américain – se trouvaient encore ce lundi 17 juin en fin de matinée à bord du Boeing-727 de la compagnie TWA détourné vendredi, et immobilisé, après deux voyages à Alger, sur une piste de l'aéroport de Beyrouth.

De notre correspondant

Beyrouth. – Même ici, une situation aussi incontrôlable, un tel chaos, étaient difficilement imaginables. L'avion de la TWA se trouvait à nouveau, ce lundi matin, pour la troisième fois à Beyrouth, dont le commando a manifestement fait son port d'attache.

Sans disposer d'une liberté de manœuvre et de complicités aussi évidentes que leurs prédécesseurs qui avaient détourné la semaine dernière l'avion jordanien dont on voit sur une piste la carcasse béante, les pirates du Boeing de la TWA jouissent du soutien des soldats et miliciens chiites.

Ceux-ci font cause commune avec eux contre toute tentative de libération des passagers par une opération militaire. Une telle tentative a-t-elle failli avoir lieu au cours de la nuit de dimanche à lundi ? Alors que les pirates de l'air manifestaient une alarmante nervosité, il n'était question que de l'envoi, à partir de Chypre, d'un commando de la force Delta américaine, prêt à intervenir à partir d'Israël. Pourtant, on voit mal ici comment une opération pourrait être montée avec des chances raisonnables de succès dans un environnement aussi hostile.

Les pirates de l'air ont apparemment reçu des renforts puisque deux hommes seulement ont détourné l'appareil, alors qu'ils sont maintenant au moins quatre, et vraisemblablement plus. Pour ne pas paraître *cautionner l'anarchie*, le commandement de l'armée libanaise a décidé de retirer de l'aéroport les cent quatre-vingts soldats qui s'y trouvaient. Mais ceux-ci appartenant à la 6e brigade qui prend ses ordres auprès de la milice chiite Amal, cette décision ne modifie en rien la situation.

Les pirates ont exigé et obtenu d'avoir Amal pour seul interlocuteur. Le chef du mouvement, M. Nabih Berri, a accepté d'entrer dans la négociation à condition qu'aucun otage ne soit plus tué. Il est en relation téléphonique avec l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Bartholomew. Les pirates ont également demandé d'inclure dans les tractations la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le CICR.

Selon des informations confir*mées aux Etats-Unis, puis à Jérusa*lem, neuf passagers américains dont les noms avaient une consonance juive ont été débarqués de l'avion, sans doute au cours de la deuxième escale à Beyrouth, en pleine nuit. Ils ont sans doute été conduits vers la banlieue sud toute proche. On se demande ici, au cas où une solution *ne serait pas trouvée rapidement, si* l'épilogue ne va pas consister à faire « disparaître » les passagers restés à bord de la même façon, puis à faire sauter l'appareil. Les ravisseurs pourraient ainsi négocier à loisir la libération d'otages détenus en un lieu secret.

Les pirates de l'air ont deux exigences principales : la libération de tous les détenus libanais – ils seraient au nombre de sept cent cinquante-six, presque tous chiites – des prisons israéliennes et l'élargissement de deux de leurs « amis » en Espagne. Ils ont déjà obtenu la libération de leur complice arrêté à Athènes en échange de huit passagers grecs.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)



Concorde

par ANDRÉ FONTAINE

On n'avait pas vu une si grande manifestation à Paris depuis celle qui, l'an dernier à pareille époque, a tué d'un même coup le projet Savary sur l'enseignement privé et le gouvernement Mauroy. Pendant de longues heures du jour et *de la nuit, samedi et dimanche*, 300 000 jeunes, Français de souche et immigrés, Noirs et Blancs, Juifs et Arabes, Beurs et Asiatiques, ont gentiment com*munié dans l'amour de leur pro*chain et de la chanson. Cette place de la Concorde où beaucoup de sang a coulé, de l'échafaud de la Révolution aux morts *du 6 février 1934,* avait rarement tant mérité le beau nom que lui a donné le Directoire.

Les bons sentiments font souvent illusion. Il y a quelques bisbilles parmi les militants de l'antiracisme, et il ne suffit pas de s'embrasser pour que toutes les raisons que l'on a de s'opposer disparaissent comme par enchantement. Député à la législative, Mgr Lamourette avait su trouver les mots nécessaires, en 1792, pour convaincre ses collè*gues, qui, déjà, s'entredéchi*raient, de s'étreindre pour mieux affirmer leur volonté de résister à l'invasion : il a fini guillotiné devant la grille des Tuileries. Or *l'air du temps n'est pas précisé*ment à la tolérance, comme en témoignent des nouvelles reçues chaque jour des quatre coins du monde, y compris de celui qui se prétend « libre ». Pour s'en tenir à la plus marquante du moment, l'odyssée du Boeing de la TWA est déjà en soi une inqualifiable tragédie. Que de surcroît les auteurs du détournement aient fait disparaître – dans quel but ? – les otages dont les noms peuvent paraître juifs ramène aux pages les plus sinistres de l'histoire humaine.

La tentation raciste ne s'arrête malheureusement pas aux frontières de l'Hexagone. L'opposition parle de réduire *d'une manière ou d'une autre les* prestations sociales versées aux immigrés. Le Front national, lui, veut les supprimer purement et simplement. Il fait miroiter l'image idyllique d'une France qui ne serait plus qu'aux Français, comme si elle n'était pas depuis toujours un carrefour, un pays de sang mêlé, la nation, notait déjà Valéry il y a un demi-siècle, *« la plus hétérogène qui soit »*.

Marquons donc d'une pierre blanche le succès de la fête de la *Concorde*, même *si nous savons* que rien n'est jamais acquis et qu'il faut plus qu'une fête pour venir à bout de la jalousie, de la méfiance et de la peur. La manifestation de samedi et de dimanche n'efface pas les innombrables problèmes posés par la cohabitation, dans ce pays, de cultures différentes, sinon antagonistes. Elle a le mérite de montrer à des hommes politiques facilement tentés, à la veille des grands rendez-vous électoraux, *de faire flèche de tout bois que la* démagogie raciste n'est pas forcément payante, qu'une grande partie de la jeunesse aspire non pas à se fermer mais à s'ouvrir aux autres, et que la libanisation de la France et du monde n'est pas, tous comptes faits, une fatalité.

(Lire nos informations page 12.)

Le printemps soudanais

I. – *Le torrent endigué*

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Khartoum. – Affalé sur les coussins moelleux de sa Mercedes blindée, précédée et suivie par des motards, le maréchal Nemeiry se dirigeait, le 27 mars dernier, vers *l'aéroport de Khartoum pour s'envo*ler pour Washington. Malgré l'émeute qui grondait dans la capitale depuis la veille, les injures que lui lançaient les manifestants sur son passage, il n'imaginait sans doute pas que dix jours plus tard, la « rue » balayerait le régime qu'il avait instauré seize ans auparavant, à la force du poignet.

L'histoire lui imputera sans doute le déclenchement du processus révolutionnaire. *« Pourquoi faut-il que les Soudanais prennent trois repas par jour ? »*, s'était-il indigné dans un discours prononcé deux jours avant son départ, en expliquant que la pénurie de denrées alimentaires et la flambée des prix étaient essentiellement dues à une *« consommation abusive »*. Pour le malheur du maréchal-président, ses propos tenus devant un aréopage de dignitaires repus ont été radiodiffusés, et donc entendus par des millions de Soudanais en proie à la famine, par une population qui venait d'apprendre, de sa bouche, que les prix de denrées *essentielles*, en *particulier le pain*, avaient été augmentés de 33 % à 100 %. Le chef de l'Etat a omis de préciser que la nouvelle poussée inflationniste avait été provoquée par la mise en œuvre d'une série de mesures *d'« austérité »*, exigées à la fois par le Fonds monétaire international (FMI) et les Etats-Unis, et destinés à *« assainir »* l'économie.

Le lendemain, les *étudiants* de l'université islamique d'Oumdourman défilent dans la ville-jumelle de Khartoum aux cris de : *« Le peuple a faim ! », « A bas l'Amérique ! », « A bas le FMI ! »* et *« La Banque mondiale ne gouvernera pas le Soudan ! »*.

Le surlendemain, c'est au tour des étudiants des instituts technologiques de descendre dans la rue, de saccager les locaux de banques et de sociétés commerciales, dont celle du propre frère du président de la République. Ce dernier part néanmoins pour les Etats-Unis avec la certitude que l'émeute sera aisément maîtrisée.

Précautionneux malgré tout, il ratifie, dans le salon d'honneur de l'aéroport, un décret-loi, qui traînait dans ses tiroirs depuis un an, relevant les soldes des policiers, qui avaient manifesté quelque mollesse face aux manifestants. L'armée, elle, était dans de bonnes mains : le ministre de la défense, le général Sewar El Dahab – celui-là même qui devait, dix jours plus tard, prendre le pouvoir, – est un officier « apolitique », conservateur et discipliné jusqu'à la caricature. Le général Omar El Tayeb, le premier vice-président de la République, d'une loyauté à toute épreuve, pouvait, si besoin était, lancer dans la bataille les 45 000 hommes de l'« appareil de sécurité » qu'il dirige personnellement. Dotée d'armements lourds, notamment de fusées anti-chars, entreposés dans des arsenaux disséminés discrètement à travers le pays, disposant de son propre réseau de transmissions et d'installations de radio-télévision, cette garde prétorienne, réputée féroce, serait en mesure éventuellement de neutraliser l'armée régulière.

(Lire la suite page 5.)

Le Monde

ÉCONOMIE

Forêts : 125 000 kilomètres carrés disparus chaque année

La chronique de Paul Fabra

Pages 21 à 24

AU JOUR LE JOUR

Direction

Un Californien prévenant a envoyé à un prince saoudien, invité à bord de la navette Discovery, des instruments destinés à l'aider – une fois là-haut – à déterminer avec précision la direction de La Mecque et à orienter correctement ses prières.

Les services de sécurité de la NASA ayant intercepté le colis suspect l'ont noyé sous des trombes d'eau. Résultat, la belle machine s'est entièrement déréglée. Inutilisable, elle est devenue folle : il paraît qu'elle indique continuellement la direction de Beyrouth !

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

7. TURQUIE
Aggravation de la répression.

8. PARTI SOCIALISTE
La rivalité Fabius-Jospin.

9. OPPOSITION
Victoire dès le premier tour à La Seyne.

10. DÉFENSE
Réunion décisive à Londres sur l'avion de combat européen.

11. SCIENCES
Un Français et un Saoudien à bord de Discovery.

15. MÉDECINE
Un cœur réparé avec un muscle du dos.

45. EUROPE
Eurêka et la Commission de Bruxelles.

débats

RACISME

Le grand concert organisé place de la Concorde par SOS-Racisme dans la nuit de samedi à dimanche a jeté une fois de plus une lumière crue sur une des plus graves maladies de notre société. Daniel Amson met en garde contre l'extension abusive de la notion de racisme qui pourrait avoir un effet de boomerang. Philippe Lamy répond, lui, à Roger Holeindre, qui défendait dans le Monde *du 6 juin les thèses du Front national.*

La nouvelle virginité du Front national

Comment peut-on être hostile à la France multiraciale et se battre pour la Nouvelle-Calédonie française ?

par PHILIPPE LAMY (*)

L'AFFAIRE est entendue : le Front national n'est ni « fasciste » ni « raciste », encore moins « nazi », si l'on en croit Roger Holeindre (*le Monde* du 6 juin). Et quiconque ose faire la moindre allusion est traîné devant les tribunaux, où Jean-Marie Le Pen — c'est bien connu — gagne tous ses procès. Enfin presque tous... puisqu'il vient de perdre contre Thierry Le Luron et Stéphane Collaro ! Et ce n'est pas moi qui oserais lui rappeler qu'il reste aujourd'hui le seul responsable politique français à avoir été condamné pour « apologie de crimes de guerre ». Décrire la montée du nazisme comme *« un puissant mouvement de masse, somme toute populaire et démocratique »*, il fallait le faire ; je crois qu'au bac j'aurais eu zéro en osant écrire une telle contre-vérité historique.

Le From national semble vouloir se refaire une virginité alors qu'il fut créé en 1972 — créé, rappelons-le, par les responsables d'Ordre nouveau, dont le mouvement fut dissous en 1973 (le ministre de l'intérieur d'alors précisait : *« Cette organisation entretient des relations étroites avec des partis néo-fascistes ou néo-nazis étrangers. Ces relations ne laissent aucun doute sur* le but *que les dirigeants d'Ordre nouveau poursuivent. »*).

« La solution est simple »

Oui le Front national pose problème. De *par ses origines*, de par les hommes qui furent à sa tête (F. Duprat ne fut jamais désavoué), de par ses références historiques, (Brasillach, Pétain), de par les liens entretenus avec un parti néo-fasciste italien dont il a repris le sigle, de par ses soutiens (1).

Quant à la question de l'immigration — sur laquelle le parti de l'ex-député poujadiste a construit son action — elle ne se traite pas à partir de slogans simplistes qui en rappellent d'autres plus sinistres, comme celui des nazis autrichiens en 1932 « 500 000 chômeurs, 400 000 juifs : la solution est simple ».

Il est frappant de constater que les arguments utilisés à l'encontre des étrangers cinquante ans après restent les mêmes : le souci de la démographie, l'insécurité, le danger pour la santé des Français. Commissaire à l'information, Jean Giraudoux écrivait en 1939 : *« Notre terre est devenue terre d'invasion. L'invasion s'y poursuit exactement de la façon dont elle s'opéra dans l'Empire romain, non point par les armées mais par une infiltration des barbares* (2) ».

Aujourd'hui, que dit Jean-Marie Le Pen ? *« Quand les Huns, les Wisigoths et les Ostrogoths avancent, chassés de leur territoire par la misère, et envahissent celui de leurs voisins, il n'y a pas de guerre si on ouvre les portes, si on leur entrouvre les femmes (...). Oui je crois qu'ils sont* [les travailleurs immigrés] *l'avant-garde des Barbares à l'assaut de l'Occident* (3)... »

Giraudoux parlait des *« centaines de mille Askenazis, échappés des ghettos polonais ou romains... »*. Le Front national, lui, pense à l'immigration venant du tiers-monde.

Les « hiérarchies »

Sous la rubrique « Les envahisseurs », chaque semaine, *National Hebdo* traite du problème de l'immigration en des termes parfois inquiétants. Ainsi, évoquant l'achat de fusils de chasse par des « Maghrébins », l'auteur (anonyme) considère cet état de fait comme un danger et rappelle que *« les premiers groupes de terroristes communistes, membres de l'OS, opérant dans la région parisienne sous la direction de Pierre Georges (futur colonel Fabien), ne dépassaient pas une trentaine de gens* (4) ». On appréciera en quels termes *National Hebdo* parle de la résistance au nazisme.

Si le Front national n'est pas raciste, pourquoi ne se définit-il pas comme antiraciste, et pourquoi toutes ces attaques (parfois physiques) contre le mouvement « SOS racisme » de la part de ceux qui se réclament des idées de Jean-Marie Le Pen ? Comment peut-on être hostile à la France multiraciale et se battre pour la Nouvelle-Calédonie française ?

Quand le responsable du Front national estime qu'il y a des *« races différentes »*, que *« les citoyens sont égaux en droit, pas les hommes » (...)*, qu'il existe des *« hiérarchies »*, admet-il alors qu'il y a des races supérieures, des races inférieures, et si oui, lesquelles ? Si tel est le cas, mesure-t-il bien la logique de sa pensée ?

Le discours « lepéniste » fait en tout cas des ravages au sein de la droite parlementaire. Quand UDF et RPR appellent à la révision des procédures de naturalisation, quand on lit dans le journal du Parti républicain du dix-neuvième arrondissement que *« la procédure d'expulsion devrait être automatique pour les délinquants* et pour ceux qui refusent de s'adapter à leur vie (5) », on mesure le retour en arrière. Cela porte un nom : le pétainisme.

Aussi est-il urgent dès maintenant de réactualiser ces valeurs toujours aussi modernes de la République : liberté, égalité, fraternité.

(*) Responsable d'« Identité égalité », auteur de *Ces messieurs de la famille*.

(1) *Ces messieurs de la famille. Voyage à l'intérieur du Front national.* Paris, 1985.

(2) R. Paxton, M. Marrus : *Vicky et les juifs*, Paris, 1981.

(3) *Le Monde*, 17 décembre 1980.

(4) *National Hebdo*, nº 29, 4 janvier 1985.

(5) *Paris-Avenir* nº 19, avril 1985.

A force de crier au loup...

Ne confondons pas le réflexe de repli avec la volonté de nuire, critère du racisme

par DANIEL AMSON (*)

A partir de quel seuil doit-on considérer que quelqu'un est raciste ?

Est-ce lorsqu'il n'accepte pas avec enthousiasme que son enfant épouse une personne dont la couleur de peau — ou la religion — est différente de la sienne ? Est-ce seulement lorsqu'il accepte un tel mariage en indiquant que, selon lui, il ne présente pas des chances sérieuses de succès ? *Est-ce lorsqu'il* éprouve un sentiment de suspicion à l'égard d'autrui du seul fait de son origine ? Ou est-ce encore lorsqu'il se sent plus à l'aise avec des gens qui appartiennent au même « monde » que lui ?

A la vérité, il semble que, dans aucune de ces hypothèses, on ne puisse être considéré comme « raciste ».

Il faut le reconnaître honnêtement : la plupart des femmes et des hommes sont attachés à leur « village », c'est-à-dire à un ensemble d'habitudes, de modes de pensée, de réflexes, par lesquels ils se distinguent des autres — ou par lesquels ils ont l'impression de s'en distinguer.

L'erreur de la banalisation

L'écrivain Fred Uhlman, récemment disparu, l'a très bien expliqué dans son livre *Il fait beau aujourd'hui à Paris* (1), où il raconte sa première entrevue avec son futur beau-père « Sir Henry ». Celui-ci — écrit-il — *« ne devait jamais me pardonner* [d'avoir épousé sa fille]. *Mais je ne vois pas comment il aurait pu agir de façon différente... J'étais un étranger qui l'avait blessé dans sa fierté en lui faisant perdre tout espoir de voir sa fille épouser un Anglais distingué. J'étais un déclassé, un déraciné et, sous bien des rapports, le dernier individu qu'il avait envie de connaître...* [mais, pour autant], *Sir Henry n'oublia jamais qu'il était gentleman anglais. »* Ce vieil aristocrate britannique n'était assurément pas raciste, il était seulement attaché à son « village ».

Le véritable racisme commence ailleurs. Il ne pose pas une question de mariage, d'alliance ou d'intérêts, il traduit la volonté de nuire à une personne ou à *un* groupe, du simple fait de son origine. En d'autres termes, il ne se contente pas de ne pas « accueillir » l'autre ; il a pour but de le blesser moralement ou physiquement, voire de le chasser ou, pis encore, de l'éliminer. Cette odieuse perversion est fondée, non pas sur un réflexe de repli, mais directement sur l'intention de nuire. C'est cette intention qui constitue, en réalité, le critère du racisme. C'est l'attitude qui en découle que l'on doit qualifier de « raciste », et non l'expression du sentiment normal d'altérité que chacun — ou presque — éprouve, au fond de lui, à l'égard de l'« autre ».

Le racisme est un mal exécrable qu'on ne saurait combattre utilement en feignant de le confondre avec des attitudes qui peuvent certes encourir certains griefs sur le plan moral, mais qui n'en sont pas moins naturelles.

Le banaliser, le voir partout et sans cesse est, à coup sûr, une grave erreur. Que certains responsables qui se proclament antiracistes gar*dent leur sang-froid et réservent leur* indignation pour des événements qui la méritent.

Qu'ils n'oublient pas qu'à force de crier « au loup » le loup finit par arriver.

(*) Avocat à la cour.

(1) 1985, Stock.

LU

UN NUMÉRO SPÉCIAL D'« ESPRIT »

Immigration et mythes culturels

Tant qu'ils étaient des travailleurs temporaires, les immigrés n'avaient qu'un poids économique. A partir du moment où ils se sont installés durablement en France, avec femmes et enfants, leur présence est devenue un phénomène culturel et un sujet de controverse politique. Quelle place accorder à ces étrangers, en majorité musulmans ? Faut-il les intégrer ? A quel prix ? Jusqu'où peut aller le pluralisme de la société sans mettre en cause l'identité nationale ?

Abordant ces questions dans un numéro spécial (1), la revue *Esprit* s'en prend sans ménagements à *« la dérive culturaliste »*. Des idéologues de droite, écrit en substance Olivier Mongin, sont en train de brouiller les pistes en laissant croire que l'identité française est une affaire de culture. La gauche finit par leur emboîter le pas, sans même s'en apercevoir. Or, *« avant d'être une communauté culturelle, la France est une communauté politique, construite autour d'un Etat »*. Il serait urgent de *« réhabiliter une approche politique de l'immigration »*.

Comment ? Ce n'est pas dit clairement. Au lecteur de trouver les réponses, en épluchant les 254 pages de ce dossier trop riche et parfois inutilement abstrait. Par réaction, on est tenté de schématiser en disant qu'intégration politique et identité culturelles sont indissociables. Il s'agit en quelque sorte d'un marché où chacun doit trouver son bénéfice. Quel prix les immigrés sont-ils prêts à payer pour accéder à des droits politiques ? Et, de son côté, qu'est-ce que l'Etat pourrait leur accorder pour permettre *une cohabitation pacifique* ?

Jean-Louis Schlegel met en garde les défenseurs de l'immigration contre l'exaltation des « différences ». Ce thème a été *récupéré par l'autre camp, qui en a fait son cheval de bataille.* Les musulmans, dit-on de plus en plus, *« ne s'intégreront jamais »*, à moins de rendre les armes, de se soumettre entièrement à la culture française. Il est grand temps, souligne Jean-Louis Schlegel, d'insister sur les ressemblances, de faire valoir *« l'égalité et le mélange »*. Mais sans nier pour autant les *problèmes liés à l'immigration* (délinquance, chômage, etc.) et en osant leur consacrer des études sérieuses qui n'existent guère.

La France semble être moins capable que jadis d'intégrer « ses » étrangers. L'attribuer exclusivement à l'islam serait un peu court : le dossier d'*Esprit* souligne que les problèmes des Portugais ne sont pas fondamentalement différents de ceux des Maghrébins. C'est le système français d'intégration qui est en panne, avec des institutions défaillantes (écoles, Eglises, partis, syndicats). Quant à l'individualisme ambiant, il ne conduit pas forcément à tolérer les différences : bien souvent, il encourage la xénophobie.

Paul Thibaud remarque qu'à chaque grand moment de tensions politiques — l'affaire Dreyfus, 1936, le pétainisme, *mai 1968* — des étrangers militaient dans un camp, s'intégraient à une demi-France contre l'autre, avant de s'intégrer entièrement à la France. Lorsque la lutte franco-française s'apaise et que la société devient plus stable, la capacité d'intégration diminue... Une hypothèse à vérifier, avant de regretter les petites guerres civiles d'antan.

ROBERT SOLÉ.

(1) *Esprit*, « Français-immigrés », juin 1985, 62 francs.

COURRIER DES LECTEURS

Deux lettres à propos du Congrès du MRAP

Mme George Pau-Langevin, présidente du MRAP, et Albert Lévy, secrétaire général, nous écrivent :

Le débat effectivement passionné qui a eu lieu au congrès du MRAP sur le vote des immigrés (*le Monde* du 11 juin) ne doit pas masquer l'accord profond des congressistes et des adhérents du mouvement à ce sujet. Le rapport présenté dès le début du congrès rappelait cet accord et préconisait non seulement le vote municipal, mais qu'on envisage *« également le vote aux élections nationales, sinon pour aujourd'hui, du moins dans la perspective d'un élargissement de la démocratie correspondant aux données originales de notre société »*.

La résolution adoptée ne contredit pas, mais précise ce passage du rapport. La discussion qui a eu lieu ne portait pas sur un mot, mais sur les échéances à envisager, et surtout la nécessité, négligée par certains, de prendre en compte l'opposition à un tel projet d'une part importante de l'opinion. Comment la convaincre ? Le texte approuvé par la quasi-unanimité des congressistes indique : *« Il appartient aux militants du MRAP d'expliquer sans cesse les raisons qui justifient ce progrès de la démocratie, et d'agir pour que tous les habitants de ce pays, sans distinction d'origines, s'engagent ensemble dans la défense de leurs intérêts communs. »*

Se rencontrer, discuter, lutter ensemble sur le terrain pour surmonter les difficultés qui ne sont pas dues aux immigrés mais sont celles de la société tout entière : voilà, selon nous, le moyen le plus approprié pour combattre le racisme aujourd'hui, comme pour faire comprendre que la participation des immigrés aux élections découle logiquement de leur participation concrète à la vie sociale et politique du pays.

Ce débat, faut-il le souligner, n'avait aucun rapport avec une plus ou moins grande sympathie envers SOS-Racisme, dont les militants du MRAP portent souvent le badge, sans que cela ait le moindre rapport avec leur attitude sur la question du droit de vote ou quelque autre aspect de notre action.

∴

De son côté, Patrick Tort, professeur au Collège international de philosophie et membre du MRAP, écrit :

Sur la question « sensible » du droit de vote des immigrés, le bureau national du MRAP a confondu, *dimanche 9 juin*, le fonctionnement d'une *association* avec celui d'un *parti*. Alors que la commission Citoyenneté et nationalité s'était prononcée la veille sans ambiguïté pour une reconnaissance *immédiate* du droit des immigrés à participer à *toutes* les consultations électorales, balayant ainsi les recommandations prudemment tacticiennes du rapport préliminaire au congrès, les représentants du bureau national présents à la tribune, micro en main, arguant du fait que l'opinion ne serait pas « prête », ont, sous un prétexte technique, interdit de parole vingt-cinq intervenants inscrits au débat, et ont « proposé » une série de modifications au texte de la commission, aboutissant ainsi à une position, certes acceptable mais sensiblement affaiblie.

Le MRAP est en France l'organisation la plus constamment efficace contre le racisme, et j'appelle à la rejoindre tous ceux qui sont conscients de ce que l'antiracisme doit être autre chose et plus qu'une contre-mode à éclipses. Mais il serait bon que nos camarades du bureau national comprennent qu'une association n'a pas à se soumettre ni à soumettre ses décisions de principe, à l'opportunité (ou à l'opportunisme) d'une tactique de type électoraliste, à la manière des partis. Le réalisme d'un mouvement associatif tel que le MRAP se distingue du réalisme tacticien d'un parti en ceci qu'il ne peut jouer pleinement son rôle qu'en n'obéissant qu'à sa propre *logique*. Lorsque l'on a permis qu'un parti néo-fasciste accède à la représentation européenne et, bientôt, nationale, on ne s'est pas préoccupé de la maturité de l'opinion.

Quand l'opinion dominante d'un pays est pour la guerre, la logique d'un mouvement pacifiste n'est pas d'en tenir compte, mais de s'y opposer.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social :
500.000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe — 1984

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

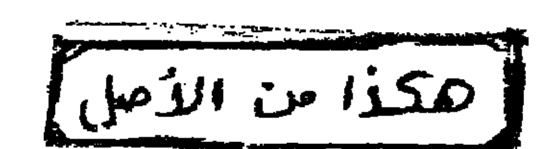
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



étranger

LE DÉTOURNEMENT DU BOEING DE LA TWA

Faisant état de l'« *émotion suscitée dans le monde entier* » par le détournement du Boeing-727 de la compagnie américaine TWA, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a lancé samedi un appel aux pirates de l'air leur demandant de mettre immédiatement un terme à leur action afin d'éviter davantage de souffrances.

● A MADRID, le gouvernement espagnol s'est refusé à satisfaire l'exigence des pirates de l'air qui réclament la libération des deux Libanais emprisonnés dans la capitale. Les deux hommes, Moustapha Ali Khalil, vingt-deux ans, et Mohammad Khair Abbas Ramal, vingt ans, avaient été arrêtés le 12 septembre 1984 après avoir tenté de tuer un fonctionnaire de l'ambassade de Libye à Madrid.

● A TÉHÉRAN, un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères a démenti « *avec force* » toute implication de la République islamique dans le détournement de l'appareil. « *L'Iran n'a pas besoin de recourir à de tels moyens et donnera une réponse aux agressions de l'ennemi sur les fronts* », a déclaré le porte-parole en affirmant que la « *propagande américaine* » constituait une réaction contre les manifestations massives de vendredi en Iran pour la « *poursuite de la guerre jusqu'à la victoire finale sur les régimes irakien et sioniste* ».

● A TEL-AVIV, quelque vingt-cinq mille personnes se sont rassemblées dimanche soir et ont exigé « *la peine de mort pour les terroristes arabes* ». Ils protestaient contre la « *récente libération de plus de mille assassins arabes* ». La manifestation, qui s'est déroulée dans le calme, a réuni les membres des mouvements nationalistes et religieux, notamment l'organisation annexionniste Goush Emounim (Bloc de la Foi) et le Parti Tehiya (Renaissance, extrême droite).

Initialement, les organisateurs de la manifestation entendaient exiger la libération des membres d'un réseau terroriste juif anti-arabe démantelé il y a plus d'un an et dont le procès se déroule actuellement. Cette demande avait été formulée au lendemain de l'échange de 1 150 prisonniers arabes condamnés pour terrorisme contre trois soldats israéliens détenus par le FPLP-Commandement général de M. Ahmed Jibril.

Cependant, après l'interdiction de cette manifestation qui eût pu peser sur l'instruction en cours, les organisateurs ont demandé et obtenu l'autorisation de manifester contre « *le laxisme du pouvoir à l'égard de la terreur arabe* ».

● A HELSINKI, M. Brian Urquhart, secrétaire général adjoint des Nations unies, a affirmé, samedi, que la FINUL aurait, en cas de besoin, monté une opération pour libérer les 21 « casques bleus » finlandais gardés en otages pendant plus d'une semaine par l'Armée du Liban-Sud (ALS). M. Urquhart, qui coiffe les forces de sécurité des Nations unies, dont la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban), venait d'informer les dirigeants finnois, et notamment le président de la République, M. Mauno Koivisto, des circonstances de la libération, samedi, de ses compatriotes par l'ALS (milice créée et financée par Israël) et des négociations l'ayant précédée. – *(AFP.)*

Washington : une action militaire serait très risquée

Correspondance

Washington. – La détermination domine à Washington, tandis que les responsables américains déploient une intense activité diplomatique pour obtenir la libération des otages de l'avion de la TWA. « *Notre politique n'a pas changé. Nous ne faisons pas de concession, nous ne cédons pas aux exigences des terroristes et nous n'encourageons pas d'autres gouvernements à céder.* » Ces déclarations de M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, rejoignent la position très ferme exprimée antérieurement par le président Reagan. Abrégeant son week-end à Camp David, le président a souligné, de son côté, que les terroristes feraient bien de relâcher les otages « *dans leur propre intérêt* », ajoutant : « *Dans certains cas, des pirates de l'air ont découvert que prendre des otages signifiait leur mort ou leur capture.* »

Cette menace voilée s'appuie sur certaines mesures militaires, à commencer par les mouvements du porte-avions *Nimitz*, qui a rejoint d'autres unités navales américaines dans les eaux libanaises. L'envoi dans la région d'un commando Delta, spécialisé dans l'action antiterroriste, a été confirmé.

Parallèlement à cette démonstration de force, le gouvernement américain joue la carte de la négociation. M. Reagan a, en effet, confirmé qu'il s'entretenait avec les gouvernements d'Algérie, du Liban, de la Syrie et d'Israël, en vue de trouver une solution. L'« option militaire », discutée par la cellule de crise siégeant en permanence au département d'Etat, ne pourrait être envisagée qu'en tout dernier ressort : d'abord, en raison des difficultés techniques de l'opération ; ensuite, parce que, étant donnée la fragmentation du mouvement chiite, une action dirigée contre un des groupes n'aboutirait qu'à encourager les autres à lancer de sanglantes représailles contre les personnes et les biens américains dans la région. « *Il n'y a pas d'option militaire valable* », a déclaré une personnalité officielle, et M. Speakes a indiqué qu'il était impossible de conclure que le détournement de l'avion relevait du « *terrorisme d'Etat* », qui justifierait des représailles américaines. *Il est surtout impossible de* déterminer si les terroristes ont agi spontanément ou sous la direction d'un commandement central chiite. Enfin, les chefs militaires américains déconseilleraient des représailles qui risqueraient de faire d'innocentes victimes civiles et d'entraîner la destruction d'appareils américains, comme ce fut le cas lors du raid aérien du 4 décembre 1983 sur des objectifs syriens au Liban.

Optimisme prudent

Très pessimistes au moment du retour de l'avion sur Beyrouth, les officiels américains faisaient preuve, dans la soirée de dimanche, d'un optimisme très prudent. Le fait que la discussion se prolonge est considéré comme un signe encourageant. L'espoir subsiste que les efforts de la Croix-Rouge et du gouvernement algérien aboutiront à une solution négociée. Les milieux diplomatiques arabes de la capitale fédérale laissent entendre que les terroristes pourraient libérer les otages en attendant la mise en liberté de centaines de prisonniers chiites détenus en Israël, dont le gouvernement de Jérusalem avait annoncé son intention de les libérer prochainement. *Mais le gouvernement américain ne* semble pas disposé à demander publiquement aux Israéliens de relâcher ces prisonniers.

En outre, ainsi que le président Reagan l'a souligné, le gouvernement américain entend obtenir la libération de l'équipage et de tous les passagers, y compris la dizaine d'entre eux sortis de l'avion samedi et détenus à Beyrouth. Mais à quelle autorité s'adresser pour satisfaire cette exigence ? Pour le moment, on *pense ici que M. Nabih Berri est* l'intermédiaire le plus qualifié pour obtenir la libération de cette catégorie d'otages.

HENRI PIERRE.

LA FORCE DELTA : UN COMMANDO INTERARMES

La force Delta, dont des membres auraient été envoyés au Proche-Orient, est composée de deux cents à trois cents militaires tous volontaires et dont aucun n'a un grade inférieur à celui de sergent. Elle a été formée en 1978, *sur le modèle des unités* israéliennes et ouest-allemandes créées après le massacre des athlètes de Munich aux Jeux olympiques d'été de 1972. Elle n'a de comptes à rendre qu'au Conseil national de sécurité et prend ses ordres auprès des plus hautes instances du gouvernement américain.

Les membres du commando viennent de toutes les armes américaines et disposent, selon certaines informations, *d'un bud*get illimité, ainsi que des armements, gaz paralysants et gadgets les plus modernes.

Certains journalistes de Caroline du Nord, où la force d'intervention est stationnée, croient savoir qu'elle s'entraîne dans une ancienne prison de cet Etat dont la rénovation aurait coûté environ 2,5 millions de dollars.

Des éléments de ces commandos ont participé à l'invasion de la Grenade, en 1983, mais n'y ont pas obtenu de succès spectaculaire. Selon le Pentagone, les hommes de la force Delta ne sont notamment pas parvenus à prendre le contrôle de la prison de l'île où se trouvaient *les détenus politiques.*

Jérusalem : renier le « dogme » du refus du chantage pour aider M. Reagan ?

De notre correspondant

Jérusalem. – Les exigences des auteurs du détournement de l'avion américain placent Israël devant un sérieux dilemme. Ou bien le gouvernement de Jérusalem, pour rendre service aux Etats-Unis et sauver les otages, accepte de libérer les quelque sept cents chiites libanais qu'il détient. Mais, en faisant cela, il renierait sa doctrine traditionnelle *dans ce domaine fondée sur le rejet* de toute négociation avec des terroristes et encouragerait à ses dépens de futurs chantages du même genre. Ou bien, il affiche une totale intransigeance envers le commando chiite au risque d'être tenu à Washington pour indirectement comptable de la vie des otages.

Israël a affronté souvent dans le passé le chantage de terroristes, et son refus d'y céder a acquis valeur de « dogme ». Mais le fait que les auteurs de l'actuel détournement aient pris cette fois pour cible un pays tiers – qui plus est le meilleur allié de l'Etat hébreu – complique évidemment la tâche des dirigeants israéliens, qui ne sont plus seuls en cause, et aggrave leur cas de conscience. D'éventuelles négociations, au minimum « triangulaires », entre Washington, Jérusalem et le commando chiite – par l'intermédiaire de M. Nabih Berri – n'en seront que plus délicates.

Israël, en théorie, n'a aucune réponse à fournir aux Etats-Unis, puisque ceux-ci, souligne-t-on de source autorisée à Jérusalem, ne lui ont officiellement rien demandé. Mais il règne *ici l'*atmosphère nerveuse des jours de crise. Depuis vendredi, M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, et le chargé d'affaires américain à Tel-Aviv maintiennent un contact permanent. Au cours du conseil de cabinet dominical transformé en comité ministériel de la défense, et dont les délibérations sont tenues secrètes, *M. Rabin a fait le* point de l'affaire, et le premier ministre, M. Pérès, a demandé à ses collègues de s'abstenir de tout commentaire public.

L'absence d'une requête américaine n'empêche pas les dirigeants israéliens de sentir peser sur eux cette affaire dont le dénouement pourrait largement dépendre de leur décision. Car si les responsables américains, notamment le président Reagan et M. Weinberger, se sont bien gardés d'exercer la moindre pression publique sur l'Etat hébreu, ils ont bien été obligés de constater que la responsabilité de libérer les détenus chiites incombait au seul gouvernement de Jérusalem.

Le précédent des libérations massives

Au cas où les Etats-Unis demanderaient à Israël d'élargir les prisonniers libanais, le conseil des ministres, indique-t-on ici, se réunirait immédiatement. Nul ne doute que sa réponse serait alors positive. Outre qu'on voit mal Israël s'obstiner à *refuser ce service à son meilleur al*lié, et principal bailleur de fonds, un tel refus serait, dans le contexte actuel, assez difficilement soutenable.

Politiquement d'abord et pour une simple raison : Israël s'apprêtait, en toute hypothèse, à rendre leur liberté aux détenus. Ceux-ci appartiennent à un contingent de prisonniers chiites, dont certains sont militants d'Amal ou du Djihad islamique, transférés début avril du camp d'Ansar au sud du Liban vers la prison d'Atlit au sud de Haïfa. Deux cent quarante neuf d'entre eux ont été libérés le 30 mai (*le Monde* du 1[er] juin) lorsque Israël voulut faire un geste de bonne volonté à l'intention du mouvement Amal pour l'encourager à faire régner le calme dans le sud du Liban.

Le gouvernement de M. Pérès avait fait récemment comprendre à M. Nabih Berri qu'il libérerait en plusieurs étapes au cours des prochaines semaines les sept cents chiites encore *détenus mais* que le rythme de ces libérations dépendrait aussi des efforts déployés par Amal pour contenir les attaques anti-israéliennes dans la « *zone de sécurité* ». En libérant les prisonniers dès maintenant, Jérusalem ne ferait donc qu'accélérer la mise en œuvre d'une décision déjà prise. Ce qui reste évidemment inacceptabe pour Israël, c'est de paraître en la matière céder au chantage terroriste.

Pourtant, la position de principe de Jérusalem est beaucoup moins solide depuis que l'Etat hébreu a accepté voici près d'un mois de libérer mille cent cinquante détenus palestiniens, dont nombre d'auteurs d'actes terroristes, contre la restitution de *trois prisonniers de guerre* (*le Monde* du 22 mai). Israël n'a pas fini de ressentir au plus profond l'onde de choc provoquée par cette opération si controversée. Comment obliger d'autres gouvernements à respecter un principe proclamé intangible – la résistance au chantage – alors qu'on semble en avoir fait soi-même peu de cas ? Certes, MM. Pérès et Rabin n'ont cessé depuis de justifier leur décision au nom d'un autre principe tout aussi cher : la nécessité de tout faire pour arracher à l'ennemi les prisonniers de guerre et préserver ainsi la force du lien qui relie l'armée israëlienne et ses soldats.

Il n'empêche que de nombreux responsables admettent aujourd'hui que le prix payé par Israël fut trop fort et que l'opération se révéla en conséquence une erreur politique. Les auteurs du détournement du Boeing ne gardaient-ils pas en mémoire ce précédent avant de lancer leur opération et de formuler leurs exigences ? *Ceux qui, en Israël, vi*rent dans l'échange du mois dernier un grave signe de faiblesse exhortent maintenant le pouvoir à la fermeté. Ils trouvent quelque réconfort dans l'attitude de l'administration Reagan, qui, soucieuse de conserver son crédit dans la lutte antiterroriste, n'a rien fait jusqu'à présent pour inciter Israël à capituler.

Pour Jérusalem, une initiative militaire américaine serait le meilleur dénouement, car elle lui épargnerait un choix difficile. Mais chacun est conscient ici de la difficulté d'une telle opération, rendue encore plus aléatoire par la mise à l'écart d'une dizaine de passagers sélectionés, *avant d'être emmenés vers* Beyrouth-Ouest en raison de la consonance juive ou supposée telle de leur nom. Pour Israël comme pour les Etats-Unis, l'option militaire semble donc difficilement envisageable tant que le sort des otages enlevés à Beyrouth reste incertain.

J.-P. LANGELLIER.

Epreuve de force à Beyrouth

(Suite de la première page.)

Ils souhaitent aussi, sur un plan plus « idéologique », la dénonciation de la politique américaine dans le monde arabe et *du soutien américain* à Israël, et la condamnation de l'attentat à la voiture piégée de Bir-El-Abed (soixante-huit tués, deux cent *cinquante-six blessés*) *dans* la banlieue sud de Beyrouth, qu'ils attribuent à la CIA.

Critiquant implicitement les régimes arabes et leur enjoignant de « *se réveiller car Jérusalem les attend* », les pirates de l'air affirment que « *seul l'islam libérera la Palestine* ».

En marge de l'affaire du Boeing, les miliciens d'Amal et la 6[e] brigade de l'armée *doivent* faire face à la « petite guerre » que leur livrent des militants, présumés sunnites, qui contestent leur pouvoir en secteur musulman.

Depuis quelques jours, cette *guérilla urbaine d'un genre nou*veau est montée d'un cran avec l'apparition de voitures piégées. La première a fait deux morts jeudi, et la deuxième a explosé vendredi soir à un barrage de la 6[e] brigade qu'elle venait de forcer et a fait vingt-trois morts et quarante blessés.

Enfin, Beyrouth connaît toujours la « routine » de la « guerre des camps » entre chiites et Palestiniens, et des affrontements sur la ligne de démarcation entre les forces chrétiennes du secteur est et musulmanes de l'ouest.

Durant le week-end, à plusieurs reprises, les bombarde*ments, notamment* des *quartiers* et positions chiites, par l'artillerie palestinienne en montagne, ont débordé les zones de combat et atteint des *quartiers résidentiels*.

Une fois de plus, on annonce une solution « *imminente* » de la « guerre des camps », élaborée à Damas, mais la Syrie semble bien avoir peine à imposer sa volonté à la fraction des Palestiniens qui lui est alliée.

LUCIEN GEORGE.

Le film des événements

Voici le film des événements qui se sont succédé depuis le détournement de l'appareil américain (les heures sont indiquées en GMT) :

Vendredi 14 juin

Le *Boeing-727* de la TWA *assurant* la liaison Athènes-Rome est détourné vers Beyrouth. Il a à son bord cent quarante-cinq passagers – dont les deux pirates de l'air – et huit membres d'équipage.

– 8 h 50 : l'avion se pose à Beyrouth. Les pirates menacent de tuer les passagers si l'appareil n'est pas ravitaillé. Ils exigent notamment la libération de tous « *les Arabes détenus dans les prisons israéliennes* » et la « *condamnation des agissements américains dans le monde arabe* ».

– 10 h 30 : peu avant le décollage de l'avion, les pirates libèrent dix-sept femmes et deux enfants.

– 14 h 35 : l'avion se pose à Alger. Les pirates renouvellent leurs exigences. *Les négociations* commencent avec les autorités algériennes.

Un complice des pirates, Ali Atwa, est arrêté à l'aéroport d'Athènes.

– 19 h 25 : l'avion quitte Alger vers une destination inconnue. Vingt-deux otages ont été libérés lors de l'escale d'Alger. Quarante et une personnes ont donc déjà été remises en liberté depuis le début du détournement.

– 23 h 17 : le Boeing atterrit pour la *deuxième fois* à Beyrouth. Les pirates exécutent un otage américain et jettent son corps sur la piste. Ils réclament la présence à l'aéroport d'un responsable du mouvement chiite Amal et la libération d'Ali Atwa.

Samedi 15 juin

– 2 h 45 : l'avion quitte Beyrouth.

– 6 h 45 : l'appareil se pose pour la seconde fois à Alger. Les négociations reprennent. On apprend que les pirates seraient au nombre de quatre, deux complices ayant profité de l'escale de Beyrouth pour monter à bord.

– 11 h 35 : Ali Atwa, libéré par les autorités grecques, quitte Athènes à destination d'Alger, où il arrive à 14 h 10. Les pirates libèrent successivement une *cinquantaine d'otages*. A 16 h GMT, selon un porte-parole de la TWA, « *plus de douze pirates* » se trouveraient à bord du Boeing.

– 18 h 35 : dix autres passagers sont libérés.

Dimanche 16 juin

– 0 h 45 : libération de trois nouveaux passagers.

– 7 h 55 : l'avion décolle avec une quarantaine d'otages à bord.

– 11 h 45 : il atterrit sur une piste de l'aéroport de Beyrouth après retrait des obstacles qui y avait été placés. Peu après, l'un des pirates, qui affirme parler au nom des « *opprimés du monde* », exige la libération de cinquante personnes emprisonnées en Israël et l'intervention du CICR dans ce sens.

– 15 h 40 : dans une lettre manuscrite, *les otages demandent au président* Reagan de ne pas intervenir militairement *(lire ci-contre)*.

– 16 h 00 : M. Nabih Berri, ministre et chef de la milice Amal, demande *aux pirates de l'air du Boeing de la* TWA de le mandater « *officiellement* », afin qu'il puisse négocier la vie des otages en échange de la libération des prisonniers libanais, incarcérés à *Atlit en Israël*.

– 16 h 15 : les pirates de l'air acceptent de ne pas s'en prendre aux passagers qui se trouvent encore dans le Boeing pendant les négociations qu'en*tend mener M. Nabih Berri. Ils* présentent une nouvelle revendication, la libération de deux Libanais emprisonnés en Espagne. M. Nabih Berri décrète la « *mobilisation générale* » dans les rangs de son mouvement *en prévision d'un* débarquement israélien sur la côte libanaise.

Lundi 17 juin

– 05 h 00 : M. Robert MacFarlane, conseiller du président Reagan pour la sécurité nationale des Etats-Unis, téléphone à M. Berri, pour discuter de la situation des otages.

« CHER PRÉSIDENT NÉGOCIEZ NOTRE LIBÉRATION »

Beyrouth *(AFP)*. – Voici le texte de la lettre adressée dimanche au président Reagan par les otages :

« Cher président,

» Les trente-deux otages américains du vol 847 qui ont signé cette lettre s'adressent à vous librement et non sous la contrainte. Nous vous implorons de ne tenter aucune action militaire directe en notre faveur.

» Négociez rapidement notre libération immédiate en convainquant les Israéliens de libérer les huit cents détenus libanais, comme il est demandé maintenant. »

» Le mot « *maintenant* » est écrit en capitales et souligné.

Bien qu'il soit affirmé dans la lettre que celle-ci a été signée par trente-deux otages, on ne trouve que vingt-neuf noms au bas du texte.

PROCHE-ORIENT

LE DÉTOURNEMENT DU BOEING DE LA TWA

Alger : étroite concertation avec Washington

De notre correspondant

Alger. — Le dégel des relations entre Washington et Alger, fort mauvaises sous Boumediène, avait commencé en 1981 à l'occasion de la mission de bons offices accomplie par l'Algérie pour parvenir à la libération des otages américains à Téhéran. Deux mois après la visite du président Chadli à Washington, le détournement du Boeing de la TWA a de nouveau amené les deux gouvernements à agir en étroite concertation. Les médias algériens font état d'un message du président Reagan remis au chef de l'Etat, M. Chadli, dimanche par l'ambassadeur des Etats-Unis. Vendredi, le chef de l'exécutif américain avait adressé un premier message à son homologue algérien.

On ignore la teneur de ces messages. Mais samedi matin, alors que le Boeing venait de se poser pour la seconde fois sur l'aéroport Houari Boumediène, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Newlin, de nouveau présent dans le salon d'honneur, d'où les Algériens ont mené les négociations avec les terroristes, nous déclarait que l'Amérique remerciait l'Algérie pour s'être chargée d'« *une mission humanitaire aussi délicate* ». A ce moment, le diplomate américain nous assurait qu'il n'était pas question pour Washington de modifier sa politique traditionnelle consistant à ne jamais céder sur le fond au chantage exercé par les terroristes.

Les Algériens déclaraient pour leur part qu'ils avaient permis à l'avion d'atterrir après avoir obtenu *des auteurs du détournement* des garantis selon lesquelles aucun acte de violence ne serait commis chez eux. Réunis à part dans l'une des deux ailes du salon d'honneur, le directeur de la sûreté nationale, le ministre des transports, un haut responsable du FLN, se relayaient pour des tractations, montant tour à tour à bord de l'appareil isolé à l'extrémité de la piste secondaire de l'aérodrome.

Trois passagers libérés

En fin de matinée samedi, trois passagers *sont libérés. Ils s'ajoutent* aux vingt-deux relâchés la veille avant le premier départ d'Alger pour Beyrouth. Ceux-ci ont passé la nuit dans un hôtel de la capitale avant d'être conduits à Paris samedi en début d'après-midi dans un avion spécial d'Air France, à la demande de la TWA.

A 15 h 30 (heure algérienne, 16 h 30 à Paris), il se confirme sur place que la Grèce, dont l'ambassadeur était présent aux côtés des négociateurs algériens, a cédé aux terroristes. Leur complice, arrêté vendredi à Athènes, descend d'un avion spécial d'Olympic Airways, en compagnie d'un haut fonctionnaire du ministère grec des affaires étrangères et monte à bord du Boeing. Peu après, une cinquantaine d'otages sont relâchés en deux groupes, et, en principe, plus aucune femme, y compris l'hôtesse de l'air, ne se trouve à bord.

L'agence Algérie Presse Service (APS) a diffusé régulièrement les communiqués exprimant les exigences des terroristes. Selon elle, dans le communiqué numéro deux « *les auteurs du détournement ont réitéré leurs remerciements au peuple et au gouvernement algériens et ont formulé l'espoir de voir les Etats arabes suivre l'exemple de l'Algérie dans son action pour la libération de la Palestine, pour l'unité et contre l'impérialisme mondial.* » « *L'Algérie,* ajoute le communiqué, *est le seul pays arabe qui comprend notre cause et qui soutient la cause du noble peuple palestinien.* »

Dans un troisième communiqué, les terroristes affirment leur intention de quitter Alger le lendemain à 10 heures « *pour une destination inconnue où nous ferons payer à Israël son refus de libérer nos frères arabes* ». En fin de soirée, l'APS signale l'arrivée à Alger d'une délégation du CICR « *qui doit apporter son concours aux négociations à la demande du gouvernement américain* ». Cette délégation monte à bord du Boeing aux environs de 2 heures du matin. Trois autres otages retrouvent la liberté peu a près et sont remis à l'ambassadeur des Etats-Unis.

Dimanche, une heure avant l'expiration de l'ultimatum, le Boeing quitte de nouveau Alger. Pendant sa longue immobilisation au sol, le trafic s'est poursuivi sur l'aéroport. Pour les malheureux otages prisonniers, le plus dur dans les moments de désespoir est d'entendre qu'ailleurs, tout près d'eux, la vie « normale » continue.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LE TÉMOIGNAGE DES OTAGES

Des heures entières les mains sur la tête

« Ils nous ont obligés à rester des heures entières pliés en deux sur nos sièges, les mains croisées sur la tête, sans pouvoir bouger ni parler. »

Encore sous le choc, Marcia, une Américaine de trente-huit ans, libérée en fin de semaine à Alger, raconte d'une voix faible le détournement du Boeing-727 de la TWA qui la ramenait, elle et sa famille, de ses vacances en Grèce. Mais, pour elle, l'aventure n'est pas terminée. Si elle a été libérée en compagnie de ses deux filles de dix-sept et neuf ans, son mari, un cadre supérieur, reste encore aux mains des pirates de l'air en compagnie de trente-sept autres passagers.

« Quelques minutes après le décollage d'Athènes, deux hommes très jeunes et très bien habillés sont arrivés en courant du fond de la cabine. L'un d'entre eux tenait une grenade à la main, l'autre un revolver et une grenade. » « Les mains en l'air ! a crié l'un d'eux, *en ramenant devant lui les passagers de première classe, pendant que l'autre pénétrait dans la cabine de pilotage. Les pirates nous ont ensuite obligés à nous plier en deux sur notre siège. »*

Uli Derickson, une hôtesse de l'air ouest-allemande qui se trouvait à bord du Boeing-727 détourné, a déclaré dimanche soir à New-York que les pirates de l'air avaient brutalisé quelques passagers américains mais s'étaient montrés corrects avec la plupart des otages. Hormis le jeune militaire tué à Beyrouth, a-t-elle précisé, un autre Américain, détenteur d'un passeport de service, a été maltraité et se trouvait *« dans un très mauvais état »* lorsqu'elle a quitté l'appareil samedi à Alger. Au début du détournement, peu après le décollage d'Athènes vendredi, l'un des deux pirates l'a jetée au sol d'une manchette de karaté.

Selon l'hôtesse, les deux pirates ont été rejoints à Beyrouth par d'autres hommes en tenue de combat. Les membres du commando sont armés de poignards, de grenades, de pistolets de gros calibre, et de ce qu'ils ont décrit avec fierté comme le *« fusil mitrailleur le plus rapide du monde »*.

La mort du jeune Américain

Un éventuel assaut contre le Boeing-727 immobilisé depuis dimanche à Beyrouth provoquerait la mort de tous les passagers, ont encore affirmé, dimanche soir à Londres, des otages libérés.

L'un d'eux, Ruth Henderson, a expliqué aux journalistes qu'elle était assise pendant le voyage près du jeune Américain abattu par les pirates samedi à Beyrouth. Elle a tenté de le soigner lorsque les membres du commando l'ont battu, le frappant à la tête et aux côtes, après avoir découvert qu'il était militaire. *La jeune fille a précisé que le* jeune homme n'était pas un fusilier-marin, mais un plongeur de la marine. *« Ils l'ont frappé jusqu'à ce qu'il ait les côtes cassées. Ils ont ensuite essayé de lui faire perdre connaissance en l'assommant à coups de crosse, plus tard, ils sont venus le chercher. »*

Selon les rescapés, les pirates n'ont cessé, tout au long du détournement, de vitupérer la politique américaine au Proche-Orient. Ils ont, par ailleurs, fait à plusieurs reprises l'éloge de l'Algérie pour la façon dont elle a mené les négociations. — *(AFP, Reuter.)*

● *L'enlèvement d'une journaliste libanaise.* — A l'image de ce qui a été fait pour Jean-Paul Kauffmann, un Comité pour la libération de Florence Raad vient d'être constitué à Paris (tél. 774-65-60). Cette journaliste libanaise, titulaire d'une carte de presse française et correspondante à Paris de *Chark-el-Haoussat*, de Londres, a été enlevée au Chouf en mai et, selon la Croix-Rouge libanaise, est depuis lors détenue par le Parti socialiste progressiste (druze) *(le Monde* du 7 juin).

LU

« TERRORISMES ET GUÉRILLAS », DE GÉRARD CHALIAND

Des repères dans la jungle

DANS un monde où la guerre ouverte et déclarée fait figure d'anachronisme, le terrorisme et la guérilla sont devenus les mots-clés de l'affrontement contemporain. Mots biaisés et d'un flou redoutable. *Parce que les nazis ont* baptisé « terroristes » les résistants, d'aucuns — parfois écrivains célèbres — ont cru relever un drapeau en défendant les absurdes tueries en terre démocratique de la bande à Baader ou des Brigades rouges. Que les guérillas aient abattu les pouvoirs coloniaux (et elles ne l'auraient pas fait sans l'évolution des opinions dans les métropoles) ne les rend pas toutes saintes et respectables.

Dans son petit livre clair et rigoureux, Gérard Chaliand — homme de terrain et théoricien — met de l'ordre dans ce tohu-bohu. Il y a été jeté, dit-il, *« par l'attrait de l'action, la familiarité avec la nature, le goût de marche à pied et le fait d'aimer l'atmosphère de la guerre »*. Mais ces ingrédients d'une vocation de mercenaire se sont transformés, grâce à la culture et à la réflexion, en qualités de l'analyste. Sa mise en perspective historique des guérillas dans le monde afro-asiatique montre bien comment elles sont passées du soulèvement « traditionnel » — guerre des Boxers en Chine ou *rébellion indienne de 1857* — au mouvement nationaliste qui a volé son levain à l'Occident. Car *« il n'était possible de vaincre qu'en se mettant à l'école de l'Europe »*, ce qui n'impliquait nullement l'acceptation de la démocratie et du respect du droit de l'homme. La lucidité de l'auteur contraste heureusement avec le rousseauisme ingénu de tant de « pieds rouges » déçus *par les insurgés qu'ils avaient* soutenus sans les connaître.

Les terroristes, successeurs des guérilleros, rendus efficaces par la fragilité de l'Etat moderne, où le désordre est aisé à créer et ruineux à combattre, n'ont encore manifesté, observe Chaliand, que *« peu d'imagination »*. Il ajoute : leurs « techniques » sont connues (bombes, détournements d'avions, prises d'otages, enlèvements, assassinats). *« Tout permet de craindre qu'il ne s'en prennent tôt ou tard aux infrastructures essentielles des pays industriels. »* Parmi les ripostes, une éducation du public dissipant toute pyschose et la création de services spécialisés efficaces viennent au tout premier rang.

Dans la jungle des illusions, des manipulations et des légendes, cette brève et lumineuse mise au point s'imposait. Elle vient à son heure.

P.-J. F.

★ *Flammarion, 182 p., 59 F.*





DIPLOMATIE

Le conseil exécutif de l'UNESCO adopte un compromis en vue de régler le problème du déficit budgétaire

Une résolution adoptée vendredi 14 juin après de longues tractations par les cinquante délégués au conseil exécutif de l'UNESCO a permis de régler au moins partiellement le problème financier posé à l'organisation internationale par le retrait des Etats-Unis, qui a amputé le budget de 43 millions de dollars. Cette résolution, adoptée par consensus, autorise M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, à utiliser pour couvrir son déficit la « réserve budgétaire » prévue au titre VII du budget et destinée normalement à faire face aux surcroîts de dépenses dus à l'inflation. M. M'Bow dispose ainsi de 10 millions de dollars, qui viendront s'ajouter aux économies déjà décidées sur divers chapitres budgétaires ainsi qu'aux contributions volontaires de certains Etats membres, comme la France et l'Union soviétique.

La même résolution invite, par ailleurs, le directeur général à « *poursuivre activement* » les négociations avec les Etats-Unis en vue de « *régler à la satisfaction des deux parties le désaccord enregistré sur la contribution de ce pays pour 1985* » et prie Washinghton de faire preuve de coopération sur ce point. Les Etats-Unis ont quitté officiellement l'UNESCO au 31 décembre 1984 et refusent de payer cette contribution. Mais des responsables de l'organisation internationale font valoir que leur retrait a eu lieu alors que le budget pour l'année en cours avait déjà été voté.

Enfin, le Danemark a émis à son tour de sérieuses critiques contre l'UNESCO et menacé de reconsidérer sa participation aux prochaines conférences de l'organisation. Dans une lettre adressée à M. M'Bow, mercredi 12 juin, M. Haarder, ministre danois de l'éducation, demande une intensification de la réforme de l'UNESCO et estime que celle-ci doit éviter ou au moins « *réduire progressivement les activités politiquement controversées* ».

Les pays de l'Est lancent une nouvelle attaque contre le Bureau international du travail

De notre correspondante

Genève. — Selon des informations parvenues à Genève, neuf pays de l'Est auraient adressé une lettre d'une rare violence à M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, dans laquelle ils réclament en substance que la nature et le fonctionnement du Bureau international du travail (BIT) soient modifiés. Ils déclarent que, au lieu de défendre les intérêts des travailleurs, la cause de la paix et du désarmement, le BIT poursuit une politique dirigée contre les pays socialistes en se rangeant du côté des impérialistes, notamment en soutenant le mouvement Solidarité en Pologne et en encourageant la « subversion » dans ce pays.

Dans les milieux de la conférence internationale du travail qui a lieu du 7 au 27 juin à Genève, on voit dans cette démarche, qui n'a pas encore été officiellement confirmée par le siège de l'ONU à New-York, un pas de plus dans la campagne que les pays de l'Est mènent ces dernières années contre le BIT *(le Monde* daté 12-13 mai 1985).

Pour sa part, M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, nous a déclaré : « *Je ne peux que réfuter toutes les accusations lancées par les pays de l'Est, car l'Organisation internationale du travail a toujours su faire preuve d'impartialité. Pour ne citer qu'un exemple, sa toute dernière décision a été l'envoi d'une commission d'enquête en République fédérale d'Allemagne, à la suite d'une plainte en discrimination dont ce pays était l'objet dans le domaine de l'emploi dans la fonction publique. Une enquête que Bonn a d'ailleurs acceptée sans la moindre réticence...* »

I. V.

A TRAVERS LE MONDE

Bénin

● REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — A la suite de la révocation, mardi 11 juin, de M. Michel Alladaye, ministre de l'enseignement secondaire et supérieur *(le Monde* du 14 juin), le président Mathieu Kerekou a procédé, vendredi, à un remaniement de son gouvernement. M. Moussa Ali Traore, ministre de la culture, de la jeunesse et des sports, est remplacé par M. Ousmane Dankoto. M. Nathanael Mensah se voit confier le département du travail et des affaires sociales dont l'ancien titulaire, M. André Atchade, prend en charge le ministère de la santé, dont l'ancien titulaire, M. Vincent Guezodje, est nommé ministre de l'enseignement secondaire et supérieur. — *(Reuter.)*

Inde

● M. GANDHI A GENÈVE. — Arrivé la veille des Etats-Unis, le premier ministre indien devait prononcer, ce lundi 17 juin, une allocution devant la conférence annuelle de l'Organisation internationale du travail, à Genève, et se rendre au Comité international de la Croix-Rouge. — *(AFP.)*

Nicaragua

● LE RETOUR DU CARDINAL MIGUEL OBANDO Y BRAVO. — Le cardinal Obando y Bravo est rentré à Managua vendredi 14 juin, pour la première fois depuis son investiture à Rome, le 25 mai dernier, comme cardinal. Le retour du premier prélat nicaraguayen élevé à ce rang a provoqué d'importants rassemblements le long de la route qui mène de l'aéroport à la capitale. Lors d'une messe en plein air samedi, suivie par 30 000 personnes, Mgr Obando a lancé un appel à la paix. Le cardinal est une des personnalités les plus critiques à l'égard du régime sandiniste, et dans les milieux d'opposition on estime que sa récente promotion lui donnera une marge de manœuvre plus grande vis-à-vis des autorités de Managua.

Pakistan

● MESURES EXCEPTIONNELLES DE SÉCURITÉ. — Les expatriés occidentaux travaillant dans les camps de réfugiés de la région de Quetta, dans le Baloutchistan pakistanais, ne peuvent plus quitter la ville sans escorte, à la suite de l'enlèvement récent d'un couple d'Australiens travaillant sur un projet de reboisement et d'un attentat contre un dispensaire de l'organisation française Action internationale contre la faim. Les deux Australiens, Robert et Jenny Williamson, ont été enlevés par des membres d'une petite ethnie, les Sassouli, qui exigent la libération de leur chef emprisonné pour délit de droit commun. — *(AFP.)*

Philippines

● ASSASSINAT. — Trois hommes armés se réclamant de la Nouvelle armée du peuple (NAP), branche armée du Parti communiste, ont abattu en public la sœur du gouverneur de l'une des provinces de l'île méridionale de Mindanao et grièvement blessé son mari, a indiqué, dimanche 16 juin, la fille des victimes, témoin de l'assassinat. Selon Christine Coloso, le commando a traîné sa mère Corazon et son père Roberto sur la place du village, dont Mme Coloso était le chef, près d'El-Salvador, à 800 kilomètres au sud de Manille. Après un bref « procès », le commando a tiré sur le couple. Corazon Colosa était la sœur de M. Fernando Pacana, gouverneur de la province du Misamis oriental, située sur la côte nord de Mindanao. Son époux a été hospitalisé dans un état critique. Les trois hommes ont laissé sur place une note manuscrite accusant le couple d'avoir détourné des fonds destinés au village. — *(AFP.)*

Vietnam

● M. LE DUAN ATTENDU A MOSCOU. — Le secrétaire général du Parti communiste du Vietnam effectuera une « visite d'amitié » en Union soviétique dans la seconde moitié du mois de juin, a annoncé dimanche 16 juin le ministère vietnamien des affaires étrangères. M. Le Duan dirigera une délégation du Parti communiste et du gouvernement de Hanoï, à l'invitation du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, du présidium du Soviet suprême et du conseil des ministres. — *(AFP.)*



Le printemps soudanais

(Suite de la première page.)

Cependant, le maréchal Nemeiry sous-estime tout à la fois la démoralisation de l'armée, tenue en échec et humiliée par les maquisards sudistes, le ras-le-bol populaire, la vitalité irrépressible des partis politiques clandestins, bien que décimés et désorganisés par une constante et cruelle répression, le dynamisme des syndicats, des associations professionnelles, des unions estudiandines, qui constituent, depuis le combat indépendantiste des années 40, le fer de lance de toutes les entreprises révolutionnaires.

Les démonstrations estudiantines des 26, 27 et 28 mars, initialement spontanées, se transforment dans les jours suivants en manifestations populaires orientées ou organisées par les associations professionnelles et les principaux partis. Le 29, la population des faubourgs, ouvriers, chômeurs, saisonniers, petits employés, se répand dans la capitale, s'en prend aux signes extérieurs de richesse, scande des slogans que lui soufflent les cadres clandestins du Parti communiste, le moins nombreux mais le mieux organisé des grandes formations.

Le 30 mars, le Parti communiste distribue son premier tract ; il prône une grève générale illimitée jusqu'au renversement du régime, mot d'ordre que reprennent à leur compte, le lendemain, à l'issue d'une réunion commune, les associations des professeurs, des avocats, des juges, des médecins, des infirmières, des ingénieurs, ainsi que les syndicats des cheminots, des textiles, des employés de banques, notamment, regroupés dès janvier au sein d'un *« rassemblement syndical pour le salut national »*.

Tous les partis politiques s'attellent à la tâche de préparer la *« manifestation de masse »* du mercredi 3 avril, celle-là même qui allait faire basculer l'armée dans le camp de l'insurrection. Mais dès le 31 mars, des tracts signés par d'anonymes *« officiers libres »* dénoncent le *« tyran Nemeiry »*.

Le 1er avril, M. Sadek El Mehdi, le chef spirituel et politique de la confrérie des Ansars, et ancien premier ministre, s'entretient secrètement avec deux officiers supérieurs, dont le général Taj El Din, qui deviendra l'âme de la sédition militaire. *« Nous avons besoin de votre soutien*, leur dit-il, *faute de quoi les grèves et les manifestations déboucheront sur des bains de sang. »* Ébranlés, ses interlocuteurs répondent : *« L'armée ne réprimera pas le mouvement populaire mais elle ne se rangera à ses côtés que s'il se révèle irrésistible. »* Le même jour, le président Reagan réserve un accueil chaleureux au maréchal Nemeiry, à la Maison Blanche, et l'assure que l'aide américaine sera pleinement rétablie, voire accrue, compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'austérité *« recommandées »* par le FMI.

Pour éviter la « catastrophe »

Entre-temps, la révolte gagne l'ensemble du pays. Dans les villes et les campagnes, ici et là, les populations affamées prennent d'assaut les bâtiments officiels, s'approprient des dépôts de denrées alimentaires stockées le plus souvent à des fins spéculatives. Les contre-manifestations, se soldent par de dérisoires fiascos. Celle de Khartoum rassemble, le 2 avril, un millier de personnes, pour la plupart des dignitaires et des notables du régime.

Le lendemain, une grande partie de la population de Khartoum et d'Oumdourman – un à deux millions de personnes, selon diverses estimations – envahit la capitale pour manifester sa colère et sa détermination d'abattre la dictature. C'est le plus grand rassemblement qu'ait jamais connu le Soudan dans son histoire. Plus imposant que celui qui avait marqué l'accession du pays à l'indépendance en 1956 ou le soulèvement populaire d'octobre 1964 contre le régime militaire du maréchal Abboud. La marée humaine déferle compacte et impétueuse, submerge les grandes artères et les ruelles, les ponts et les places publiques de la capitale. D'est en ouest, du nord au sud de la République, les mêmes slogans sont repris en chœur : *« Nemeiry, nous réclamons ta tête ! Le pain et la liberté valent bien un million de martyrs ! »*

La cause est entendue. Les policiers fraternisent avec les manifestants. Les gendarmes reçoivent l'ordre de battre en retraite ; l'armée est cantonnée dans ses casernes. Seules les forces de sécurité, la garde prétorienne dirigée par le général Omar El Tayeb, font des tentatives, vite abandonnées, pour contenir la foule en fureur. Bizarrement, elles s'abstiennent de tirer, vraisemblablement faute d'instructions, tandis que le maréchal Nemeiry proclame de Washington que *« nul n'est capable de me chasser du pouvoir »*.

Curieusement encore, le général Omar El Tayeb se montre, le lendemain 4 avril, bien conciliant. L'homme de confiance du maréchal Nemeiry est « invité » à des « consultations » au siège du haut commandement. Il a en face de lui treize des quinze généraux qui devaient deux jours plus tard assumer le pouvoir *« au nom du peuple »*. Ils lui demandent de ne pas proclamer l'état d'urgence et de ne pas impliquer les forces armées dans la répression. Sans la moindre hésitation, le général Tayeb se range à l'avis de ses subalternes. Pourtant, la grève générale et les manifestations se poursuivent et, rapporte-t-il, le chef de l'Etat le presse, au téléphone, de sévir impitoyablement.

Le mystère tend, depuis, à se dissiper. Selon le général Taj El Dine, l'un des principaux artisans du coup d'Etat du 6 avril, *« le général Omar El Tayeb a trahi Nemeiry dès le premier jour en minimisant l'importance des troubles, et en le décourageant de rentrer au Soudan. Il espérait prendre la relève, en s'appuyant sur l'armée et sur la Constitution qui le désignait comme président intérimaire en cas de vacance du pouvoir »*. Le premier vice-président de la République, selon l'avis général des milieux politiques, s'était *« entendu auparavant avec les services américains et égyptiens pour succéder à Neimery »*.

Quoi qu'il en soit, la passivité du général Tayeb se prolonge le lendemain, 5 avril. Les principaux chefs de l'armée l'informent, à l'issue d'une « tournée des popotes », que les jeunes officiers exigent la destitution du chef de l'Etat, faute de quoi ils *« prendraient l'affaire en mains »*. Deux autres événements les alarment : les représentants des partis, des syndicats et des unions professionnelles, en réunion, mettaient la dernière main à une sorte de programme commun, la « charte nationale » (qu'ils ont effectivement adoptée dans la nuit du 5 au 6 avril), accord qui donnerait au mouvement révolutionnaire une direction unifiée, des objectifs clairs, une stratégie, et une impulsion irrésistible ; d'autre part, le maréchal Nemeiry quitte le jour même Washington pour rentrer au Soudan, ce qui rend inéluctables de sanglantes confrontations.

Pour éviter la *« catastrophe »*, concluaient les généraux, le haut commandement de l'armée devrait s'emparer du pouvoir sans tarder. Le général Tayeb acquiesce volontiers et à 7 heures, le lendemain matin, il informe sèchement le conseil des ministres du coup d'État qui devait se produire deux heures plus tard.

La première proclamation de la junte, qui se donne deux jours plus tard le modeste nom de « Conseil militaire de transition », provoque une explosion de joie parmi les centaines de milliers de Soudanais qui avaient occupé Khartoum avant l'aube. Des colonnes de manifestants convergent vers la sinistre prison de Kober, la prennent d'assaut, brisent à coup de hache les portes des cellules, et libèrent 1 300 prisonniers, dont 400 « politiques », portés triomphalement sur les épaules jusqu'au seuil de leurs foyers.

La destitution du maréchal Nemeiry, la « suspension » de la Constitution qui institutionnalisait le totalitarisme, le rétablissement du multipartisme et des libertée publiques, ont permis d'éviter l'effusion de sang (il y a eu, malgré tout, une dizaine de tués) et, surtout, d'endiguer le torrent révolutionnaire. A cet égard, les généraux putschistes se donnent des instruments adéquats : ils instaurent l'état d'urgence, auquel ils s'étaient opposés deux jours plus tôt, et – malgré les appels réitérés des partis et des syndicats – ils refusent d'abroger la législation répressive introduite par Nemeiry, notamment les lois dites de la sécurité de l'État et la *charia* islamique.

Paradoxalement, la *« restauration de la démocratie »*, promise par le Conseil militaire de transition dans un délai d'un an, doit être entreprise à l'ombre de ce que beaucoup de Soudanais appellent les *« lois scélérates »*.

ÉRIC ROULEAU.

Prochain article :

LES EAUX MÊLÉES

AFRIQUE

Botswana

APRÈS LE RAID SUD-AFRICAIN SUR GABORONE

Le président Masire va saisir l'ONU

Le président du Botswana, M. Quett Masire, a affirmé, samedi 15 juin, dans un communiqué qu'il a lu à la presse en présence des ambassadeurs du Zimbabwe, de la RDA, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Chine, qu'il allait porter devant les Nations unies l'« *affaire* » du raid sud-africain de vendredi sur sa capitale.

« *L'opération de vendredi*, a ajouté M. Masire, *clairement revendiquée par Pretoria, qui s'est réjoui de son succès, avait dû être prévue depuis le mois de février, au moment où des menaces avaient été proférées par le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, affirmant que Pretoria se réservait le droit d'attaquer les bases de l'ANC au Botswana.* »

De son côté, dans un message adressé à M. Masire, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a condamné le raid sud-africain, le qualifiant de « *grave violation de l'intégrité territoriale de votre pays et de la charte des Nations unies* ».

A Paris, le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. André Ross, a convoqué, samedi 15 juin, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, M. Robert Abraham du Plooy, pour renouveler « *la condamnation que le gouvernement français porte contre cette incursion armée dans un pays souverain et indépendant, en violation flagrante du droit international* ». — *(AFP.)*

République sud-africaine

UNE ASSEMBLÉE DE L'ANC SE TIENT « QUELQUE PART » DANS LA RÉGION

Des tirs de grenades lacrymogènes ont accueilli plusieurs milliers de personnes, dimanche 16 juin, à la sortie de la cathédrale Regina Mundi de Soweto, où elles venaient d'assister à un service religieux commémorant le soulèvement de la grande cité noire de la banlieue de Johannesburg, il y a neuf ans. Les forces de l'ordre sont intervenues lorsque quelques centaines de jeunes se sont mis à lancer des pierres en criant : « *Nous n'avons pas peur* », alors que la foule commençait à se disperser.

Au cours du service religieux, qui a duré plus de trois heures, Mgr Desmond Tutu a invité les participants à « *prier pour la paix et la libération* » et « *pour que soient bénis ceux qui ont été tués à Gaborone* ».

Cette cérémonie a coïncidé avec la réunion — pour la première fois depuis seize ans — d'une conférence du Congrès national africain (ANC), principale organisation noire anti-apartheid, interdite par le régime de Pretoria, qui a lieu « *dans un endroit de l'Afrique australe tenu secret* », a annoncé un porte-parole du mouvement à Lusaka. — *(AFP, Reuter.)*

AMÉRIQUES

Chili

LE GOUVERNEMENT A LEVÉ L'ÉTAT DE SIÈGE

Santiago *(AFP)*. — Le gouvernement chilien a levé l'état de siège imposé dans le pays depuis sept mois, a annoncé, dimanche 16 juin, le *ministre* de *l'intérieur*, M. Ricardo Garcia. Il a indiqué que la levée de l'état de siège aura pour conséquence la fin de la censure de presse, mais il a ajouté que les médias ne pourront pas diffuser d'informations sur « *certains actes interdits par la Constitution, comme ceux à caractère terroriste, d'incitation au désordre public ou de politique partisane* ».

L'état d'urgence imposé, depuis août 1983 dans le pays, restera en vigueur.

L'état de siège avait été promulguée, le 6 novembre 1984, et renouvelé une première fois pour une période de trois mois, le 2 février 1985, il l'avait été une seconde fois pour la même durée le 6 mai 1985.

Brésil

Quinze partis politiques demandent leur légalisation

Brasilia *(AFP)*. — Quinze partis politiques brésiliens clandestins ont déposé une demande de légalisation devant les tribunaux électoraux entre le 9 mai et le 14 juin, selon des statistiques du Tribunal supérieur électoral publiées dimanche 16 juin à Brasilia.

Trois de ces partis, le Parti communiste brésilien (PCB, prosoviétique), le Parti communiste du Brésil (PC do B, maintenant qualifié de pro-albanais), et le Parti du front libéral (PFL), comptent déjà plusieurs représentants au Congrès. Agissant dans la clandestinité depuis 1947, les communistes brésiliens ont milité au cours des dernières années dans les rangs du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), seul parti d'opposition reconnu pendant presque toute la durée du régime militaire (1964-1985). Ce « stratagème » leur a *permis d'obtenir une représentation* au Congrès.

Mais, bien que les activités des deux partis communistes soient tolérées depuis 1979, date à laquelle le général Joao Figueiredo, alors chef de l'Etat, avait accordé une amnistie politique, leurs demandes de légalisation ont toujours été rejetées par les tribunaux électoraux.

La légalisation de nouveaux partis a été autorisée par un amendement à la Constitution (rétablissant le principe de la libre création de partis), proposé par le président de la République, M. José Sarney, et approuvé *le 9 mai* par le Congrès, *dans* le cadre d'une série de réformes constitutionnelles.

Pérou

L'ONU VA ENQUÊTER SUR LES « DISPARITIONS »

(De notre correspondante.)

Lima. — Une commission des Nations unies, chargée d'enquêter sur les « *disparitions* » est attendue le dimanche 16 juin à Lima. Cette visite de dix jours, prévue en janvier dernier, avait été repoussée, à la demande du chef de l'Etat, M. Fernando Belaunde, qui, craignait des retombées négatives sur la campagne électorale précédant la consultation du 14 avril.

Depuis juin 1983, plus d'un millier de dénonciations ont été présentées aux procureurs dans le département d'Ayacucho, mais, l'ONU n'a retenu que 389 cas, dûment documentés. Les autorités péruviennes assurent que quarante-sept d'entre eux sont « sans fondement ». Le chef de l'Etat a annoncé que le *Journal officiel* publiera une liste des violations des droits de l'homme commises par les guérilleros du Sentier lumineux, en particulier l'assassinat de membres des forces de l'ordre et de civils, dont de nombreux enfants.

N. B.

Canada

LA PROVINCE DU MANITOBA DEVRA TRADUIRE TOUTE SA LÉGISLATION EN FRANÇAIS

Ottawa *(AFP)*. — Quelque quatre mille textes de loi adoptés dans *la province du Manitoba* depuis 1890 ont été déclarés, le jeudi 13 juin, par la Cour suprême du Canada, *non conformes à la Constitution* du fait qu'ils sont rédigés uniquement en anglais. Afin d'éviter toutefois un « *chaos juridique* », ces lois demeureront « *temporairement valides* » le temps nécessaire à leur traduction, leur impression et à leur publication en français.

L'Acte du Manitoba, datant de 1870, qui faisait de ce territoire une province canadienne, garantissait la rédaction de la législation provinciale en français et en anglais. Mais vingt ans plus tard, le Manitoba s'était déclaré « *officiellement* » unilingue (la langue retenue étant l'anglais).

La population du Manitoba, qui était de 12000 habitants en 1870, dont 10000 francophones, dépasse aujourd'hui le million. Les anglophones y sont très largement majoritaires. Les Franco-Manitobains ne sont plus qu'environ 75000, et seuls 30000 d'entre eux parlent leur langue maternelle à la maison.

Le verdict de la Cour suprême met théoriquement un terme à la bataille engagée depuis près d'un siècle par les francophones pour recouvrer l'usage officiel de leur langue. Il confirme un précédent jugement d'inconstitutionnalité prononcé en 1979 par la Cour à l'encontre de la loi manitobaine, mais à l'époque l'obligation de traduire les textes de loi en français n'avait pas été spécifiée dans les attendus de la décision. Cette obligation est précisée dans le jugement de jeudi. Aucune date limite n'a toutefois été fixée à la province pour s'y soumettre.

LIBÉRATION DE RAYMOND VILLENEUVE UN ANCIEN « ACTIVISTE » QUÉBÉCOIS

Montréal *(AFP)*. — Raymond Villeneuve, le dernier membre du Front de libération du Québec (FLQ) encore détenu au Québec, a *été remis en liberté conditionnelle*, a-t-on appris le samedi 15 juin à Montréal. Agé aujourd'hui de quarante et un ans, il avait été condamné en 1963 à douze ans de prison pour avoir fait exploser une bombe qui avait *provoqué la mort* d'un gardien de nuit de l'armée canadienne.

Villeneuve avait quitté le Québec en 1968, alors qu'il avait déjà purgé quatre ans de prison et se trouvait en liberté surveillée. Après un séjour de dix-huit mois à Cuba, il s'était installé à Paris, puis en Algérie.

Cet exil volontaire de seize ans s'était achevé en novembre dernier, lorsque l'ancien membre du FLQ était rentré au Québec. Il avait été immédiatement arrêté par la police canadienne.

Mouvement indépendantiste, le Front de libération du Québec avait enlevé, *en 1970*, *le diplomate* britannique James Richard Cross et le ministre québécois du travail, M. Pierre Laporte. Ce dernier avait été tué par ses ravisseurs.

ASIE

Sri-Lanka

UNE CENTAINE DE SÉPARATISTES TAMOULS AURAIENT ÉTÉ TUÉS

Colombo *(AFP, Reuter)*. — Une centaine de séparatistes tamouls auraient été tués ou sérieusement blessés, vendredi 14 juin, lors d'un raid des forces de sécurité contre une base du FLTE (Front de libération des tigres de l'Elam tamoul) *(le Monde* daté 5-6 mai), située à Mannar dans l'extrême nord-ouest du pays, a annoncé, dimanche 16 juin, la radio officielle. Le ministre de la sécurité nationale, M. Lalith Athulathmudali, s'est rendu sur les lieux de l'opération et a examiné les armes saisies. Le FLTE avait été donné pour responsable de l'attaque, le 14 mai, au cours de laquelle cent quarante-sept civils avaient trouvé la mort dans la ville de Anuradhapura.

Le bilan des pertes, dans l'opération de Mannar, n'a pas été confirmé par les sources proches des forces de sécurité (celles-ci ont fait état de dix-huit tués parmi les séparatistes). Il a été indiqué, en revanche, par les mêmes sources que les rebelles avaient fait sauter un pont de chemin de fer à Omanthai, samedi 15 juin, interrompant le trafic ferroviaire sur la ligne Colombo-Jaffna, entre Vavuniya et Puliyankulam.

Corée du Nord

Amnesty International s'inquiète de la répression des « crimes contre l'Etat »

Au moment où la Corée du Nord entrouve ses portes à quelques observateurs étrangers — plusieurs correspondants de presse britanniques et américains ont pu s'y rendre récemment, — on en demeure réduit aux suppositions les plus sombres sur la situation des droits de l'homme dans ce pays, l'un des plus fermés du monde et où les méthodes de gouvernement les plus totalitaires restent en vigueur.

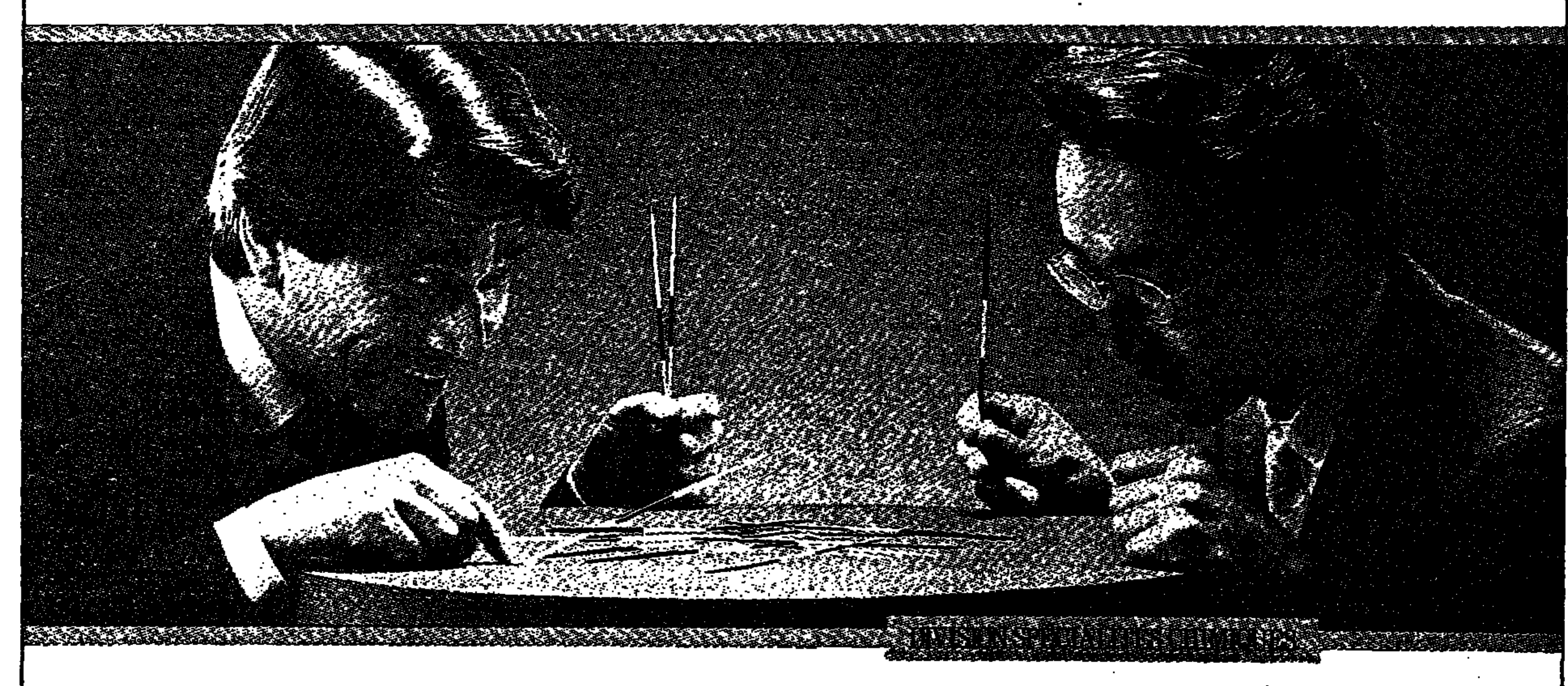
Amnesty International exprime ses « préoccupations » à ce sujet dans une note d'un ton très mesuré et qui met principalement en évidence le *manque d'informations* en provenance de sources aussi bien officielles que privées. Toutes les demandes de renseignements adressées à Pyongyang par l'organisation humanitaire sont demeurées sans réponse, et très rares sont les ressortissants nord-coréens qui ont pu quitter leur pays et témoigner.

Les inquiétudes sont d'autant plus *fondées* que divers articles de la Constitution, cités par Amnesty International, « *limitent sérieusement les droits des individus en mettant l'accent sur ceux de la communauté, ou « principe de la collectivité* ». Si la Constitution affirme que « *les procédures judiciaires se déroulent dans le strict respect de la loi* », elle « *ne semble pas cependant prévoir le principe de la présomption d'innocence, pas plus que le droit à un recours devant les tribunaux compétents en cas de violation des droits constitutionnels* ». Elle « *n'interdit pas la torture ou autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, même si d'autres textes législatifs peuvent les prohiber* ».

En outre, l'instruction d'affaires considérées comme des « *crimes contre l'Etat* » relève exclusivement de policiers dépendant du ministère de la sécurité publique. La procédure alors applicable est réglementée par un « *statut spécial* » qui n'a pas été publié, et « *aucun texte n'oblige les agents de la sûreté de l'Etat à signaler les arrestations qu'ils opèrent au ministère public* ».

L'un des rares témoignages disponibles est celui, déjà publié en 1979 par Amnesty International, d'un poète vénézuélien, Ali Lameda, venu de Corée du Nord en 1966 sur invitation du gouvernement de Pyongyang pour travailler à la section espagnole du département des publications en langues étrangères. Arrêté en 1967, il fut inculpé de « *tentative de sabotage et d'espionnage et condamné à vingt ans de prison* » — pour être libéré toutefois en 1974. Il a raconté comment, lors de son procès, il ne put à aucun moment exercer son droit de défense ni réfuter les accusations portées contre lui. Il témoigne également sur le total dénuement — « *le prisonnier n'a droit à rien* » — auquel sont réduits les condamnés durant leur détention.

Amnesty International cite encore *divers* cas de *procès politiques*, souvent contre des personnalités déchues du régime, mais dont la plupart datent des années 50 ou 60. La note mentionne cependant le témoignage d'un Nord-Coréen passé au Sud en juillet 1984 rapportant l'exécution publique de plusieurs personnes jugées responsables de troubles violents survenus en 1982 dans les provinces de Hamkyung-Nord et Sud. « *Les condamnations à mort*, conclut Amnesty International, *ne sont pas officiellement annoncées, et on ne dispose d'aucun chiffre quant au nombre des exécutions.* »



EUROPE

Tchécoslovaquie

LES FRICTIONS ENTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LE POUVOIR

Aucun évêque étranger ne pourra assister aux fêtes des saints Cyrille et Méthode

De notre correspondante

Vienne. – *Aucun représentant* de l'épiscopat européen ne pourra assister, le 7 juillet prochain, aux cérémonies marquant la fête des saints Cyrille et Méthode, en Moravie du Sud, a confirmé le cardinal Frantisek Tomasek, archevêque de Prague, dans une déclaration publiée par l'agence catholique autrichienne Kathpress. Le cardinal, âgé de quatre-vingt-six ans, a cependant exprimé l'espoir d'accueillir à cette occasion un légat du pape, après avoir dû abandonner l'idée – rejetée par le gouvernement – d'inviter le souverain pontife lui-même à venir en Tchécoslovaquie à cette occasion (1).

Le régime tchécoslovaque, qui a apparemment interdit au cardinal d'inviter des évêques étrangers, semble craindre que les festivités religieuses de Velehrad – où l'on attend plusieurs milliers de fidèles – ne soient rehaussées par la présence de hauts dignitaires de l'Eglise catholique.

Selon Kathpress, le cardinal évoque les rapports difficiles entre l'Eglise et le gouvernement en Tchécoslovaquie. Il souligne que « *le respect du droit de l'homme à la liberté individuelle est la condition principle au maintien d'une paix durable. Dans les pays où ce droit fondamental n'est pas respecté, les hommes se défendent.* »

Les atteintes graves portées à cette liberté individuelle, notamment celle du culte – pourtant garantie par la Constitution tchécoslovaque – préoccupent de plus en plus le Vatican. Dans une lettre adressée fin mai par Jean-Paul II au cardinal Tomasek, le pape s'inquiète notamment du fait que dix des treize diocèses du pays restent vacants, parce que les autorités de Prague refusent d'entériner la nomination par le Vatican de nouveaux évêques.

Autres sujets de préoccupation pour le Vatican : les restrictions imposées à l'enseignement religieux, à la formation des séminaristes, à l'existence des ordres et congrégations, à la diffusion de livres religieux ainsi que les mesures de répression prises à l'égard de prêtres qui donnent un enseignement religieux aux enfants.

Encadrer le clergé

De tous les pays de l'Europe de l'Est, la Tchécoslovaquie est – à l'exception de l'Albanie – celui qui a le plus perfectionné sa lutte contre l'Église. A la suite de la rupture entre Prague et le Vatican, en 1950, la majorité des hauts dignitaires du clergé et des sept mille prêtres ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison. Les ordres religieux ont été dissous et quelque huit mille de leurs douze mille membres emprisonnés pendant des années. Sur quinze séminaires, deux seulement n'ont pas été fermés. Ils sont soumis à un contrôle rigoureux de l'Etat en ce qui concerne le choix des candidats. La presse catholique indépendante a été interdite et remplacée par des revues contrôlées par l'État. Des mesures de répression contre les catholiques pratiquants sont monnaie courante ainsi que les *condamnations à des peines de prison pour « diffusion illégale d'écrits religieux »*, un des principaux délits des catholiques tchécoslovaques compte tenu de la pénurie de simples missels (2).

A la répression s'ajoute la tentative du pouvoir d'encadrer aussi étroitement que possible le clergé en forçant les prêtres à adhérer à l'organisation Pacem in Terris ; considérée par l'Eglise comme un véritable « cheval de Troie » du régime. L'État a non seulement imposé des règles strictes pour l'exercice du sacerdoce, mais verse également leur salaire aux prêtres (entre 900 et 1 200 couronnes, soit le tiers environ du salaire d'un ouvrier).

Selon les estimations, entre le tiers et la moitié des quelque trois mille prêtres – pour environ dix millions de catholiques – appartiennent à Pacem in Terris, qui soutient la politique du régime tout en fournissant des avantages matériels à ses adhérents.

Le clergé tchécoslovaque est donc divisé en deux tendances : celle qui collabore plus ou moins inconditionnellement avec le régime et celle qui reste fidèle au Vatican. L'interdiction d'appartenir à des organisations politiques a été fermement rappelée aux prêtres par le pape Jean-Paul II en mars 1982, ce qui encouragea le cardinal Tomasek à demander officiellement la dissolution de Pacem in Terris. De nombreux ecclésisatiques ont quitté depuis le mouvement, mais, compte tenu des conséquences, notamment matérielles, on doit comprendre, souligne-t-on dans les milieux catholiques, que tous les curés n'ont pas la vocation de martyr.

WALTRAUD BARYLI.

(1) L'an dernier, plusieurs dizaines de milliers de catholiques tchécoslovaques avaient signé un message « invitant » de manière pressante Jean-Paul II à venir en Tchécoslovaquie.

(2) Cependant, en mai dernier, les autorités ont donné leur accord à l'envoi par le Vatican d'un wagon contenant dix mille missels destinés aux paroisses de Bohême et de Moravie.

Turquie

AGGRAVATION DE LA RÉPRESSION

La police promue gardienne de l'ordre moral

Le premier ministre, M. Ozal, a dû mettre en jeu toute son autorité pour faire adopter au Parlement, le dimanche 16 juin, après cinq jours de débats houleux, avec bagarres et insultes, la mesure la plus controversée de son gouvernement. Il s'agit d'un texte qui accroît considérablement les pouvoirs répressifs de la police.

Le premier ministre a présenté ces mesures comme indispensables à la lutte contre le terrorisme et nécessaires à la levée complète de la loi martiale. Pour le Parti populiste, en revanche, qui a fait durer les débats au maximum, ce texte met en place « *un Etat policier pour succéder à l'état de siège* » et n'est concevable, selon l'expression du secrétaire général du parti, M. Yilmaz Hasturk, « *que dans un régime totalitaire* ».

La police turque devient, en effet, aux termes de la nouvelle loi, la véritable gardienne de l'ordre moral. Les policiers, en service comme pendant leurs loisirs, peuvent appréhender les personnes dont ils jugent le comportement « déviant » et les placer en garde à vue pendant vingt-quatre heures durant lesquelles elles seront dûment fichées.

Le quotidien à fort tirage *Hurriyet* résume, ce lundi, les nouveaux pouvoirs de la police de la façon suivante : « *Les policiers peuvent appréhender les amoureux qui marchent trop étroitement serrés. Ils peuvent saisir les films vidéo qu'ils jugent immoraux. Ils peuvent arrêter les personnes en état d'ivresse et les envoyer dans des asiles. Ils peuvent déférer en justice les personnes qui jurent et les femmes ayant des décolletés qu'ils considèrent trop profonds. Tous les spectacles et les activités culturelles ou de loisirs sont soumis à leur permission.* »

« *Des équipes spéciales de police sillonneront le pays pour des enquêtes tous azimuts sans en référer à quiconque* », poursuit *Hurryiet*. Il n'y a plus de limite à l'action répressive de la police, un agent en charge de la circulation pouvant par exemple appréhender un homosexuel ou tout autre suspect de déviance morale ; il peut le faire même quand il n'est pas en service et ne porte pas d'uniforme.

Le gouvernement a *in extremis* supprimé certaines des dispositions les plus critiquées de son projet comme la possibilité pour la police d'écouter les conversations téléphoniques et d'ouvrir le courrier sans décision de justice.

La garde à vue dans les affaires non liées au terrorisme a été ramenée de quarante-huit heures à vingt-quatre heures. Pour les interrogatoires de suspects ou de témoins dans des crimes collectifs, la garde à vue est de quinze jours. Pour tenter de prévenir les risques de torture policière, les suspects emprisonnés peuvent demander un examen médical avant leurs interrogatoires par la police. – *(AFP.)*

Suède

L'énergie nucléaire est à nouveau au cœur du débat politique

De notre correspondant

Stockholm. – Si les trois partis « bourgeois » suédois sortent vainqueurs des élections législatives du 15 septembre prochain, les discussions sur la formation d'une coalition majoritaire seront sans doute ardues. M. Thorbjörn Fälldin, chef de file des centristes et ancien premier ministre, a déclaré, dimanche 16 juin, lors des assises nationales de son parti, que le démantèlement des centrales nucléaires avant l'an 2010 devrait figurer en bonne place dans un programme commun de gouvernement bourgeois.

Ces propos ont beaucoup surpris ses partenaires conservateurs et libéraux. Ces derniers pensaient, en effet, que le référendum du printemps 1980 avait mis le point final à une vive querelle qui avait provoqué la chute, deux ans plus tôt, du premier cabinet non socialiste après quarante ans de pouvoir social-démocrate ; 58 % des Suédois s'étaient alors prononcés en faveur de la poursuite du programme électronucléaire et de la mise en service de douze réacteurs. Toutefois, il était précisé que l'atome industriel ne devait être qu'une « parenthèse » et que les centrales seraient fermées au plus tard en 2010.

M. Fälldin, farouche adversaire du nucléaire, avait respecté le verdict des urnes, mais il soupçonne aujourd'hui les conservateurs, les libéraux et le gouvernement social-démocrate de vouloir le remettre en question. *Aucun plan* détaillé de démantèlement des réacteurs, qui fournissent près de la moitié de l'électricité du pays, n'a été présenté jusqu'ici. La prise de position de l'ancien premier ministre pourrait créer des problèmes à une coalition bourgeoise. Dès l'année prochaine, en effet, le gouvernement devra débloquer les crédits nécessaires (1 milliard de couronnes, environ autant de francs) à la réparation de la centrale Ringhals 2. Certains centristes estiment que ces dépenses sont discutables et que ce serait là « *une bonne occasion* » de commencer à renoncer à l'énergie nucléaire.

ALAIN DEBOVE.

RFA

La mort d'Alois Mertes

Alois Mertes, ministre d'Etat aux affaires étrangères de la RFA, est mort dimanche 16 juin à Bonn des suites d'une attaque cérébrale. Il était âgé de soixante-trois ans. Pris de malaise jeudi après-midi, il avait été transporté dans une unité de soins intensifs d'un hôpital de la capitale ouest-allemande.

Né le 20 octobre 1921 à Gerolstein, dans l'Eifel, Alois Mertes n'était pas particulièrement prédisposé par ses origines familiales à faire cette double et grande carrière, diplomatique et politique, qui devait le mener jusqu'au ministère d'Etat aux affaires étrangères (le deuxième poste de la diplomatie ouest-allemande). Son père était employé des postes, ses grands-parents paysans ou petits artisans de campagne. Il est vrai que, très vite, le jeune homme a manifesté d'exceptionnelles aptitudes scolaires. Ses matières de prédilection sont le latin et le grec. On est en 1940 et il lui faut, avant toute chose, satisfaire à de longues obligations militaires. Il finit *la guerre comme lieutenant dans* l'artillerie de marine.

Après un passage dans l'administration locale, il reprend ses études à l'université de Bonn, puis de Paris, où il s'inscrit aux cours de philosophie de la Sorbonne, où il devient un remarquable connaisseur de la langue et de la culture françaises. Avec la même aisance, il acquerra la totale maîtrise du russe, de l'anglais et de l'espagnol...

En 1952, il entre dans la carrière diplomatique. Il est successivement vice-consuiul à Marseille, consul à Nicosie, conseiller politique à Paris au début des années 60, puis à Moscou. Les *Izvestia* l'accusent alors d'être un agent provocateur de l'Opuis Dei, à qui il enverrait des rapports secrets. Et aussi de se livrer en URSS et ailleurs à une certaine agitation antisoviétique.

En janvier 1966, il est délcare *persona non grata* à Moscou. En représailles sans doute à l'expulsion d'un fonctionnaire soviétique en poste à Bonn, mais aussi parce qu'à l'évidence les autorités du Kremlin supportent de moins en moins ce diplomate qui fait si peu mystère de son anticommunisme militant.

Après un passage à l'université de Harvard, comme enseignant cette fois-ci, Alois Mertes peut se consacrer pleinement à la CDU, à laquelle ce catholique fervent a adhéré d'enthousiasme, et dont il devient rapidement le meilleur expert pour les problèmes de sécurité et les relations Est-Ouest. Elu au Bundestag pour la première fois en 1972, dans la circonscription de Bitburg-Prün – il défendra avec acharnement, au printemps de cette année, le principe de la visite du président Reagan dans le désormais célèbre cimetière militaire, – *il affiche sa compétence en ces* matières, tout en animant le groupe d'études parlementaires RFA-URSS.

Président de la commission des affaires étrangères de la CDU en 1980, il est appelé deux ans plus tard au gouvernement par M. Helmut Kohl, lorsque le renversement d'alliance des libéraux permet aux chrétiens-démocrates de s'installer à la chancellerie. Le poste qui lui est attribué est éminemment politique : il s'agit, en fait, aux côtés d'un titulaire *libéral des affaires étrangères*, M. Genscher, de faire entendre la voix de la CDU. Et même, en l'occurrence, de son aile la plus atlantiste.

Résolument partisan de la double décision de l'OTAN sur les euromissiles, il fait campagne en faveur de la cohésion du camp occidental face au « surarmement » des Soviétiques. Mais aussi, à peine plus discrètement, il insiste pour que la République fédérale ne renonce pas à l'idée d'une réunification ultérieure de l'Allemagne, divisée *« contre sa volonté »*.

Personnage chaleureux malgré l'austérité des sujets dont il avait fait *sa spécialité, et habile orateur en dépit* du caractère entier de son argumentation, Alois Mertes était, en outre, devenu, en raison de ses étonnantes connaissances linguistiques, l'interlocuteur favori des journalistes étrangers. *L'œil vif derrière* les grosses lunettes carrées qui barraient son visage rond, il ne refusait jamais un entretien dépassant allègrement, dans le feu de la discussion, le temps qu'il s'était imparti. La famille chrétienne-démocrate, mais aussi une certaine conception de la solidarité atlantique, viennent de perdre en lui un avocat de grand talent.

BERNARD BRIGOULEIX.

Le chancelier Kohl devant l'Assemblée des réfugiés de Silésie

Le chancelier Kohl a tenu le dimanche 16 juin le langage de la modération et du réalisme devant dix mille personnes rassemblées à Hanovre pour les journées organisées par l'Association des réfugiés de Silésie. Au risque de décevoir son auditoire, M. Kohl a rappelé que son gouvernement respecterait les traités conclus au début des années 70 avec les pays de l'Est, dont la Pologne, ainsi que les frontières de l'après-guerre en Europe. « *Nous, République fédérale et République populaire de Pologne, n'avons aucune revendication territoriale l'une envers l'autre et n'en aurons aucune dans l'avenir* », a-t-il déclaré notamment.

Moscou et Varsovie avaient vivement critiqué la décision du chancelier de participer au rassemblement des réfugiés de Silésie, dont certains revendiquent aujourd'hui ce territoire allemand sous le troisième Reich et devenu polonais après la guerre. L'agence soviétique Tass, notamment, avait dénoncé dimanche les « *contradictions* » de la politique ouest-allemande. L'opposition social-démocrate avait, quant à elle, demandé au chancelier de « *définir clairement sa position* » dimanche. La question allemande reste ouverte, a ajouté le chancelier Kohl.

Le chancelier a, d'autre part, lancé un appel appuyé à la réconciliation avec la Pologne, aussi « *essentielle* », a-t-il dit que celle, « *définitive, avec l'ennemi héréditaire qu'a été la France* ».

Ces propos du chancelier n'ont été appréciés que par une partie de l'auditoire. Quelques groupes d'extrême droite avaient pris place dans l'assistance et scandèrent « *Résistance ! Résistance !* » lorsque le chancelier évoqua le traité germano-polonais signé par M. Willy Brandt en 1970, ou les horreurs commises par les nazis en Pologne. Une banderole sur laquelle on pouvait lire « *Nous renonçons volontiers à Kohl, mais à la Silésie jamais* » a été repliée par le service d'ordre, tandis que fusaient les cris « *Idiot ! Idiot !* », interrompant à plusieurs reprises le chancelier.

Portugal

Le Parti rénovateur démocratique ne présentera pas de candidat à la prochaine élection présidentielle

Lisbonne *(AFP)*. – Les partisans du président portugais, le général Eanes, réunis samedi 15 et dimanche 16 juin en convention nationale, ont mis au point les structures définitives d'une nouvelle formation, le Parti rénovateur démocratique (PRD). Ce « parti du président » est désormais prêt à jouer un rôle dans la vie politique.

M. Herminio Martinho, un ingénieur agronome qui a été élu président de la nouvelle formation, a confirmé que le PRD était disposé à prendre part à des élections législatives anticipées au cas où le président Eanes ne trouverait pas d'autre issue à la crise provoquée par le départ des ministres sociaux-démocrates qui partageaient, depuis deux ans, le pouvoir avec les socialistes de M. Mario Soares. Mais, dans l'éventualité d'une consultation anticipée, le PRD espère, a déclaré M. Herminio Martinho, obtenir un « bon » score permettant de faciliter un déblocage de la situation.

En ce qui concerne l'élection présidentielle prévue à la fin de l'année pour élire un successeur au général Eanes, qui, après deux mandats de cinq ans, n'a pas le droit d'en briguer un troisième, M. Martinho a clairement affirmé que le PRD ne présenterait pas de candidat propre.

Le PRD reprend, dans son programme, les principales options des partis sociaux-démocrates et socialistes européens. Outre une décentralisation du pouvoir au niveau régional, il préconise un renforcement du rôle dévolu au président de la République dont les prérogatives ont été considérablement réduites par la réforme constitutionnelle de 1982, ainsi qu'une introduction du référendum. Le général Eanes n'a pas assisté à la convention, mais plusieurs de ses proches collaborateurs ont suivi les travaux.



politique

Querelle de chefs chez les socialistes

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui devait s'exprimer lundi 17 juin, a choisi de se taire. Ce silence fait suite à l'annonce de la candidature de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle de 1988, et à l'engagement par M. Laurent Fabius, vendredi 14 juin, à Marseille, de la campagne pour les élections législatives.

Il y a une semaine, après la « convention » libérale réunie par l'opposition, M. Lionel Jospin ironisait sur *les rivalités personnelles qui déchirent la droite. « Western spaghetti »*, disait-il pour qualifier ce spectacle. Depuis, M. Michel Rocard a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 1988, initiative jugée *« prématurée »*, voire *« extravagante »*, bien que *« légitime »*, par M. Pierre Bérégovoy. M. Laurent Fabius, lui, ignore superbement l'ancien ministre de l'agriculture et se préoccupent dans l'immédiat — il l'a fait vendredi soir à Marseille — des élections législatives de 1986. M. Jospin, qui revendique le premier rôle dans la conduite de la campagne législative des socialistes, devait s'exprimer, ce lundi matin, 17 juin. *Il* a choisi de se taire, sans expliquer ce silence soudain. Si cela continue — silence ou pas, — l'opposition sera solidement armée pour retourner le compliment que lui a adressé M. Jospin : *« Western spaghetti... »*

D'autant que les trois acteurs vedettes à gauche n'ont visiblement pas la même conception du scénario. M. Rocard, parce qu'il ne maîtrise pas l'appareil du Parti socialiste et qu'il conteste au fond le mode de scrutin choisi, saute à pieds joints par-dessus l'échéance des législatives. Il préfère s'adresser à l'opinion pour préparer le scrutin qui est à ses yeux déterminant, celui de l'élection *présidentielle.* Tout *juste peut-il* s'efforcer de peser, avec ses amis, sur la composition des listes socialistes pour les législatives afin de faire le poids dans la future Assemblée nationale.

Chef du gouvernement, M. Fabius *a le devoir de défendre sa politique*, face aux propositions de l'opposition, dans la campagne législative d'une manière d'autant plus personnalisée qu'il sert, si l'on en croit M. Mitterrand, de *« bouclier »* institutionnel *au président de la République.* Il est logique que les élections législatives passent au premier plan des préoccupations politiques du premier ministre. Mais M. Fabius soigne tant son image qu'on ne peut pas ne pas penser qu'il prépare aussi l'échéance suivante.

Premier secrétaire du parti socialiste, M. Jospin a pour responsabilité première d'assurer la cohésion de son parti, *celle des hommes et des* idées. Son horizon, pour l'instant, est fixé à la campagne législative et à l'immédiat après-86, lorsqu'il conviendra de situer le Parti socialiste, dans l'opposition ou au gouvernement, mais, dans ce cas, avec qui ?

Il y a donc, à l'évidence, multiplicité de conflits d'ambitions, d'objectifs et de compétences. et M. Fabius sont *concurrents potentiels* pour la candidature à l'élection présidentielle. M. Rocard et M. Jospin sont concurrents pour la maîtrise de cette candidature, puisque le premier — bien qu'il fasse appel à l'opinion, comme en 1980, lorsqu'il contestait à M. Mitterrand le rôle de chef de fil des socialistes — admet qu'il devra se plier aux règles internes du PS que le second a pour charge de faire respecter. M. Fabius et M. Jospin sont concurrents sur la manière dont il convient de conduire le campagne législative des socialistes.

Confusion des compétences

Sur ce dernier point la concurrence semble s'être transformée en conflit. *En principe*, selon les règles non écrites de la Ve République imposées par la logique des institutions, l'affaire aurait dû être réglée depuis longtemps. Le chef du gouvernement est aussi le chef de la majorité et, à ce titre, conduit pour l'essentiel la campagne électorale. Mais la France est aujourd'hui placée dans une configuration politique originale : c'est la première fois qu'un parti — le PS — représente à lui seul la majorité, puisque les communistes se sont plongés, depuis leur départ du gouvernement en juillet *1984, dans une opposition active.* Il y a donc, à première vue, confusion des compétences du premier ministre et du premier secrétaire du parti socialiste en matière de campagne électorale.

Il semble qu'une répartition des rôles ait été établie depuis longtemps par la grâce des conversations qui animent chaque mardi à l'Elysée, autour du chef de l'Etat, les petits déjeuners auxquels sont conviés MM. Jospin et Fabius. Après tout, le premier ministre serait un triste sire s'il ne menait pas campagne et ne défendait pas l'action d'un gouvernement soumise à l'appréciation des Français. La chose est inconcevable. Encore faut-il que le premier ministre et le premier secrétaire du Parti socialiste tiennent un langage cohérent et envisagent les lendemains de la gauche de la même manière.

L'après-86 est, de ce point de vue. déterminant. Puisque M. Jospin a rassuré les militants socialistes — il n'est pas question de gouverner avec la droite — sur la pureté de ses intentions, *une seule hypothèse reste crédible* si l'on veut croire que les socialistes ont encore une chance de gouverner. Il s'agirait — si le PS se situe largement en *tête et que la* droite (UDF + RPR) n'obtient pas une majorité sans l'extrême droite — de former un gouvernement socialiste homogène émaillé de techniciens et de (rares) transfuges du centrisme. Il conviendrait alors de faire en sorte que cette équipe bénéficie au moins à l'Assemblée nationale, de la bienveillance neutralité des communistes.

Selon cette analyse, les socialistes devraient, d'ici à 1986, tenir un discours marqué à gauche pour éviter *les écueils d'une polémique* avec le PCF si profonde qu'elle en deviendrait irréversible. L'électorat communiste mérite d'être ménagé — *tous les socialistes* en sont d'accord, — mais aussi, malgré tout, la direction du PCF. La tentation gauchiste qui saisit les dirigeants communistes ne facilite pas la tâche. Mais de là à agiter la peur des *« petits matins des barres de fer »*, comme l'a fait M. Fabins à Marseille à propos de l'affaire SKF, il y a loin.

Pour sa part, M. Fabius considère qu'il doit tenir un discours de rassemblement au-delà de la gauche. Cela devrait s'inscrire dans une juste répartition des rôles avec le PS, à condition, estiment les dirigeants socialistes, qu'une gestion marquée à gauche ne soit pas remise en cause. Cette divergence a été sensible lorsque Matignon et le PS ont débattu, des mois durant, de la situation des chômeurs en fin de droits.

Inquiets du tour qu'a pris le débat, certains dirigeants socialistes font valoir — M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, l'a répété dimanche 16 juin à l'émission « RTL-*le Monde* » — que M. Fabius et M. Jospin ont leur rôle à jouer dans cette campagne. C'est aussi ce qu'avait dit M. Mitterrand à Solutré. C'est encore ce qu'affirmait M. Fabius *lui-même, dans un entretien* accordé au *Provençal* du 14 juin : *« Le premier ministre n'a pas à diriger le Parti socialiste. En revanche, je suis le chef du gouvernement et de la majorité. Ce sont deux plans à la fois différents et complémentaires. Une bonne campagne a besoin du concours harmonieux de tous. Ce sera évidemment le cas. »*

En choisissant de se taire, M. Jospin a donné à tous le temps de souffler un peu, dans l'attente probable*ment que le « cas » Fabius-Jospin* soit réglé au plus haut niveau.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et JEAN-YVES LHOMEAU.

● *Le Centre indépendant et républicain soutient M. Fabius.* — Le conseil national du Centre indépendant et républicain (formation de centre gauche) a réaffirmé, dimanche 16 juin, son accord avec le nouveau mode de scrutin pour l'élection des députés. Il a souhaité, d'autre part, que M. Laurent Fabius *« organise et conduise au plus tôt, en vue de l'échéance de mars 1986, le rassemblement le plus large de tous les démocrates et républicains qui se reconnaissent dans la politique de son gouvernement ou qui ont la sagesse d'admettre que, dans le contexte économique mondial d'aujourd'hui, il n'y en a aucune autre possible »*.

AU « GRAND-JURY RTL-*LE MONDE* »

M. Louis Mermaz : une double commande

« Chacun a bien le droit de penser à l'élection de 1988 (...). Chacun aura la sagesse, le moment venu, de se mettre derrière le candidat qui sera désigné par le parti (socialiste) », a affirmé M. Louis Mermaz, dimanche 16 juin au « Grand Jury RTL-*le Monde* », à propos de la candidature de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle de 1988. Le président de l'Assemblée nationale estime qu' *« il faut éviter tout ce qui peut distraire les socialistes »*, dont le problème est de gagner, d'abord, les élections législatives.

Interogé sur la conduite de la campagne électorale de la majorité, M. Mermaz a déclaré : *« Il est tout à fait normal que Lionel Jospin conduise la bataille pour le Parti socialiste aux prochaines élections. Quant au premier ministre, il aura à gouverner la France jusqu'aux élections et pendant les élections (...). Qu'il intervienne dans la campagne électorale et que son intervention soit décisive, cela aussi me semble évident (...). Il y aura peut-être une double commande, une double direction). »*

A propos de la « cohabitation », que M. Barre juge impossible entre M. Mitterrand et une majorité de droite, M. Mermaz a déclaré : *« Si tout le monde raisonne comme Raymond Barre, cela veut dire qu'il n'y a pas de possibilité de former un gouvernement. Donc, c'est la crise des institutions, et M. Barre devrait se dire qu'a ce moment-là l'économie française risquerait de souffrir. » « Je ne vois pas*, a-t-il dit, *le président Mitterrand se retirer à Rambouillet pour s'adonner à l'élevage des moutons. »*

M. Mermaz considère, d'autre part, que le Parti communiste est engagé *« dans une stratégie un peu suicidaire »*. Selon lui, la *« radicalisation de la direction »* du PCF ne correspond pas à l'attitude des militants communistes. *« La direction*, a-t-il dit, *patine par rapport à la masse des militants.*

Au Club de la presse d'Europe 1

M. BÉRÉGOVOY : « extravagant »

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, *qui était, dimanche 16 juin, l'in*vité du Club de la presse d'Europe 1, a estimé que M. Michel Rocard manifeste une *« légitime ambition »* en posant sa candidature à l'élection présidentielle, mais il juge cette candidature *« prématurée »*. M. Bérégovoy juge *« extravagant »* qu'autant de candidats se soient déclarés trois ans avant l'échéance prévue.

Le ministre de l'économie et des finances pense d'autre part que le partage des tâches entre MM. Jospin et Fabius pour la campagne des élections législatives est *« parfait »* : *« Le premier secrétaire du PS doit normalement conduire la campagne électorale du Parti socialiste*, dit-il. *Le premier ministre doit conduire l'action du gouvernement et s'exprimer sur les sujets politiques économiques et sociaux. »*

M. Pierre Juquin (PC) : il faut reconstruire la gauche

Invité de l'émission « Midi-presse » sur TF 1, le dimanche 16 juin, M. Pierre Juquin, membre du comité central du Parti communiste, chargé de l'action pour le paix et le désarmement, a évoqué les manisfestations organisées, sur ce thème, par l'Appel des cent. Évoquant le fête de SOS racisme, M. Juquin a déclaré : *« On peut peut-être imaginer un concert sur la place de la Concorde, l'année prochaine, avec le même ampleur et avec tous les pacifistes, tous ceux qui voudront lutter pour la paix : ceux de l'Appel des cent, les communistes, les socialistes, les Verts, tout le monde. »*

Interrogé sur la façon dont la presse communiste traite de la question des droits de l'homme, M. Juquin a déclaré : *« Il faut défendre les droits de l'homme dans tous les pays (...). Je dirai même que les pays socialistes — puisque je crois que le régime socialiste est un régime meilleur, supérieur moralement ou qui devrait l'être — devraient être les champions dans ce domaine* (...). *A la limite, il est, hélas ! normal que, dans l'épouvantable système capitaliste, dans les pays que nous appelons des pays impérialistes — l'Afrique du Sud, voire, même, les Etats-Unis — il y ait des violations des droits de l'homme. Il y en a aussi, malheureusement, en France, aujourd'hui même, dans les entreprises. »*

M. Juquin estime que le film d'Antenne 2 sur le groupe Manouchian met en scène *« des héros communistes »*, mais qu'il y a, dans la dernière partie, relative aux conditions de l'arrestation du groupe, un *« véritable dérapage, qui tourne au procès, à la calomnie ». « Je suis pris*, a-t-il dit, *entre l'idée qu'il ne faut pas de censure, ni de pré-censure* (...), *mais qu'il faut de la rigueur, de l'esprit de responsabilité parce qu'on manie l'honneur des gens. »*

Au sujet des affrontements du 5 juin à l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine, M. Juquin a déclaré : *« La première responsabilité dans cette affaire, c'est le gouvernement qui a décidé de faire évacuer l'usine par la police (...) On a réglé tout autrement l'affaire de la Chapelle-d'Arblay (...) Je sais que c'est dans la circonscription de M. Fabius, je ne sais pas si c'est la raison. Je constate qu'on peut faire autrement »*.

Il a ajouté : *« Je serai toujours du côté des travailleurs qui luttent pour l'emploi contre la casse, contre le chômage (...) mais (...) il ne faut pas d'opérations de commando, les travailleurs le savent, nous l'avons appris et ça ne sera pas, ça ne peut pas être, ça ne doit pas être une stratégie communiste. »*

M. Juquin a déclaré ensuite : *« Il faut reconstruire la gauche. Le Parti socialiste, dans l'activité qu'il a développée depuis quelques années, a déçu, il a sapé, même, un certain nombre des valeurs des buts de la gauche. Le Parti communiste a perdu beaucoup en influence et en crédibilité. Il est tout à fait indispensable que nous trouvions les chemins d'une union qui nous permette de battre la droite (...), qui, pour moi, est (...) le danger numéro un (...) et essayer de créer des conditions telles qu'une gauche majoritaire, même de justesse, parvienne à créer un gouvernement qui fera une politique différente de celle qui a été faite jusqu'à aujourd'hui. Ce que je déplore, c'est que la politique socialiste (...) actuelle ne permette pas d'assurer cette défaite de la droite. »*

Omission

M. Pierre Juquin estime que *l'Humanité « pourrait peut-être faire plus »* sur les violations des droits de l'homme en Pologne. Le quotidien du PCF lui rend la politesse *en citant de façon très* partielle les propos tenus par l'ancien porte-parole du parti, le dimanche 16 juin, sur TF 1. M. Roland *Leroy*, directeur du journal, juge sans doute que M. Juquin *« pourrait faire plus »* dans la dénonciation de la politi*que socialiste...*

Membre du comité central du Parti communiste, écarté de son bureau politique lors du vingt-cinquième congrès, il y a quatre mois, M. Juquin, chargé officiellement de l'action pour la paix et le désarmement, a consacré une bonne partie de ses déclarations à cette question. Le PCF, qui ne fait pas beaucoup appel aux compétences de M. Juquin dans ce domaine et qui s'est privé de son talent de communication, pourrait le regretter. Car, c'est un fait, M. Juquin « passe » bien. Et, comme il passe bien, le message qu'il fait passer est d'autant plus embarrassant pour la direction du parti.

L'ancien porte-parole a donné une sorte de florilège de ce que pourraient être les répliques du PCF face aux critiques ou attaques dont il est l'objet. L'affaire Manouchian ? C'est, d'abord, un film qui rend hommage à des *« héros communistes »*. Quand on a dit cela, on peut, ensuite, réclamer la même rigueur, lorsqu'il est question de la Résistance, que celle qui est mise en œuvre pour reconstituer la civilisation de l'an mil. SKF ? M. Juquin observe que le gouvernement avait agi tout autrement *face au conflit, comparable*, de la Chapelle-Darblay, usine située dans la circonscription électorale de M. Laurent Fabius.

A Périgueux, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, a accusé les socialistes de pratiquer sur le malade — l'économie française — *« une saignée médiévale, alors qu'il faudrait une réanimation moderne »*. A Limoges, M. Pierre Blotin, membre du bureau politique, a dénoncé *« la politique d'austérité, soit sous la direction du PS, soit sous celle de la droite, soit avec les deux ensemble au gouvernement »*. M. Juquin a, lui aussi, mis en accusation la politique socialiste, qui n'assure pas le retour à la croissance et qui *« ne permet pas d'assurer la défaite de la droite » en 1986.*

M. Juquin a ajouté une phrase, que les dirigeants communistes se sont interdit de prononcer (même si M. Georges Marchais avait paru, à la mi-mai, s'y assayer) : la droite, a-t-il dit, est *l'« ennemi numéro un »*. Il faut, pour la battre, *« reconstruire la gauche »*.

Cette phrase ne figure pas dans le compte rendu de *l'Humanité*.

P. J.

ANCIEN RESPONSABLE DES FTP IMMIGRÉS A PARIS

M. Holban répond aux accusations de Mme Manouchian

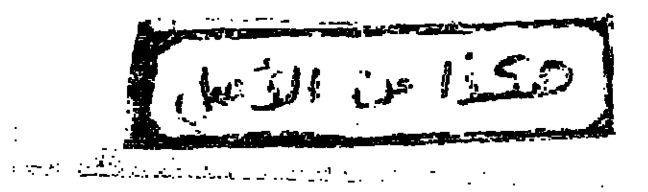
Le Matin de Paris publie, le lundi 17 juin, la substance d'un entretien qu'Alexandre Adler, éditorialiste de ce journal, a eu avec M. Boris Holban, à la suite des accusations réitérées contre ce dernier par Mme Mélinée Manouchian (*le Monde* daté 16-17 juin). Veuve de Mysak Manouchian, chef militaire des francs-tireurs et partisans-main-d'œuvre immigrées (FTP-MOI) de Paris à la fin de 1943, Mme Manouchian affirme que son mari avait demandé à ses supérieurs, en raison des filatures policières dont ces combattants étaient l'objet, l'autorisation pour le groupe de quitter Paris et de se replier en province. Selon Mme Manouchian, le responsable qui avait signifié à son mari le refus de cette autorisation avait pour pseudonyme « Roger », et, toujours selon elle, « Roger » n'est autre que M. Holban.

L'article du *Matin de Paris* confirme que M. Holban portait, dans la clandestinité, le pseudonyme de « Roger ». Il confirme aussi que M. Holban avait été remplacé par Manouchian comme responsable militaire des FTP-MOI parisiens, en septembre 1943. Le quotidien précise les raisons de ce remplacement : M. Holban était en désaccord avec la tactique de guérilla urbaine prônée par ses chefs, tactique qu'il jugeait, écrit Alexandre Adler, *« trop coûteuse en hommes, trop aventureuse »*.

Muté dans le Nord pour y organiser une filière d'évasion des prisonniers soviétiques travaillant dans les Charbonnages, M. Holban fut réaffecté à une fonction de direction dans la région parisienne *« à partir de l'hiver 1944 »*, écrit *le Matin de Paris.* Il ne peut donc être le responsable qui avait donné ou transmis à Manouchian, en octobre 1943, l'ordre de demeurer à Paris avec ses hommes et d'y continuer le combat. Ce n'est qu'après les arrestations du mois de novembre, dont celle de Manouchian, que M. Holban avait été rappelé dans la capitale.

Le quotidien précise, d'autre part, que, après la guerre, M. Holban, qui s'était engagé dans l'armée française en 1939, était retourné dans son pays d'origine, la Roumanie, où il avait exercé des responsabilités politiques dans l'armée de 1948 à 1950, ce qui lui avait valu le grade de major, équivalent de général. Ecarté de toute fonction de direction politique, il a rempli des tâches techniques au ministère des industries légères, et, retraité, il s'est installé en France en octobre 1984.

هكذا من الأصل



L'ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE DE LA SEYNE-SUR-MER

L'opposition l'emporte dès le premier tour

La liste de M. Charles Scaglia, UDF-PR, maire sortant, l'a emporté dimanche 16 juin, dès le premier tour de ce scrutin partiel, avec 50,74 % des suffrages exprimés. Elle obtient trente-cinq des quarante-cinq sièges à pourvoir, tandis que la liste conduite par l'ancien maire communiste, M. Maurice Blanc, en obtient neuf et la liste officielle du Front national, conduite par M. Neumayer, un.

Ce scrutin municipal, le cinquième en un peu plus de deux ans, faisait suite à l'annulation de l'élection partielle de février 1984, qui avait vu la victoire de M. Scaglia et qui était consécutive à l'annulation des municipales de mars 1983, remportées par M. Blanc, maire sortant.

Le 26 février 1984, M. Scaglia l'avait emporté avec 28 voix d'avance seulement sur son adversaire de gauche. Cette fois, son avance est de 2 515 voix.

Vraisemblablement lassés d'être appelés aussi souvent à se rendre aux urnes pour désigner leur équipe municipale, les électeurs seynois ne se sont pas mobilisés massivement pour cette consultation. Le taux de participation a été nettement plus faible qu'aux premiers tours des élections de mars 1983 et février 1984. Les inscrits sur les listes électorales étaient pourtant plus nombreux. La gauche a enregistré un recul sensible en deux ans (– 7,84 points par rapport au premier tour de mars 1983 ; – 7,46 points par rapport au premier tour de février 1984). Parallèlement, la droite a amélioré ses positions. Sa progression lui a permis d'être cette fois majoritaire dès le premier tour sans l'extrême droite, ce qui n'avait pas été le cas lors du premier tour de la partielle de 1984. Le Front national, représenté par deux listes – dont l'une dissidente, conduite par M. Noblia, – recueille 7,29 % des suffrages. Son score est supérieur à celui qu'il avait réalisé le 19 février 1984. Mais M. Neumayer, candidat officiel du Front national, sur la liste duquel se sont portés 5,39 % des suffrages dimanche, ne fait pas aussi bien qu'aux élections cantonales de mars dernier. Il avait en effet recueilli au premier tour de scrutin, dans le canton de La Seyne, 15,03 % des suffrages exprimés.

	16 JUIN 1985		26 FÉVRIER 1984		19 FÉVRIER 1984		13 MARS 1983		6 MARS 1983	
INSCRITS	39 049		37 171		37 167		37 120		37 120	
ABSTENTIONS	33,32 %		17,97 %		22,45 %		17,90 %		26,34 %	
SUFFRAGES EXPRIMÉS	25 550		30 102		28 374		29 848		26 595	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Un. opp. (M. Scaglia, UDF-PR)	12 965	50,74	15 065	50,04	13 213	46,56	14 754	49,43	10 474	39,38
Un. g. (M. Blanc, PC)	10 450	40,90	15 037	49,95	13 724	48,36	15 094	50,56	12 965	48,74
Div. d. (M. Moreno)									3 156	11,86
FN (M. Neumayer)	1 378	5,39								
FN diss. (M. Noblia) (1)	485	1,89			1 155	4,07				
Div. d. (M. Eynard)					282	0,99				
Pour un parti des trav. (M. Santucci)	272	1,06								

(1) Lors de l'élection partielle du 19 février 1984, M. Noblia conduisait la liste officielle du Front national.

Propos et débats

Charles Pasqua (RPR) : Fabius-Canada dry

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat a déclaré, le 16 juin à Sars-et-Rosières (Nord) : « M. Fabius est au premier ministre ce que le Canada dry est à l'alcool. Il ressemble à un premier ministre, mais il ne fait absolument rien de ce que doit faire un premier ministre. Il a créé avec M. Mitterrand un million de chômeurs de plus et il a entraîné la France dans une situation aggravée de crise économique et d'endettement. »

M. Pasqua s'est également insurgé contre « la campagne qui tend à développer l'idée que les Français sont racistes », *affirmant :* « il n'y a pas de peuple plus accueillant que le nôtre, mais il est normal que nous exigions que les étrangers vivant sur notre sol respectent nos lois. »

Jacques Toubon (RPR) : l'opposition gagnera le match

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré le 16 juin, à Mulhouse (Haut-Rhin) : « Le RPR n'est pas là, pour critiquer, dénigrer ou agresser. Nous sommes là pour construire l'édifice de la nouvelle majorité, sur une politique de renouveau pour la France. Le RPR privilégiera systématiquement ce qui unit par rapport à ce qui divise, et il tiendra des propos unitaires plutôt que d'attaquer ses partenaires. Je suis sûr que si nous pratiquons un jeu collectif, comme au football, l'union de l'opposition battra la proportionnelle, lors du match dont M. Mitterrand a voulu donner le coup d'envoi. »

M. Anicet Le Pors (PC) : au plus haut niveau

M. Anicet Le Pors, ancien ministre, membre du comité central du PCF, a déclaré, dimanche 16 juin à Avignon, à la fête de la fédération vauclusienne du PCF et du journal la Marseillaise : « Que peut penser un travailleur privé d'emploi ou menacé dans celui-ci et qui constate amèrement que le nombre des chômeurs en France sous un gouvernement socialiste augmente à un rythme au moins aussi rapide que sous le septennat de Giscard d'Estaing ? » *Pour M. Le Pors,* « la seule solution, c'est d'engager dès aujourd'hui une autre politique, qui crée les conditions d'une vraie société socialiste », et « pour réussir, il faut rassembler, rassembler dans la lutte, mais aussi au plus haut niveau, à la direction des affaires ».

Une élection cantonale

NORD : canton de Lille-Est (1er tour).

Inscr., 18 179 ; vot., 6 877 ; suffr. expr., 6 681. MM. Derosier, PS, 2 888 ; Lauriol, RPR, 1 829 ; Degrève, PC, 874 ; Wargnier, FN, 648 ; Paul (Verts), 288 ; Maestracci, div. d., 154. *Il y a ballottage.*

[Cette élection fait suite à l'annulation par le tribunal administratif de Lille du second tour des élections cantonales de mars dernier, au terme duquel M. Derosier (PS), député du Nord, seul candidat, avait été réélu.

Une erreur de quelques voix commise dans le décompte des résultats du premier tour modifiait l'ordre d'arrivée des candidats. M. Derosier était arrivé en tête, suivi du candidat communiste, qui se désistait, puis de M. Lauriol, RPR, qui ne pouvait se maintenir, faute d'avoir franchi le seuil de 10 % des inscrits. Après rectification, M. Lauriol arrivait en seconde position. Il aurait donc dû affronter le candidat socialiste au second tour.

Après la décision du tribunal administratif de rectifier les résultats du premier tour et d'annuler ceux du second, M. Derosier, élu président de l'assemblée départementale, a préféré se démettre de son mandat afin qu'un scrutin complet soit organisé au plus tôt pour permettre au conseil général de fonctionner normalement.

Pour cette seconde consultation en moins de quatre mois, les candidats étaient moins nombreux, six au lieu de huit le 10 mars dernier. Les électeurs aussi, puisque le taux de participation est passé de 59,25 % à 37,82 % cette fois-ci. Ce fort taux d'abstentions n'a pas nui au conseiller sortant, qui a recueilli 43,22 % des suffrages exprimés (au lieu de 37,95 % en mars) et se trouve en ballottage favorable. M. Lauriol (RPR), avec l'appui de l'UDF, qui ne présentait pas cette fois de candidat, a largement devancé le candidat communiste. Il pourra donc disputer le second tour dont il avait été privé en mars.

Après rectification les résultats du premier tour des élections cantonales de mars avaient été les suivants :

Inscr., 18 740 ; vot., 11 104 ; suffr. expr., 10 664. MM. Derosier (PS), 4 048 ; Lauriol (RPR), 1 429 ; Degrève (PC), 1 420 ; Dereux (UDF), 1 283 ; Danjou (FN), 1 236 ; Duvet, écol., 674 ; Goemare, div dr., 452 ; Legrand (LCR), 122.]

A BREST

Les conseillers dissidents demandent une commission d'enquête sur trois « affaires »

De notre correspondant

Brest. – Les conseillers municipaux dissidents de la majorité municipale brestoise (vingt élus en désaccord avec le maire RPR, M. Berthelot, qui ont créé un groupe « Servir Brest »), demandent la constitution d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur des rumeurs qui circulent depuis quelques jours.

La première de ces rumeurs concerne l'ordre qui a été donné au photographe officiel de la mairie de prendre des clichés de personnes présentes à l'enterrement d'un ancien haut dignitaire de la franc-maçonnerie afin de constituer un fichier. D'autre rumeurs font état d'écoutes téléphoniques qui auraient été placées dans certains bureaux de la mairie pour enregistrer des conversations. Les élus dissidents souhaitent enfin obtenir des éclaircissements sur les conditions dans lesquelles a été réalisé un sondage paru dans *le Quotidien de Paris* sur la crise municipale brestoise. Cette enquête, effectuée à Brest du 16 au 19 mai par l'institut Quotas, indiquait que 56 % des Bestois font confiance au maire, M. Jacques Berthelot, et que 86 % des électeurs de l'opposition nationale lui apportent leur soutien.

Mademoiselle Rosec, secrétaire générale, a été chargée par M. Berthelot de procéder à une enquête administrative sur l'affaire des photos des francs-maçons. Mais les conseillers municipaux dissidents veulent aller au-delà. Ils demandent que la commission soit placée sous la présidence d'une personnalité extérieure. « *Ou bien toutes ces affaires ont pour origine une succession de maladresses et, comme nous l'espérons, il n'existe au-delà aucune réalité politique*, a souligné mardi 11 juin M. René Gil, *ou bien il s'agit d'un système de fonctionnement généralisé, et dans ce cas c'est grave* ».

G. S.

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les navettes sont précoces cette année...

M. Laurent Fabius ne veut pas se *heurter à une fronde parlementaire*. Il a vu et mesuré les difficultés que la grogne des députés et des sénateurs avait causées à son prédécesseur. Les événements de la fin de 1983 et du début de 1984 ont montré que *l'existence d'une majorité* solide à l'Assemblée nationale ne protège pas automatiquement un gouvernement contre les attaques d'une minorité déterminée de députés et d'une majorité sénatoriale décidée à utiliser toutes les possibilités constitutionnelles. Le premier ministre a compris la leçon. Sa stratégie pour tenter d'éviter pareille situation est relativement simple : fixer quelques objectifs prioritaires, avoir, lors de leur traduction en projets de loi, le souci de rechercher les formules les plus simples à faire voter, écarter tous les autres textes risquant d'entraîner mille inconvénients, de façon à ne pas avoir à se battre sur plusieurs fronts.

Pour cette session de printemps, les priorités étaient évidentes : la réforme électorale et la Nouvelle-Calédonie. Pour l'heure, la tactique choisie par le premier ministre a porté ses fruits. Mais M. Fabius n'a pas encore remporté la bataille. Le Sénat aura encore une fois l'occasion de contrarier le pouvoir exécutif au sujet de l'introduction de la proportionnelle aux élections législatives. Surtout bien décidés à ne pas faciliter l'évolution de la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance, les sénateurs vont prendre tout leur temps pour étudier son nouveau statut, contraignant ainsi le président de la République à convoquer une fois encore une session extraordinaire en juillet.

Cette façon de traiter les dossiers les uns après les autres a d'autres conséquences sur la vie du Parlement. Ainsi, à quinze jours de la fin de sa session ordinaire, l'Assemblée nationale connaît un calme qu'habituellement elle ne rencontre qu'à la veille des vacances parlementaires. Pratiquement, le gouvernement ne lui demande plus que de débattre de textes qu'elle a déjà étudiés une ou deux fois. Le temps des ultimes navettes est cette année arrivé plus tôt. A neuf mois de l'affrontement électoral *de mars 1986, la majorité estime* sans doute que les nouvelles lois qu'elle voterait n'auraient plus le temps d'entrer réellement en application avant que les électeurs ne se prononcent. Pourtant, il reste un important travail législatif à accomplir. D'abord parce qu'un certain nombre de dispositions locales doivent être impérativement prises avant la fin de 1985. Ainsi en est-il de la réforme de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et des conséquences de la décentralisation pour l'action sanitaire et sociale, un cadre législatif devant être tracé pour l'activité en la matière des départements, nouveaux responsables. Ensuite parce que M. Fabius a annoncé quelques grandes lois qui devraient tout à la fois être « porteuses », électoralement parlant, et manifester son souci de la continuité et de l'action gouvernementale : la loi-programme pour la police, une nouvelle loi-*programme pour la recherche*, le développement de l'enseignement technique, une aide fiscale à la création audiovisuelle, voire la création de télévisions privées.

Un ordre du jour peu chargé

De tout cela, le Parlement devra bien un jour débattre. Or la session d'automne, qui sera la dernière de l'actuelle législature, sera obligatoirement consacrée prioritairement à la discussion budgétaire. Certes, les députés se prononceront une première fois sur la loi « recherche » avant la fin de ce mois, le premier ministre devant lui-même ouvrir le débat, ce qu'il n'a fait ni pour la Nouvelle-Calédonie ni pour la réforme électorale. Cela montre d'ailleurs sur quels thèmes il veut personnellement insister devant l'opinion publique. Certes, le soutien à la création audiovisuelle devrait finalement figurer parmi les dispositions du budget pour 1986. Mais pour le reste ?

Le gouvernement a bien du mal à mettre au point certains de ses projets, comme celui sur la police. Il ne souhaite même plus, maintenant, *que vienne en discussion le* projet de statut du personnel hospitalier, pourtant approuvé par le conseil des ministres et déposé sur le bureau de l'Assemblée. D'autres textes auraient certainement pu trouver place dans un ordre du jour qui n'est guère chargé.

En fait, il semble qu'une certaine timidité – *pour ne pas dire* pusillanimité – affecte l'exécutif dans ses rapports avec le législatif, comme cela a été constaté à propos de son attitude devant le Conseil constitutionnel qui l'a conduit à manœuvrer avec d'infinies précautions lors du vote du statut provisoire de la Nouvelle-Calédonie et des conditions d'élection des députés dans les territoires d'outre-mer.

Le pouvoir ne cherche même plus à donner le maximum de retentissement à certains des projets qu'il se flatte d'avoir eu le courage d'adopter. Ainsi, la discussion de la Convention européenne des droits de l'homme, dont l'approbation rendra difficile le rétablissement éventuel de la peine de mort, a été fixée au vendredi 21 juin. Or chacun sait qu'un tel jour le Palais-Bourbon est vide, les députés regagnant *leur circonscriptionsen fin de* semaine.

Comme à tout cela s'ajoute le fait que les élus ont déjà l'esprit à l'horizon 1986, le Palais-Bourbon paraît frappé de langueur. Même les traditionnelles questions au gouvernement du mercredi donnent lieu maintenant à des séances presque somnolentes. Les ministres ne font plus guère d'efforts pour être présents dans l'hémicyle. Ainsi le vendredi 14 juin, le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie a-t-il dû répondre à des questions orales avancées à ses collègues de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, du travail, avant de déclarer fortait sur un sujet relevant du ministre des affaires sociales.

Tout cela ne paraît pas conforme à l'engagement pris naguère par la gauche de redonner tout son rôle au Parlement.

THIERRY BRÉHIER.

EN GUADELOUPE

Luc Reinette et trois autres indépendantistes s'évadent de la prison de Basse-Terre

Pointe-à-Pitre. – Le fondateur du Mouvement pour une Gadeloupe indépendante (MPGI), Luc Reinette, accusé d'être le chef de l'organisation clandestine Alliance révolutionnaire caraïbes (ARC) et condamné à de lourdes peines, en janvier dernier, s'est évadé, dimanche matin, de la prison de Basse-Terre, en compagnie de trois autres militants séparatistes. Il avait été arrêté à la suite de plusieurs attentats commis dans le département.

Correspondance

Il est 6 heures dimanche (12 heures, heure de Paris), quand deux gardiens de la prison portent, comme chaque jour, le café aux détenus. Ils commencent par la cellule de Henri Pératout, trente-cinq ans, ancien employé à la Sécurité sociale et ancien animateur de la station indépendantiste Radio Unité, où son épouse travaille encore. Le prisonnier accueille les gardiens avec un manche à balai dont il a taillé un bout en pointe et il oblige les deux hommes à ouvrir les *cellules voisines, dans lesquelles* se trouvent cinq autres indépendantistes : Joël Nankin, Patrick Alexandre, Henry Amédien, Humbert Marbœuf et Luc Reinette. Les trois derniers en sortent, munis eux aussi de manches à balai, tandis que Joël Nankin, condamné à cinq années de réclusion pour l'attentat du 14 novembre 1983 contre Radio caraïbes internationale (RCI) et Peter Alexandre, condamné le mercredi 12 juin à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir assassiné le sous-directeur d'une grande surface, restent dans leur cellule.

Moins de dix minutes plus tard, alors que l'alerte est donnée, on ne trouve plus trace des quatre évadés, qui appartiennent à la branche la plus dure du mouvement indépendantiste antillais.

Luc Reinette, trente-cinq ans, était apparu, ces temps derniers, dans de nombreux dossiers pour des attentats commis contre RCI, la préfecture de Pointe-à-Pitre, et pour le transport d'armes qu'il effectuait lors de son arrestation, le 27 novembre 1984. Le fondateur du MPGI a été condamné en première instance à 7, 8 et 5 années de détention. En appel, ces peines ont été portées respectivement à 7, 10 et 6 ans... Le mois prochain, Luc Reinette devrait être jugé par le tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre pour une tentative d'attentat à la Marina, le 21 mai 1984. Ensuite, probablement au mois de septembre, arrivera au tribunal de Pointe-à-Pitre le volumineux dossier de la douzaine d'attentats de mai 1983 dits « de la fête des mères », dans lequel Luc Reinette est inculpé de complicité. Recherché depuis le 13 décembre 1983, Luc Reinette avait été interpellé for*tuitement le 27 novembre 1984*, après près d'un an de « marronnage »...

Henry Amédien, chef de chantier, trente-et-un an, a été interpellé en compagnie de Luc Reinette, alors que les deux hommes, accompagnés d'une troisième personne qui a pris la fuite, transportaient des armes dans une camionnette de location, à Goyave (30 kilomètres au sud de Pointe-à-Pitre). Il a été condamné le 8 février dernier à cinq années de réclusion, peine confirmée en appel le 30 avril. Son nom, jusqu'à l'évasion, n'apparaissait dans aucun autre dossier...

Humbert Marbœuf, soudeur, âgé de trente-sept ans, purgeait une peine de sept ans pour l'attentat contre la radio de la Sofirad et une peine de huit ans (majorée à dix ans en appel) pour l'attentat qui, le 14 novembre 1983, avait blessé 23 personnes à la préfecture de la Guadeloupe, à Basse-Terre. Il s'était une première fois fait remarquer par une grève de la faim, entamée en mars 1984, qui avait nécessité son transfert à l'hôpital-prison de Fresnes, d'où il était sortit au mois de juin, pour regagner la maison d'arrêt de Basse-Terre.

Henri Pératout avait été, lui, l'un des premiers interpellés par la direction centrale de la police judiciaire en décembre 1983, après l'attentat contre RCI. C'est à cette époque que *France-Antille*, le quotidien du groupe Hersant, avait comparé la P.J. à une *« tornade blanche »*. Pératout avait été condamné à cinq ans de réclusion.

« De véritables monuments historiques »

Tout au long de la journée de dimanche, et jusqu'à une heure avancée de la soirée, les policiers, aidés par les gendarmes mobiles et départementaux, ont multiplié les barrages routiers et les perquisitions. Une perquisition a même été effectuée dimanche en fin d'après-midi dans une clinique des environs de Basse-Terre. Mais toutes ces opérations, doublées de survols du terrain par un hélicoptère et d'une surveillance côtière par des vedettes de gendarmerie, n'avaient encore rien donné dimanche soir (lundi matin, heure de métropole).

Dans les milieux autorisés, on s'accorde à penser que Luc Reinette et ses complices ne sont probablement plus dans la ville de Basse-Terre, mais qu'ils sont allés dans la région de Pointe-à-Pitre. Tout au long de la matinée, fait inhabituel, de nombreuses personnes déclinant leur identité ont appelé des brigades de gendarmerie pour dire qu'elles avaient vu les quatre évadés.

Le procureur général, M. Jean Dupuis, ainsi que le stagiaire de l'École nationale de l'administration en poste à la préfecture de la Guadeloupe, M. Henri Plégnol, déclaraient de concert dimanche soir : *« Cette évasion pose une fois de plus le problème des effectifs trop nombreux dans les prisons de la Guadeloupe. Nous mettrons tout en œuvre pour accélérer le processus de construction du futur centre pénitentiaire de la Guadeloupe. »*.

ALAIN GILLES.

SELON LES SOCIALISTES

Les lois Auroux ont entraîné « un bouleversement dans les entreprises »

***« Conquérir la démocratie économique et sociale »*, tel était le thème de la rencontre nationale organisée par le parti socialiste les 15 et 16 juin à Cachan, en région parisienne. Une rencontre qui aura permis de faire le bilan des « loi Auroux », qui ont fait l'objet récemment d'un rapport de Mme Martine Frachon (PS).**

Les lois Auroux ont entraîné *« un bouleversement des relations du travail »* ; elles constituent en outre *« un défi pour les organisations syndicales »*. Telles sont les premières conclusions du rapport d'information rédigé par Mme Martine Frachon (PS) pour la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale sur la mise en œuvre des droits nouveaux des travailleurs. Trois ans après le vote des lois Auroux, l'Assemblée nationale en a fait le bilan afin de mesurer *« leur impact réel »*.

La loi du 4 août 1982 relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise constitue selon Mme Frachon *« le texte le plus novateur »*. Elle prévoit tout d'abord la mise en place de règlements intérieurs qui ont permis *« une clarification juridique réelle »*. Les entreprises ont joué le jeu puisqu'au 1er avril 1984 les deux tiers des réglementations des établissements assujettis avaient été communiquées à l'administration.

Mais c'est la deuxième disposition de la loi concernant le droit d'expression des salariés qui a été le plus contestée. Elle est expérimentale, et, le 30 juin 1985, un bilan doit être dressé devant le Parlement afin que ses modalités d'application puissent le cas échéant être modifiées. Cette disposition concerne les entreprises d'au moins 200 salariés, et 3 673 entreprises (soit 40 % des établissements concernés) ont signé un accord – dans 62 % des cas, c'est l'encadrement qui assume la fonction d'animation de ces groupes d'expression. Ce bilan permet de constater un certain essoufflement de ces groupes, qui doivent renouveler leurs centres d'intérêt pour continuer à mobiliser les salariés.

La loi du 28 octobre 1982 relative au développement des institutions représentatives du personnel améliore la représentation des salariés et protège l'action syndicale. Le rôle des organisations est élargi. Il est, d'autre part, *désormais possible de* créer une section dans les entreprises de moins de cinquante salariés. Le nombre de représentants syndicaux et celui des heures de délégation sont, par ailleurs, augmentés et la protection de ces derniers est renforcée, même si elle demeure « imparfaite ».

La loi du 28 octobre 1982 prévoit également l'extension des compétences des comités d'entreprise qui peuvent désormais faire appel à un expert financier ou technique. Mais les ressources des CE, compte tenu de l'extension de leurs pouvoirs, demeurent *« insuffisantes »*, souligne le rapport. Le bilan de la loi du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective a permis de constater que 1 193 accords de branche étaient en vigueur le 1er avril 1984. D'autre part, à cette date, 62 % des entreprises concernées avaient engagé des négociations dans le cadre de l'obligation annuelle qui leur est faite. Enfin, la loi du 23 décembre 1982 instaurant les comités d'hygiène et de sécurité et de conditions de travail (CHS-CT) se met lentement en place dans les entreprises occupant au moins cinquante salariés.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

COMMÉMORATION

L'APPEL DU 18 JUIN

La célébration du quarante-cinquième anniversaire de l'Appel du 18 juin, lancé sur les ondes de la BBC, fera l'objet d'une double cérémonie traditionnelle, le mardi 18 :

– *à 18 h.*, ravivage de la flamme à l'Arc de triomphe en présence de M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ;

– à 19 h 15, cérémonie au mémorial du Mont-Valérien organisée par l'Association des Fançais libres, en présence de M. François Mitterrand, président de la République.

DÉFENSE

LE DÉBAT SUR L'AVION DE COMBAT EUROPÉEN

La France demande à ses partenaires de s'en tenir à leurs engagements

Réunion décisive, à l'issue de laquelle, pour reprendre la formule consacrée, « ça passe ou ça casse » ? Rencontre sans conclusion particulière, au contraire, où l'on évite la rupture en renvoyant à plus tard l'acceptation d'un compromis ?

Les paris sont ouverts sur le sort de la réunion, lundi 17 et mardi 18 juin à Londres, des ministres de la défense de cinq pays européens (l'Allemagne fédérale, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie) qui tentent de s'accorder sur le projet d'un avion de combat (le FACE : futur avion de combat européen) susceptible d'entrer en service aux environs de 1995. Le programme vise la construction d'un millier d'appareils dont, pour la France, deux cent vingt à deux cent cinquante exemplaires pour l'armée de l'air et quatre-vingt-cinq pour l'aéronavale.

Officiellement, la rencontre de Londres est la réunion annuelle du Groupe indépendant européen de programmes (GIEP), qui dresse un inventaire des programmes militaires conçus en coopération par les Etats européens membres de l'alliance atlantique. Le GIEP a recensé trente-cinq domaines possibles d'une coopération européenne, en particulier des armes antichars de troisième génération, les composants du char de bataille futur, des *systèmes sol-air* à moyenne portée, des torpilles et un avion de transport militaire (en collaboration avec les Etats-Unis).

En marge de la réunion du GIEP, les ministres de la défense ouest-allemand, espagnol, français, britannique et italien examineront le rapport de situation que leurs directeurs nationaux d'armement leur ont préparé, jeudi 13 juin à Londres, sur le projet FACE en discussion depuis quelques années déjà.

Il y a un mois, environ, à Rome, les cinq ministres concernés avaient donné l'impression de s'être entendus sur le projet d'un avion de combat biréacteur pesant, à vide, 9 500 kilogrammes (avec une marge, en plus ou en moins, de 250 kilogrammes) et propulsé par un nouveau modèle de réacteur développant une poussée (sans réchauffe, c'est-à-dire sans accroissement instantané de puissance pour certaines manœuvres) de 8 400 kilogrammes.

La question, importante, de savoir quelle *organisation industrielle était* souhaitable, qui assurerait la direction technique de ce programme (la maîtrise d'œuvre) et comment serait répartie la charge de travail de chacun avait été mise de côté.

Excitation

Depuis, l'excitation a gagné les milieux industriels et les syndicats de l'aéronautique en Europe, plus ou moins relayés par les gouvernements en cause, pour des raisons qui tiennent à leur volonté de partager le strict minimum possible de leur savoir-faire technologique en la matière si, d'aventure, un accord politique intervenait en faveur de la fabrication collective de cet avion. En France, les voix qui s'élèvent le font au profit d'une construction nationale, à partir du prototype expérimental conçu par Dassault-Breguet (le Rafale). Chez les quatre autres partenaires de la France, les industriels poussent à la sécession, c'est-à-dire à une entente com*munautaire qui exclurait la France*, accusée de trop vouloir tout régenter.

On prête l'intention au ministre français de la défense, M. Charles Hernu, de demander à ses quatre interlocuteurs s'ils s'en tiennent à *l'accord de Rome sur les caractéris*tiques de poids et de puissance du FACE ou s'ils choisissent de se ranger à l'avis de leurs industriels qui souhaitent un avion plus lourd. Avec le double argument, du côté français, qu'un accroissement de poids *de 1 tonne par appareil* entraîne un coût supplémentaire de 10 milliards de francs (l'équivalent de trente exemplaires) à la charge de chaque partenaire et que la France, deux fois cliente du FACE pour son armée de l'air et pour son aéronavale, est impérativement obligée de tenir compte des contraintes de poids imposées par l'embarquement sur ses deux porte-avions.

Les Britanniques ont, pour leur part, lancé la fabrication d'un prototype expérimental rival du Rafale, l'EAP, dérivé de l'Agile conçu par British Aerospace, qui pèse, à vide, plus de 10 200 kilogrammes. Avec l'espoir de répondre, aussi, aux besoins exprimés par l'Allemagne fédérale et, peut-être, par l'Italie.

Avant même la réunion de Londres, *un ancien ministre des affaires* étrangères et ancien ministre de la défense du Royaume-Uni, Lord Carrington, aujourd'hui secrétaire général de l'OTAN, s'est inquiété de cette compétition intra-européenne. Il s'est demandé publiquement si la Grande-Bretagne, *dont il a* condamné le *« chauvinisme »* et la *« suffisance »*, ne voulait pas *« casser »* tous les projets européens. M. Hernu, de son côté, a dénié au lobby industriel le droit de définir lui-même les missions du FACE.

Caressée par certains, la solution, qui consisterait à construire deux types d'avion simultanément pour satisfaire les exigences opérationnelles des armées de l'air et les plans de charge des industriels n'en est pas une. Outre qu'elle reviendrait cher, elle *ferait éclater au grand jour* l'incapacité des Européens à se mettre d'accord sur un même projet.

Arbitre

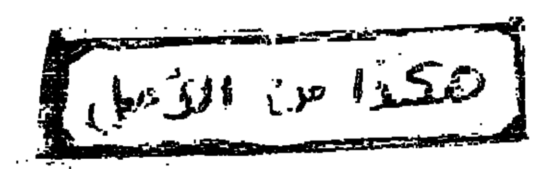
L'Allemagne fédérale s'est placée en position d'arbitre, renvoyant dos à dos les Français et les Britanniques, pour réclamer l'avion le moins cher possible qui soit suffisamment nouveau et moderne pour occuper les bureaux d'études et les chaînes de production des industriels intéressés. Mais, outre-Rhin, on est pressé d'en finir – avant l'automne – et l'on ne s'interdit pas, dans l'éventualité d'un échec européen, de se tourner vers la fabrication américaine, avec le F-18 de McDonnell-Douglas ou, même, le X-29 de Grumman avec ses ailes révolutionnaires.

Si les délégations des cinq pays parvenaient à Londres à confirmer leur accord précédent de Rome, il n'en resterait pas moins à trancher l'épineuse question de la direction du programme FACE. M. Hernu, en effet, a revendiqué pour la France l'installation dans la région parisienne d'un bureau d'études commun qui conduirait le projet.

Dans l'esprit des Français, cette revendication laisse intacte la détermination des différentes maîtrises d'œuvre industrielles reconnues à chaque partenaire, y compris celle relative au réacteur et à l'organisation des essais en vol du FACE.

JACQUES ISNARD.





société

LA DIX-HUITIÈME MISSION DE LA NAVETTE AMÉRICAINE

Un Français et un Saoudien à bord de Discovery

A Cap Canaveral, sur la côte est de la Floride, Discovery a chassé Challenger. Pour la cinquième fois depuis sa mise en service, la navette spatiale américaine Discovery devait, lundi 17 juin vers 13 h 33 (heure française), décoller du centre spatial Kennedy. La responsabilité de cette mission a été confiée au commandant de bord Daniel Brandenstein (quarante-deux ans), ancien pilote de la navette lors d'un vol en 1983. La NASA a décidé que six membres d'équipage l'accompagneraient : un pilote, John Creighton (quarante-deux ans) ; trois ingénieurs de bord, Steven Nagel (trente-huit ans), John Fabian (quarante-six ans) et Shannon Lucid (quarante-deux ans), sixième femme américaine à voler dans l'espace ; deux expérimentateurs, le prince Sultan El Saoud (vingt-huit ans) d'Arabie saoudite et le Français Patrick Baudry (trente-neuf ans), doublure du cosmonaute Jean-Loup Chrétien lors du vol spatial franco-soviétique de juin 1982.

Un tel équipage n'est pas trop *important* pour mener à bien toutes les tâches inscrites par la NASA au programme de cette dix-huitième mission. En effet, trois satellites de télécommunications d'un poids total d'environ 11 tonnes ont été installés dans la soute de la navette : un satellite mexicain, Morelos-A ; un satellite arabe, Arabsat, frère jumeau de celui que la fusée européenne Ariane a récemment mis en orbite, et un satellite américain, Telstar 3-D, destiné à la fourniture de services de télécommunications à destination des Etats-Unis, de l'Alaska, d'Hawaï et de Porto-Rico. Le temps est donc compté pour la mise en orbite de ces charges utiles. Selon l'horaire retenu par la NASA, l'équipage devait larguer ces satellites au cours des sixième, dix-huitième et trente-deuxième orbites de la navette autour de la Terre, soit pendant les premier, deuxième et troisième jours de vol.

A ces manœuvres délicates auxquelles la NASA est désormais bien habituées – même si, dans un passé récent, quelques mises en orbite défectueuses n'ont pas été du goût des compagnies d'assurances, – deux opérations plus spectaculaires devraient s'ajouter : l'une, Spartan-1, a un caractère civil, et l'autre, connue sous le nom de High Precision Tracking Experiment (HPTE), a une vocation militaire avouée. La première doit donner lieu au largage d'un module autonome d'une tonne environ, sur lequel ont été fixés des détecteurs de rayons X dont le poids est d'environ 150 kilogrammes. A l'aide de cet engin que l'équipage de la navette doit sortir de la soute grâce au bras robot de Discovery, le quatrième jour de mission, et récupérer quarante-huit heures plus tard, les scientifiques espèrent recueillir de nouvelles informations sur certains nuages de gaz chauds présents dans les amas de galaxies et sur les sources X de la Voie lactée.

Cette opération est d'autant plus importante que Spartan-I est, dans l'esprit des Américains, le premier exemplaire d'une série de plates-formes spatiales autonomes pouvant prolonger les possibilités – limitées – offertes par les fusées-sondes pour *les expériences scientifiques*.

Rien à voir avec l'expérience HPTE, que l'équipage de Discovery mènera, à partir de l'entrepont de la navette, pour le compte de l'organisation responsable de l'Initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles »). Il s'agit d'une expérience passive qui vise à installer sur l'un des hublots de Discovery une sorte de miroir de 20 centimètres environ, sur lequel viendra se réfléchir un faisceau laser de faible puissance tiré de l'île Maui (Hawaï).

Ainsi les militaires pourront-ils évaluer leur capacité à suivre avec précision un engin spatial tournant à grande vitesse autour de la Terre en recevant en retour, si c'est le cas, la lumière réfléchie par le miroir. De tels travaux peuvent avoir des applications plus concrètes dans le domaine des télécommunications ou des armes lasers. Quiconque est capable de suivre, avec grande précision, un satellite dans l'espace est tout aussi apte à pointer une arme laser dans sa direction le jour où celles-ci seront une réalité. Mais ce n'est pas pour demain.

TELSTAR-3D
ARABSAT-A
MORELOS-A
SPARTAN-1
Bras télémanipulateur

A ces tâches qui incombent aux astronautes américains s'ajoutent celles que les deux « étrangers » mèneront pour leur compte. Tandis que le prince saoudien tentera de prendre des clichés de l'Arabie saoudite depuis la navette, d'étudier le comportement en apesanteur de certains produits pétroliers et de filmer la mise à feu des moteurs du contrôle d'attitude de la navette, le Français Patrick Baudry se consacrera à deux expériences biomédicales.

La loi du silence

La première expérience, qui intéresse particulièrement les responsables de la NASA, consiste en un échographe d'un type un peu particulier, mis au point par la société Matra et destiné à étudier la manière dont l'appareil cardio-vasculaire de l'homme à l'apesanteur. Ce travail, auquel sera largement associée la femme de l'équipage, Shannon Lucid, devrait commencer quelques heures seulement après le décollage de Discovery.

Quant à la seconde expérience, réalisée par les sociétés AETA, EREMS et COMAT, elle vise à mesurer le comportement neurosensoriel de l'homme en absence de gravité. Le prince saoudien y participera à plusieurs reprises. Là encore, les séances de travail seront longues, à la condition, toutefois, que Patrick Baudry ne soit pas trop victime du mal de l'espace qui, lors d'un vol récent, avait littéralement terrassé Jack Garn. Mais cela, on ne le saura guère qu'après les sept jours, une heure et quarante et une minutes que l'équipage de Discovery aura passés en orbite. A moins que, comme il est de règle chez les astronautes américains, on applique la loi du silence. Il est pourtant de notoriété publique que 55 % des astronautes ou des cosmonautes qui vont dans l'espace sont malades au cours des deux premiers jours de vol. Pudeur peut-être. Sans doute est-ce la raison de la liaison spéciale entre la Terre et la navette réservée à ces problèmes au nom, bien sûr, de la *protection du secret médical*.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

L'invitation au voyage

C'est finalement un vol pas tout à fait comme les autres que la *navette* spatiale américaine Discovery va accomplir. Non pas que cette mission d'un peu plus de sept jours dans l'espace soit particulièrement originale dans son contenu, mais plutôt en raison des acteurs qui y participent. Elle est comme un peu comme la maison du bon Dieu, si l'on en juge par le caractère cosmopolite de l'équipage.

Les Américains n'avaient guère favorisé jusqu'à présent la présence d'astronautes étrangers à bord de leurs véhicules spatiaux. Mais l'heure est sans doute à un peu plus de séduction à l'égard des pays tiers. Finies les premières spatiales tapageuses, place au pragmatisme. C'est la raison pour laquelle les Américains se rallient aujourd'hui à la politique pratiquée par les Soviétiques dès 1978, avec l'embarquement sur Soyouz-28 du Tchécoslovaque Vladimir *Remek*. *Pas* moins de onze cosmonautes étrangers, parmi lesquels le Français Jean-Loup Chrétien, ont ainsi été envoyés dans l'espace en à peine plus de six ans, avec pour résultat de meilleures relations entre États et une amélioration de l'image du pays d'accueil.

Plus aucun vol mixte

En dépit de cela, plus aucun vol mixte n'a été effectué ou décidé par les autorités soviétiques depuis avril 1984. Problèmes budgétaires ? Raisons politiques ? Refonte provisoire de leurs programmes spatiaux ? Nul ne le sait, même si des contacts existent comme ceux que les Français entretiennent avec Moscou pour qu'un de leurs astronautes participe à une mission soviétique de longue durée.

Les Américains ont, d'une certaine manière, repris le flambeau. Une première fois en faisant voler, en novembre 1983, l'Allemand *de l'Ouest Ulf Merbold* pour le compte de l'Agence spatiale européenne, et une seconde, en octobre 1984, avec le Canadien Marc Garneau. Aujourd'hui, c'est le tour du Français Patrick Baudry et du prince d'Arabie saoudite Sultan El Saoud.

Demain viendra celui d'astronautes chinois, indien, japonais, philippin... En somme, à la diplo*matie du spoutnik, fort prisée par* les Soviétiques dans les années 60, succède celle de l'invitation au voyage. Les intentions sont claires. Seul compte, en effet, le résultat : diplomatique en toutes circonstances, commercial à terme.

Il n'y a pas de vol, pour rien, et tant mieux s'ils s'accompagnent, comme c'est aujourd'hui le cas avec Patrick Baudry, et comme ce *le fut hier avec* Jean-Loup Chretien pendant le vol franco-soviétique, d'un solide apport scientifique et technique de la part du pays invité. Hors de ces règles, point de salut. Ou alors, il faut payer.

J.-F. A.

SOCIÉTÉ

LA FÊTE DE SOS RACISME A LA CONCORDE

Une nuit blanche multicolore

Ce ne fut ni une manifestation ni un simple concert, mais une triomphale nuit blanche et... multicolore pour plus de 300 000 pèlerins tranquilles, réunis par la main ouverte de « Touche pas à mon pote ».

A minuit place de la Concorde SOS Racisme avait gagné son pari. Une vaste bousculade fraternelle et bon enfant, sans passion, où chacun tentait d'élargir son espace vital pour apercevoir les artistes. Ces minuscules rois de la fête évoluaient sur deux immenses scènes surélevées. Un écran géant, barrant la perspective des Tuileries, agrandissait et répercutait leur image jusqu'aux Champs-Elysées.

A cet instant de la nuit, après le passage de Murray Head, la fête aurait pu basculer. Des « fans » faisaient du zèle en enjambant les barrières métalliques, investissant l'avant-scène. Les responsables choisissaient d'interrompre quelques instants le spectacle pour éviter une catastrophe. Mais la foule n'avait rien à voir avec les « hooligans » du stade du Heysel. Jeune, très jeune, mais raisonnable, elle surprenait par son calme et sa détermination à ne pas briser une convivialité évidente malgré un entassement propice au débordement.

Certains craignaient des provocations. Ils n'eurent droit qu'à celles d'un Guy Bedos demandant aux femmes de surveiller leur sac parce qu'il avait repéré des immigrés parmi les spectateurs. Ou celles de Coluche remerciant les racistes « *de nous rassembler* » et espérant qu'il y en aurait encore quelques-uns l'année prochaine pour pouvoir recommencer la fête.

Seuls quelques acrobates avaient réussi à s'évader de cette mêlée oppressante. Chaque reverbère accueillait un rescapé. Rouen, Brest, Nantes, Bordeaux, quatre des statues de femme qui encerclent la place de la Concorde pour en faire une carte de France en miniature, disparaissaient sous les assauts des spectateurs intrépides juchés sur ces plantureux monuments.

« *Les racistes verront que nous sommes une masse*, espérait Leila, une étudiante en dessin de vingt et un ans. *Les types qui se font cogner dans les trains ne seront plus seuls* ». Des groupes de jeunes, toutes races mêlées, des couples mixtes et des enfants délurés témoignaient mieux que tous les slogans d'une certaine « multiculturalité ». Ils étaient venus vibrer au rythme d'une musique planétaire : africaine autant que jamaïcaine, anglo-saxonne, arabe ou parisienne.

Gratuit, ouvert à tous les vents, en plein cœur de Paris, le concert a réuni le public des grandes soirées rock, des jeunes en quête d'une bonne sortie de samedi soir, attirés surtout par un programme exceptionnel. Des touristes aussi, curieux de connaître le sens des quatre mains gonflables géantes dressées en contrepoint à l'obélisque de Louqsor.

Si la grande majorité des spectateurs ne portaient pas le badge à la main tendue, ils n'avaient pas choisi par hasard cette fête-là. « *Je n'ai jamais porté aucun insigne*, déclarait un jeune ouvrier de la banlieue parisienne. *Je n'en ai pas besoin, mon pote s'appelle Djamel.* » « *On est venu prendre un bain de foule*, poursuivait ce dernier, *dire aussi que, pour les gens de notre âge, c'est la fin du racisme anti-Maghrébin.* »

Impossible de dissocier la musique de l'antiracisme. Le rock français de Telephone, le reggae du Steel Pulse et le groupe beur Carte de séjour, reprenant avec ironie le refrain *Douce France* de Charles Trénet, ont mêlé leurs publics et leurs rythmes, réalisant l'osmose plus efficacement que tous les discours.

Mais les militants de « Touche pas à mon pote », ceux qui alignent des ribambelles de badges dorés, paillettés, argentés pour mieux marquer la force de leur conviction, avaient eux aussi investi la Concorde. Public familial au début de la soirée. Lycéens, étudiants et jeunes tout au long d'une nuit que tous souhaitaient « *inoubliable* ».

A la Concorde, la petite main de SOS Racisme a montré en grand ce qu'elle sait faire : provoquer les discussions autour d'idées généreuses dont la force fait oublier le flou, répondre à un intense besoin de communication et de communion. « *Quand tu rencontres un porteur de badge, tu as envie de lui parler* », expliquait une employée de la Sécurité sociale, venue de Lyon avec deux enfants par un TGV spécial.

Emmitouflés dans des sacs de couchage, ils s'émerveillent de ressentir le bonheur de « *se sentir bien avec des gens de toutes races* ». *Jamais ils ne se seraient déplacés pour* une manifestation classique avec slogans et banderoles, mais, ce soir, ils sont venus pour que personne ne puisse dire que « *c'était une fête pour les Arabes* ».

Avec Jack Lang et Laurent Fabius

Peu leur importe qu'ici l'on vende des sandwiches « *pour le Nicaragua* », que là surgisse le drapeau palestinien, que le service d'ordre soit assuré par des militants d'extrême gauche. C'est au message simple et lisse d'Harlem Désir qu'ils adhèrent : « *Ce mouvement*, leur dit-il, *n'appartient à personne, qu'à vous qui portez le badge, à tous ceux qui souhaitent que la logique de l'amitié l'emporte sur celle de la haine, de la mort* ».

Des images muettes de l'apartheid apparaissent sur l'écran géant. Puis un montage vidéo rappelle la mémoire des « *130 victimes assassinées par la haine raciale en France* ». SOS rompt le silence. Emotion, applaudissements. Des adolescents d'un village de la région parisienne racontent qu'ils ont fait du porte-à-porte pour envoyer 1 000 francs à l'Association. Cet été, annonce Harlem Désir, les militants de la Main tendue entameront un « *voyage de l'égalité* » en Suisse, Belgique, Hollande et Suède pour rencontrer les « *potes* » de ces pays et réaliser un film qu'ils montreront à l'automne en France.

La foule s'impatiente lorsque, entre deux tours de chant, les organisateurs diffusent quelques clips publicitaires en l'honneur des généreux bienfaiteurs de la fête, ou quand la caméra s'attarde sur M. Jack Lang dont le ministère, il est vrai, a fourni l'un des trois millions de francs du budget du concert. Le premier ministre lui-même n'a-t-il pas donné l'exemple en participant à la fête ?

La nuit dure. Elle éparpille les participants, laissant davantage d'espace à ceux qui restent. Sur les pavés jonchés de boîtes de bière piétinées s'improvisent des pas de danse. Des groupes africains et antillais réchauffent la nuit. Loin de la scène, de petits groupes s'attardent autour des feux alimentés par les détritus. Aux premières lueurs du jour, ils sont encore des milliers à se trémousser, ravis et ivres de fatigue.

PHILIPPE BERNARD.

Imagination obligée

Pari gagné pour SOS Racisme. Après avoir fait pâlir d'envie les professionnels de la publicité avec son badge, l'association présidée par Harlem Désir vient de démontrer qu'elle pouvait réunir trois cent mille personnes à Paris, dans un ordre exemplaire, pour défendre une idée.

Faut-il ergoter sur le chiffre ? L'attrait d'un concert gratuit, avec vingt-cinq artistes à l'affiche, par une belle nuit d'été à la Concorde, y est certainement pour quelque chose. Mais n'était-ce pas « *une fête* », précisément ? Pour réunir un public aussi fervent, convaincre ces artistes de se produire sans cachet, s'assurer le concours financier et technique du ministère de la culture et bénéficier de l'appui exceptionnel de divers médias, il fallait viser juste, au bon moment, avec les mots adéquats — bref, répondre à un besoin de se mobiliser autrement.

1984 avait eu son « *dimanche de la liberté* », avec le défilé d'un million de défenseurs de l'école privée à la Bastille. 1985 vient donc de s'offrir sa « nuit de la fraternité », qui échappe tout autant aux clivages traditionnels. « *Touche pas à mon pote* » proclamait dimanche une France de moins de quarante ans, gaie et grave à la fois. « *Pas touche à nos enfants* » affichait la pancarte la plus significative du 24 juin 1984... Mais si la « prise de la Bastille » de l'an dernier était tournée contre la politique gouvernementale, la « prise de la Concorde », approuvée par le gouvernement, n'exprime aucune revendication. C'est simplement un appel à la tolérance, et le témoignage qu'une « *France de toutes les couleurs* » est viable parce qu'elle existe déjà.

Ce « *melting potes* » (1) est symbolisé par une musique sans frontières, devenue arme politique par excellence. Une musique dont on se sert aussi bien pour combattre le racisme que la faim dans le monde. *We are the world*, consacré à l'Ethiopie, a dominé le hit-parade, et pas seulement pour la qualité de cette chanson. « *Aujourd'hui, on a, à la fois, des racines et des antennes* », remarque Harlem Désir, père martiniquais, mère alsacienne — et nom magique.

De l'antiracisme à l'intégration

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les jeunes immigrés ne militent pas en masse à SOS racisme. C'est d'abord un mouvement de Français qui s'adresse aux Français. « *Pour les protéger* », explique Bernard-Henri Lévy, l'un des parrains de l'association : la xénophobie ouverte, qui était entre parenthèses depuis la Libération, a fait son entrée en politique avec le Front national. C'est pour « *rétablir cet interdit, colmater la brèche* », qu'Harlem Désir et ses amis déclarent s'être mobilisés.

Leur succès spectaculaire tient à une nouvelle manière d'aborder le sujet. Un antiracisme joyeux, en quelque sorte. Le mouvement a provoqué de grossières tentatives de récupération politiques ou commerciales, suscité les réserves de groupes antiracistes plus anciens et la méfiance de certains beurs, tout en agaçant une partie des Français, étrangers à son langage, sinon à ses idées. Mais le seul vrai problème de SOS Racisme est de durer, sans devenir un petit mouvement classique, à l'audience limitée. Pour cela, il lui faut « renaître » régulièrement, avec des initiatives frappantes, susceptibles d'être relayées par les médias. Le plus dur pour lui commence sans doute maintenant.

SOS Racisme ne devrait pas faire oublier la question essentielle : comment la France pourrait-elle intégrer les millions d'étrangers qui vivent légalement sur son sol et, en majorité, y resteront ? Si cette intégration exige une lutte contre la xénophobie, elle est loin de se réduire à cela. Des mesures courageuses restent à développer, pour mieux répartir les étrangers entre les communes et les quartiers, régler des problèmes de cohabitation souvent difficiles, adapter l'école et la formation professionnelle.

Ces questions dépassent SOS Racisme qui n'est pas un mouvement politique. Aux responsables politiques de tous bords de s'en occuper, avec si possible autant d'imagination qu'Harlem Désir et ses amis.

ROBERT SOLÉ.

(1) Le « *melting-pot* » (creuset) symbolise la fusion des nationalités d'origine dans la société des Etats-Unis.

UNE PETITE MAIN EN ORBITE ?

SOS-Racisme demandera à la société Arianespace de lancer le badge « *Touche pas à mon pote* », à l'occasion d'une prochaine mission de la fusée européenne. Pour Harlem Désir, le président de l'association, qui s'exprimait dimanche 16 juin sur TF 1, la petite main tournant autour de la Terre signifierait que l'« *on est tous des frères* ». Il a indiqué d'autre part que son mouvement enverrait une délégation à Auschwitz pour la commémoration du quarantième anniversaire de la libération du camp.

« UNE FÊTE ANTIFRANÇAISE » SELON LE FRONT NATIONAL

Dans une émission du weed-end, Radio liberté et patrie, organe quotidien d'expression téléphonique du Front national, parlait du concert comme d'une « *grande fête des Beurs, organisée avec l'appui, si ce n'est la complicité du pouvoir* » et d'une « *opération menée à l'évidence par la* « propagandastaffel » *socialiste, à propos de laquelle*, ajoutait le commentateur du parti de M. Le Pen, *il n'est pas interdit de parler de trahison puisque l'armée française a participé, sur ordres, à l'aménagement de la Concorde pour cette fête antifrançaise* ».

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Un rassemblement de gauche ?

Tous les quotidiens parisiens soulignent, lundi 17 juin, l'impressionnant succès du rassemblement de la Concorde. *Le Figaro* titre sur « *La joyeuse nuit des BBB (Blacks, Blancs, Beurs)* », et *Libération* recense « *six cent mille mains à la Concorde* ».

Dans *le Quotidien de Paris*, Philippe Tesson juge cependant « *suspect (...) l'amalgame pratiqué entre la politique, les qualités de cœur, le rock, la gauche et l'antiracisme* ». Il poursuit : « *Cette fête est une fête de gauche. C'est une fête antiraciste. Donc l'antiracisme appartient à la gauche. Cette fausse logique est insupportable et elle-même raciste.* »

Dans *France-Soir*, Guy Barret reproche à SOS Racisme de « *diviser les Français entre ceux qui croient au badge et ceux qui n'y croient pas* », et *le Figaro* souligne que la fête de la Concorde « *a bénéficié (...) d'une large bienveillance de la manne et de l'encadrement — au moins moral — des pouvoirs publics* ». Dans *le Matin*, cette aide gouvernementale prend « *valeur de programme* », et Max Gallo commente : « *Dès lors, comment ne pas parier sur l'avenir ?* »

Fête de gauche ? Assurément, répond Gérard Dupuy dans *Libération*. « *Il est clair (...) que les trois cent mille de la Concorde penchaient plutôt vers une nouvelle tolérance (...) envers le pouvoir en place.* » Et l'éditorialiste évoque « *ce petit air d'état de grâce et de revenez-y qui flotta au cœur de Paris* » quatre ans après mai 1981.

JUSTICE

QUATRE ANS APRÈS LE CHANGEMENT DE MAJORITÉ

Indépendance des juges : la réforme inachevée

La réforme de la justice s'est arrêtée en chemin. A un an des élections législatives, les socialistes ont, certes, d'autres préoccupations en tête. Mais les mois *qui rapprochent le gouvernement* de cette échéance éloignent M. Robert Badinter, garde des Sceaux, du nécessaire couronnement de ses efforts, la consolidation de l'indépendance de la magistrature.

C'était une des promesses du candidat François Mitterrand. On n'ose affirmer qu'elle est oubliée, *mais elle semble connaître le sort* de ces projets qui finissent enterrés sous les « priorité ».

L'indépendance de la magistrature est si mal protégée que la nomination et l'avancement des juges sont décidés en petit comité par neuf personnalités, toutes désignées par le chef de l'Etat. De Gaulle l'avait voulu ainsi et s'en justifiait en affirmant qu'il n'existe, sous la Vᵉ République, aucun pouvoir, fût-il judiciaire, qui ne tire sa légitimité du président de le République.

Pour autant, les institutions de 1958 ne font pas de la magistrature un corps aux ordres. L'inamovibilité des juges du siège, c'est-a-dire des magistrats qui condamnent ou inculpent, a été, sur le papier, laissée intacte. Mais cette inamovibilité est théorique. S'ils aspirent à une promotion, les juges du siège doivent plaire ou tout au moins ne pas déplaire. En dernière instance, le Conseil supérieur de la magistrature (les neuf personnalités nommées par le président de la République) les maintient dans un état de subtile sujétion. C'est lui qui décide de leur avancement, de leur mutation, de leur carrière.

Cet assujettissement entraîne une docilité, renforcée par un conformisme plus sociologique que politique, qui mine l'indépendance de la magistrature. L'autonomie de celle-ci devrait pourtant être absolue. C'est l'honneur d'un juge de résister aux pressions et le devoir d'un gouvernement qu'il soit de gauche ou de droite de ne pas rendre cette indocilité trop héroïque.

Certes, l'indépendance de la magistrature n'est pas seulement affaires de textes. Placé dans la même situation, tel juge d'instruction décidera d'enterrer l'affaire des micros du *Canard enchaîné* et tel autre n'hésitera pas à orienter dans la direction qu'il faut l'enquête déclenchée par l'arrestation des Irlandais de Vincennes, dussent certains conseillers de l'Elysée s'en agacer. *Mais les textes sont d'indispensables garde-fous.* Ils affermissent la volonté d'indépendance des magistrats, quand celle-ci se fait chancelante.

Quatre ans après le changement de majorité, un an avant de perdre probablement les moyens de sa politique, ce renoncement implicite à réformer le Conseil *supérieur de la magistrature ou* le mode de désignation de ses membres apparaît comme une défaillance de M. Mitterrand et de son ministre de la justice.

Renoncement

Ce renoncement est d'autant plus fâcheux que tous les efforts de M. Badinter ont jusqu'ici tendu à renforcer les pouvoirs des juges. Mais à quoi bon cette obstination si le statut de la *magistrature subsiste* tel que, inchangé ?

En théoricien du droit et en homme de principes, le garde des sceaux s'est efforcé, depuis quatre ans, de rehausser l'éclat du pouvoir judiciaire. La Cour de sûreté de l'Etat, aux décisions le plus souvent conformes à ce qu'on attendait d'elle, a été supprimée. Les articles de la loi « sécurité liberté », qui réduisaient le pouvoir d'appréciation des juges, ont été abrogés. La justice militaire, qui était à la justice ce que la musique militaire est à la musique, a elle aussi été réformée. Et si les moyens, en postes budgétaires, qu'il réclamait lui avaient été moins chichement comptés, M. Badinter aurait renoncé au profit de juges du siège, aux prérogatives qui sont les siennes de décider de la *libération conditionnelle* des condamnés à de longues peines.

Tout cela au nom d'une idée qui ne figure pas seulement dans les manuels de droit, mais qui fonde les Etats démocratiques, à savoir que ce qui touche aux libertés est chose trop essentielle pour être abandonnée à l'influence des politiques.

Sans doute le pouvoir des juges sortira-t-il fortifié de la législature 1981-1986. Mais, paradoxalement, ce surcroît de *pouvoir n'aura pas affermi leur* indépendance. Il manquera aux réformes entreprises, sauf retournement de situation, un complément logique, qu'on ne peut davantage attendre de la droite revenue au pouvoir, le passé ne plaidant pas pour l'avenir.

BERTRAND LE GENDRE.

FAITS DIVERS

Dans le Finistère

TROIS ENFANTS PÉRISSENT BRULÉS VIFS DANS UN INCENDIE

Trois enfants ont péri brûlés vifs lors d'un incendie qui, pendant la nuit du samedi 15 au dimanche 16 juin, a détruit leur maison, rue de La Tour d'Auvergne dans le centre de Quimper (Finistère).

Le sinistre s'est déclaré peu après 2 heures du matin, dimanche. A l'arrivée des pompiers, la maison était entièrement embrasée. Des décombres, les sauveteurs ont retiré les corps des trois enfants : Hélène, Bernard et Michael Even, âgés respectivement de douze, treize et quatorze ans. Leur mère a été grièvement brûlée. M. Even — qui est au chômage — et deux autres enfants sont indemnes.

La flamme d'une bougie est à l'origine de cet incendie. Le pavillon qui abritait la famille Even dans le quartier d'Ergué-Armel était, en effet, privé d'électricité depuis un certain temps. Après avoir assisté, samedi soir, à la *kermesse de l'école* du quartier, le père, la mère et leurs cinq enfants étaient rentrés chez eux vers 1 heure du matin. Les enfants avaient aussitôt gagné leurs lits dans les combles en s'éclairant avec une bougie.

● *Un réseau de trafiquants et utilisateurs d'héroïne vient d'être démantelé en Moselle.* — Les gendarmes de Forbach, aidés du GIGN, ont interpellé cinquante-trois personnes, au terme d'une enquête qui avait commencé en novembre 1984. Vingt-deux personnes, âgées de vingt à trente ans et toutes originaires de la région, ont été inculpées de trafic et usage de drogue ; douze d'entre elles ont été incarcérées à Sarreguemines.

Dans le Doubs

UN RESTAURATEUR EST INCARCÉRÉ POUR AVOIR BLESSÉ UN JEUNE HOMME

M. Jean Signori, *restaurateur* à Audincourt (Doubs), a été inculpé dans la soirée du 14 juin pour coups et blessures avec arme et écroué à la maison d'arrêt de Montbéliard.

M. Signori, *victime de trois cambriolages* antérieurs, avait, pendant la nuit du 13 au 14 juin, tiré sur des jeunes gens qu'il soupçonnait de vouloir pénétrer dans son établissement en vue de le cambrioler. La tentative de cambriolage n'a pas été retenue par Mᵐᵉ André, magistrat au tribunal de grande instance de Montbéliard.

L'association des commerçants d'Audincourt a immédiatement réagi contre l'incarcération de M. Signori. Une pétition de deux cents signatures demande la mise en liberté provisoire du restaurateur et *l'un des membres de l'association*, M. Hubert Chevalier, s'indigne de ce que « *les cambrioleurs, eux, soient en liberté* ».

● *Réforme du statut des démineurs.* — M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a annoncé, samedi 15 juin, au ballon d'Alsace, dans le massif des Vosges, *une prochaine réforme du statut des* démineurs qui seront qualifiés parmi les personnels du secteur actif au ministère de l'intérieur.

En outre, M. Joxe, qui présidait les cérémonies du quarantième anniversaire de la création du service de déminage de la sécurité civile, a annoncé la prochaine création de vingt emplois supplémentaires pour les services du déminage, qui comptent actuellement cent onze membres.

Les démineurs ont neutralisé, en 1984, 850 tonnes d'obus et d'engins divers et ont effectué 665 interventions sur des engins suspects.

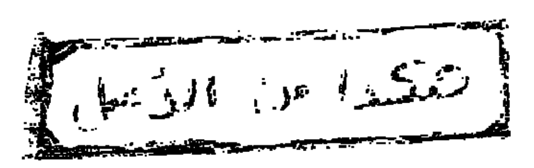
TERRORISME

Près de Saint-Jean-de-Luz

LE GAL REVENDIQUE UN ATTENTAT QUI A COUTÉ LA VIE A DEUX GITANS

Le GAL (Groupe antiterroriste de libération) a revendiqué, samedi 15 juin, dans un communiqué remis à plusieurs organes de presse du Pays basque espagnol, l'attentat commis la veille, dans un bar de *Ciboure, près de Saint-Jean-de-Luz*, où deux consommateurs avaient été tués. Les deux victimes, Claude Doerr, vingt-huit ans, et Emile Weiss, vingt-sept ans, étaient des artisans ferrailleurs et appartenaient à la communauté gitane de Pau. Ils n'entretenaient aucune relation avec les milieux basques. Le GAL a précisé qu'il « *regrette la mort de deux innocents* » et conseille aux habitants du Pays basque français d'éviter de fréquenter les locaux où se réunissent les résidents basques.

Il était près de 22 heures, vendredi 14 juin, lorsqu'un inconnu est entré dans le bar Ttiki à Ciboure. Une trentaine de consommateurs jouaient aux cartes. L'homme a tiré une rafale de mitraillette. Avant de prendre la fuite, il a jeté une grenade qui n'a pas explosé. L'homme s'est débarrassé de son arme — une Sten 9 mm — avant de prendre la fuite, protégé par un complice. Certains *témoins ont cru qu'il s'agissait* d'une femme. Les policiers eux-mêmes ont retrouvé sur place un survêtement, une perruque de femme et la mitraillette utilisée. Au mois de mars dernier, deux attentats du même style attribués au GAL avaient été commis dans des bars de Bayonne et de Ciboure. Les auteurs pourraient être les mêmes.



SOCIÉTÉ

UNE SÉQUELLE DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE DE CREUSOT-LOIRE

Trois syndicats CGT poursuivent M. Pineau-Valencienne pour entraves au fonctionnement du comité d'entreprise

M. Didier Pineau-Valencienne, aujourd'hui directeur de société, a-t-il au temps où il était président-directeur général de Creusot-Loire entravé le fonctionnement régulier du comité central d'entreprise de cette société ? Le voilà, en tout cas, prévenu de ce délit que le code du travail punit de deux mois à un an de prison et d'une amende de 2 000 à 20 000 F. Car c'est ce bien mauvais tour que lui ont joué trois syndicats CGT en usant de la citation directe et en l'astreignant ainsi, vendredi 14 juin, à une comparution personnelle pour un débat qui, durant sept heures d'horloge, l'a tenu sur le banc très inconfortable de la trente et unième chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

L'affaire se situe dans le contexte de détérioration qui était celui du groupe Creusot-Loire, au printemps 1984, dans les jours qui précédèrent la requête du conseil d'administration adressée au tribunal de commerce de Paris pour bénéficier du régime de suspension provisoire des poursuites. Cette requête fut déposée le 26 avril ; or, peu de temps avant, le 19 avril, avait eu lieu une réunion du comité central d'entreprise.

« Je cherchais des interlocuteurs »

Selon les syndicats qui ont engagé le procès, il est certain que dès ce jour la décision de demander la suspension provisoire des poursuites était prise, mais, disent-ils, les membres du comité furent délibérément laissés dans l'ignorance de cette perspective toute proche.

« *Pas du tout*, rétorque M. Pineau-Valencienne. *Je m'élève avec force contre les griefs qui me sont faits. A cette date-là, il y avait pour sortir Creusot-Loire de ses difficultés la nécessité absolue d'une intervention des pouvoirs publics. De 1978 à 1983, les pertes avaient atteint un montant de près de 4 milliards de francs. Nous étions la seule société en Europe à ne pas bénéficier d'un soutien des pouvoirs publics, et l'ampleur des pertes faisait qu'il était impossible de créer des capitaux nouveaux. L'accord qui avait été passé avec l'Etat, le 10 novembre 1983, permettait seulement de survivre.* »

Par la suite, la conjoncture, selon M. Pineau-Valencienne, n'avait guère arrangé les choses. Il paraît bien, en tout cas, que, devant le comité central d'entreprise du 19 avril 1984, le PDG de Creusot-Loire déclara que la situation était très grave.

« *Oui*, remarque le président, M. Jean-André Collomb-Cler, qui a sous les yeux la sténographie des propos tenus lors de cette réunion et de quelques autres, *mais vous n'avez pas fait part, formellement, de l'hypothèse d'un dépôt de requête en vue d'une suspension provisoire des poursuites.* »

« *C'est que*, répond M. Pineau-Valencienne, *j'avais encore l'espoir de renouer des contacts avec les pouvoirs publics. Je ne savais donc pas quelle forme pourrait prendre les mesures à envisager. Je ne savais pas non plus ce que déciderait le conseil d'administration, convoqué pour le 25 avril. Personnellement, je cherchais toujours des interlocuteurs, mais je me suis heurté à des fins de non-recevoir tant du ministre de l'économie et des finances de l'époque, M. Jacques Delors, que de celui de l'industrie et du redéploiement industriel, M. Laurent Fabius. J'estime, en l'état des choses, avoir donné le 19 avril, au comité central d'entreprise, une information très large et très complète sur la situation telle que je la voyais, du moins à cette date.* »

Telle n'est évidemment pas l'opinion des syndicats CGT et de leur avocat, Me Paul Prompt. Pour ce dernier, qui le fera confirmer par M. Robleu – à l'époque responsable des méthodes comptables à la direction financière de Creusot-Loire, – rien ne s'est passé de déterminant entre le 17 et le 25 avril – date de la requête pour suspension provisoire des poursuites par le tribunal de commerce – qui ait pu faire prendre une décision de dernière minute.

Me Prompt ajoutera qu'il ne reproche pas, à vrai dire, un défaut d'information du comité d'entreprise, mais un défaut de consultation permettant à ses membres d'exprimer les avis que prévoit la loi.

Ce défaut de consultation se retrouve, à ses yeux, le 12 juin 1984. Ce jour-là, on est à la veille de l'échéance impartie par le tribunal de commerce avant qu'il convertisse la suspension provisoire des poursuites de Creusot-Loire en règlement judiciaire. Le comité central d'entreprise est réuni de nouveau, mais, cette fois encore, rien ne lui aurait été dit de la décision prise par la direction de demander le règlement judiciaire.

Là encore, pour les syndicats qui ont engagé le procès, M. Pineau-Valencienne « *a, de propos délibéré, entretenu le comité dans l'ignorance de décisions qui allaient modifier radicalement la gestion, l'organisation et la marche de l'entreprise, en portant un coup extrêmement grave à son crédit chez ses clients, ses fournisseurs et ses banquiers* ».

Sur ce chapitre, comme sur le précédent, M. Pineau-Valencienne estime qu'il n'a en rien violé le code du travail. Depuis longtemps, a-t-il fait valoir, il avait été expliqué que, en l'absence de concours extérieurs, il y avait risque de dépôt de bilan. Maintes fois déjà, l'attention avait été attirée sur l'éventualité d'une « *impasse totale* ». Quant à la décision de demander la procédure de réglement judiciaire, elle était liée à des impératifs de rapidité. Mais le comité d'entreprise du 12 juin a bel et bien été informé de l'impossibilité où s'étaient trouvés les dirigeants de présenter au tribunal de commerce le plan de redressement que cette juridiction avait exigé en prononçant la suspension provisoire des poursuites.

« Les réunions après les décisions »

On a entendu les témoins. Membres du comité d'entreprise pour la plupart, syndiqués CGT, ils ont tous dit et répété que les « *réunions se faisaient après les décisions* », qu'« *on n'a jamais eu d'informations correctes* » et enfin que « *M. Pineau-Valencienne laissait entendre qu'on pourrait s'en sortir* ».

« *Pourtant*, a relevé Me Jean Loyrette, défenseur de M. Pineau-Valencienne, *je remarque que l'un de ces témoins a déclaré lui-même, selon la sténographie de la réunion du 12 juin 1984 : « En envisageant de demander le règlement judiciaire, M. Pineau-Valencienne franchit une nouvelle étape vers la liquidation ». C'est donc bien la preuve que le PDG a fait part de l'éventualité de ce règlement judiciaire.* »

Les débats continueront le 21 juin, puis le 2 juillet. Il s'agit maintenant d'entendre les plaidoiries ainsi que les conclusions de M. François Franchi, substitut du procureur. Chacun des trois syndicats plaignants demande 500 000 mille francs de dommages-intérêts ; la Fédération nationale de la métallurgie, qui s'est jointe à eux, sollicite pour sa part 5 millions de francs, toutes ces sommes devant être versées par les syndics désignés par le tribunal de commerce et qui sont tenus par les demandeurs comme civilement responsables.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

sports

AUTOMOBILISME

LES VINGT-QUATRE HEURES DU MANS

Porsche de triomphe

Si la cinquante-troisième édition des Vingt-Quatre Heures du Mans a parfois déçu faute de suspense, les Porsche menant le bal dès le départ pour s'adjuger les six premières places à l'arrivée, l'épreuve de 1985 sera pourtant à retenir comme celle des paradoxes. Alors que la consommation a été réduite de 15 % (2 210 litres au maximum), les records n'ont cessé de tomber ce week-end sur le circuit de la Sarthe. Ainsi l'équipage vainqueur, Ludwig-Barilla-Winter sur une Porsche 956, s'est-il adjugé le record de la distance avec 5 088,507 km parcourus à la moyenne de 212,021 km/h.

A défaut d'une nouvelle victoire, Jacky Ickx, arrivé troisième, a battu le record du tour en 3 mn 25 s 10 (239,164 km/h).

Mais c'est l'un des membres de l'équipage vainqueur, Klaus Ludwig, qui a atteint la vitesse record de 372 km/h dans la ligne droite des Hunaudières. Ultime record historique celui-là : Porsche détrône Ferrari au nombre des victoires au Mans en décrochant son dixième succès.

Autre paradoxe : si les Porsche n'ont laissé aux autres marques aucun espoir de rivaliser, les voitures privées ont damé le pion à l'ogre de *Stuttgart en ne lui concédant que la troisième* place du podium avec l'équipage Bell-Stuck et Ickx. Martini-Lancia attendait sans doute mieux, même si la firme italienne a la consolation d'avoir amené ses voitures à l'arrivée aux sixième et septième places. Porsche possédait plusieurs longueurs d'avance sur ses concurrents pour la consommation. Tout en battant le record de la distance, les vainqueurs détenaient encore à l'arrivée un crédit de 110 litres.

Un nouveau circuit financier

De notre correspondant

Le Mans. — Sur le fil. C'est seulement la veille du départ des Vingt-Quatre Heures du Mans *moto que l'arrêté préfectoral* autorisant la création du « syndicat mixte du circuit des Vingt-Quatre Heures » avait été publié : il est daté du vendredi 26 avril. c'est dire si l'accord entre les différents partenaires : région, département, communauté urbaine et ville du Mans, avait été laborieux. Mais personne n'avait osé prendre la responsabilité de dire non aux 24 Heures. Difficile en effet de renoncer à un tel patrimoine, même *s'il coûte de plus en plus* cher et s'il attire de moins en moins de spectateurs.

Le syndicat mixte, qui devient *propriétaire de l'essentiel des ins*tallations pour le franc symbolique, se chargera des investissements nécessaires, tandis que les responsables de l'automobile-club de l'ouest (ACO) sont invités à faire preuve *« du dynamisme suffisant pour sauver durablement les Vingt-Quatre Heures et assurer le retour des spectateurs »*. La cinquante-troisième édition de l'épreuve automobile qui a attiré quatre-vingt mille spectateurs ce week-end, semble prouver que le processus est bien engagé.

Il y a longtemps que l'Automobile-Club de l'Ouest, à la fois propriétaire du circuit et organisateur des épreuves, multipliait *les mises en* garde auprès des pouvoirs publics, un peu trop enclins à taxer des activités au luxe ostentatoire. La taxe Mazeaud a encore rapporté à l'Etat et aux collectivités locales environ 40 francs par billet vendu l'an dernier, soit plus de 2 millions en 1984. Dans le même temps, des méthodes jugées trop commerciales avaient convaincu le fisc d'infliger à l'ACO un redressement fiscal de près de 3 millions de francs en 1982. Pas question, d'autre part pour l'ACO (association loi de 1901) de récupérer la TVA sur les sommes investies chaque année dans l'entretien et l'amélioration du circuit.

De trois mille à cinq mille bénévoles

Depuis deux ans, l'ACO ne se contentait plus de mettre en garde : ses dirigeants ne cessaient de répéter qu'ils n'avaient plus les moyens de payer les taxes ni d'assurer les investissements nécessaires. Or *il faut* déjà 5 millions de francs de dépenses annuelles pour l'entretien des circuits. Si l'on veut conserver au Mans sa ré*putation de sécurité, il ne faut* pas cesser de développer les investissements. Ainsi, en 1982 puis en 1983, c'est 10 millions de francs que l'ACO a dû *investir entre* la ligne droite des tribunes et les virages « reprofilés » du Tertre rouge.

L'an dernier, les dirigeants de l'ACO ont prévenu : ou bien les collectivités locales prenaient le relais pour tout ce qui touche aux *infra-structures, leur* entretien, leur développement ; ou bien les Vingt-Quatre Heures disparaîtraient à cours terme. La formule proposée : un syndicat mixte regroupant la région des Pays-de-Loire, le département de la Sarthe, la communauté urbaine et la ville du Mans. Si les élus n'ont pas fait preuve d'un réel enthousiasme, c'est d'abord parce que cette structure ne connaissait aucun précédent.

« C'est vrai qu'il n'existe rien de comparable en France. Mis à part le circuit Paul Ricard, qui reconnait 10 millions de francs de déficit chaque année, compensé par la publicité de la marque. Nous sommes les derniers, et vraiment les seuls, à mobiliser entre trois mille et cinq mille bénévoles au profit d'une même cause qui s'appelle à la fois la fête, le sport, la technique, l'économie », ne cessaient de rappeler le président de l'ACO, M. Raymond Gouloumes, et son directeur, M. Gonzague Mordret.

Beaucoup de bénévoles mobilisés pour de moins en moins de spectateurs. Et c'est l'autre handicap de l'ACO. Si l'on comptait encore cent cinquante mille entrées payantes en 1967, l'année record, on est tombé à cinquante-trois mille en 1984. Mais les collectivités locales pouvaient-elles néanmoins faire la sourde oreille ? On sait en effet depuis longtemps que, rapporté au produit intérieur brut, c'est l'équivalent d'une richesse produite par huit mille personnes que l'ACO suscite chaque année avec 500 millions de francs de retombées économiques.

Région, département, communauté urbaine et ville du Mans ont donc sauté le pas : les Pays-de-Loire prendront 25 % des dépenses à leur charge chaque année (1 million de francs dans la corbeille de fiançailles), le département 50 % (2 millions de francs), la communauté urbaine 15 % et la ville 10 % (1 million à *elles deux), à quoi il faut ajouter* une subvention exceptionnelle de 2 millions de francs de l'État (ministère de la jeunesse et des sports). Libérée des contingences structurelles, l'ACO en a aussitôt profité pour rechercher de nouveaux axes de développement. Ainsi des contacts sérieux ont déjà été amorcés avec la filiale européenne du manager américain McCormack.

ALAIN MACHEFER.

ENDURANCE FRANÇAISE

C'est juste avant de donner le départ de la cinquante-troisième édition des Vingt-Quatre Heures du Mans que M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, a annoncé, sur les antennes de la radio d'Ouest-France, qu'il allait confier une mission au pilote-constructeur manceau Jean Rondeau, vainqueur des Vingt-Quatre Heures en 1981.

Dans un premier temps, il s'agira d'une mission exploratoire auprès des constructeurs et industriels français pour répertorier ce qui se fait de mieux en matière de compétition automobile d'endurance. Dans un *deuxième temps*, la synthèse de ces contacts débouchera sur la mise au point d'un projet de voiture capable de gagner au Mans et le championnat du monde d'endurance. Ce projet, baptisé « Endurance française », s'étalera sur trois ans avant de voir naître ce qui devrait être la première voiture d'endurance 100 % française. — A. M.

CYCLISME

Sur la lancée du Giro

De notre envoyé spécial

Montpellier. — On ne s'étonnera pas que Silvano Contini ait remporté le Grand Prix du Midi libre sur la lancée du Tour d'Italie, dont il avait pris la septième place, à quelques minutes de Bernard Hinault. La victoire qu'il a obtenue dimanche 16 juin à Montpellier s'inscrit dans une logique maintes fois vérifiée. Il n'y a rien de tel, en effet, qu'une longue épreuve par étapes pour mettre un routier en forme et, le champion transalpin disposait, en la circonstance, d'un avantage appréciable sur l'ensemble de ses adversaires.

Après avoir gagné le premier jour à Rodez, Contini repoussa quotidiennement les assauts de Caritoux, de Millar, de Roche et d'un Bernaudeau revigoré une fois encore par le soleil du Languedoc. Ce travail de colmatage ne lui posa guère de problèmes. L'homme possède la qualité. Et épaulé de surcroît par une formation solide et vigilante, il s'accommoda d'autant mieux de la traversée des Cévennes qu'il grimpe fort convenablement. Ses talents d'escaladeur lui avaient déjà permis de briller dans le Tour de Lombardie, d'enlever le très difficile Liège-Bastogne-Liège en 1982 et de terminer troisième du Tour d'Italie la même année. Un sujet intéressant.

Le Midi libre, situé dans la la perspective du Tour de France, a fourni les informations nécessaires aux directeurs sportifs, qui doivent apporter les dernières retouches à leur équipe. Conformément à sa vocation, il a, d'autre part, offert une chance aux espoirs du peloton. Les suiveurs ont apprécié le comportement de Thierry Marie, un Normand de vingt-deux ans, qui a enlevé samedi l'étape Nant-Beaucaire en battant au sprint Doug Shapiro, un néo-professionnel américain. Mais la véritable révélation de l'épreuve est un autre coureur originaire de Normandie : François Lemarchand.

Pour avoir accompagné Contini dans les cols cévenols, ce garçon volontaire a terminé troisième et acquis le droit de participer au Tour. A vingt et un ans...

Enfin, Dominique Garde, vainqueur l'an passé, s'est illustré au cours d'une échappée qui devrait lui ouvrir les portes... du Grand Prix des nations. Sur une route de montagne, il a couvert seul 140 kilomètres à 39 kilomètres/heure de moyenne. C'est, à notre avis, l'exploit du mois.

JACQUES AUGENDRE.

LE GRAND PRIX DU CANADA

Ferrari : une victoire à l'économie

La fantastique remontée d'Alain Prost (McLaren) dans les sept derniers tours du Grand Prix du Canada de formule 1 n'a pas empêché la double victoire de l'écurie Ferrari, qui a remporté, dimanche 16 juin, la première place (Michele Alboreto) et la deuxième (Stefan Johansson) sur le circuit Gilles-Villeneuve de Montréal. Grâce à cette victoire, l'Italien Michele Alboreto prend la tête du championnat du monde (27 pts), devant son compatriote Elio de Angelis (Lotus-Renault) et Alain Prost, deuxièmes exaequo avec 22 pts. Les Français Patrick Tambay (Renault-Elf) et Jacques Lafitte (Ligier), qui *sont arrivés septième et huitième* à Montréal, occupent désormais la quatrième et la treizième place au classement du championnat du monde des pilotes de formule 1.

De notre correspondant

Montréal. — *« Cela a été facile*, a déclaré Alboreto, *parce que ma voiture s'est bien comportée du début jusqu'à la fin de la course. Je n'ai eu aucun problème. »* Pourtant, le pilote italien a échappé de justesse à un accident au vingt-cinquième tour, lorsque le Suisse Marc Surer lui a coupé la route. La Ferrari d'Alboreto a dû empiéter sur l'accotement pour éviter la collision avec la Brabham de Surer. Heureusement, la piste était sèche malgré le temps couvert et frais.

Cet incident a illustré une fois de plus la difficulté particulière du circuit Gilles-Villeneuve — rebaptisé ainsi à la suite de la mort du pilote québécois à Zolder en mai 1982, — où il est périlleux de dépasser. Avant le départ de la course, l'Italien Elio de Angelis avait déclaré aux journalistes que les dépassements étaient plus difficiles que sur la plupart des autres circuits. *« En formule I*, a-t-il ajouté, *c'est généralement un facteur important que de pouvoir s'installer en première ligne à la grille de départ. Mais ici, à Montréal, je dirais que c'est plus important encore. »*

Un facteur important certes, mais sans doute pas décisif. Les Lotus-Renault du pilote italien et de son coéquipier brésilien, Ayrton Senna, ont, en effet, eu droit aux premières places sur la ligne de départ, puisqu'ils avaient obtenu la veille les deux meilleurs temps des qualifications. Ils se sont finalement classés cinquième et seizième.

Lutte de titans

Alain Prost, en revanche, a pris le départ en troisième ligne à la suite d'une performance insuffisante aux essais. Il ne croit pas pour autant qu'il aurait gagné la course s'il avait été mieux placé au départ. Il a reconnu que sa voiture (McLaren) était *« moins au point que les Ferrari »* et que celles-ci étaient plus rapides dans les lignes droites.

Pourtant, les quarante mille spectateurs ont cru, un moment, que le pilote français allait réussir à dépasser la Ferrari de Johansson, qui menait le bal avec son coéquipier Alboreto. Depuis le cinquante et unième tour, les deux bolides rouge de Ferrari étaient en tête (Alboreto menait depuis le seizième tour, après avoir dépassé la Lotus-Renault de Elio de Angelis). Alain Prost avait alors plus de 35 s de retard. Au soixante-deuxième tour, il était à moins de 14 s. Il ne restait plus que huit tours à faire sur le circuit de 4,41 km. La Brabham de Prost commence alors une remontée spectaculaire qui l'amène, à deux tours de la fin, dans les roues de Johansson, qu'il ne parvient pourtant pas à dépasser. Et puis, surprise, dans le drnier tour, Prost semble abandonner le combat, perdant du terrain sur les deux Ferrari. La lutte a été très serrées puisqu'Alboreto gagne avec un plus de 4 secondes d'avance sur Alain Prost, qui est précédé de 2 secondes par Johansson. La veille de la course, Alain Prost avait déclaré qu'il espérait *« tirer profit d'une guerre de Titans, qui pourrait opposer Alboreto à de Angelis, les Ferrari aux Renault-Lotus »*. C'est ce qui est effectivement arrivé. Mais le pilote français devait aussi tenir compte de la consommation d'essence. Depuis l'année dernière, chaque voiture a droit à 200 litres maximum. Il faut donc conduire « intelligemment » pour éviter la panne sèche avant l'arrivée. Prost a choisi de ne pas démarrer trop vite pour économiser son carburant, mais il faut croire que les Ferrari sont plus performantes sur le plan de la consommation d'essence. Il reste — Alboreto l'a lui-même admis — que les pilotes de Ferrari ont eu « peur » pour l'essence dans les derniers tours.

Tout ne s'est pas aussi bien passé pour les autres coureurs, bien qu'il n'y ait pas eu d'accident mortel comme lors de l'édition 1982 du Grand Prix du Canada, qui avait été marquée par la mort de l'Italien Riccardo Paletti au départ de la course. Le vainqueur de l'année dernière, le Brésilien Nelson Piquet, qui avait également gagné en 1981, n'a même pas pu finir le premier tour, à cause de problèmes dans la boîte de vitesses de sa Braham. Son compatriote Ayrton Senna (Lotus-Renault), qui était un des favoris, a eu des problèmes de moteur dès le sixième tour, ce qui ne l'a pas empêché de battre au quarante-cinquième tour, avec une moyenne de plus de 181 km/heure, le record du tour détenu depuis 1982 par Didier Pironi. Enfin, le seul incident spectaculaire est survenu au moment où le Français Philippe Alliot (RAM) a heurté de plein fouet la barrière de sécurité. Le pilote s'en est sorti indemne, mais sa voiture a été très sérieusement endommagée.

BERTRAND DE LA GRANGE.

ÉQUIPEMENT

LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE CANOË-KAYAK

Le bouillon des Calori

Augsbourg. – L'équipe de France de slalom a obtenu cinq médailles au cours des championnats du monde de canoë-kayak disputés à Augsbourg (RFA), du 13 au 16 juin.

Les kayakistes féminines se sont adjugé la médaille d'or par équipes. Les quatre autres médailles, toutes d'argent, sont à mettre à l'actif de Marie-Françoise Grange en kayak monoplace dames, aux équipes de kayak monoplaces hommes et de canoë biplace hommes, ainsi qu'à l'équipage constitué par les frères Calori, les deux plus anciens de la formation qui s'est déplacée en Allemagne.

De notre envoyé spécial

Les frères Calori détiennent un record qui les attriste un peu. A la clôture des championnats du monde de slalom, ils arboraient un sourire légèrement crispé en recevant très officiellement la troisième médaille d'argent de leur carrière déjà longue, bien qu'ils ne soient âgés que de vingt-six ans. Comme à Jonquière, au Canada, en 1979, comme à Merano, en Italie, en 1983, les jumeaux d'Annemasse, spécialistes du canoë biplace, ont encore échoué aux portes. Opiniâtres, les « Poulidor de la pagaie » ont aussitôt décidé de chercher, dans deux ans, à Bourg-Saint-Maurice, à sortir du cercle argenté où semble vouloir les tenir le destin. Mais c'est tout de même beaucoup de temps pour ressasser les séquences de ce samedi après-midi où Stephan Kueppers et Thomas Klein-Impelmann (de la RDA) les ont battus dans la seconde manche, à la surprise générale. Sélectionnés à quatre semaines seulement de la compétition, les Allemands de l'Est occupaient le dernier rang à Merano il y a deux ans !

le talent reconnu des Français a été doublé au dernier moment par l'insouciance d'athlètes qui n'avaient rien à perdre à ce jeu fin à trente portes, proche de celui du ski, si ce n'est qu'en canoë les règles *contraignent à franchir certaines* portes en marche arrière. Ce succès presque saugrenu, même aux yeux des entraîneurs allemands, peut s'interpréter en regard de la connaissance très serrée que Kueppers et Klein-Impelmann avaient d'un bassin très particulier, surnommé *« la machine à laver »* en raison de la nature extrêmement désordonnée de ses mouvements d'eau.

Déjà, la veille, la Française Marie-Françoise Grange avait connu la même mésaventure que les frères Calori à cause d'une illustre inconnue de dix-huit ans, Margit Messelhäuser, qui ne serait certainement pas sortie aussi brusquement de l'anonymat si elle était née ailleurs qu'à Augsbourg.

Sophrologie

C'est pourquoi les frères Calori misent sur une revanche en 1987, sur les flots, sans surprise pour eux, de l'Isère. Là-bas, ils savent bien mieux que quiconque où se situent, au millimètre près, les meilleurs points d'appui pour les pagaies de 146 centimètres avec lesquelles ils orientent leur frêle esquif de 4 m 58 de long. Cet échec ne les fera pas abandonner leur méthode, en particulier le recours à la sophrologie qu'ils *pratiquent* depuis deux ans sous la conduite d'un spécialiste de Lausanne, le professeur Abrezol.

La veille de l'épreuve, ils ont branché un Walkman à leurs oreilles pour s'abandonner aux recommandations d'une cassette destinée à les amener à un parfait état de relaxation : *« Ensuite,* expliquent-ils, *on entre le parcours dans nos têtes, au détail de porte près. On s'efforce de ne pas toucher. On court les deux manches dans notre imaginaire. Il est décisif de pouvoir imprimer les trajectoires et les figures dans tout son être. »*

La relaxation naturelle est réservée aux instants qui précèdent le départ, sous la forme d'une marche lente, les yeux fixés sur la configuration des bouillons, tout au long du sentier de béton qui longe les 600 mètres de canal zigzaguant.

Tel est le rituel suivi indéfectiblement par les Calori, qui pensent tirer avantage du fait qu'ils sont jumeaux. Leur coordination en fait l'un des plus jolis équipages à observer sur le circuit mondial. A Merano, il y a deux ans, l'épreuve s'était résumée à un jeu de trois familles entre les Haller, les Garvis (deux paires américaines) et eux. Samedi, les Haller ont avalé leur pagaie de travers, et il ne reste plus qu'un seul Garvis en compétition. Les jumeaux ne font donc plus la loi comme ces dernières années. A cause de Stephan Kueppers et de Thomas Klein-Impelmann, tout a basculé.

LLIBERT TARRAGO.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

TRIPLE SAUT

L'Américain Willie Banks, vingt-neuf ans, a amélioré le record du monde de triple saut avec 17,97 mètres, le 16 juin à Indianapolis (Indiana), lors des championnats des Etats-Unis d'athlétisme. L'ancien record appartenait depuis le 15 octobre 1975 au brésilien Joao De Oliveira avec 17,89 mètres, réussis à Mexico.

SAUT EN HAUTEUR

Le Suédois Patrick Sjoeberg, vingt ans, vice-champion olympique à Los Angelès, a amélioré le 16 juin le record d'Europe du saut en hauteur en passant 2,38 mètres lors d'une réunion d'athlétisme à Eberstadt (sud-ouest de la RFA). L'ancien record était détenu conjointement par l'Allemand de l'Ouest Carlo Thraenhardt, et le Soviétique Valeri Sereda, qui avaient tous deux réussi 2,37 mètres à Rieti (Italie), le 2 septembre 1984.

Automobilisme

GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
(A Montréal)

1. Alboreto (Ita., Ferrari), les 300,870 kilomètres en 1 h 46 mn 1 s ; 2. Johansson (Suè., Ferrari), à 1 s ; 3. Prost (Fra., Malboro-McLaren), à 4 s ; 4. Rosberg (Fin., Williams-Honda), à 27 s ; 5. De Angelis (Ita., Lotus-Renault), à 43 s ; 6. Mansell (G-B., Williams-Honda), à 1 mn 17 s ; 7. Tambay (Fra., Renault-Elf), à un tour ; 8. Laffite (Fra., Ligier-Gitanes), à un tour.

Classement provisoire du championnat du monde. – 1. Alboreto (Ita.), 27 pts ; 2. De Angelis (Ita.) et Prost (Fra.), 22 ; 4. Tambay (Fra.), 10 ; 5. Senna (Bré.), 9.

24 HEURES DU MANS

Ludwig, Barilla, Winter (RFA, Ita., RFA, New-Man-Joest-Porsche), 373 tours (5 082 km) ; 2. Palmer, Weaver, Lloyd (G-B, Lloyd-Porsche), à 3 tours ; 3. Bell, Stuck, Ickx (G-B, RFA, Bel., Rothmans-Porshe 962), à 7 tours ; 4. Gartner, Hobbs, Edwards (Aut., G-B, G-B, Fitzpatrick-Porsche), à 8 tours ; 5. Hytten, Fouche, Van der Merwe (Sui., Af.-S, Af.-S, Kremer-Porsche), à 13 tours ; 6. Wollek, Martini, Niannini (Fra., Ita., Martini-Lancia), à 14 tours ; 7. Pescarolo, Baldi, Cesario (Fra., Ita., Ita., Martini-Lancia), à 16 tours.

Basket-ball

CHAMPIONNAT D'EUROPE
(En RFA)

L'Union soviétique a remporté son quatorzième titre de champion d'Europe en battant en finale la Tchécoslovaquie (120 à 89). Pour la troisième place, l'Italie s'est imposée devant l'Espagne (102 à 90, après prolongations). Pour la cinquième place, la RFA a dominé la France (100 à 81).

Boxe

CHAMPIONNAT DU MONDE

L'Américain Pinklon Thomas a conservé son titre mondial des poids lourds (version WBC), en battant son compatriote Mike Weaver par KO à la huitième reprise, samedi 15 juin à Las Vegas.

Golf

OPEN DES ETATS-UNIS

L'Américain Andy North, trente-cinq ans, a remporté pour la deuxième fois l'open de golf des Etats-Unis, en terminant le 16 juin avec un total de 279 (un sous le par). Trois joueurs se partagent la deuxième place avec un total de 280, le Formosan Tze-Cung Chen, le Canadien Dave Barr, et le Sud-Africain Denis Watson. L'Espagnol Severino Ballesteros termine à la cinquième place.

Handball

COUPE DE FRANCE

Nîmes a remporté la Coupe de France en battant en finale Gagny (23 à 19), le 15 juin à Limoges.

Judo

RETRAITE DE YAMASHITA

Invaincu en 203 combats depuis 1977, le Japonais Yasuhiro Yamashita, vingt-huit ans, a annoncé le 17 juin qu'il se retirait de la compétition. Son palmarès comporte notamment 9 titres toutes catégories du Japon – record absolu – 3 titres mondiaux, et un titre olympique.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE YOUGOSLAVIE
(500 centimètres cubes)

1. Lawson (E-U, Yamaha), 49 mn 46 s (moyenne 160,767 km/h) ; 2. Spencer (E-U, Honda), à 21 s ; 3. Gardner (Aus., Honda), à 30 s ; 4. Haslam (G-B, Honda), à 37 s ; 5. Sarron (Fra., Yamaha), à 1 mn 10 s ; 6. Raymond Roche (Fra., Yamaha), à 1 mn 11 s.

Classement provisoire du championnat du monde. – 1. Spencer, 81 pts ; 2. Lawson, 74 ; 3. Sarron, 52.

GRAND PRIX DE FRANCE DE MOTO-CROSS

Le Français Jacky Vimond (Yamaha), vainqueur des deux manches, a remporté le Grand Prix de France de moto-cross des 250 centimètres cubes à Gimont (Gers). Au classement provisoire du championnat du monde, Vimond (188 pts) devance l'Allemand de l'Ouest Drechsel (156 pts), après sept épreuves.

Sports équestres

CSIO D'AIX-LA-CHAPELLE

Grand Prix
(Après barrage)

1. Michael Ruepling (RFA), *Silbersee*, 0 pts, 48 s 27 ; 2. Thomas Fruehmann (Aut.), *Domplatz*, 0 pts, 48 s, 44 ; 3. Paul Schockenmoehle (RFA), *Deister*, 4 pts, 46 s 29.

Tennis

TOURNOI DU QUEEN'S CLUB
(200 000 dollars)

Demi-finales

Becker (RFA) b. McNamee (Aus.), 6-1, 6-4 ; Kriek (E-U) b. Zivojinovic (You.), 6-4, 6-4.

Finale

Becker b. Kriek, 6-2, 6-3.

TOURNOI DE BOLOGNE
(75 000 dollars)

Demi-finales

Tulasne (Fra.) b. Keretic (RFA), 6-0, 6-4 ; Panatta (Ita.) b. Tous (Esp.), 7-6, 6-2.

Finale

Tulasne b. Panatta 6-2, 6-0.

Les transporteurs publics proposent une hausse de la contribution des usagers

La fin des beaux jours

Les usagers paieront vraisemblablement de plus en plus cher leurs places dans les transports publics au cours des années qui viennent. Cette évolution représentera un véritable renversement de la tendance actuelle, qui limite la part des usagers dans les recettes de bus et de métro. Asphyxiés financièrement, les exploitants des services urbains ou interurbains demandent, par la voix de l'Union des transports publics (UTP), au gouvernement de les autoriser à augmenter leurs tarifs d'un taux supérieur à celui de l'inflation. Le ministère de l'économie, des finances et du budget pourrait ne plus dire non...

L'Union des transports publics regroupe cent quatre-vingts gestionnaires privés ou publics de services de transports de voyageurs. Au cours des dix dernières années, des efforts très importants ont été fournis pour offrir au plus grand nombre des transports de qualité. Par exemple, l'offre est passée, dans les grandes agglomérations, de 17,3 kilomètres-voitures par habitant et par an, en 1977, à 21,1 en 1983. Elle a crû plus vite (+ 1,4 % en 1983) que la demande (+ 1,2 %).

Pour réaliser ces améliorations, les transporteurs ont bénéficié d'une ressource particulière – le versement-transport – collectée par les collectivités locales et affectée par celles-ci à des réductions tarifaires pour 20 % environ et aux investissements pour 80 %. En 1982, le versement-transport a atteint la somme de 2,5 milliards de francs.

Le résultat de ce transfert financier a été bénéfique pour l'usager. Sa part dans les recettes directes des entreprises est tombée aux alentours de 46 %. En francs constants, le prix de revient d'un voyage était, en 1975, de 2,70 F et le prix de vente de 2,29 F, soit un écart de 0,41 F. En 1983, le prix de revient est passé à 3,78 F et le prix de vente à 1,78 F, soit un écart de 2 F.

Cette évolution ne peut se prolonger très longtemps encore, car le versement-transport n'augmente plus et les déficits se creusent. L'UTP a calculé que, en 1983, sous l'effet de l'inflation et du blocage des tarifs, l'*« insuffisance des recettes »* s'élevait à 2,5 milliards de francs.

Quelles sont les solutions possibles ? Des gains de productivité tout d'abord, mais l'UTP n'y croit pas : *« Il ne paraît plus réaliste d'espérer des gains de productivité plus importants que ceux qui ont déjà pu être obtenus »*. Autrement dit, la raréfaction des investissements ne permettra pas de transporter plus d'usagers pour la même consommation de carburant ; l'assimilation des entreprises de transports urbains au service public exclut une diminution rapide des effectifs et un accroissement importants de leur productivité, et la situation des finances de l'État ne facilitera pas une diminution de la pression fiscale sur les entreprises.

Des exploitants unanimes

Reste une action sur les recettes. Là encore, les perspectives n'apparaissent guère favorables. Les collectivités locales, tout comme l'Etat, ne semblent plus en mesure de combler l'augmentation des déficits. Pas question non plus de se tourner vers les entreprises que le libéralisme ambiant protège de nouvelles ponctions parafiscales. Pas question *d'accroître la fiscalité sur les carburants* et sur la voiture individuelle, qui a, en 1984, atteint la limite du supportable.

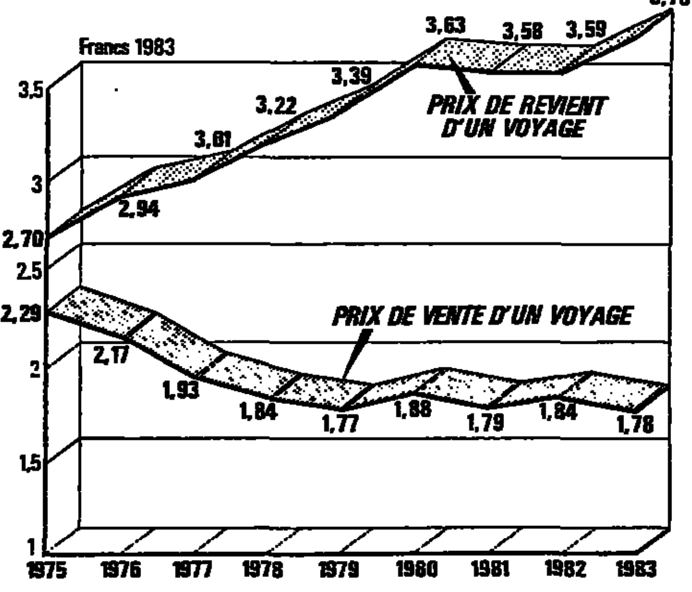
Il est donc nécessaire d'en passer par une contribution plus grande des usagers. L'UTP propose la mise en œuvre *« entre l'Etat, les collectivités locales et les entreprises d'un plan de revalorisation des tarifs sur plusieurs années, permettant de regagner par an un à deux points par rapport à l'inflation »*. Ces deux points de hausse de tarifs supplémentaires maintiendraient les déficits à leur niveau actuel. Ils ne devraient pas faire fuir la clientèle vers le véhicule individuel. Autant dire que les exploitants sont unanimes sur ce sujet. Comme le veut sa fonction, M. Michel Robin, président de l'UTP, réclame de l'Etat une politique des prix *« réaliste »*, mais M. Claude Quin, président (communiste) de la RATP, n'est pas en reste pour souhaiter un effort accru des usagers.

A l'occasion des journées d'études que l'UTP consacrera, du 19 au 21 juin, aux autocars et aux autobus, M. Robin ne manquera pas de rappeler aux ministres de tutelle les termes d'un accord possible : en échange d'une acceptation par l'Etat de hausses de tarifs supérieures à l'inflation, les collectivités locales s'engageraient à poursuivre leurs investissements dans les transports collectifs, et les entreprises de transports promettraient de bloquer la montée de leurs charges en francs constants et à offre égale.

Si rien n'était tenté pour remédier *aux déséquilibres d'exploitation* actuels, il y a gros à parier que l'offre et la qualité des transports publics ne manqueraient pas, à terme, d'être réduits. A moins qu'une privatisation « à l'anglaise » ne pratique des coupes dans les fréquences et les destinations jugées non rentables. Dans tous les cas, l'usager ne peut plus espérer être transporté de mieux en mieux pour un prix décroissant. Les beaux jours appartiennent au passé.

ALAIN FAUJAS.

ÉVOLUTION DES PRIX MOYENS D'UN VOYAGE ASSURÉ PAR UN TRANSPORT PUBLIC



MÉDECINE

Une première à l'hôpital Broussais

LA RÉPARATION D'UN CŒUR AVEC UN MUSCLE DU DOS

Un muscle du dos faisant contracter le cœur ; telle est la technique originale utilisée par l'équipe de chirurgie cardiaque de l'hôpital Broussais de Paris pour remédier à une lésion cardiaque importante.

Le professeur Alain Carpentier et ses collaborateurs ont en effet procédé au prélèvement d'une portion d'un muscle dorsal qui a été appliquée, avec ses nerfs et ses vaisseaux, sur le cœur d'une jeune femme atteinte d'une lésion étendue qu'il avait fallu enlever.

Le muscle ainsi placé « en plaque de colmatage » fonctionne en synergie avec ce qu'il reste du muscle cardiaque lui-même grâce à un stimulateur de rythme – ou pacemaker – spécialement conçu pour l'occasion.

L'état de la patiente, opérée il y a quelques mois, est, semble-t-il, excellent et l'équipe de l'hôpital Broussais a l'intention de poursuivre et de perfectionner le recours à cette technique qui, pour des indications précises (lésions localisées sur un cœur par ailleurs normal), offre de grands avantages par rapport au placement – aléatoire dans l'état actuel des choses – d'un cœur artificiel ou à la transplantation cardiaque impliquant un traitement anti-rejet et qui se heurte en outre à l'insuffisance notoire des organes disponibles pour une greffe.



ÉDUCATION

DANS UNE « DEMANDE SOLENNELLE AU GOUVERNEMENT »

L'enseignement catholique s'inquiète de l'application de la « loi Chevènement »

Le Comité national de l'enseignement catholique a adopté le samedi 15 juin, à l'issue d'une réunion extraordinaire, un communiqué dans lequel il souligne son inquiétude quant à l'application de la « loi Chevènement », qu'il a par ailleurs approuvée.

Le Comité national, en effet, *« considère que les textes législatifs et les attendus du Conseil constitutionnel, correctement appliqués, garantissant l'exercice effectif de la liberté d'enseignement »*. Parmi ses craintes, cependant, figurent au premier rang les *« crédits d'emplois pour la rentrée 1985 »* qui *« ne tiennent pas compte des besoins exprimés par le libre choix des familles »*. Le Comité national souligne *« la totale disparité existant entre les moyens nouveaux mis à la disposition du service public et ceux qui sont attribués aux établissements privés »*, faisant ainsi allusion à une récente décision du ministre de l'éducation nationale de supprimer 1 000 postes administratifs pour recruter dans l'enseignement public 1 000 enseignants supplémentaires, mesure qui n'est pas transposable dans le privé.

Le communiqué du Comité national rappelle aussi que *« soixante-neuf communes refusent d'assumer leurs obligations à l'égard des écoles primaires sous contrat d'association malgré la loi et la jurisprudence constante du Conseil d'Etat »*. Il estime, de même, que la loi n'est pas correctement appliquée en ce qui concerne la formation des maîtres.

Pour ces raisons, le Comité national *« demande solennellement au gouvernement de prendre rapidement les mesures appropriées afin que le pluralisme scolaire, reconnu en droit, le soit dans les moyens »*.

Autre point sensible : la procédure de nomination des maîtres. Le retour à la loi Debré qu'implique la nouvelle législation redonne au recteur le pouvoir de nommer les maîtres du privé, en accord avec le chef d'établissement, et non plus sur sa proposition. Le Comité national demande que le décret en préparation *« assure pleinement le libre choix par le chef d'établissement de son équipe éducative »*.

Même si des désaccords subsistent avec le ministère de l'éducation nationale, les responsables de l'enseignement catholique ne souhaitent pas le retour à des manifestations.

TOUT EN RESTANT HOSTILE A LA « LOI SAVARY »

« Qualité de la science française » note une évolution encourageante dans les universités

L'association Qualité de la science française, fondée en 1983 par M. Laurent Schwartz, s'est réunie le 15 juin à la Sorbonne. Elle a renouvelé ses critiques contre la loi Savary sur l'enseignement supérieur et a exprimé son inquiétude devant la situation générale de l'Université. Selon M. Jean-Claude Milner, professeur de linguistique à Paris-VII, cette loi rend les universités *« ingérables »* et il existe *« des risques grands d'explosion »*. M. Milner a insisté notamment sur les dangers de l'autonomie des universités et sur la détérioration des relations à l'intérieur du corps enseignant et entre les enseignants et les étudiants.

Toutefois, tous les participants n'ont pas adhéré à ce sombre tableau, estimant qu'il s'appliquait plus aux sciences humaines qu'aux sciences exactes. Un Lyonnais a noté avec satisfaction l'ambiance qui régnait dans les laboratoires et le dynamisme des étudiants de troisième cycle. Certains ont estimé que les idées de qualité et de compétence, mises en avant par l'association depuis sa création, commencent à imprégner le milieu universitaire. La nomination de M. Schwartz à la présidence du Comité national d'évaluation et l'accueil reçu par cette instance sont jugés comme des signes encourageants, même si l'association perd ainsi l'un de ses responsables.

Qualité de la science française, *forte de ses premiers succès, va donc* continuer son action. Les cinq cent soixante adhérents doivent, selon M. Philippe Meyer, consacrer un peu plus de temps à organiser des réunions pour informer leurs collègues et les inviter à rejoindre l'association. *« Nous devons nous exprimer fréquemment car nous sommes un pôle d'ancrage et de recours pour beaucoup d'universitaires. »*

S. B.

CARNET DU Monde

Naissances

– Marie-Geneviève
et Roland ASSATHIANY

ont la joie de faire part de la naissance de leur sixième petit-enfant,

Soleun,

chez Martine GAUDILLOT
et Laurent ASSATHIANY,

le 12 juin 1985.

35, rue Mirabeau,
75016 Paris.
23 *bis*, rue Gabriel-Péri,
38600 Fontaine.

Décès

– M. et Mme Gilbert Amy
et leurs enfants,
M. et Mme Alain de la Toub
et leurs enfants,
Mme Félix Bouvier
et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Philippe AMY,
née Marcelle Bonnardot,

survenu à Paris le 15 juin 1985, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 juin, à 14 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil (16e).

– Mme Simone Morio,
sa compagne,
M. André Costa,
son père,
Mme Myra Golmann,
sa mère,
M. et Mme Georges Cukierman,
ses beaux-parents,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert COSTA,
comédien,

survenu à Paris le 12 juin 1985, à l'âge de quarante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 juin à 16 heures au cimetière de Fontenay-sous-Bois (94).

38, rue des Amandiers, 75020 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Robert FRANCOTTE,
ancien sénateur,
ancien conseiller municipal de Paris,
ancien conseiller général de la Seine,
croix de guerre 1914-1918,
combattant de la Résistance,
président du comité de libération
du quatorzième arrondissement
de Paris,

survenu le 9 juin 1985, dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu le 12 juin au cimetière parisien de Bagneux.

– Mme Arianne Jourdan,
née de Gueyer,
son épouse,
Hélène Jourdan,
Daniel et Béatrice Delaveau-Jourdan
et leurs enfants,
Marie-Ange Jourdan,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges JOURDAN,
professeur d'anglais honoraire,
officier des Palmes académiques,

survenu subitement le 11 juin 1985, à Paris, dans sa soixante-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 15 juin, à Nice (Alpes-Maritimes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

101, boulevard François-Grosso,
06000 Nice.

– Mme Jean Mazer,
ses enfants et petit-enfant,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean MAZER,
HEC, docteur en droit,
ancien de l'oflag X B,
croix de guerre,
chef du service des traductions
de la Banque de France,

leur époux, père et grand-père,

survenu à Tours, à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église paroissiale de Paziols (Aude) le 15 juin 1985 et l'inhumation dans le caveau de famille.

Elle rappelle à votre souvenir son fils,

Bruno MAZER,

décédé dans sa dix-huitième année.

11530 Paziols.
15, allée Trianon,
37100 Tours.

– Nicole Sorand,
Jean-François et Aurélie Zygel
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Charles ZYGEL,

survenu à Paris, en son domicile, le 14 juin, à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 juin, à 9 heures, au cimetière Montmartre (entrée principale) où l'on se réunira dans la plus stricte intimité.

6, rue d'Ulm,
75005 Paris.

– Les analystes membres du quatrième groupe ont le grand regret de faire part du décès de leur collègue et ami

Charles ZYGEL.

– Le président du Collège de psychanalystes
Et les membres du Collège
ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Charles ZYGEL.

Anniversaires

– Le 17 juin 1981 disparaissait le vice-amiral d'escadre

Marc ANTOINE.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

– Le 18 juin 1984 disparaissait le

docteur Pierre BELOT.

Son épouse et sa famille souhaitent le rappeler au souvenir de ceux qui l'ont connu.

Messes anniversaires

– Les amis catholiques de

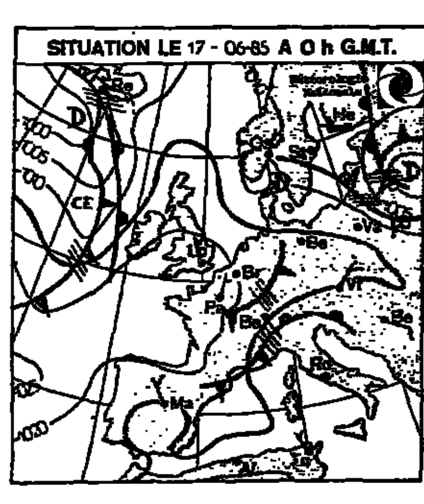
M. Olivier WORMSER,
ambassadeur de France,
gouverneur honoraire
de la Banque de France,

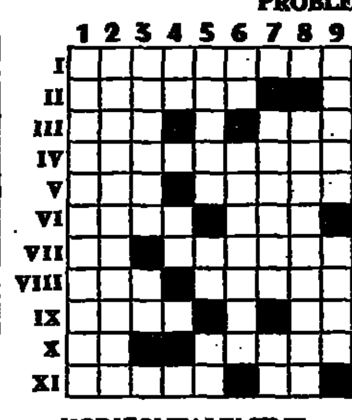
feront célébrer à sa mémoire une messe, le mardi 25 juin à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, boulevard des Invalides.

Le présent avis tient lieu d'invitation.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 juin à 0 heure et le mardi 18 juin 1985 à minuit.

Des conditions anticycloniques prédominent sur la France ; toutefois, une perturbation océanique de faible activité traversera mardi les régions du Nord.

Mardi, un temps clair ou peu nuageux prédominera sur une grande moitié sud du pays ; quelques bancs de brume seront observés de l'Aquitaine au Centre, mais l'après-midi le temps sera bien ensoleillé.

Les nuages, abondants de la Bretagne et de la Normandie aux régions du Nord-Est, seront accompagnés le matin de faibles précipitations près des côtes de la Manche. Au cours de la journée, le soleil fera tout de même quelques apparitions, avant le retour d'une forte nébulosité en fin d'après-midi sur les régions du Nord-Ouest.

Le vent soufflera modérément de secteur sud-ouest près des côtes du Nord-ouest ; ailleurs il sera faible.

Les température, voisines le matin de 8 degrés à 12 degrés dans l'intérieur, 12 degrés à 15 degrés près des côtes, atteidront l'après-midi 18 degrés à 26 degrés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 juin ; le second, le minimum dans la nuit du 16 au 17 juin) : Ajaccio, 26 et 13 degrés ; Biarritz, 16 et 13 ; Bordeaux, 20 et 9 ; Bréhat, 16 et 9 ; Brest, 16 et 8 ; Cannes, 22 et 15 ; Cherbourg, 15 et 6 ; Clermont-Ferrand, 17 et 5 ; Dijon, 19 et 11 ; Dinard, 16 et 6 ; Embrun, 18 et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 19 et 10 ; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 10 ; La Rochelle, 22 et 11 ; Lille, 17 et 6 ; Limoges, 19 et 10 ; Lorient, 21 et 5 ; Lyon, 18 et 10 ; Marseille-Marignane, 20 et 15 ; Menton, 22 et 15 ; Nancy, 18 et 9 ; Nantes, 21 et 9 ; Nice, 22 et 16 ; Paris-Montsouris, 19 et 9 ; Paris-Orly, 19 et 7 ; Pau, 15 et 14 ; Perpignan, 24 et 15 ; Rennes, 19 et 7 ; Rouen, 17 et 4 ; Saint-Etienne, 16 et 5 ; Strasbourg, 19 et 8 ; Toulouse, 16 et 11 ; Tours, 19 et 9 ; Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 19 ; Genève, 18 et 10 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 18 et 8 ; Madrid, 30 et 13 ; Rome, 26 et 17 ; Stockholm, 18 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3989

HORIZONTALEMENT

I. N'est donc pas un sujet à aborder dans une conversation. – II. Obtenir réparation en faisant du gâchis. – III. Fait place nette. Ce peut être une petite dernière qui fait parfois une grande première. – IV. De quoi se faire du mouron. – V. Entraîne une réaction d'autodéfense. Pour les sports d'hiver de jadis. – VI. Reprend son cours après l'été. Terme de jeu. – VII. Négation. Mettent donc l'entreprise en difficulté. – VIII. Baie. Donne du piquant en des lieux incultes. – IX. Est à notre disposition mais pas à notre service. Indéfini. – X. Personnel. Donne une bonne assiette. – XI. Bien élevé ou bien dressé. Symbole.

VERTICALEMENT

1. Homme de scène autant que de coulisse. – 2. Machine à vapeur. – 3. Objet de prière. Chef d'élite. – 4. Personnel. Bon pour accord. – 5. Permet de toucher à coup sûr en frappant à distance. « Signes » de richesse. Personnel. – 6. Cité. Une voisine bruyante de la mélinite. – 7. Se flatte d'avoir d'excellentes relations. Elu de la Manche. – 8. Ne nécessitent logiquement qu'une demi-volée. – 9. Point d'émergence. Permet d'expulser sans trop de « casse ».

Solution du problème n° 3988

Horizontalement

I. Vertugadin. Jeep. – II. Ether. Ni. Joute. – III. Di. Tom. Odieuses. – IV. Equilibriste. Ie. – V. Tu. Nana. Sage. – VI. Télégénique. Rn. – VII. Eté. Nuncupation. – VIII. Traire. Epucais. – IX. Geôle. Usé. – X. Ys. Pas. Réal. – XI. As. Avili. Codeur. – XII. Decca. Annulons. – XIII. Réséda. Tirant. – XIV. ENA. Epigé. Eu. – XV. Sana. Inétendues.

Verticalement

1. Vedette. Gradués. – 2. Etiquette. Se. Na. – 3. Rh. Leroy. Cran. – 4. Tétine. Alsace. – 5. Urolagnie. Vase. – 6. Mineur. Pi. Epi. – 7. An. Banne. Aladin. – 8. Dior. Ic. Usinage. – 9. Disques. Et. – 10. IS. Uppercut. – 11. Jet. Eau. Eolien. – 12. Joues. Tchador. – 13. Eus. Aria. Léna. – 14. Eteignoir. Usnée. – 15. Pesée. NS. Or. Tus.

GUY BROUTY.

EN BREF

ARTS PLASTIQUES

GALAXIES PERDUES. – A l'occasion des premières Mercuriales de Paris, qui se dérouleront jusqu'au 22 juin, Jacques Lelut, « alchimiste plasticien », se livrera en public à un assemblage de divers déchets et rebuts pour créer des décors ou personnages baroques et futuristes. Il a baptisé ses créations « nefs », ce qui évoque des voyages dans le temps et le rêve, et elles ont déjà parcouru la France. On a pu voir à Paris, en 1983, *le Train des galaxies perdues* et, en 1984-1985 *l'Aquanef*. Une vente aux enchères sera organisée et son bénéfice versé au profit des déshérités. Vous pouvez apporter à Jacques Lelut des chutes de tissu, des emballages, de vieux jouets et autres objets (légers) : il saura les utiliser.

★ Galerie Saint-Didier, 16, rue des Belles-Feuilles, Paris-16e. Tous les jours, à partir de 10 heures.

FORUM

FIERTÉ HOMOSEXUELLE. – Dans le cadre de la « Gay Pride Week » (Semaine de la fierté homosexuelle), qui a lieu jusqu'au 22 juin, le Groupe Achrien des grandes écoles (GAGE) organise le 21 juin le premier forum « Livre et homosexualité » en présence de vingt à trente écrivains, historiens, romanciers et journalistes, avec vente, signatures d'ouvrages et débats. Participeront à ce colloque notamment :

MM. J.-P. Aron, Guy Hocquenghem, Michel Larivière, Olivier Poivre d'Arvor, Jach Thieuloy, etc.

★ 8, rue Pierre-Nicolle, 75005 Paris, à partir de 19 heures. Renseignements : GAGE, tél. : (1) 278-88-30.

LOISIRS

DEUX VERRES, ÇA VA. – Le dimanche 23 juin à Nogent-sur-Marne aura lieu la traditionnelle fête du vin blanc, créée en 1954, avec son corso (vingt chars et deux mille participants cette année). Parmi les vedettes participant à la matinée artistique : Carlos, Dave, Annie Cordy, Moustache, Guy Montagné, Richard Anthony, Franck Alamo, Andréa Ferréol, Danièle Evenou, Chantal Gallia, Jean Lefevre et bien d'autres. Rens. (1) 296-55-59.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 19 JUIN

« Synagogues du quartier des Rosiers », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Dans les ateliers d'un doreur-argenteur », 15 heures, métro Arts-et-Métiers (Marion Ragueneau).

« Victor-Hugo le long du Rhin », 15 h 30, 6, place des Vosges.

« Le Marais médiéval », 14 h 30, 254, rue Saint-Martin (Mlle Leblanc).

« Les salons « rocaille » du palais Soubise », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois.

« Le vieux Nogent et promenade de beauté », gare de Nogent-sur-Marne, 15 heures (par RER).

« Couvents et jardins de la rue de Charonne », 18 heures, sortie métro Faidherbe-Chaligny ,escalator (Arcus).

« Exposition Delaunay », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (P.-Y. Jaslet).

« Cités d'artistes et jardins de Montmartre », 15 heures, sortie métro Lamarck-Caulaincourt (G. Botteau).

« Le Marais et la place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie.

« Le Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

CONFÉRENCES

15, rue de Sèvres (Agora) : 20 h 30 : « Sagesse du merveilleux : contes de Grimm » (2).

60, bd Latour-Maubourg, 20 h 30 : « La schizophrénie ».

6, place des Vosges, 16 h 30 : « La maison de Victor Hugo » (M. Brumfeld).

26, rue Bergère, 20 h 30 : « La Kabbalah ou tradition cosmique ».

Métro Porte-Dorée, 14 heures : « Rétrospective des transports de la région parisienne de 1815 à 1950 », inscriptions (1) 283-61-72 de 11 heures à 12 heures (M. Roty).

1, rue V.-Cousin (Bachelard), 19 h 30 : « Du sens de la guérison, causes profondes de la santé et de la maladie ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 16 juin :

UN ARRÊTÉ

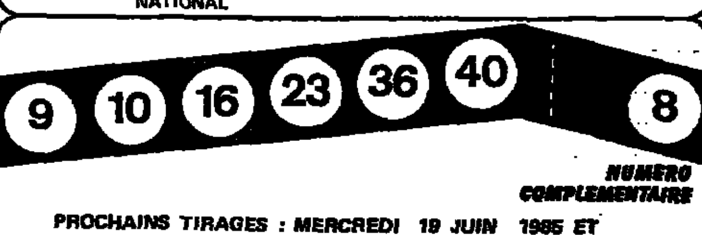
● Relatif à l'épluchage chimique des fruits et légumes destinés à la *mise en conserve*.

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 22 décembre 1958 fixant la composition des tribunaux de grande instance et d'instance et des cours d'appel.



N° 24 — TIRAGE DU SAMEDI 15 JUIN 1985



NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 19 JUIN 1985 ET SAMEDI 22 JUIN 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N^os	15	517 125,00 F
5 BONS N^os + complémentaire	45	80 440,00 F
5 BONS N^os	2 472	4 600,00 F
4 BONS N^os	101 273	110,00 F
3 BONS N^os	1 781 176	9,00 F

BONUS DU SAMEDI 168 122

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 9,00 F x 2 = 18,00 F

culture

CINÉMA

Reprise d'« APOCALYPSE NOW », de Francis Ford Coppola

Les oiseaux de proie

Quel festival de sons et d'images ! Quel tourbillon d'horreur absolue, de danses de la mort, de ballets d'hélicoptères, d'irrationnel, de perversion, de détraquement ! Six ans après sa sortie, *Apocalypse Now* demeure inoubliable.

La première partie, le plus longue, fait penser à un cyclone. C'est la guerre, physique, avec sa cruauté, exacerbée mais juste, aux aurores si pures, d'une beauté si intense, mais aussi le moment favori des oiseaux de proie. Dans le cas du Vietnam, guerre et guérilla modernes, l'intervention de ces escadrilles d'hélicoptères qui sèment la désolation et la mort derrière les chapelets de bombes *au napalm déversées par l'aviation.*

Le film de Coppola *n'a pas vieilli.* Il est intact. Tout le monde, dans cette guerre, a *« perdu son âme ».* Le capitaine Willard *peut* donc reprendre sa mission : retrouver le colonel Kurtz, quelque part dans la jungle du Cambodge, et le tuer ; prolonger son itinéraire : la remontée d'une rivière semée d'embûches et de folie ; il peut se plonger dans le dossier d'un homme aux états de services exceptionnel ; la guerre, toutes les guerres, broient les gens. Il *n'y* a pas de *héros.* Il ne reste que des blessures, cicatrices jamais fermées et voies sans issue.

Mais peu importe, au fond, la morale de l'histoire ou le sort de Willard après l'assassinat de Kurtz. La fin du film s'efface devant le montage fabuleux (*le Monde* du 22 mai 1979) de Coppola. Rarement le septième art s'est trouvé à *telle fête. Les scènes du début sont* si captivantes que le spectateur se trouve à la fois effacé, anéanti et possédé par une telle force.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

MUSIQUE

LA « MISSA SOLEMNIS », à Saint-Denis

A l'échelle du lieu

Au cœur du Festival de Saint-Denis, les concerts de musique sacrée de la basilique royale sont les grandes « messes » d'un public jeune, populaire et passionné. On a toujours le choc de la foule, un peu comme à Orange, en voyant, trois quarts d'heure avant le début, de longues files sages qui serpentent autour de l'église ; dimanche soir, il y avait deux mille deux cents, peut-être deux mille cinq cents personnes, pour entendre la *Missa solemnis* de Beethoven ; il y en aura autant ce lundi et le concert sera retransmis par France-Musique.

L'œuvre est à l'échelle et à l'image du lieu, gigantesque, aspirée par les hauteurs, et humaine, fortement reliée à la terre, comme ces gisants princiers qui dorment dans cette paix mystérieuse que berce l'*Agnus Dei ;* ils ont connu eux aussi la guerre et ses angoisses, appelé Dieu à l'aide, comme Beethoven dans cette brève évocation de combats qui donne le frisson avant la sérénité finale.

La magistrale interprétation de Wolfgang Sawallisch, simple et intense, largement déployée, correspondait elle aussi à la majesté de la basilique. Pourtant, l'acoustique a fait une nouvelle fois des siennes. La densité de la polyphonie beethovénienne se fondait trop souvent dans un brouillard, et les nombreux fugatos devenaient inaudibles. Les mouvements du *Gloria* en particulier auraient gagné à être moins rapides avec cette réverbération trop généreuse.

Mais l'acoustique ajoutait en revanche une admirable couleur expressive aux voix et à l'orchestre. Dans les passages lents, les réponses glissaient des solistes aux chœurs avec *une merveilleuse tendresse et* les instruments resplendissaient de lumière dans la force comme dans la douceur.

Quatre excellents chanteurs, Elisabeth Connell, Nadine Denize (superbe remplaçante d'Hanna Schwarz), Peter Lindroos et Jan-Hendrik Rootering, les chœurs magnifiques de Radio-France, préparés par Jacques Jouineau, et l'Orchestre national montraient une inépuisable énergie sous la direction du maître allemand, tendant à l'extrême les ressorts intérieurs de cette fresque aussi grandiose que la Sixtine de Michel-Ange.

Et l'on retrouvait toute l'émotion de Beethoven dans cette œuvre si fortement charpentée, la puissance de cette sève qui, après une grave crise morale où il a cru voir sombrer son génie, jaillit au contact des textes sacrés ; ne se sent-il pas porteur de cette Révélation, de cet « Evangile », comme Moïse au Sinaï ? *« Il n'y a rien de plus haut,* écrivait-il, *que de s'approcher de la divinité plus que les autres hommes, et de là répandre les rayons de la divinité parmi le genre humain. »*

JACQUES LONCHAMPT.

Les concours du Conservatoire

ORGUE (exécution). – **Premiers prix** : Yves Castagnet, Pascale Melis. **Deuxièmes prix** : Philippe Brandeis, Marie Bedie.

ORGUE (improvisation). – **Deuxième prix** : Sophie Choplin.

GUITARE. – **Premiers prix** : Christian de Chabot, Valérie Duchateau, Christophe Paillet. **Deuxièmes prix** : Nelly Decamp, Simon Schembri, Olivier Herbay.

DIRECTION D'ORCHESTRE. – **Premiers prix** : Bruno Pindefert, Pascal Verrot.

COR. – **Premiers prix** : Eric Vernier, Philippe Delmasso, Laurent Olle.

SAXOPHONE. – **Premiers prix** : Serge Bertocchi, Philippe Lecocq, Stéphane Laporte, Bertrand Dubreuil. **Deuxième prix** : Emmanuel Héraud.

ALTO. – **Premiers prix** : Françoise Bordenave, Florian Wallez, Isabelle Lequien, Gilles Deliège, Véronique Talbot. **Deuxièmes prix** : Thomas Rafael, Olivier Kaspar, Marielle Gaglio, Alain Mames.

HARPE. – **Premiers prix** : Stéphanie Lecomte, Lydia Laurent, Marie-Laure Franceries, Françoise Paul, Elisabeth Cherquefosse. **Deuxième prix** : Tomoko Hasegawa.

HAUTBOIS. – **Premiers prix** : Antoine Lazennec, Dominique Descamps, Gilles Silvestrini, Bernard Giraud, Gaétan Guermandi, Christian Moreaux. **Deuxième prix** : Jaime Martinez.

VIOLONCELLE. – **Premiers prix** : Paul Desenne-Hable, Laure Vavasseur, Eric Watelle, Anne Copery, Hélène Dautry, Marie Le Corre, Philippe Pennanguer, Emmanuel Petit, Eric Picard. **Deuxièmes prix** : Natalie Caron, Sung-Won Yang, Christophe Calibre.

CHANT (femmes, oratorio). – **Premiers prix** : Anne Constantin, Noémi Rime. **Deuxièmes prix** : Susana Moncayo Von Hase, Nadia Jauneau. – (Opéra) **Premier prix** : Caroline Daudin-Delaporte, Sylvie Louche, Catherine Pousson. **Deuxièmes prix** : Shen Lin Chou, Victoire Cyrille, Catherine Thomasset, Sylvie Houessou-Bertho, Sophie Norton-Mas-Daude. – (Opérette) **Deuxième prix** : Françoise Tison.

CHANT (hommes, opéra). – **Premier prix** : Jean-Marc Salzmann. – (*Opérette*) **Premiers prix** : Jean-Michel Duthil, Jacques Lemaire.

PIANO. – **Premiers prix** : Vincent Coq, François Daudet, Patrick Dechorgnat, Claire Desert, Marc Lys, David Garbarg, Jean-Christophe Millot, François Weigel, Véronique Briel, Hélène Grimaud, Grzegorz Jastrzebski, Carole Chicha, Olivier Ferry, Mere Masuda, Jérôme Grangon. **Deuxièmes prix** : Christine Lagniel, Christophe Larrieu, Racha Arodaky, Florence Allie, Jinna Jang, Catherine Bertoix, Géraldine de Reggi et Thierry Ravassard.

THÉÂTRE

LES JOURNÉES DU CONSERVATOIRE

Quelques instants pour un avenir

Le Conservatoire national d'art dramatique est étrangement calme. Dans les couloirs, les élèves marchent sur la pointe des pieds, discutent à voix basse. Il ne faut pas déranger ceux qui travaillent : les soixante candidats qui vont se présenter, à partir de ce lundi 17 juin, trois jours durant, aux «Journées du Conservatoire».

Ambiance studieuse, troublée de temps en temps par un cri ou un éclat de voix venu d'un studio de répétition. Les élèves de deuxième et de troisième année peaufinent une fois encore la scène qu'ils ont choisie en accord avec leur professeur et dans laquelle – parce qu'ils s'y sentent bien ou qu'elle est représentative de leur personnalité – ils vont se faire connaître aux journalistes, metteurs en scène et directeurs de compagnie : le monde du théâtre.

L'enjeu est capital. *« Dix minutes en échange d'un avenir*, dit un élève, *cela équivaut à jouer à pile ou face ».* C'est pour cela que dans les derniers jours, le rythme s'accélère. *« On n'a pas le temps*, disent-ils. *On répète, on file, on travaille, dix ou douze heures quotidiennement. » « L'école est notre résidence secondaire*, dit avec humour un élève de Michel Bouquet. *Nous y passons le 1er mai et tous nos dimanches ».*

Ces élèves sont entrés au Conservatoire deux ou trois ans auparavant après avoir triomphé de deux épreuves. La première se passe devant un jury, composé de sept membres, qui assistent à deux scènes, l'une classique, l'autre moderne. *« Cette année*, précise Jean-Pierre Miquel, directeur du Conservatoire, *ils étaient mille deux cents. C'est pis qu'à l'ENA ou à Polytechnique, car, au terme de cette première épreuve, seuls cent d'entre eux sont sélectionnés. C'est pourquoi nous allons réformer le concours d'entrée, car il y a trop de candidats pour trop peu de places (1). Ensuite, quelques mois plus tard, afin qu'ils aient le temps de se préparer, ils repassent devant un nouveau jury, plus important celui-là. Vingt personnes qui vont débattre de leurs qualités naturelles : présence sur scène, voix, manière de respirer, sensibilité et intelligence se traduisant dans la façon de dire un texte. »* Vingt-cinq à trente élèves sont alors retenus, qui apprendront durant trois ans à maîtriser leurs dons par des connaissances pratiques et théoriques.

« Ils viennent de tous les horizons, explique Jean-Pierre Miquel, *Certains, quand ils arrivent au Conservatoire, sortent directement du lycée. D'autres, au contraire, ont déjà fait des études supérieures. Cela provoque entre eux des chocs culturels très importants que nous tentons d'aplanir. Ainsi, la première année, nous leur donnons des bases. Cours de dramaturgie et d'histoire du théâtre, ateliers de lecture et d'improvisation, cours de respiration et de phonation. L'année suivante est axée principalement sur l'interprétation, la troisième sur la réalisation de spectacles et d'exercices collectifs. »*

Vingt professeurs sont là pour les guider, tous différents les uns des autres non seulement dans leur approche du théâtre, mais également dans leurs méthodes d'enseignement. *« Cette diversité est essentielle*, dit Jean-Pierre Miquel, *car le Conservatoire est une école nationale qui doit être l'école de tous les théâtres. »* Pendant ces trois ans d'études, il arrive fréquemment qu'un élève demande un congé pour *tourner un film ou jouer une comédie.* D'autres réclament une année sabbatique et certains mêmes donnent leur démission, leur emploi du temps ne leur permettant plus d'assister aux cours. Mais la plupart d'entre eux veulent tout faire en même temps : travailler à l'extérieur et apprendre leur métier dans une école qu'ils considèrent tous comme un vaste nid protecteur, une famille où on leur enseigne que le théâtre est un mode de vie plus qu'un métier.



Photo MAX ARMENGAUD.

« Ils ont conscience de ce que cela représente, dit Jean-Pierre Miquel. *Ils ont fait un choix et l'assument avec volontarisme. De plus, on leur fait comprendre dès leur entrée à l'école qu'ils sont des professionnels. On les traite comme tels et, si cela ne leur suffit pas, ils ont l'exemple de leurs professeurs, qui souvent répètent dans la journée, jouent le soir et, trois fois par semaine le matin, de 10 heures à 13 heures, donnent leurs cours. C'est pourquoi les élèves, malgré leur goût prononcé pour les fêtes – ils en organisent de formidables, – n'arrivent jamais en retard. Ils savent aussi à quel point leurs professeurs investissent en eux, parfois beaucoup plus qu'ils ne le laissent paraître. »* C'est pourquoi, ces Journées de juin, élèves et professeurs les vivent ensemble, avec le même trac, les uns dans la salle, les autres sur la scène.

Les quinze derniers jours sont *« terribles »*, dit un élève de deuxième année de la classe Mesguich. Il suffit de les regarder pour constater à quel point c'est vrai. Ils ont une mine blafarde, les yeux cernés de violet. Parfois, au détour d'un couloir, on trouve même un élève endormi sur un matelas pour un petit somme réparateur. D'autres s'agitent, surgissent en costume, demandent conseil, puis disparaissent. Dans le foyer, juste derrière la scène, des filles font quelques points de couture dans une ambiance de panique silencieuse. Les élèves de Daniel Mesguich se préparent à un ultime filage. En grappe, devant la glace, ils se maquillent sommairement, se drapent dans une cape, se font un chapeau avec un bout de tissu. Il faut savoir que le budget d'une classe est de 5000 F, ce qui n'autorise aucune folie.

A quelques minutes du filage, les conversations sont assez restreintes : *« Vous n'auriez pas vu ma chaussure ? » « Je cherche ma cravate ; non, pas celle-là, la jaune. » « N'importe comment*, dit Elisabeth, *nous ne parlons guère que de notre travail ou bien nous évoquons les vacances. On en rêve tous. »* Certains lisent, d'autres font des mouvements de relaxation. Dans cette pagaille formidable qui les entoure, ils paraissent sereins, sûrs d'eux. Ce n'est qu'en les étudiant avec attention qu'on peut déceler certains signes de nervosité. Tapotement d'un pied gauche sur un poied droit, sans le moindre rythme ; douleur renue d'on ne sait où et qui fait grimacer ; une cigarette allumée et trop vite éteinte. Puis, dans la salle, les lumières s'éteignent. Quand elles se rallument, après le filage intégral de toute la première partie, c'est la catastrophe. Il y a trois quarts d'heure de dépassement sur l'horaire prévu. Les élèves sortent des coulisses, s'asseyent sur le pro-scénium et attendent, consternés, le verdict. Il va falloir couper dans des scènes, en supprimer. *« Nous avons trop travaillé »*, dit un élève. Mais personne ne rit. Il reste si peu de temps pour tout mettre au point, pour régler ces fameux changements de décor, qui semblent être un réel casse-tête pour tout le monde.

C'est pourquoi, dans la classe de Jean-Luc Boutté, Isabelle prépare de longues listes nominatives : *« Il me faut deux garçons pour un lit et son matelas, quelqu'un pour un livre et des papiers, un autre pour un vase. »* Et, dans la classe de Michel Bouquet, chaque élève possède une fiche sur laquelle est décrit scrupuleusement le va-et-vient des accessoires. Dès que les lumières s'éteignent, ils bondissent sur scène, les uns pour enlever, les autres pour remplacer, les derniers, enfin, pour tenir les rideaux et refermer les portes. Quelques secondes, sans hésitation, qui démontrent à quel point les élèves sont conscients de leur rôle non seulement sur scène, mais également dans les coulisses. *« C'est capital*, dit l'un d'entre eux, *car les Journées du Conservatoire, c'est aussi un travail d'équipe. »*

Cette notion est très importante et explique en partie la suppression des concours de sortie avec distribution de prix et d'accessits. *« Le but de ces Journées*, dit Jean-Pierre Miquel, *est de faire connaître aux professionnels de jeunes comédiens. Or on engage quelqu'un selon un besoin et non selon la récompense qu'il a obtenue. De plus, la notion de concours implique celle de compétition. Etre le meilleur, briller aux dépens de son partenaire, tirer la couverture à soi, comme l'on dit fréquemment. Mais le théâtre n'est pas un* one-man-show. *Il se fait à plusieurs. C'est, en tout cas, la déontologie du Conservatoire. »*

Les élèves semblent être d'accord avec cette philosophie. Quand on leur parle des prix d'autrefois, ils ouvrent des yeux ronds. Cela leur paraît *« inutile, inexact, injuste »* et même *« indécent ». « Notre espoir est de trouver du travail en montrant notre savoir-faire et non de remporter une coupe aux dépens de nos camarades »*, disent-ils. Quant aux professeurs, certains ont menacé de démissionner si les prix de fin d'année étaient rétablis.

Quatre-vingt-dix pour cent des garçons auront un engagement pour la saison prochaine, à la fin de ces Journées de juin. Les rôles féminins étant plus rares, les filles seront moins nombreuses à être contactées. Beaucoup, en quittant le Conservatoire, se dirigeront vers le cinéma. *« Mais*, dit Jean-Pierre Miquel avec un sourire paternel, *ils reviendront un jour ou l'autre au théâtre, j'en suis certain. »*

CAROLINE DE BARONCELLI.

(1) Jusqu'à présent, n'importe qui pouvait se présenter au concours, à la seule condition d'avoir entre dix-huit et vingt-quatre ans.

« CHEZ PIERROT », de Jean-Claude Grumberg

Ceux qu'on ne veut pas connaître

« Personne socialement inadaptée qui vit sans travail ni domicile, dans les grandes villes », telle est la définition que le *Petit Robert* donne du mot « clochard ». Il ajoute que ce mot ne daterait que de 1908, ce qui est surprenant, et qu'il vient du verbe « clocher », qui veut dire « boiter ».

La pièce de Jean-Claude Grumberg, *Chez Pierrot*, donne la parole à quatre de ces hommes socialement inadaptés, qui un jour ont cessé d'accomplir les faits et gestes leur permettant de toucher un salaire, et qui n'ont pas droit à une allocation de chômage ou même qui refusent cette allocation.

Ce ne sont pas des « sous-prolétaires », s'il faut entendre par ce terme, toujours selon le *Robert*, des *« prolétaires paticulièrement exploités non protégés par les lois ».* Ceux-là seraient plutôt des travailleurs au noir, comme il y en a dans la confection, et dans une autre pièce de Grumberg, *l'Atelier.*

Non, les « socialement inadaptés » de *Chez Pierrot* ne travaillent pas. L'un d'eux est un ancien enseignant, et lorsque, notamment pour des raisons d' « aide à l'enfance en danger », des policiers des brigades des mineurs forcent la porte de certains locaux sans air et sans lumière où se terrent ces inadaptés ils rencontrent parfois des femmes ou des hommes qui ont été enseignants, médecins, cadres d'entreprise, etc., et qui un jour ont baissé les bras, ont abandonné ce qui de toute manière, même dans des travaux privilégiés, est une lutte de tous les jours. En France, le nombre de ces « retirés » dépasse de beaucoup le million.

Les médias les passent plutôt sous silence, sauf un instant à l'occasion de faits divers, par exemple en cas de décès si un taudis a brûlé. Il existe à propos d'eux des thèses de sociologie, les écrivains actuels les ignorent, dans l'ensemble. Georges Simenon les décrit un peu, au passage, dans quelques-uns de ses livres, et un beau roman de Léopold Chauveau, *Grelu*, paru chez Gallimard, mais épuisé, fait un portrait assez juste de l'un d'eux.

Les « socialement inadaptés » de *Chez Pierrot* campent dans le café d'un ami, au rez-de-chaussée d'un immeuble insalubre et interdit, en instance de démolition. Ils mangent très peu, et boivent beaucoup de vin (Simenon dit que le froid est plus difficile à soutenir que la sous-nutrition). Ils racontent des souvenirs sinistres, des histoires sans queue ni tête, et ils parlent de Pierrot, le fils du propriétaire du café, qui a émigré en Australie, et dont ils attendent le retour.

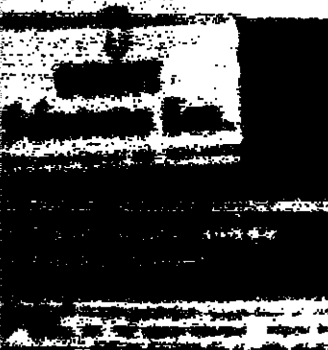
Ce sujet – les inadaptés sociaux – est brûlant, « tangent ». Parce que Grumberg donne ici en spectacle une réalité que les citoyens « normaux » refusent de voir. C'est le spectacle refusé, défendu, l'anti-spectacle. Grumberg a une inclination pour le théâtre des situations tragiques, les travailleurs surexploités (*l'Atelier*, nous l'avons dit), les victimes du racisme (*Dreyfus*). Avec ces situations, il joue avec le feu, par une combinaison d'informations exactes et d'humour en principe tout à fait déplacé mais qui retombe sur ses pieds dans la mesure où Grumberg fait preuve de chaleur d'esprit, de droiture.

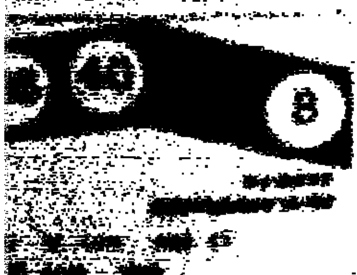
Etrangement, *Chez Pierrot* fait penser à la pièce de Beckett *En attendant Godot* ; ce serait un Godot plus terre à terre, moins intellectuel. Et cette pièce, parce que l'on y bavarde dans le vide dans un bistrot, est aussi comme l'envers sinistre du *Fanny* de Pagnol. Dans ces trois pièces, les personnages en attendent un autre.

La mise en scène de Jacques Labarrière est attachante parce qu'elle évite au maximum le théâtre dans le théâtre, et les acteurs, Chantal Banlier, Jean-Pierre Lemarchand, François Marie, Yves Savel, Jean-Marc Albert, et Jacques Labarrière, jouent bien, sans effets déplaisants.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Escalier d'or, 21 heures.





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES TROYENNES : Espace Gaîté (321-76-75), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : 20 h 30 : Bérénice.

☞ TEP (364-80-80) : 20 h 30 : Turbulence.

BEAUBOURG (277-12-33). Concerts-Animations : 20 h 30 : Hommage à M. Philippot (ensemble parcours 27XXI, atelier de musique contemporaine d'Evreux, dir. : J.-C. Bernède). Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI.16 h : les Hommes du Président, de P. Rufing ; 19 h : les Tribulations de saint Antoine, de T. Zéno. Marin Karmitz, éditeur de films à Paris ; voir Festival de cinéma. Ciné-immatériaux : 17 h (renseignements à l'accueil).

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. : J. Guschlbauer, piano : A. Weissenberg (Brahms, Roussel).

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), 20 h 45 : Fast et Food au théâtre ; 22 h 30 : Renseignements généraux.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : le Journal intime de Sally Mara.

☞ CARTOUCHERIE, Théâtre de la Tempête (328-36-36), 21 h : Joe.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), 21 h : la Jalousie du barbouillé.

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple Mixte.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. 20 h : C'est rigolo ; 21 h 45 : les Contes de Chelm. II. 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : S. Varègues ; 18 h : Parlons français nº 2.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Hélène 1927.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

RANELAGH (288-64-44), 21 h : la Seconde Surprise de l'amour..

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39), 20 h 30 : Ruy Blas.

☞ THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h : Obé ! là-bas, le clown cheval ; Armistice au pont de Grenelle.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to Baby ; 22 h 30 : Crazy Cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratte-cul dans la crème fraîche.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

Lundi 17 juin

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

La danse

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (271-26-16), à 20 h 45 : Orage provisoire.

Les opérettes

RANELAGH (288-64-44), 21 h : l'Archipel papou.

Opéra

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (342-01-23), 20 h : Turandot.

TH. DES CHAMPS-ELYSEES (723-47-77), 19 h 30 : Pelléas et Mélisande.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h 30 : S. Varegues.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), 21 h : Pandavani.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : M. Jolivet, J. Edwards.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Brazil en fête.

LA TANIÈRE (337-74-39). I : 20 h 45 : Une soirée au Chat noir.

Les concerts

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : J. Wjuniski (Bach).

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars antiqua de Paris (musique du temps de Saint Louis, de la guerre de Cent Ans).

Radio-France, Auditorium 106, 19 h : C. Roque-Alsina (Kergomard, Terruggi, Cornu).

Mairie du 9e, salle Rossini ; 21 h : D. et M. Renault, P. Hommage (Bach, Bizet, Schumann, Schubert).

Théâtre La Bruyère, 20 h 30 : Ensemble instrumental La Bruyère (Mozart, Schubert).

FIAP, 20 h 30 : M. Geoffrey (Gulliani, Albeniz, Pujol).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45 : M. Hayashima (Bach).

Notre-Dame, 16 h : Shawnee Mission Chorus (musique sacrée).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Dany Doriz Sextet.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Joue contre joue.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Tao et Vincent ; 0 h 30 : J. Irvin.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Paquita D'Rivera.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : All Stars.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : A. Labib, P. Poles, J.-C. Souberbielle, R. Portier, H. Labarrière.

XXIIe Festival du Marais

(887-74-31)

THÉATRE, cour d'honneur de l'hôtel d'Aumont 21 h 30 : Mangeront-ils ?

Cave gothique de l'hôtel de Beauvais, 19 h 30 : A quelque chose hasard est bon. 21 h 30 : La légende des siècles.

MUSIQUE, Eglise Saint-Merri, 21 h 15 : Jugenkantorei Dormagen. Dir. : H. Max (Schütz, Bach).

DANSE, Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 20 h 45 : Orage provisoire (à partir du 14).

Festival de la butte Montmartre

(262-46-22)

Aux Arènes de Montmartre, rue Chappe, 75018 Paris. 21 h 30 : Contes d'Andersen.

En région parisienne

SAINT-DENIS, Festival (243-00-59), hôtel de ville. – Basilique, 20 h 30 : Orchestre national de France (Beethoven).

VILLE-D'AVRAY, 7e Festival (750-44-28). – Gymnase, 21 h : Orchestre symphonique de la Garde républicaine, dir. : R. Boutry.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h : Classiques du cinéma mondial : Vainqueur du ciel, de L. Gilbert ; 19 h, Cent Jours du cinéma espagnol : Bilbao, de B. Luna.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-Egyptien) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

A. K. (Fr.) : Olympic petite salle, 14e (544-43-14) ; Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

ANTARCTICA (Jap.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

ASSOIFFÉ (Indien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BABY (A.). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Bré., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIRDY (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BORN TO BE BAD (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA CAGE AUX CANARIS (Sov., v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80).

CARMEN (Esp., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Calypso, 17e (380-30-11).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CONSUL, film américain de John Mackenzie (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; – V.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 2e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75).

DESTRUCTOR, film américain de Max Kleven (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

JOY AND JOAN, film français de Jacques Saurel (**) : Forum, Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Georges V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MARJORIE, film américain, de Martin Ritt (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount, Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

PATROUILLE DE NUIT, film américain de Jackie Kong (v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

PHENOMENA, film italien de Dario Argento (*) (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES POINGS FERMÉS, film français de Jean Louis Benoit : Latina, 4e (278-47-86) ; Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PORTÉS DISPARUS, film américain de Joseph Zito, (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; (v.f.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : George-V, 8e (562-41-46).

DÉTECTIVE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

EIJANAIKA (Jap., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LE FLIC DE BEVERLY-HILLS (A., v.o) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE FOU DE GUERRE (Franco-Italien) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

GIGOLO (RFA/USA, v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (325-21-21).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cub., v.o.) : Denfert (Hsp.), 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.f.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

هكذا من الأصل

SPECTACLES

MASK (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; *Elysées Lincoln, 8e (359-36-14)* ; Ambassade, 8e (359-36-14) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George-V, 8e (562-41-46).

MISHIMA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; République Cinéma, 11e (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) : v.o., Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

ROCK, ROCK, ROCK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (272-52-36).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e ((343-04-67) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont *Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount* Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SÉRIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

SOS FANTOMES (A., v.o.), v.f. : Paris *Loisirs Bowling, 18e (606-64-98)*.

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos (H.sp.), 14e (327-52-37).

STARFIGHTER (A.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : *Espace Gaîté, 14e (327-95-94).*

STEAMING (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

SUBWAY (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (533-21-21) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

DES « TERRORISTES » A LA RETRAITE (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

THAT'S DANCING (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (563-16-16).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

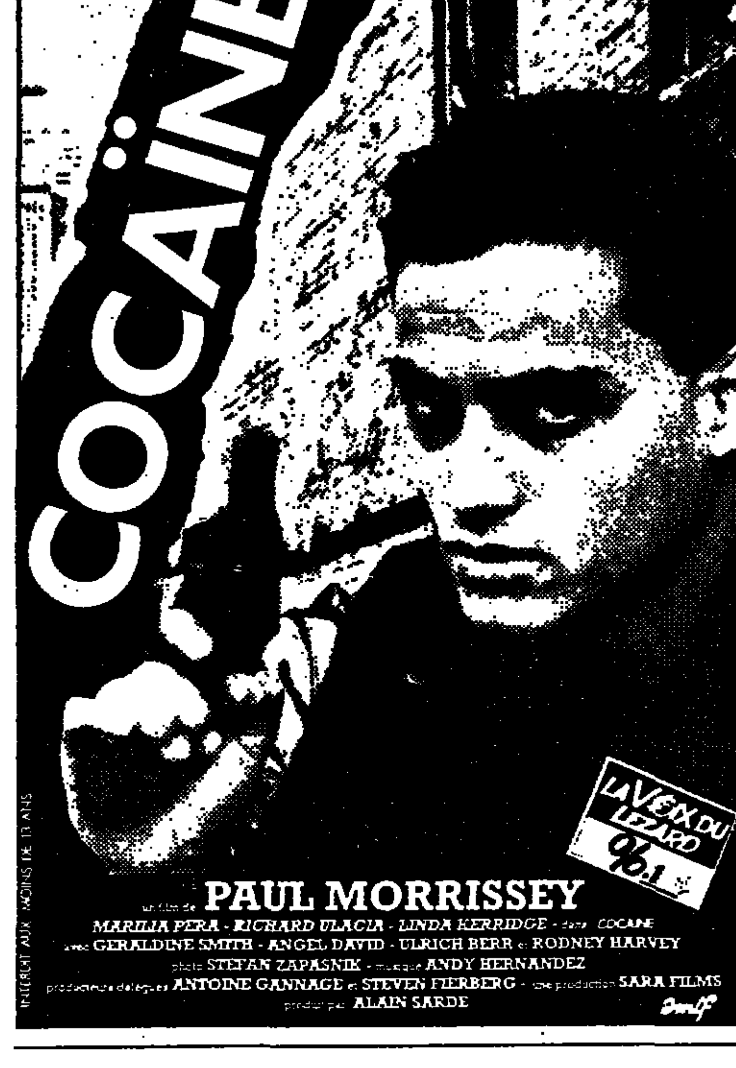
THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

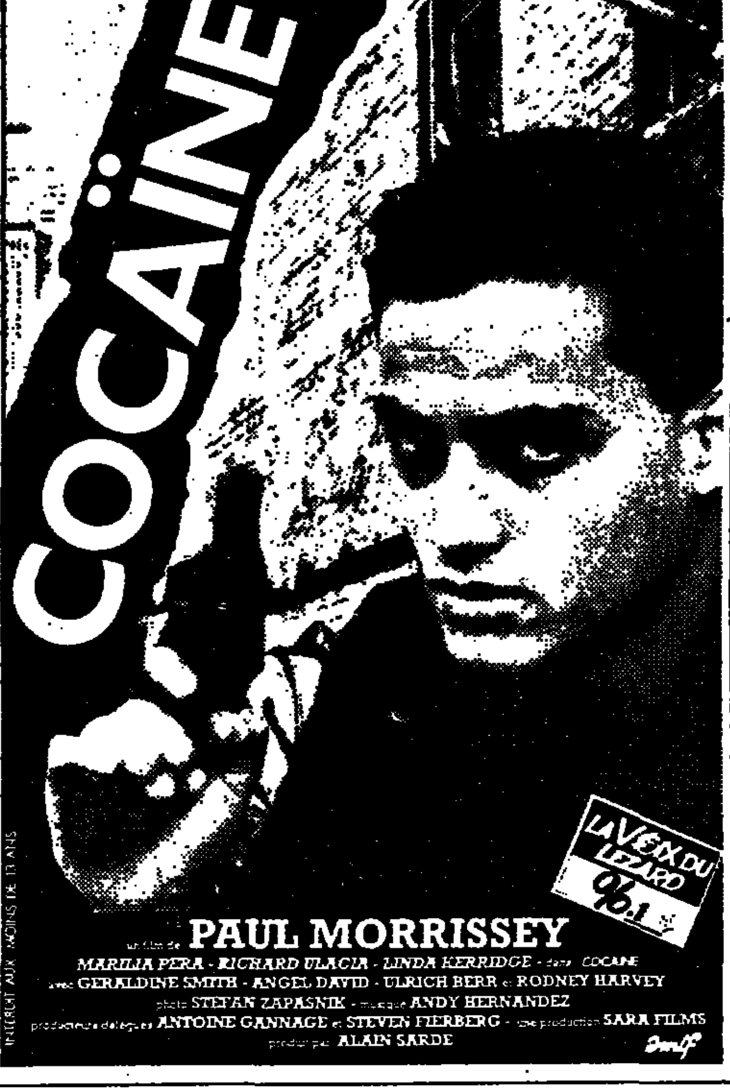
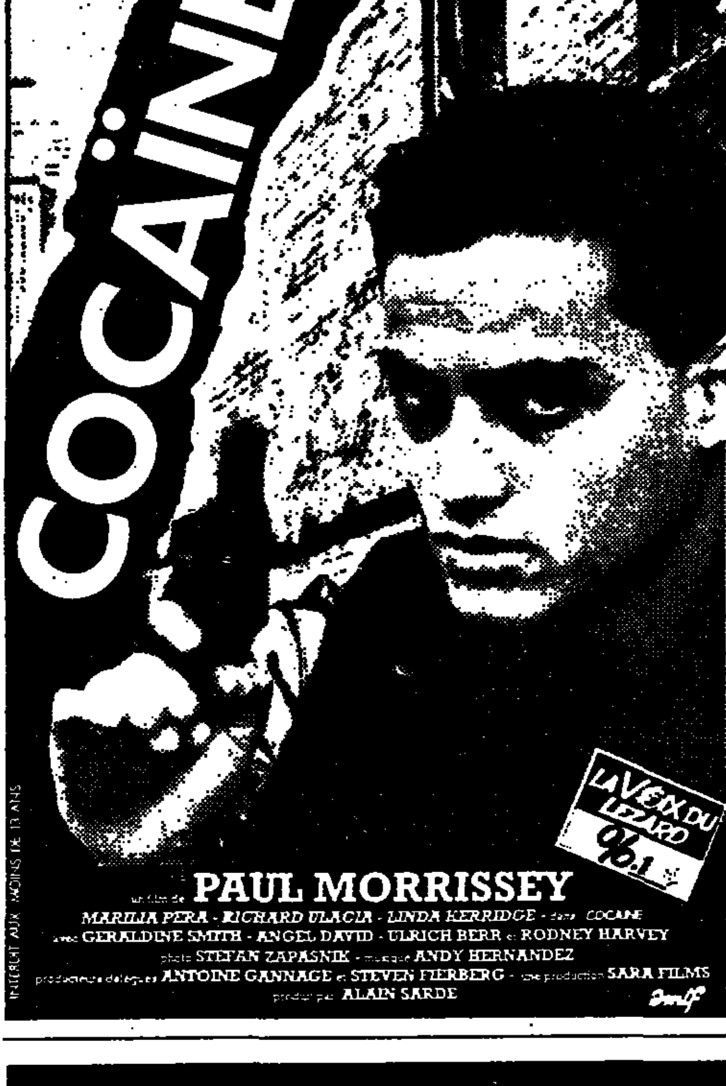
TOXIC (A., v.o.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-84-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

WITNESS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

Y A PAS LE FEU (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86).



Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : *Forum, 1er (297-53-74) ; Action Ecoles,* 5e (325-72-07) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Images, 18e (522-47-94).

L'AS DE PIQUE (A., v.o.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE BEAU MARIAGE (Fr) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

***BROADWAY DANNY ROSE** (A., v.o.)* : Panthéon, 5e (354-15-04).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; *Elysées Lincoln, 8e (359-36-14)*.

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LA FEMME MODÈLE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-54-44).

FLIC OU VOYOU (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Fauvette, 13e (331-56-70) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GEANT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89).

GETAWAY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

IF (Ang., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

MAN HUNT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

NOBLESSE OBLIGE (Ang.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Boîte à films, 17e (622-44-21). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

POLICE ACADEMY (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

POLTERGEIST (A., v.f.) (**) Maxéville, 9e (770-72-86).

LE PONT DU NORD (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LA POUPÉE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-64-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Rialto, 19e (607-87-61).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SORCIÈRES (It.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE GLENN MILLER STORY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch, v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LES TUEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Médicis, 5e (633-63-20).

YOU AND ME (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

ZELIG (A.) : Champo, 5e (354-51-60).

MODE

Les soldes

Une nouvelle concurrence s'amorce dans le domaine des soldes de la région parisienne où l'usine *center* de Parinor II, sur l'autoroute du Nord, attire de vingt mille à trente mille visiteurs par jour, d'après ses organisateurs.

Le centre n'ouvre que du mercredi au dimanche, de 11 heures à 20 heures, fermant à 19 heures le dimanche.

L'architecte Jacques Haours a cré la première surface haubannée française, dont le pylône central tient toute la structure par des câbles, dans un ensemble aux parois bleu de France et tubulatures rouges, en tout 15 000 mètres carrés. Ici s'abritent soixante-douze boutiques, se répartissant par moitié entre l'équipement de la personne et celui de la maison, vendant des stocks hors cours et hors séries avec des réductions de prix très importantes sur les collections actuelles.

On y trouve de grandes marques, dont *Rodier*, avec d'autres produits de la *Lainière de Roubaix, Pierre Cardin, Vitos, Mac-Douglas* pour les cuirs. Certains créateurs se regroupent : *Claire Barrat, Michel Klein* et *Diamant Noir*. La lingerie *Bolero* rejoint les maillots *Tropic*, les chaussures restant le domaine de *Bally*, qui fabrique aussi *Lanvin*.

Les hommes se voient proposer des chemises *Arrow, Balmain, Guy Laroche, Yves Saint-Laurent* (diffusion) avec des costumes du groupe *Bidermann*.

Le linge de maison est bien représenté, *Villeroy & Boch* et *Bernardaud* participant en vaisselle. Si les distances et les embouteillages peuvent paraître décourageants dans le sens Paris-province, le centre offre un choix de marchandises introuvables dans toutes les petites villes à l'est de la capitale.

NATHALIE MONT-SERVAN.

D'un quartier à l'autre

● **CENTRES COMMERCIAUX**

Forum des Halles : du 22 juin au 6 juillet.

Quatre-Temps de la Défense : du 28 juin au 13 juillet.

Galaxie : à partir du 21 juin.

Parly-2 : du 26 juin au 7 juillet.

Bazar de l'Hôtel-de-Ville : à partir du 1er juillet.

Bon Marché : du 21 juin au 14 juillet.

C & A : du 24 juillet au 3 août.

Galeries Lafayette : du 21 juin au 6 juillet.

Marks & Spencers : à partir du 26 juin.

Palais des congrès, porte Maillot, du 28 juin au 13 juillet.

Le Printemps : du 21 juin au 6 juillet.

La Samaritaine : du 19 juin au 6 juillet.

Aux Trois Quartiers : à partir du 21 juin.

● **POUR ELLE**

Andrea Pfister (chaussures) : 4, rue Cambon : à partir du 17 juin.

Angelo Tarlazzi : 67, faubourg Saint-Honoré ; 74, rue des Saints-Pères : à partir du 18 juin.

Anne-Marie Beretta : 24, rue Saint-Sulpice, à partir du 29 juin.

Eres : 2, rue Tronchet, à partir du 1er août.

La Bagagerie : 12, rue Tronchet ; 74, rue de Passy ; 41, rue du Four : à partir du 27 juin.

Bouchara (tissus) : 54, boulevard Haussmann : à partir du 26 juin.

Candide : 4, rue de Miromesnil : à partir du 24 juin.

Céline : 3, avenue Victor-Hugo ; 24, rue François-Ier ; 58, rue de Rennes : à partir du 20 juin.

Chanel : 31, rue Cambon : à partir du 17 juin.

Charles Jourdan : à partir du 24 juin, dans les magasins parisiens de la marque.

, *Carven*, 6, rond-point des Champs-Élysées : à partir du 1er juillet.

Cocon, 25, rue Quentin-Bauchart ; 22, rue du Vieux-Colombier ; 142, rue de Courcelles ; 255, rue Saint-Honoré : à partir du 24 juin.

Dana, 392, rue Saint-Honoré : à partir du 24 juin.

Delrey (gants), 47, rue du Four : à partir du 28 juin.

Franck & Fils : le 27 juin.

Georges Rech, 54, rue Bonaparte ; 23, avenue Victor-Hugo ; 273, rue Saint-Honoré : à partir du 19 juin.

Harel (chaussures), 64, rue François-Ier : à partir du 19 juin.

Jean-Louis Scherrer, 51, avenue Montaigne ; 31, rue de Tournon : à partir du 17 juin.

Givenchy, 8, av. George-V : du 17 au 19 juin.

Kenzo, 3, place des Victoires : à partir du 8 juillet.

Léonard, 28, rue du Faubourg-Saint-Honoré : du 17 au 29 juin.

Mancini, 72, avenue Victor-Hugo ; 20, rue Boccador : du 17 au 19 juin.

Nahala (enfants), 8, rue des Saussaies : jusqu'à la fin du mois.

Nina Ricci, 39, avenue Montaigne : jusqu'à la fin du mois.

Per Spook, 18, avenue George-V ; 59, rue Bonaparte : jusqu'au 22 juin.

Pierre Balmain, 44, rue François-Ier : depuis le 14 juin.

Pisanti, 56, rue Bonaparte : à partir du 20 juin.

Rayne (chaussures), 6, rue du Faubourg-Saint-Honoré : à partir du 19 juin.

Rodier : du 20 juin au 14 juillet.

Simonetta, 15, rue Jean-Mermoz : à partir du 17 juin.

● **POUR EUX**

Aquascutum, 10, rue de Castiglione : jusqu'à fin juillet.

Armand Thiery, du 21 juin au 13 juillet.

Burberrys, 8-10, boulevard Malesherbes, 56, rue de Passy ; 45, rue de Rennes : à partir du 18 juin.

Emanuel Ungaro, 2, avenue Montaigne, 25, faubourg Saint-Honoré : jusqu'à fin juin.

Cerruti, 27, rue Royale (hommes) : du 2 au 6 juillet (femmes), 15 place de la Madeleine : à partir du 24 juin.

Flli Rossetti, 54, faubourg Saint-Honoré : du 21 au 29 juin.

Hémisphères, 1, boulevard Emile-Augier ; 22, avenue de la Grande-Armée : à partir du 22 juin.

Jaeger, 5, faubourg Saint-Honoré : jusqu'à fin juin.

Lanvin, 2, rue Cambon (hommes) : du 18 au 22 juin ; *Sports*, 49, rue de Rennes : du 24 juin au 7 juillet (femmes).

Latreille, 62, rue Saint-André-des-Arts : à partir du 29 juin.

Mic-Mac, 13, rue de Tournon : du 22 au 29 juin.

Claude Montana , 31 et 37, rue de Grenelle : depuis le 15 juin.

O'Hara, 52, rue du Four : jusqu'à la fin du mois.

Renoma, 129, rue de la Pompe : à partir du 24 juin.

Jean Thiot, 17, rue du Louvre ; 97, rue d'Alésia ; 82, boulevard Haussmann : à partir du *25 juin*.

Tunmer, 5, place Saint-Augustin : à partir du 18 juin.

Valentino, 17-19, avenue Montaigne : jusqu'à fin juin.

Yves-Saint-Laurent, toutes les boutiques de la rive gauche : à partir du 1er juillet.

● **POUR LUI**

Berel, 12, rue de Sèvres : à partir du 27 juin.

Arnys, 14, rue de Sèvres : à partire du 17 juin.

Delaveine, 13, boulevard Montmartre : à partir du 29 juin.

Dorian Guy, 36, avenue George V : à partir du 25 juin.

Élysées Soieries, 65, avenue des Champs-Elysées : à partir du 22 juin.

Ermenegildo Zegna, 10, rue de la Paix : à partir du 9 juillet.

Francesco Smalto, 44, rue François-1er : 5, place Victor Hugo : 10 au 13 juillet.

Gérard Sools, 22, avenue Victor-Hugo : à partir du 29 juin.

Marcel Bur, 138, Faubourg Saint-Honoré : à partir du 4 juillet.

Sulka, 2, rue de Castiglione : à partir du 2 juillet.

Madélios : à partir du 21 juin.

COMMUNICATION

AU FESTIVAL DE L'AUDIOVISUEL D'ENTREPRISE

Boom sur la vidéo

De notre correspondant

Bayonne. — Le cru 1985 du Festival national de l'audiovisuel d'entreprise, qui s'est tenu à Biarritz, du 11 au 15 juin, pour la quatorzième année consécutive, constitue sans aucun doute un tournant. Dans la réalisation tout d'abord, avec une percée spectaculaire des vidéogrammes annoncée depuis longtemps : deux cent vingt ont été présentés cette année à la sélection, soit près du double de l'année passée. Plusieurs raisons à cela : d'abord un coût de 20% inférieur à celui du support film, la facilité de duplication, la rapidité de diffusion, et également la possibilité sans cesse croissante de jouer avec les effets spéciaux. Autant d'avantages qui poussent parfois à une inflation d'images dont on pourrait faire l'économie.

Tournant également en ce qui concerne la diffusion : l'ouverture des chaînes de télévision publiques au sponsoring d'émission, les horaires libres sur les trois chaînes, le câblage des villes et les mesures de défiscalisation annoncées par le premier ministre offrent une légitimité au film d'entreprise. Il y a dix ans, de telles productions, dont la vie commerciale moyenne est de quatre ans, pouvaient compter sur un maximum de cent vingt mille spectateurs ; aujourd'hui, un seul passage sur les antennes réunit deux cent mille téléspectateurs au minimum.

Illustration parfaite de cette gamme nouvelle de diffusion : la coproduction par FR 3 Aquitaine et le CEFILM — une émanation du CNPF organisateur de la manifestation de Biarritz — d'émissions télévisées le matin pendant la durée du festival. La chaîne régionale a apporté dans la corbeille ses hommes et son savoir-faire : la société privée a financé essentiellement les coûts d'installation et de diffusion des images sur toute l'Aquitaine (180000 F). Quatre-vingt-dix minutes d'émission avec les informations internationales, nationales et régionales, un « Journal du Festival » entrecoupé de programmes de divertissement, ont constitué le menu de ces émissions quotidiennes.

Cette ouverture sur un public de plus en plus large n'est pas sans influence sur le contenu des réalisations : le « film-catalogue » a pratiquement disparu des écrans au profit de la fiction, qui fait de plus en plus appel à des comédiens.

Comme aime à le répéter M. Michel Frois, responsable de la communication au CNPF, le film d'entreprise a cessé d'être un « *gadget pour gros patrons* ». Biarritz est devenu le lieu de rencontre privilégié pour les professionnels, dont le nombre — deux mille cinq cents présents pour ce festival — commence à poser quelques problèmes d'accueil aux hôteliers locaux.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Le palmarès

● *Le Grand Prix du Festival de l'audiovisuel d'entreprise* a été décerné à *Rencontre du seizième type*, une émission en vidéo réalisée par Jean-Hugues Giorgi.

● *Les prix de la ville de Biarritz* ont été attribués dans la catégorie film à *Moins 5*, d'Edouard Berne, commandité par l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie ; dans la catégorie vidéogramme, à *Parole d'images*, de Christian Liabœuf, réalisé pour le compte du ministère des PTT et de la direction générale des télécommunications ; dans la catégorie diaporama, à *le Conquête de l'espèce*, commandité par CETELEM et réalisé par André Chante.

● *Trois premiers prix « grand public »* ont été décernés par le jury (qui était présidé par le metteur en scène Robert Enrico) : *Jambes de femmes*, un film de Gérard Krawswick (laboratoires Roger Bellon), *Bull Passion*, une vidéo de Pierre Garçon (Bull), et *l'Orchestre accor*, un diaporama de Gilles Scalabre (ACCOR).

Le Printemps culturel d'Epinal

De notre correspondante

Epinal. — Pour son Printemps culturel, Epinal investit pour la deuxième année consécutive dans un vaste programme d'animation culturelle et de communication. Fastes d'un dynamisme hors du commun véhiculé par M. Philippe Seguin, député, maire, qui souhaite que sa ville s'ouvre à la grande culture : la ville d'Epinal accumule sur toute cette période un éventail de manifestations de qualité. L'année 1984 a constitué un ballon d'essai dont les retombées ont été plus qu'encourageantes. Grâce au ministère de la culture, Nancy et Epinal avaient conjointement reçu l'an dernier le Théâtre des Nations, une manifestation jumelée dans la ville vosgienne avec un Festival de colportage et le *Festival de l'image*.

Cette année, l'événement a été reconduit selon trois axes principaux : par suite de la suppression du Festival mondial du théâtre, Nancy s'est orientée vers un autre secteur de programmation reposant sur le merveilleux urbain. Epinal, pour sa part, a choisi la voie du Festival des larmes, du rire et du burlesque comique, etc., qui connaît actuellement un vif succès. Vient s'y adjoindre une animation de rue : il s'agit du Festival de colportage, une réussite en 1984, avec le retour de troupes de théâtre telle Koteba (Côte-d'Ivoire) et la mise en place d'ateliers d'initiation au théâtre. L'image conserve une place de choix avec le Festival international de diaporama.

Enfin, rappelons qu'Epinal s'est portée candidate au câblage. C'est l'une des seules villes moyennes (Epinal compte 50000 habitants) à avoir dit oui à ce nouvel outil de communication. Les études économiques et financières sur la faisabilité du projet ont amené à un banc d'essais. L'expérience qui a démarré le vendredi 14 juin bénéficie de l'aide de la Mission Schreiner, de la Direction générale des télécommunications et de TDF. Pendant dix-sept jours, Epinal aura « sa » chaîne locale. Tout est déjà mis en place. Il s'agit dans un premier temps de tester l'intérêt que pourrait susciter auprès de la population d'Epinal l'installation d'une telle structure, test grandeur nature portant sur six cents foyers. Aux Spinaliens de montrer leur enthousiasme ou leur réprobation à ce projet. Le maire, qui a largement appuyé cette opération, n'usera d'aucune influence à cet égard.

CLAUDINE CUNAT.

Réseaux câblés

RAPPROCHEMENT ENTRE LA CAISSE DES DÉPOTS ET LA LYONNAISE DES EAUX

Le groupe Caisse des Dépôts développement (C3D) et la Lyonnaise des eaux viennent de créer une filiale commune pour l'assistance et le conseil aux sociétés d'exploitation du câble. Les deux groupes mettent en commun leur expérience et leurs moyens pour mettre à la disposition des réseaux un certain nombre de services : *négociations* avec les éditeurs français et étrangers, centrale d'achat de programmes, outils informatiques pour la gestion des abonnés, campagnes de promotion et de lancement, recherche sur les services interactifs.

Cette filiale, dont le capital est partagé à 50 % entre les deux sociétés, laisse néanmoins la Caisse des dépôts et consignations et la Lyonnaise des eaux libres d'investir de manière indépendante dans le capital des sociétés d'exploitation du câble. De nombreuses villes représentant un potentiel de 2 millions de foyers câblés ont déjà fait appel à l'une ou l'autre des deux sociétés pour la mise en place de la télévision par câble. A Paris, la Lyonnaise des eaux et la Caisse des dépôts se retrouvent côte à côte dans le capital de Paris-Câble.

La direction de la société filiale est confiée à M. Bruno Chetaille, administrateur de C3D Communications.

Sondages

« LES EFFETS PERVERS DES TROIS VAGUES »

Attendus toujours impatiemment par les responsables des chaînes de radio et de télévision comme une sorte de verdict à *propos de leur propre travail*, les résultats du Centre d'études des supports de publicité (CESP) sur l'audience des chaînes de radio et de télévision (*le Monde* du 15 juin) n'ont plus la crédibilité que leur accordaient naguère les professionnels. La connaissance des dates de réalisation des études incitait depuis longtemps les radios nationales à se livrer à *de vastes et coûteuses* campagnes de promotion. Voilà que TF 1 et Antenne 2 ont adopté le même esprit et bousculé leur programmation en faisant, pendant la période concernée, une surenchère d'émissions populaires à succès garanti.

Cela nuit bien sûr à la fiabilité du sondage, dont les publicitaires regrettent également depuis un moment la répartition en trois vagues annuelles. *« Les effets pervers des vagues ont atteint cette fois-ci une mesure jamais encore rencontrée*, déclare M. Jacques Bille, délégué général de l'Association des agences conseils en publicité (AACP). *Une réelle utilisation des mesures d'audience pour la publicité exige d'autres formes de mesures étalées dans le temps et si possible en continu, le plus automatique possible (comme l'audimétrie) et avec une composante qualitative mieux maîtrisée. »*

« France-Magazine » veut présenter l'Hexagone aux Américains

De notre correspondant

Washington. — A grande tâche, grands moyens. Pour vendre l'Hexagone aux Américains, l'ambassade de France à Washington s'est faite rédaction en chef.

Le résultat de cette innovation est un trimestriel intitulé *France-Magazine*. Le premier numéro, qui vient de sortir — aux Etats-Unis et en anglais uniquement — laisse penser que l'art des relations publiques s'est développé au Quai d'Orsay. Le piège du recueil de communiqués a été évité, et *France-Magazine* est une bonne revue d'un format inattendu et à la mise en page réussie. Les articles, notamment une enquête, reprise du *Monde*, sur la prééminence mondiale des agences de photos françaises, donnent de la France une image vivante, et le promoteur de l'opération, M. Philippe Faure, responsable des services de presse français aux Etats-Unis, a su tenir la balance égale entre la France de la cuisine et de l'art de vivre et celle du modernisme.

Encore un petit effort (la suppression de la page d'« Echos de l'ambassade ») et la France disposera aux Etats-Unis d'un bon outil de promotion. *France-Magazine* est directement diffusé auprès de vingt-sept mille « décideurs » américains et distribué dans les hôtels Méridien d'Amérique du Nord et sur les vols entre la France et les Etats-Unis.

Le numéro un a été tiré à 110000 exemplaires. Le second le sera à 200 000 exemplaires. *France-Magazine* est entièrement financé par ses annonceurs français et américains.

BERNARD GUETTA.

● *Compressions de dépenses à l'agence UPI.* — La direction de l'agence United Press International vient de demander aux syndicats d'accepter, pendant six mois, un blocage des salaires afin de rétablir le compte d'exploitation de l'entreprise. En outre, elle demande à ses employés de maintenir, jusqu'à fin 1985, la réduction de salaires de 10% introduite l'an dernier dans le même but.

● *Rectificatif.* — C'est la Société française de production (SFP) et non TDF, comme indiqué par erreur, qui a présenté à Montreux le premier vidéoclip réalisé en télévision numérique (*le Monde* du 11 juin). Ce vidéoclip SFP a été réalisé en coproduction avec TF 1 et Polygram.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 17 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : le Grand Frère.
Film français de F. Girod (1982), avec G. Depardieu, J. Rochefort, R. Planchon, J. Villeret, H. Ghanem...
A Marseille, un gamin arabe protège un aventurier qui vient de tuer un notable (règlement de comptes personnel) pour qu'il remplace son grand frère abattu par la police et le venge. Au départ, une intrigue de « série noire », puis sur un tournant brusque, une étude sociale concernant la délinquance juvénile et la condition humiliante faite aux immigrés maghrébins. Un film antiraciste et romanesque.

22 h 15 Etoiles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Un entretien avec le réalisateur Ken Russell, né en 1924.

23 h 30 Journal.

23 h 50 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chancel.
« Un soir au Québec », avec l'Orchestre symphonique de Montréal et son chef, Charles Dutoit, les Grands Ballets canadiens, les Petits Chanteurs du Mont-Royal, Gilles Vigneault, Félix Leclerc, Robert Charlebois...

23 h 15 Journal.

23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : la Peau.
Film italien de L. Cavani (1980) avec M. Mastroianni, B. Lancaster, C. Cardinale, K. Marshall.
En 1943, l'écrivain italien Curzio Malaparte fait visiter Naples, occupée par les troupes américaines, à une Bostonienne, femme d'un sénateur ignorant les réalités de la guerre. Adaptation très libre du propre roman de Malaparte. Liliana Cavani a fait de l'auteur son personnage à elle, un guide dans l'enfer d'une ville dont les habitants, riches et pauvres, cherchent à survivre à tout prix. Le style hyperréaliste et le catalogue d'horreurs peuvent causer un malaise.

22 h 50 Journal.

23 h 20 Thalassa.
Deux heures pour draguer, reportage dans la baie de Saint-Brieuc.

0 h 5 Série : Etat des lieux.

0 h 10 Prélude à la nuit.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, La première séance ; le Shérif, film de S. D. Webb ; 18 h 55, Atout Pic : Marie-Laure Dedeker, photographe ; 19 h, La folie des bêtes ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 35, le Quart d'heure américain, film de P. Galland et G. Jugnot ; 22 h 5, Athlétisme : Hockey ; 0 h 45, Madame Claude n° 2, film de F. Mimet ; 2 h 15, les Filles de Hollywood.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Petit « a » et petit « b », de Marcel Moratal. Avec C. Pieplu, P. Laudenbach.
21 h 30 Latitudes, musiques traditionnelles : spécial Année de l'Inde.
22 h 30 Nuits magnétiques : ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la basilique de Saint-Denis) : *Missa solemnis*, de Beethoven, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. W. Sawallisch, sol. E. Connell, H. Schwarz, P. Lindross.
23 h Les soirées de France-Musique : Mélodies « Ariettes oubliées ».

Mardi 18 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Joyeux bazar.
12 h 35 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Le village dans les nuages.
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 35 Série : Cœur de diamant.
19 h 10 Jeu : Anagram.
19 h 40 Emission d'expression directe.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Nœud de vipères.
D'après le roman de François Mauriac. Adapt. : J. Chatenet et J.-C. Chambon. Réal. J. Trebouta, avec P. Dux, S. Flon, M. Peyrelon... (rediff.)
Jacques Trebouta avait adapté il y a quelques années ce roman de la haine écrit par François Mauriac. Louis s'acharne d'autant plus à détruire sa femme qu'il l'aimait — et croyait en avoir été aimé — avant d'échapper à la solitude en découvrant l'amour de Dieu.
22 h 15 Documentaire : Est-ce qu'on nous voit.
La rencontre d'une caméra avec l'univers des voix, des odeurs, des jeux, d'un enfant aveugle du Portugal.
23 h 35 Journal.
23 h 50 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Danger immédiat.
15 h 50 Reprise : Le grand raid.
16 h 40 Le journal d'un siècle.
17 h 35 Feuilleton : une femme reste une femme.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Un jouet dangereux.
Film franco-italien de G. Montaldo (1978), avec N. Manfredi, M. Jobert, A. Foa.
Un petit bourgeois milanais, exploité par son patron et blessé par hasard dans une fusillade, découvre la joie de manier un revolver et devient un tireur d'élite. Un film ambigu sur le thème de l'autodéfense.
22 h 35 Magazine : Lire, c'est vivre.
De Pierre Dumayet, réal. Y. Kovacs.
Dans l'Eloge de l'ombre, *Junichiro Tanizaki nous parle de choses familières, de ce qu'est une maison, au Japon, de l'ombre et de la lumière. Un plaidoyer pour l'ombre que Pierre Dumayet va cerner au plus près avec quelques invités-lecteurs.*
23 h 30 Journal.
23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 La Dernière Séance : soirée Don Siegel.
Actualités (1960), Tom et Jerry. Jacques Villeret présente le premier film ; à 22 h 20 entracte, réclames de l'époque ; attraction, annonce du deuxième film.
20 h 50 Premier film : les Rôdeurs de la plaine.
Film américain de D. Siegel (1960), avec E. Presley, B. Eden, S. Forrest, D. del Rio, J. McIntire.
En 1878, au Texas, un jeune fermier, né d'un père blanc et d'une mère indienne, est déchiré entre les deux communautés, lorsque les Kiowas attaquent sa famille.
22 h 45 Journal.
23 h 5 Deuxième film : l'Invasion des profanateurs de sépultures.
Film américain de D. Siegel (1955), avec K. McCarthy, D. Wynter, C. Jones, K. Donovan (v.o. sous-titrée. N.)
Une bizarre épidémie s'abat sur une petite ville de Californie. Des extra-terrestres s'emparent des corps des habitants dont ils font mûrir les répliques dans d'énormes cosses. Un film fantastique transformé en cauchemar par une mise en scène exceptionnelle dans le genre. Imité mais jamais égalé.
0 h 30 Série : Etat des lieux.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Hill Street Blues ; 9 h 45, L'hôtel en folie ; 10 h 20, Retenez-moi ou je fais un malheur, film de M. Gérard ; 11 h 50, Superstars ; 12 h 5, Riel ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 25) ; 13 h 35, Lola, une femme allemande, film de R.W. Fassbinder ; 15 h 30, le Commando de Sa Majesté, film de A. McLaglen ; 18 h, Jeu : 4 C + ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Ragtime, film de M. Forman ; 23 h 5, Rue Barbare, film de G. Behat ; 0 h 55, La Flambeuse, film de R. Winberg ; 2 h 25, Hill Street Blues.

FRANCE-CULTURE

6 h, Les cinéastes du documentaire ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : La France et ses réformes d'Henri IV à Louis XIV, ou de la tolérance au refus (et à 10 h 50 : le matin des mathématiciens, la Grèce) ; 9 h 5, La matinée des autres : les rites de la nature en Papouasie-Nouvelle-Guinée : nourritures terrestres et spirituelles ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : des initiatives privées, les comités de sauvegarde ; 11 h 30, Feuilleton : La Célestine ; 12 h, Panorama : à 12 h 45, club de la presse, avec Michel Guy ; 13 h 40, Instantané : magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « Béatrice de Planissoles », de Colette Gouvion ; 14 h 30, « Les thermes vénitiens » d'Yvane Daoudi. Avec M. Rayer, E. Weisz, J. Boulva... ; 15 h 30, Les mardis du théâtre : Luchino Visconti, la beauté au cœur du temps ; 17 h 10, Le pays d'ici, la Garonne et le port de Bordeaux depuis Blaye ; 18 h, Subjectif : Agora ; avec Raymond Devos ; à 18 h 35 : Tire ta langue... ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : douze clés pour la biologie ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Beethoven, par G.-B. Shaw.
20 h 30 Pour ainsi dire : écrire la langue française au Salon du livre.
21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : le « grand cirque » de la formule I.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère : œuvres de Dondeyne, Gershwin, Wonder, Raymond ; 7 h 10, L'imprévu ; 9 h 8, Le matin de musiciens : « Ariane à Naxos » ; 12 h 5, Le temps du jazz ; 12 h 30, Les provinciales : Radio-Côte d'Azur présente un récital Renato Bruson, baryton, et Craig Sheppard, *piano*, qui interprètent des œuvres de Mozart, Schumann... ; 14 h 2, Repères contemporains : dialogues d'enfants ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Le danseur et sa musique ; un compositeur, Marius Constant ; à 17 h, Passion et fidélité : la saga d'Eugen Ormandy ; 18 h 2, Acousmathèque : les Sixties de l'électroacoustique ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : Gina Cigna ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 15, Avant-concert.
20 h 30 Concert (donné au Grand Auditorium de Radio-France le 9 mai) : *Dialogue en ut majeur*, de Marchand ; *Prélude et fugue en la mineur, Choral BWV 664, Fantaisie et fugue en ut mineur BWV 537*, de Bach ; *Choral n° 3 en la mineur*, de Franck ; *Concerto pour orgue et percussions*, de Pastorelli, par René Saorgin, orgue, Bernard Balet, Didier Benetti, Jean-Guillaume Cattin, Françoise Gagneux, percussions.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud : à 23 h 5, Jazz-club (en direct du New Morning).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 17 JUIN

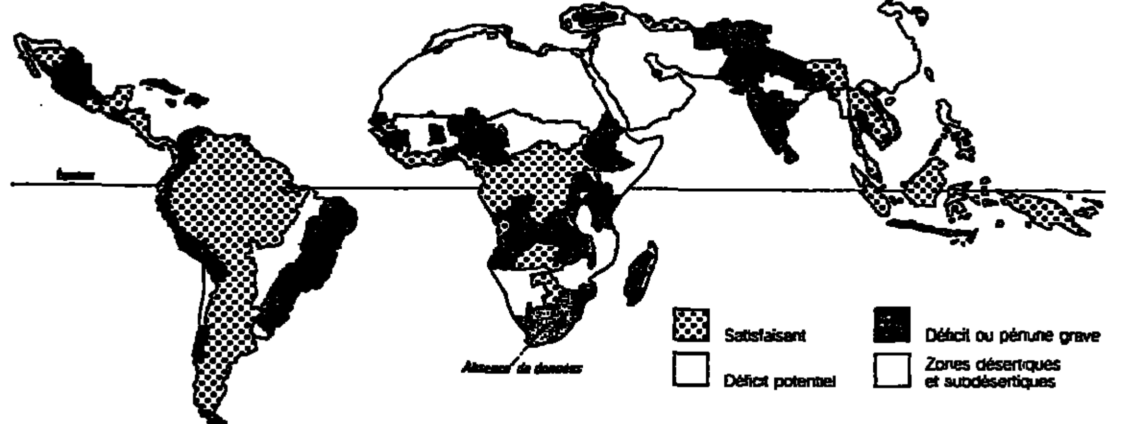
— *M. Georges Marchais*, secrétaire général du PCF, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 20.

Le Monde

ECONOMIE

FORÊTS : 125 000 kilomètres carrés disparaissent chaque année

Chaque année, notre planète perd 125 000 kilomètres carrés : un désastre économique et écologique dû aux cultures itinérantes et à la désertification dans les pays en voie de développement, aux incendies et aux pluies acides dans les pays industrialisés.



La forêt tend à disparaître principalement dans les pays en voie de développement, au rythme annuel de 0,6 % de sa superficie. La Chine, pour laquelle les statistiques précises font défaut, n'est pas prise en compte ici. En l'an 2000, quelque 2,4 milliards de personnes manqueront de bois ou l'utiliseront à un rythme supérieur à sa production.

ON a généralement l'obscur sentiment que la forêt fait partie de ces données de la nature plus ou moins immuables. Elle paraît se renouveler avec la vie, à un rythme certes différent de celui de l'homme, mais sa présence nous semble assurée. Or rien ne paraît moins sûr : la forêt est en train de disparaître progressivement de la surface de la terre. Chaque année, estime-t-on à la FAO (Organisation internationale pour l'agriculture et l'alimentation), une superficie égale à celles de l'Autriche et de la Suisse réunies – soit 125 000 km² – s'évanouit irrémédiablement, principalement dans les zones tropicales qui recèlent près de la moitié du patrimoine forestier mondial (4 milliards d'hectares).

La culture gagne sans cesse sur la forêt : pour 1 hectare replanté, 10 sont défrichés. En d'autres termes, le reboisement ne parvient pas à combattre le recul des forêts. Dans d'autres cas, c'est la sécheresse et la désertification arides et semi-arides. Le feu et les pluies acides menacent celles de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Ce processus de destruction de la forêt compromet d'abord la production de bois (3 milliards de mètres cubes), dont une partie est destinée à l'industrie et l'autre au chauffage (deux milliards de ruraux utilisent le bois pour la cuisine et le chauffage et plus de deux cents millions vivent de la forêt). Mais la forêt ne constitue pas qu'une ressource en bois : elle exerce aussi une fonction protectrice primordiale dans les équilibres écologiques.

Du seul fait de leur dimension, *les arbres jouent par exemple un* rôle essentiel dans le cycle qui fait passer les éléments nutritifs du sol aux plantes et aux animaux. En outre, de nombreuses essences tropicales de la famille des légumineuses possèdent sur leurs racines des bactéries qui *fixent l'azote de l'atmosphère.* La végétation forestière a également une grande influence sur le débit des cours d'eau. La présence d'humus favorisant l'infiltration, propriété hydrologique fondamentale, agit sur le ruissellement superficiel. Les racines innervant profondément la terre y maintiennent un volume et une quantité d'eau qui atténue les dommages de la sécheresse.

La conquête de l'agriculture sur la forêt a tendance à rompre ce cycle, appauvrissant de surcroît le sol. Le défrichement l'expose aux ravages des pluies et des vents, qui ont pour conséquence l'érosion, les inondations ou les sécheresses saisonnières. *En fait, il a fallu les ravages de la* sécheresse au Sahel, les inondations au sud du massif des Himalaya pour qu'on commence à comprendre l'importance de ces phénomènes.

Sous l'effet de la démographie

Pourquoi la forêt tend-elle principalement *à disparaître dans le* monde en voie de développement ? La superficie des forêts tempérées (2 050 milliards d'hectares) est à peu près stable et renouvelle relativement vite par reboisement. En revanche, dans les régions tropicales et arides, les *forêts subissent une forte pression* démographique et reculent à un rythme estimé à 0,6 % de leur superficie en moyenne annuelle, souligne un document de la FAO. Si le recul des forêts tropicales se poursuit à ce rythme, leurs ressources auront été pratiquement détruites dans une cinquantaine d'années, affirment les experts de l'organisation internationale.

La pression démographique est le facteur principal de déboisement. Le monde développé semble être parvenu, quant à lui, à un équilibre entre terres forestières et terres agricoles. Mais un tel équilibre reste à atteindre dans les pays en voie de développement où s'est produite une détérioration du rapport traditionnel entre l'utilisation de la forêt, la faible densité de la population et l'abondance des terres.

La croissance de la population entraîne une modification radicale de ces équilibres traditionnels : dans la plaine du Gange par exemple, très peuplée, le couvert forestier ne s'étend plus que sur 0,35 % du territoire du Bengale-Occidental ; dans l'Uttar-Pradesh, sur quelque 2 %. La demande en bois de l'agglomération de Bangkok se fait sentir sur l'ensemble du territoire thaïlandais. En outre, au fur et à mesure que les disponibilités s'amenuisent, les efforts pour trouver du bois se font plus grands : en Tanzanie, on calcule que le bois de chauffe d'un ménage demande jusqu'à trois cents jours/homme de travail. Au Mali, les femmes doivent faire *plusieurs kilomètres pour ramasser* du bois de feu.

L'absence de bois peut aussi avoir des effets sur les possibilités de travail des populations : ainsi au Malawi, les communautés de pêcheurs ne trouvent plus sur place de troncs à évider pour construire leurs canots. Au Sahel, c'est à peine si l'on trouve un arbre dans un rayon de 100 kilomètres d'un centre de pêche. D'une manière générale, les pays développés (30 % de la population mondiale) consomment 88 % du bois utilisé à des fins industrielles, alors que le tiers-monde, qui possède 60 % des ressources en la matière, n'en consomme que 12 %.

Cette pression démographique, principale cause de la déforestation, ne fera que s'accentuer dans les années à venir.

L'accroissement indispensable de la production agricole sera obtenu *essentiellement* par une amélioration des rendements, mais aussi grâce à une expansion des terres arables au dépens des autres utilisations du sol. La demande en bois augmentera en outre proportionnellement à la croissance démographique, mais elle sera en pratique limitée par le manque de ressources : en l'an 2000, les besoins en bois de feu s'élèveront au minimum à 2 600 millions de mètres cubes, mais la forêt ne pourra en fournir que 1 500 millions. Déjà, cent millions de ruraux vivent dans des zones où la carence en bois de feu est très grave, un milliard ne trouvent pas suffisamment de bois et 300 millions doivent s'attendre à être confrontés à un déficit imminent.

A la question de l'épuisement de l'approvisionnement en bois en *raison des pressions exercées sur* les forêts par l'homme s'ajoute le problème plus grave encore de la détériorisation du rôle équilibrant de la forêt dans les écosystèmes. Il faut par conséquent identifier les priorités et affronter conjointement deux questions qu'on a longtemps considérées comme distinctes, sinon antinomiques : la conservation et l'exploitation de la forêt et l'agriculture.

Vivre avec elle

Il s'agit, en d'autres termes, de trouver un nouvel équilibre entre les terres forestières et les terres cultivées. Autrefois, la question se posait uniquement en termes de conservation des premières : aujourd'hui, se fait jour une nouvelle conception de la forêt : il faut vivre avec elle, et non contre elle, et chercher les ajustements nécessaires entre les besoins des populations locales et la conservation du patrimoine forestier.

L'exploitation des forêts, explique-t-on à la FAO, est non seulement compatible, mais indispensable au développement économique des sociétés rurales. Pour plusieurs raisons : d'abord afin de stabiliser l'environnement. C'est notamment le cas dans les zones arides et semi-arides. Dans ces régions à forte demande de bois de feu, le pâturage et le défrichement des terres destinées aux cultures sèches entraînent une véritable désertification (il existe en Tunisie et en Somalie des projets de lutte contre ce phénomène).

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 23.)

Les bonnes recettes finlandaises

L'AVEYRON sort chaque année 200 000 mètres cubes de bois. Sur un potentiel de 500 000. Des obstacles, qui relèvent de l'anecdote (absence de couverture sociale pour les aides familiaux travaillant en forêt, taux trop élevé de TVA, 17,60 %, pour de simples piquets faisant des *éclaircies un travail non rentable),* empêchent les agriculteurs d'exploiter une ressource naturelle. Cela au moment où les paysans de France sont contraints de rechercher des compléments de revenu, du fait du blocage inévitable de certaines productions. L'exemple *aveyronnais s'étend au reste de la* France : dans une exploitation agricole sur deux (46 %), il y a des forêts (4,7 hectares en moyenne). Moins d'un agriculteur sur dix (9 %) tire du bois un revenu régulier.

A Helsinki, sur la place du Sénat, sous la statue du tsar Alexandre Iᵉʳ, on peut voir des représentations allégoriques : une femme avec une faucille et une gerbe incarne l'agriculture ; un homme l'accompagne, une hache à la main – en Finlande, il ne peut symboliser que la forêt. En France, il eût été l'image du défricheur, ce qui prouve à quel *point forêt et agriculture ne font* pas bon ménage. Dans la pensée paysanne, la seconde fut gagnée sur la première. L'antagonisme est tel qu'il est difficile pour un agriculteur d'admettre que la forêt est une culture, comme un champ de blé. D'où l'intérêt de l'expérience finlandaise. René Souchon, ministre délégué à l'agriculture, plus spécialement chargé de la forêt et de l'aménagement rural, a conduit il y a peu au pays des lacs et des futaies une délégation d'agriculteurs intéressés par ce rapport forêt-agriculture.

L'économie finlandaise s'est construite autour du bois depuis que, au milieu du dix-neuvième siècle, les grandes forêts, qui n'avaient que peu de valeur, devinrent brusquement l'objet d'une intense spéculation. L'industrie du bois, des pâtes et des papiers, celle des machines et des transports ont donné naissance à de grands groupes aujourd'hui très diversifiés, comme Raum-Repola, qui fabrique aussi bien du papier journal que des plates-formes pétrolières. Sur un territoire égal aux six dixièmes de la surface française, la Finlande commercialise chaque année près du double de bois : de 50 à 58 millions de mètres cubes, contre 30 millions. Ce bois et ses dérivés s'exportent : ils représentent les deux tiers des ventes finlandaises en France (5 milliards de francs au total contre 3 milliards d'exportations françaises).

La forêt publique finlandaise couvre 8,6 millions d'hectares, mais elle est moins productive que la forêt privée, qui, sur 16 millions d'hectares, procure 80 % des coupes. Cette dernière appartient à 352 000 propriétaires : un Finlandais sur treize ! Les 224 000 exploitations agricoles *sont toutes également forestières.* Pour chacune, 12 hectares de labours ou d'herbages, 35 hectares de bois en moyenne. Au total, la moitié de la forêt privée est aux mains des agriculteurs en Finlande ; en France, le tiers environ.

Surproduction agricole

Malgré ses petites structures agricoles, la Finlande connaît, comme aujourd'hui la France, des problèmes de surproduction. Elle *s'inquiète de la pérennité des* débouchés soviétiques; les marchés irakien et iranien des œufs se sont fermés. Les prix trop bas de l'exportation nécessitent des subventions. La production laitière est limitée, avec un quantum par producteur et des prix différenciés selon les volumes depuis cette année (même chose pour les œufs en 1986). Les petites exploitations (moins de sept vaches et moins de 12 hectares) reçoivent des subventions directes. Pour la forêt, rien. Pas de prix de soutien, à l'inverse des produits agricoles, car il faut approvisionner au meilleur coût *l'énorme machine de l'industrie de* transformation et d'exportation des bois.

Pas de soutien, mais une formidable incitation à produire, couper et replanter. Au plan fiscal d'abord : il existe un impôt (en plus de l'impôt sur la fortune) sur *l'accroissement du volume, que le* bois soit sorti ou non. Quitte à être imposé, autant avoir une recette, et donc commercialiser son bois. Cet impôt est réduit si le propriétaire réalise des travaux d'amélioration. Ceux-ci bénéficient d'ailleurs de subventions (et de prêts à taux réduits) d'un montant variable (de 15 % à 60 %), d'autant plus élevé que l'effet de l'investissement est plus lent. Ces incitations s'appliquent aux travaux sylvicoles, à la fertilisation, à la régénération naturelle, au drainage (qui permet d'améliorer la production de 4 à 5 mètres cubes par hectare et par *an), au reboisement* et aux routes forestières.

Dans ce pays sans conflit entre forêt et agriculture, le reboisement est subventionné et le défrichage libre. Au total, l'agriculture perd très légèrement du terrain : dans la région du Centre (105 000 exploitations), 500 hectares sont défrichés chaque année, et 600 hectares reboisés.

L'île de Vehkasalo, un territoire de rêve... pour qui n'y vit pas. Il faut sortir les bois par bateau, et l'hiver en roulant sur la glace... Deux jeunes agriculteurs, l'un avec 15 hectares – dont 11 loués, – 5 vaches et 27 hectares de forêt, l'autre avec 25 hectares de forêt, 6,5 hectares de culture et 6 vaches, vivent pourtant là avec leur famille. Ils viennent, avec l'aide de l'Etat, de construire une route forestière (coût total : 1 million de marks finlandais ; remboursement *pour l'un et l'autre de 60 000* et 50 000 marks respectivement). Depuis que cette route existe, le prix des bois sur pied a augmenté pour eux de 20 marks par mètre cube.

La construction de ces routes rend les travaux de débardage et *même les travaux sylvicoles moins* onéreux ; elle évite aussi la constitution de dépôts, source de parasitisme.

Des tracteurs ordinaires sous la neige

Agriculteurs et forestiers, les Hietanen, qui occupent depuis 1764 la ferme de Kyla-Sipilä, dans la commune de Nastola, le sont à plein régime : 27 hectares de céréales, 48 hectares de forêt. Chez eux, on cherche, du sol au plafond, ce qui n'est pas bois ; pour *nous recevoir, M. et Mᵐᵉ Hietanen* ont revêtu une veste verte avec une charrue stylisée en guise d'écusson. Ils nous présentent leur plan de gestion individuel pour la forêt qui s'inclut dans le plan de l'ensemble du village (mais personne n'est contraint de participer ni à l'association sylvicole ni aux coopératives de vente qui en émanent). *Les Hietanen* sont des vrais pluriactifs : l'agriculture dégage un revenu net de 130 000 marks, la vente des bois de 27 000 marks, et la menuiserie, installée dans l'ancienne étable, rapporte 70 000 marks, l'ensemble de l'exploitation étant chauffé, comme il se doit, aux copeaux de bois.

En moyenne nationale, le revenu des exploitations provient pour deux tiers de l'agriculture et pour un tiers de la forêt ; le revenu total des familles paysannes s'établit ainsi : agriculture 46 %, forêt 29 %, autres sources 25 %.

Pour tous ces paysans, le travail en forêt occupe la saison d'hiver. L'hiver finlandais. Sous la neige et dans la neige, jusqu'à 60 centimètres d'épaisseur, on sort les tracteurs pour les débardages : les roues sont cerclées de chaînes, une plaque métallique protège le dessous du moteur : ce sont les seuls équipements particuliers dont bénéficient de simples tracteurs agricoles.

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 23.)



Forêts

Népal : l'« exportation » des sols

AUTANT dans la vallée de Katmandou est impressionnant le travail de l'homme, qui a sculpté la montagne en milliers de terrasses, parfois larges seulement de quelques mètres, faisant de leurs pentes des escaliers de géants, autant dans celle de Pokhara, à 200 kilomètres de la capitale, fermée au nord par la muraille des Anapurna, est saisissante l'œuvre de la nature. Et pourtant, tout l'équilibre écologique de cette vallée, en particulier dans la région du lac Phewa, qui, avec en toile de fond le pic effilé et blanc du mont Macchapuchhare, offre l'un des plus étonnants spectacles du monde, est en voie de destruction : « *Si rien n'est fait, dans cinq ans le lac aura disparu, englouti sous le limon* », nous dit un fonctionnaire du département des forêts.

A nos pieds, à quelque 1 000 mètres en contrebas, on aperçoit nettement les grandes traînées jaunâtres de limon engorgeant toujours davantage la rivière qui alimente le lac, et dont les rives avancent progressivement : de 7 hectares par an.

Le phénomène de l'érosion est certes général au Népal, mais dans la région de Pokhara, qui constitue un micro-climat et connaît une pluviosité plus forte qu'ailleurs, il est particulièrement ravageur. Plus au sud, vers la frontière indienne, dans la plaine du Terai, le lit des rivières se rehausse chaque année de 15 à 30 centimètres ; quant à la rivière Kosi, au Bihar indien, son cours s'est déplacé de 100 kilomètres en un siècle laissant derrière lui un lit de sable stérile. On estime que le Népal perd chaque année 240 millions de tonnes de sols : « *C'est notre plus forte exportation* », disent, amers, les Népalais.

On estime que pour 43 % le territoire népalais devrait être couvert de forêts afin d'assurer au pays son équilibre écologique normal. Or la forêt ne couvre plus que 31 % du territoire. En dix ans, de 1964 à 1974, elle a perdu 27 300 hectares dans les seules zones des collines. Au début des années 50, elle couvrait au total 6,4 millions d'hectares : en trente ans, elle a été réduite d'un quart. A ce rythme, compte tenu de la progression démographique actuelle, on estime qu'en l'an 2000 la forêt aura été pratiquement complètement détruite.

Quinze millions d'animaux

Afin de subvenir à leurs besoins, dans le cadre de ce qui reste une économie de subsistance, les paysans ont accéléré le cycle des cultures itinérantes, faisant reculer la forêt et ne donnant pas au sol le temps de se régénérer. En même temps, ils laissaient leur bétail aller chercher où il pouvait sa nourriture. Au Népal, 15 millions d'animaux se nourrissent de 5,6 millions de tonnes de produits de la forêt.

Dans la région du lac Phewa, la pression sur la forêt a été particulièrement forte. Résultat : l'érosion fait disparaître chaque année 34 tonnes de pâturages des collines. Enfin, la forêt recule aussi parce que les familles (de 5 à 6 enfants) ont de plus en plus besoin de bois pour le feu : globalement, l'énergie au Népal provient à 97 % du bois, et chaque Népalais en consomme un mètre cube pour son usage personnel.

Un facteur déterminant dans la dégradation des forêts du Népal a été leur nationalisation, décidée par le gouvernement en 1956. Le résultat en a été la rupture de l'équilibre traditionnel qui s'était instauré au cours des siècles entre l'homme et la forêt : les montagnards, qui se sont considérés en quelque sorte dépossédés, se sont mis à abattre des arbres qu'ils protégeaient autrefois quand eux-mêmes ou leur communauté en étaient propriétaires.

En 1978, afin de remédier à une mesure de nationalisation dont les conséquences se révélaient catastrophiques, le gouvernement a adopté une nouvelle politique forestière et restitué la forêt au panchayat (unité administrative réunissant plusieurs villages).

A cinq heures de marche de Pokhara, en direction du district de Kashi, au nord-ouest de la ville, en longeant les sentiers des contreforts des Anapurna, on arrive sur les lieux de l'un des principaux projets de conservation des sols et de protection de la ligne de partage des eaux entrepris en 1981, avec l'aide de la FAO et le financement du programme de développement des Nations unies (2 millions de dollars). Ensemble, les projets de ce type concernent 350 panchayats et 29 districts. Ils sont soutenus par le gouvernement népalais, qui a bénéficié d'un prêt de 14 millions de dollars de la Banque mondiale.

A environ 1 500 mètres d'altitude, la zone du projet de Kashi couvre 116 hectares au sud du massif de l'Anapurna. Dominant le lac Phewa, cette région est caractéristique des conditions de vie des montagnards (qui proviennent de la tribu des Gurungs). Composée de petits propriétaires, mais aussi de paysans pratiquement sans terre, cette population connaît une économie de « sous-subsistance » : on estime que les collines ne fournissent que deux cents à deux cent quarante jours de nourriture aux paysans.

Sur les sentiers escarpés de la montagne, on croise des hommes et des femmes, le visage tendu dans l'effort et le souffle court, qui montent et descendent de lourds fardeaux ou charrient du bois et des branches feuillues sur leur dos, dans des hottes avec une lanière passée sur le front. Ils portent ainsi, le plus souvent pieds nus sur la pierraille, de 20 à 30 kilos.

Le projet a trois objectifs : démontrer au niveau d'un district les avantages d'une protection de la forêt et de la conservation des sols, réduire l'érosion et stabiliser la ligne de partage des eaux.

Au départ, les habitants étaient extrêmement sceptiques et méfiants : ils voyaient surtout dans le projet une réduction des zones de pâturage pour le bétail. Ce fut avec difficulté que 15,3 hectares de pâturage communal du panchayat de Sarankot ont été clôturés et plantés. Puis a commencé tout un travail d'éducation forestière, afin de faire prendre conscience aux montagnards des avantages de la proximité et de la conservation de la forêt.

Un comité des utilisateurs

La motivation des communautés passe par la responsabilité qui est accordée au panchayat pour gérer et entretenir la forêt. Au sein de cette unité, commence en outre à apparaître un « comité des utilisateurs » de la forêt. Un accord est passé entre le panchayat et le ministère des forêts, aux termes duquel revient au premier, pour une durée de cinq ans, la responsabilité de l'entretien et de l'enrichissement de la forêt. Ce contrat est assorti d'un programme de travaux à exécuter (plantation, élagage, etc.). En échange, la communauté reçoit des aides financières pour développer l'irrigation et le système d'adduction d'eau : l'eau est en effet devenue un problème majeur pour les montagnards, en raison de l'érosion et de la disparition de l'humus forestier.

L'interlocuteur des autorités et des représentants des organismes internationaux au sein du panchayat est le « comité de préservation », composé de 21 personnes, avec qui sont discutés les objectifs du projet et sa réalisation et sont négociés les ajustements. « *C'est là un organisme de dialogue absolument vital pour mettre en place un projet qui soit accepté, ce qui est la condition de sa réussite* », nous dit M. Stenett, responsable adjoint du projet.

Contrairement aux projets de développement intégrés, trop ambitieux, entrepris dans le passé et qui ont échoué, ceux de la FAO et du Programme des Nations-Unies pour le développement ont des objectifs limités et précis. Ils se veulent d'abord une incitation et l'amorce de projets négociés sur le plan bilatéral entre des pays donateurs et le Népal. Une douzaine sont sur le point d'aboutir.

Ces tentatives ont cependant des limites, qui relèvent notamment de pesanteurs historiques qui tendent à faire prévaloir les intérêts des plus riches sur ceux des plus démunis parmi les paysans. L'un des problèmes est d'inciter les fonctionnaires du ministère des forêts à tenir davantage compte de ceux dont jusqu'à présent on a négligé l'avis : métayers, paysans sans terre, qui ne récoltent que deux ou trois mois de vivres et travaillent comme journaliers sur la terre des autres. Souvent, en outre, ces projets de préservation des forêts se traduisent par un surcroît de travail qui incombe, bien sûr, aux plus défavorisés : quand le bétail n'est pas autorisé à se nourrir en forêt, il faut aller chercher les branches feuillues et les herbes et les rapporter à l'étable, soit plusieurs heures de travail supplémentaire.

La conservation des forêts au Népal se heurte à d'autres problèmes. Il n'y a pas que les montagnards qui « mangent » la forêt. Malgré l'interdiction faite en 1982 d'exporter le bois du Népal, les autorités ferment les yeux sur les activités de sociétés semi-publiques comme Timber Corp., Forestry Products Development Board et Fuel Wood Corp., qui ne se privent pas de vendre du bois, en Inde en particulier (1).

PH. P.

(1) Sur les problèmes du développement au Népal, et notamment celui de la préservation de la forêt, voir le chapitre que consacre René Dumont à ce pays dans son livre *Bangladesh et Népal, l'aide contre le développement*, le Seuil. 1985.





Forêts

Les bonnes recettes finlandaises

(Suite de la page 21.)

Invités à se regrouper dans les associations sylvicoles – il y en a *376 pour l'ensemble du pays*, – au sein desquelles s'élaborent les plans de gestion, d'amélioration (drainage, fertilisation, routes) et les objectifs de coupes, les producteurs de bois sont incités aussi à se grouper pour vendre. Les ventes collectives bénéficient d'avantages fixés par le barème des prix recommandés, négocié chaque année avec l'industrie. Les résultats sont variables, car, nous a-t-on déclaré dans une ferme, *« l'industrie forestière y met une certaine hostilité ». Dans la commune de Keuru*, qui englobe 64 500 hectares de forêt, les ventes groupées représentent de 15 % à 60 % des ventes totales selon les années : *« Si l'industrie manque de bois, le pourcentage baisse, car chacun veut vendre à la hausse. »* Il n'existe pas de contrat d'approvisionnement pluriannuel entre producteurs et utilisateurs ; par contre, les associations de sylviculture planifient mensuellement les coupes. Ce barème n'a qu'un rôle indicatif. Les importations, qui *représentent de 10 % à 15 % des* besoins du pays (dont les trois quarts en provenance d'URSS), sont libres et pèsent naturellement sur les cours. Il semble que le marché soit cependant régulé par la coopérative Metsaliito, dont la taille (*130 000* adhérents, quatrième entreprise industrielle du bois en Finlande, utilisant de 6 à 7 millions de mètres cubes par an) lui permet de jouer le rôle du secteur témoin.

Une fiscalité incitative, des aides de l'Etat, des associations pour la gestion, des coopératives pour la vente, que manque-t-il ? La formation. Elle existe aussi bien dans les écoles agricoles que dans les trente *écoles spécifiquement forestières* qui, comme celle de Selkola, dispensent des cours théoriques et pratiques adaptés aux demandes des associations sylvicoles : cours de plus ou moins longue durée, installés à proximité des lieux d'habitation *pour les agriculteurs, les* jeunes, les femmes, *« qu'on sensibilise aux questions forestières par un enseignement sur les champignons »*. Chaque année, 20 000 agriculteurs participent à des sessions de formation ; *40 000 personnes sont touchées* par une manifestation sylvicole. Parmi eux, les propriétaires citadins sont de plus en plus nombreux. Comme en France, c'est souvent par héritage qu'ils se retrouvent à la tête d'un morceau de forêt. Pour *que celle-ci reste productive et alimente* le tissu industriel, il faut inciter les citadins à travailler ou à faire travailler leur forêt. Question vitale : en 1984, 45 % des propriétaires, dont 34 % de citadins, n'étaient pas agriculteurs. En 1990, il y en *aura 55 %*.

L'exemple finlandais n'est pas totalement transposable en France. Mais il y a certainement des enseignements à prendre pour cesser d'opposer agriculture et forêt, et considérer le bois comme une production à part entière et non comme « un complément de revenu », au moment où il est nécessaire de diversifier les recettes et les modèles d'exploitation.

JACQUES GRALL.

Thaïlande : un pays devenu importateur de bois

BROUSSAILLES et herbes rases, troncs d'arbre calcinés se dressant çà et là comme des stigmates : tels sont les restes de ce qui, il y a dix ans encore, était une forêt. La route qui mène du district de Pak-Chong, à 200 kilomètres au nord-est de Bangkok, vers Pak-Thong-Chaï, traverse des collines qui sur des kilomètres offrent un exemple de dévastation de la forêt par les cultures itinérantes.

Les frêles maisons de bois perchées sur leurs pilotis, les temples à demi cachés derrière leur haie de flamboyants au rouge orangé ne parviennent guère à égayer un paysage de terres pelées. Cette région voisine de la réserve forestière de Khao-Phoo-Luang est symptomatique à la fois de la destruction de la forêt au cours des deux dernières décennies et d'une tentative de définir un nouvel équilibre entre la préservation de celle-ci et les besoins de l'homme.

La Thaïlande est en effet l'un des pays d'Asie les plus touchés par la déforestation : en vingt ans, elle a perdu 12,8 millions d'hectares de forêt, soit 25 % de son capital. En 1961, la forêt couvrait 53,26 % de la superficie du pays, mais en 1982 moins de 30 %. Autrefois exportatrice de bois, la Thaïlande est devenue désormais un pays importateur.

Des tentatives pour entraver le processus de déforestation ont commencé dès les années 60, mais les programmes ont échoué en raison de la résistance des populations et de l'impréparation du personnel du département des forêts. C'est au début des années 70 que le gouvernement a fait appel à l'assistance des Nations unies. Un premier projet fut lancé dans le nord du pays en 1973. Puis en 1979 un second projet de réhabilitation et de diversification de la forêt a été mis en place dans la région du nord-est. Il s'agit d'un projet-pilote couvrant une superficie de 10000 hectares dans une zone particulièrement affectée. Du succès de l'entreprise, qui doit s'achever à la fin de cette année, dépend la poursuite de l'expérience dans d'autres régions.

Ce projet est financé en partie par le gouvernement thaïlandais, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la FAO (1,1 million de dollars). Le projet de Khao-*Phoo-Luang est caractéristique* de la nouvelle stratégie de défense des forêts que s'efforce de promouvoir la FAO : réhabilitation de la forêt et en même temps – condition de réalisation de cet objectif – promotion d'un meilleur équilibre social parmi les populations.

La région de Khao-Phoo-Luang présente les problèmes traditionnels qui sont à l'origine de la déforestation : la pression démographique. En vingt-cinq ans, la population de la Thaïlande a été multipliée par trois. Il s'est ensuivi pour Khao-Phoo-Luang une forte immigration sur des terres jusqu'alors vierges de cultures et richement boisées. Cette région offre cependant une particularité : les paysans qui s'y sont installés occupent ces terres illégalement, sans bénéficier d'un droit de propriété, sinon celui qui découle d'une présence continue depuis parfois vingt ans.

Le projet concerne mille quatre cents familles, arrivées des provinces centrales, qui se sont installées dans cette province de Nakkou-Ratchasima, limitée au nord-est par la frontière laotienne, au sud par les montagnes qui marquent la limite du Cambodge et au sud-ouest par le plateau de Korat. Pour survivre, ces populations ont pratiqué de manière intensive la culture itinérante.

Stabiliser les populations

Le projet FAO-PNUD s'est déroulé en deux phases. La première a consisté à collecter le maximum d'informations sur les modes de vie, d'établissement, la dimension des fermes, les débouchés pour les produits, les normes d'éducation, les structures traditionnelles des villages et la relation de l'homme à la forêt. Cette enquête, menée par une équipe de sociologues et d'experts, a duré un an. C'est sur cette base qu'ont été définis les objectifs du projet qui prévoit une répartition des terres *entre forêts* (40 %) et *cultures* (60 %).

Au départ, la situation a été conflictuelle. Les paysans estimant qu'on cherchait à les spolier de leur droit d'occupation. Puis progressivement, s'est fait jour une certaine compréhension : du conflit on est passé à la coopération. Ce projet est au demeurant un exemple du patient travail que peut réaliser un responsable sur le terrain pour gagner la confiance des populations. M. Danso, conseiller en chef du projet, d'origine ghanéenne, eut à son arrivée beaucoup de difficultés à se faire accepter. Il y a parfaitement réussi. Et c'est assurément en grande partie grâce à son action si *le projet apparaît comme un* succès.

Partout où l'économie d'une région repose sur une agriculture de subsistance, les priorités alimentaires l'emportent logiquement sur la protection de la forêt. C'était le cas dans la zone de Khao-Phoo-Luang. Le premier objectif a donc consisté à chercher à définir un équilibre entre les deux nécessités. L'une des conditions de cette harmonisation consista à stabiliser les populations. Chaque famille s'est vu reconnaître un bail sur 2,4 hectares destinés aux cultures. Il s'agit d'un droit d'usufruit, non de propriété, mais qui devra être officialisé par une décision du Parlement afin qu'il ne puisse pas être révoqué par la suite. Les descendants du paysan pourront hériter de cette terre, mais celle-ci n'est pas transférable. Au bout de cinq ans d'exploitation, le paysan reçoit un document consacrant son droit d'usufruit.

Parallèlement, on a cherché à regrouper en villages les paysans vivant dispersés sur les 10 000 hectares couverts par le projet, ce qui leur permet de bénéficier plus facilement de certains services (eau, débouchés pour les produits, etc.) et de créer de nouvelles solidarités.

Cette action socio-économique a constitué le contexte dans lequel s'est développé le programme de réhabilitation de la forêt. Tout d'abord ont été plantés 1,8 million d'arbres sur une superficie de 900 hectares. Parallèlement, a été entrepris un travail d'éducation des populations afin de développer un sens de la protection volontaire de la forêt. Les paysans ont été encouragés à pratiquer alternativement l'agriculture et le développement de la forêt. Afin de les motiver, les experts ont insisté sur les revenus supplémentaires qui peuvent être retirés de la plantation d'arbres sur des terres dégradées. Planter des arbres sur leurs terres est aussi devenu pour les paysans une manière de marquer leur présence.

Ph. P.

125 000 kilomètres carrés disparaissent chaque année

(Suite de la page 21.)

La plus importante contribution des terres forestières à la production alimentaire demeure les espaces qu'elles offrent à la culture itinérante (200 millions de ruraux vivent de la culture sur brûlis sur une superficie estimée à 300 millions d'hectares de terres forestières). La croissance démographique, jointe à la migration des « sans terre », a cependant ruiné les équilibres traditionnels en raccourcissant, de manière dramatique, les cycles de jachères, ce qui ne permet plus aux terres de se régénérer et de redevenir fertiles. A cela s'ajoute que les forêts constituent toujours les plus importantes réserves de terres : elles sont défrichées pour y cultiver des plantes variées. Ainsi, chaque année, la superficie forestière perd de 5 à 10 millions d'hectares en Amérique latine et jusqu'à 8 millions en Afrique.

Les principales difficultés auxquelles se heurte la protection des forêts tient à la prise de conscience par les ruraux non seulement de l'importance et de la valeur de celles-ci, mais aussi des intérêts immédiats qu'ils peuvent avoir à les ménager. Trop souvent l'agriculture est préférée à la sylviculture, parce qu'elle procure des ressources plus rapides. Toute politique qui se veut efficace doit donc tenir compte des besoins réels des populations ; et elle doit chercher un ajustement entre les intérêts à long terme (la défense *de la forêt*) et *les impératifs* immédiats auxquels sont confrontées les populations locales (à commencer par la survie).

L'Année internationale des forêts a pour objectif d'attirer l'attention sur les mesures de protection qu'il convient de prendre, mais aussi d'identifier les facteurs qui menacent la forêt et de renforcer l'engagement international en vue d'une conservation du patrimoine forestier. Les orientations définies par la FAO sont déjà mises en œuvre dans le cadre de près de deux cents projets à travers le monde. Une aide est, en outre, fournie aux pays afin de fixer leur politique.

Les orientations sont de plusieurs types. Il s'agit tout d'abord de collecter les semences et d'identifier les évolutions de certaines essences. De manière paradoxale, les gènes originels ont souvent été collectés par les pays développés qui en ont constitué des banques, mais ils ont disparu des pays qui les produisaient. Ceux-ci doivent donc s'adresser aux pays riches pour reconstituer leur patrimoine d'essences.

L'idée maîtresse est de développer des communautés forestières villageoises. Sous l'incitation du *département des forêts des pays* concernés, il s'agit de faire naître parmi les populations vivant à proximité des forêts une conscience de l'importance de celles-ci, fondée sur les intérêts concrets et immédiats qu'elles peuvent *en retirer*. Afin d'éviter que ces projets ne soient une pure vue de l'esprit sans lien avec les problèmes concrets, des études préliminaires s'efforcent de dégager les besoins des populations concernées et de définir les *moyens pour y répondre*. En d'autres termes, il s'agit d'ajuster l'idée de base des communautés forestières à une réalité concrète, à un système social, à des traditions par rapport à la forêt, à des coutumes alimentaires, etc.

Une fois établi ce substrat socio-économique, les experts, en collaboration avec les responsables des villages, sont à même de définir le projet. Il en existe de trois types : utilisation des produits forestiers (miel, viande et gibier) ; culture forestière spécifique afin de répondre aux besoins de la collectivité en bois ; culture intensive d'essences particulières ou association des cultures forestières et agricoles, soit simultanément, soit en alternance.

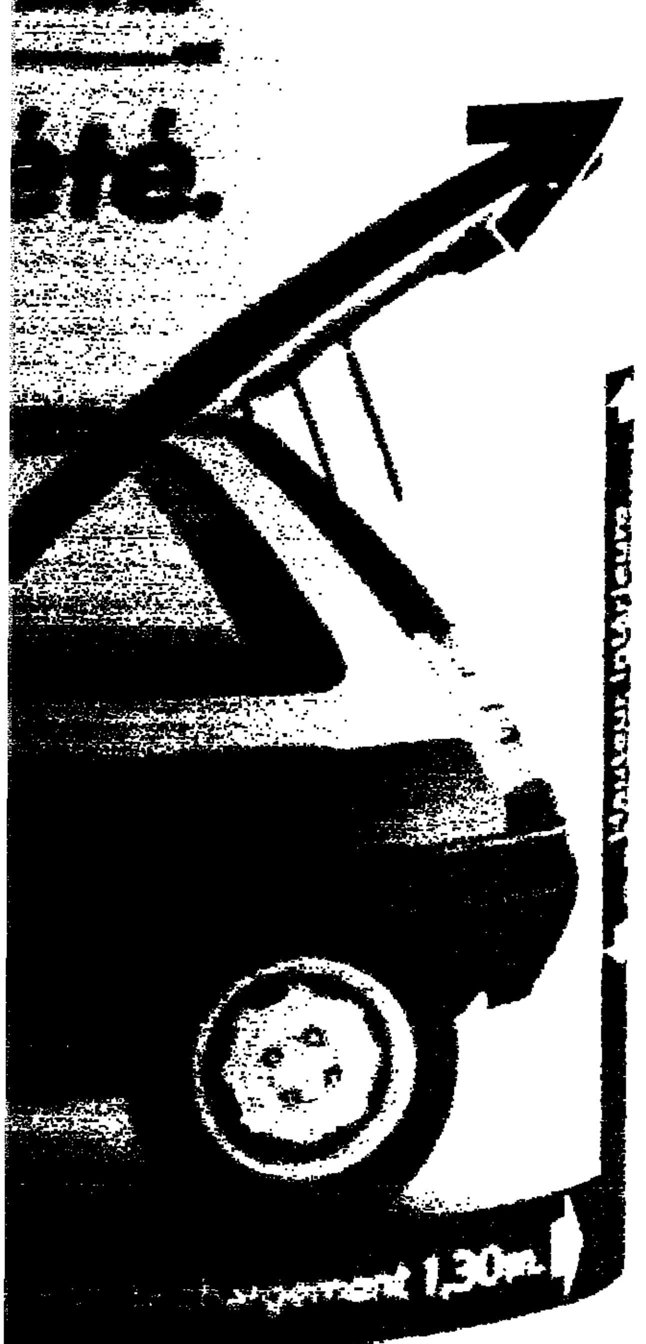
Trois arbres par an

Les conditions de réussite de tels projets tiennent à la compréhension des intérêts concrets des communautés. Afin d'éviter que la production alimentaire et la forêt ne se disputent les terres, on peut, par exemple, planter des essences à production multiple sur des terrains incultes : c'est le cas en Chine. La forêt n'y couvre que 11 % de la superficie. Le gouvernement voudrait atteindre 30 %, afin, en particulier, de pallier les problèmes de l'érosion. Aussi, chaque Chinois de plus de douze ans et de moins de soixante ans a-t-il été convié à planter au moins trois arbres par an (soit pratiquement un milliard).

A Java, la culture du fourrage est associée à la forêt. Mais, dans beaucoup de cas, les délais que demande la forêt pour se reproduire vont à l'encontre des exigences des masses rurales. Aussi, pour permettre de faire la soudure, a-t-on parfois recours à l'aide alimentaire, comme c'est le cas en Indonésie et aux Philippines.

Ces projets sont tributaires de l'éducation aussi bien des populations que des experts chargés de diriger les projets. Beaucoup de ceux-ci parviennent mal, en effet, à se dégager de pesanteurs culturelles qui font quelque peu mépriser le paysan. Pour l'instant, la « sylviculture au service des gens » est un slogan qui demeure au stade pionnier, mais c'est une idée qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté rurale et la politique de sécurité alimentaire mondiale.

PHILIPPE PONS.



La chronique de Paul Fabra

Le mythe Mendès

LA France n'aura, depuis la guerre, pour ainsi dire vécu que par procuration les grandes réformes économiques et financières que ses meilleurs spécialistes en la matière lui auront présentées comme nécessaires. L'une des rares qui fut appliquée et qui connut un grand succès, le plan d'assainissement de la fin 1958, est restée, de l'aveu de son principal inspirateur, *Jacques Rueff*, terriblement incomplète, ne touchant que les finances publiques, alors qu'il convenait, selon lui, de revoir simultanément de fond *en comble* — ce qui n'a toujours pas été fait — la politique du crédit et de lever un grand nombre de réglementations malthusiennes s'opposant au libre déploiement des activités économiques.

En ce qui concerne les mesures radicales proposées par M. Pierre Mendès France, à la Libération, pour éviter dès le départ la dérive inflationniste, la frustration a été infiniment plus grande puisque celui qui fut, après le général de Gaulle et avec Jean Monnet, l'homme politique qui aura le plus marqué la France de l'après-guerre, n'a pas eu *l'occasion de les appliquer*. Tout le monde en connaît encore confusément la raison : cette histoire fait partie de la légende nationale, ce qui ne *veut pas dire qu'elle ne correspond pas, grosso modo*, à la vérité des faits. Appelé à choisir, avant même le débarquement, entre les idées de son jeune ministre de l'économie et la politique d'atermoiement de son ministre des finances, René Pléven, le général de Gaulle opte finalement en faveur de celui-ci.

C'est ainsi qu'aurait été *enterrée* l'opération prônée par Pierre Mendès France d'échange des billets de banque accompagné d'un blocage des comptes, opération destinée à éponger, alors que régnait encore une dramatique pénurie, *le pouvoir* d'achat excédentaire, à la manière de ce qui fut fait dès 1945 en Belgique et, selon des modalités différentes, trois ans plus tard, *en Allemagne de l'Ouest. La réforme* monétaire allemande a été le point de départ d'un redémarrage fulgurant de la production dans la stabilité des prix et, assez rapidement aussi, dans l'équilibre extérieur. La France, à cause du choix malheureux du chef de la France libre, serait ainsi repartie avec un lourd handicap.

C'est pour réparer cette erreur initiale que le général de Gaulle, revenu aux affaires en 1958, a pesé de tout son *poids pour* l'adoption d'un « plan fort » de redressement, contre l'avis de son ministre des finances, Antoine Pinay, partisan d'une solution plus modérée qui aurait effectivement risqué d'être beaucoup moins efficace.

Cependant, cette interprétation des faits est singulièrement compliquée, si *l'on songe que les Français auront* été dans l'intervalle frustrés une deuxième fois. Pierre Mendès France qui avait remis sa démission dès avril 1945, avait lui-*même accédé* au poste de commandement en juin 1954. A la tête du gouvernement qu'il devait présider jusqu'en février 1955, il montra une exceptionnelle aptitude à l'action, comme en témoignent notamment la paix signée en Indochine et l'indépendance rendue à la Tunisie, à la suite d'un voyage spectaculaire. C'est un fait qu'il ne profita pas de sa présence à *Matignon pour amorcer les profondes* réformes économiques et financières qu'il n'avait cessé de préconiser depuis 1943.

C'EST précisément sur cette période de préparation au pouvoir que porte le tome II des œuvres complètes de Pierre Mendès France que Gallimard vient de publier sous le titre : *Une politique de l'économie — 1943-1954* (1). Par le simple rapprochement des textes, cet ouvrage, publié sous la direction de François Stasse, ancien collaborateur de François Mitterrand à l'Elysée, explique peut-être pourquoi le ministre de l'économie de la Libération n'a pas été écouté.

Pour faire accepter les contraintes d'une politique aussi radicale, il fallait pouvoir convaincre à la fois les membres du gouvernement et l'opinion publique qu'elle constituait la voie à la fois la plus rationnelle et la moins douloureuse vers le redressement. Tant le raisonnement que l'expérience montrent qu'en présence d'une situation comparable à celle où se trouvait la France dévastée par la guerre, il est deux types de politiques possibles : ou bien une politique d'inspiration libérale *qui implique un assainissement monétaire* du genre de celui que préconisait Mendès France et propre à remettre en marche le circuit économique. Grâce à une monnaie stable, les habitants même appauvris commencent à épargner et à susciter ainsi les ressources nécessaires pour reconstruire les maisons et les usines. Ou bien une politique d'économie dirigée bardée de contrôles, à la faveur de laquelle le gouvernement dirige l'activité de la population. Or ce que propose Mendès France en 1945, c'est tout simplement l'addition de ces deux politiques.

DANS un exposé au conseil des ministres du 17 novembre 1944, il n'hésite pas à évoquer le premier plan quinquennal russe. S'il est l'auteur d'un plan de réformes monétaires, *il est aussi l'auteur d'un texte* extrêmement important diffusé aux membres du gouvernement le 30 mars 1945, et qui servira de base au programme de nationalisation. On peut y lire : *« L'économie française de l'avenir comportera un secteur libre aussi large que possible. »* Selon lui, ce secteur englobera *« l'activité agricole, l'artisanat, le commerce de détail »*, etc. Entre le secteur nationalisé et ce secteur libre, se trouvera un *« secteur contrôlé »* qui, dit-il, *« s'étendra principalement sur l'industrie et sur le commerce de gros »*. Qui exercera ce contrôle ? Précisément les offices professionnels dirigés par des délégués de l'Etat auxquels incombera la tâche de donner les directives, de proposer les programmes de production, d'établir les dossiers de fixation des prix, etc. Le texte ne comporte aucune mention relative à l'expiration de cette organisation de l'économie française. En revanche, sous le chapitres des banques, on peut lire cet étonnant passage : *« L'Allemagne, depuis dix ans, l'Angleterre depuis 1940, nous ont certes donné le spectacle de grands pays dans lesquels l'armature bancaire tout entière s'est mise sans réserve à la disposition du gouvernement pour seconder sa politique. Le concours des banques a été donné au régime hitlérien dès sa création et a contribué puissamment à la réussite technique de sa politique de surarmement et d'autarcie... Aucune réforme de structures n'a été nécessaire ni en Allemagne ni en Angleterre. Malheureusement, la France n'a jamais connu une semblable docilité des banques. »*

C'est sous la plume de Mendès France qu'on retrouve également l'idée que en nationalisant les banques, l'Etat pourra s'assurer la *« maîtrise du crédit »*. On retrouvera en 1981 l'argument dans la bouche de Pierre Mauroy.

Il n'empêche que Mendès France, dès cette époque, est parfaitement conscient de l'alternative exposée plus haut entre politique libérale et politique dirigée. Il écrit : *« A ceux qui désireraient réduire au minimum la rigueur de la réglementation à offrir ou à imposer, on fera remarquer qu'elle sera d'autant moins sévère que seront poussées plus loin les mesures monétaires. »*

Interrogé par *le Figaro* au début de 1952, il répondra : *« Les ministres des finances qui ont « réussi » ne sont pas ceux qui ont inventé les techniques compliquées ou extraordinaires, mais ceux qui ont ramené leur pays au respect des principes les plus simples... »* S'il avait lui-même observé en toutes circonstances ce principe, sans doute ses réformes ne seraient-elles pas restées au placard.

★ **Gallimard, 630 pages, 195 F.**

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Les leçons de la guerre de Sécession

LIONEL ROBBINS est mort en octobre dernier à quatre-vingt-cinq ans. *Economica* publie l'hommage que le professeur James Meade lui a rendu lors de ses obsèques (1). L. Robbins est *l'auteur de l'une des définitions* les plus célèbres de la science économique dans son *Essai sur la nature et la signification de la science économique* (1932). L'économie, écrivait-il, est « *la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif* ». L. Robbins *fut à la fois* professeur d'économie politique à la London School of Economics, à Londres, et économiste d'action puisqu'il fut pendant la seconde guerre mondiale le directeur de la section économique du War Cabinet Secretariat. La mission de cette section était de préparer pour le gouvernement des notes sur les différents aspects de l'organisation de l'économie en période de guerre. Cette section a aussi eu à se préoccuper de la reconstruction. C'est *dans ces circonstances* que Lionel Robbins et John M. Keynes, de quinze ans son aîné, eurent l'occasion de travailler ensemble. Keynes, qui venait du Trésor, fut l'auteur de l'un des projets de ce qui devint finalement le Fonds monétaire international, tandis que Robbins, soutenu par le ministère du commerce, *fut l'auteur de l'un* des projets de ce qui devint le GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers).

Les prix Nobel de physique, de chimie, de médecine, de littérature et de la paix datent de 1901 ; le premier prix Nobel d'économie n'a été décerné qu'en 1969. Assar Lindbeck a publié dans le *Journal of Economic Literature* un article sur l'histoire du prix de sciences économiques (décerné) à la mémoire d'Alfred Nobel (2). C'est le gouverneur de la Banque centrale de Suède qui prit l'initiative de la création de ce prix en 1968, à l'occasion du tricentenaire de la Banque, et le fit agréer par l'Académie royale des *sciences, qui est chargée de décerner* le prix en physique et en chimie. En seize ans, vingt-deux prix ont été décernés, le prix ayant été six fois partagé en deux. La procédure de sélection est la même que pour les autres prix Nobel. On demande à un certain nombre d'économistes, à travers le monde, de faire des propositions : les propositions spontanées ne sont pas retenues. Puis un comité sélectionne quelques propositions. C'est l'Académie des sciences qui *finalement se prononce.*

Pourquoi un prix de sciences économiques ? Lindbeck estime que cela montre une fois par an qu'il y a d'autres vedettes que les sportifs, les chanteurs ou les hommes politiques. D'autre part, cela encourage la recherche de très grande qualité et montre au grand public qu'il y a aussi des progrès scientifiques dans un domaine dont il n'entend guère parler qu'à propos de controverses politiciennes.

Sur les vingt-deux Prix Nobel, douze sont citoyens américains, ce qui n'est que l'image de l'importance des travaux de recherche *développés aux Etats-Unis depuis la* seconde guerre mondiale, et cinq sont anglais. Deux universités américaines, Chicago et Harvard, comptent trois prix Nobel parmi leurs professeurs.

Le prix Nobel est décerné pour un apport scientifique particulier. Il s'avère que les lauréats se concentrent généralement sur le noyau central de la théorie économique plutôt que sur des travaux très spécialisés. Le domaine couvert par les travaux

Le financement des déficits par l'émission monétaire s'oppose à la hausse des taux d'intérêt

par DANIEL VITRY (*)

récompensés est finalement assez bien circonscrit par la définition de la science économique de Lionel Robbins, qui n'a cependant pas obtenu le prix. Les travaux de Paul *Samuelson (prix Nobel en 1970)*, de Kenneth Arrow et John R. Hicks (1972), ou de Gérard Debreu (1983), portent sur les fondements de la science économique. Il y a, cependant, des exceptions comme Herbert Simon (1979), pour des travaux portant sur les processus de décision dans les organisations économiques.

Sur trois guerres

Dans la dernière livraison de mars 1985 de l'*American Economic Review*, Paul Evans se pose la question : « *Est-ce qu'un fort déficit engendre des taux d'intérêt élevés ?* » Vu l'ampleur du déficit budgétaire américain, la question est très importante et souvent posée. L'auteur va examiner trois périodes *de l'histoire des Etats-Unis au cours* desquelles le déficit budgétaire a dépassé 10 % du revenu national. Ces trois périodes sont celle de la guerre de Sécession, la première, puis la seconde guerre mondiale.

Pour cela, il utilise le modèle macroéconomique standard (IS-LM), qui met en lumière que le taux d'intérêt nominal augmente sous l'influence des dépenses de l'Etat, du déficit budgétaire et du taux d'inflation anticipée. Au contraire, la monétisation des déficits s'oppose à la hausse des taux d'intérêt.

Pendant la guerre de Sécession (1861-1865), les dépenses de l'Etat fédéral sont passées de 1,6 % à 12,5 % du revenu national américain. Les impôts ont peu augmenté pendant cette période, si bien que le déficit budgétaire est passé de 0,5 % à 12,1 % du revenu. Selon les années, un quart ou la moitié de ce déficit a été financé par émission monétaire ; en 1865, cependant, la monétisation a été réduite à un dixième. Toutes les conditions nécessaires à la hausse des taux d'intérêt se trouvaient donc réunies : hausse des dépenses de l'Etat et du déficit budgétaire et ralentissement du financement monétaire des déficits. Or cette hausse ne s'est pas produite. *On ne trouve pas de corrélation* entre le montant des déficits budgétaires et le taux d'intérêt commercial.

Les Etats-Unis sont entrés en guerre en avril 1917. Les dépenses de l'Etat fédéral ont rapidement augmenté, passant de moins de 2 % du revenu national avant la guerre à 18,5 % en 1918 et 23 % en 1919. Ces dépenses furent partiellement financées par l'impôt, mais le déficit budgétaire est malgré tout passé de 0 à 6,4 % du produit national brut à la fin de 1917 et à 16,6 % en 1919. En 1917, un quart du déficit fut monétisé, mais, en 1919, cette proportion était tombée à moins d'un vingtième. A cette époque, aussi, tout était donc réuni pour que les taux *d'intérêt augmentent ; or ils n'ont* pas eu le mouvement attendu. Poursuivant l'étude, Evans montre que les déficits budgétaires ont eu deux effets jouant en sens inverse : d'un côté ils ont eu tendance à stimuler la demande des particuliers, mais, de l'autre, le taux d'imposition a eu une influence défavorable sur la demande d'investissement par les entreprises.

Pendant la seconde guerre mondiale, le même scénario s'est répété ; *mais cette fois l'Etat avait pris* des mesures visant à maintenir de bas taux d'intérêt : il avait imposé un contrôle des prix et rationné la demande finale. Sur la période récente, 1982-1983, l'auteur ne trouve pas non plus de relation significative entre les taux d'intérêt élevés et l'ampleur du déficit budgétaire fédéral. Pour expliquer cette absence de relation, Evans reprend une idée de Robert Barro : face à un déficit budgétaire fédéral, les ménages augmenteraient leur épargne d'un montant équivalent. La raison de ce comportement est que les ménages feraient comme s'ils avaient compris qu'un déficit budgétaire, aujourd'hui, est un transfert de charges sur les générations futures, qui se traduira par des impôts plus lourds. Or les ménages *refuseraient* ce transfert entre les générations ; le produit du placement de leur épargne supplémentaire aurait pour effet de compenser les impôts supplémentaires. Ne peut-on avoir quelques doutes sur la perspicacité de nos concitoyens et sur leur volonté d'éviter les transferts inter-générations ?

La floraison des marchés à terme

La vie financière américaine est marquée par le développement extrêmement rapide des marchés à terme. Ces marchés ont même depuis quelques années un journal spécialisé dans les études théoriques et statistiques ; il s'agit du *Journal of Future Markets*, dont la dernière *livraison comporte plusieurs articles* permettant de faire le point. Dennis W. Carlton y publie en effet un papier : « Les marchés à terme : leur objet, leur histoire, leur croissance, leurs succès et leurs défauts » (3). Les marchés à terme sont actifs à Chicago depuis le milieu du siècle dernier ; ils portaient à l'époque sur des produits agricoles, le blé en particulier. Leur finalité était de permettre aux fermiers de se protéger contre les risques de fluctuations de cours entre les semailles, la récolte *et la livraison. En face d'eux*, des opérateurs pouvaient au contraire spéculer sur les fluctuations pour essayer de réaliser un profit résultant de la hausse des cours entre le moment de l'achat et celui de la livraison. Les marchés à terme permettent ainsi de transférer le risque sur les spéculateurs. C'est donc l'incertitude qui est à l'origine du développement de ces marchés à terme.

En 1921, 80 % des marchés à terme portaient sur les grains et les produits comestibles. Actuellement, les marchés à terme ne portent pratiquement pas sur des marchandises *mais ils concernent surtout* des contrats. La fonction de ce type de marché n'a cependant pas changé et est toujours la protection contre l'incertitude. Depuis 1970, l'inflation et les chocs pétroliers aidant, l'évolution des prix est devenue de plus en plus incertaine ; parallèlement, on a assisté à un développement très rapide des marchés à terme. L'auteur estime que 1 % de plus d'inflation entraîne 6 % de plus de transactions à terme sur le blé. *Les contrats d'actifs financiers* sont depuis le début des années 70 négociés sur des marchés à terme. Actuellement, on y négocie des contrats en devises et même des contrats d'indices boursiers.

Dans son article « L'effet des marchés à terme et des marchés d'options sur la formation du capital » (4), paru dans la même revue, Dwight M. Jaffee se demande si les nouveaux contrats financiers conclus sur les marchés à terme ne risquent pas d'éloigner les opérateurs du marché au comptant et d'avoir des effets défavorables sur la formation du capital.

Il est possible, par exemple, que la création de nouveaux marchés et *de nouveaux instruments financiers* ait des effets défavorables sur certains de ceux qui existent déjà du fait des reports possibles.

Il est bien évident que la création d'un marché à terme de bons du Trésor a eu un effet sur le marché au comptant de ces bons. Malheureusement, on n'est pas en mesure de préciser que cela a pu avoir lieu sur le marché des actions de sociétés privées. L'auteur estime cependant que le développement des marchés à *terme* et des *nouveaux instruments* financiers a été globalement favorable à l'efficacité du système financier américain.

(1) *Economica*, février 1985.

(2) *Journal of Economic Literature*, mars 1985.

(3) et (4) *The Journal of Future Markets*, automne 1984.

(*) Professeur à l'université Paris-II.

LES AUTEURS

James Meade est professeur d'économie politique. Il a obtenu le prix Nobel en 1977 pour sa contribution à la théorie du commerce international et *des mouvements internationaux de capitaux*.

Assar Lindbeck est professeur d'économie politique, directeur de l'Institut d'études économiques internationales de l'université de Stockholm. C'est lui que le président de la Banque de Suède contacta ainsi qu'Erik Lundberg et G. Myrdal sur le projet de création du prix de sciences économiques.

Paul Evans est professeur au département d'économie de l'université de Houston, au Texas.

Dennis W. Carlton est professeur à l'école de droit de l'université de Chicago.

Dwight M. Jaffee est professeur au département d'économie de l'université de Princeton aux Etats-Unis.



هكذا من الأصل

	Le ligne*	Le Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Une fonction très « commerciale »... à la Direction des Relations Humaines

Nous concevons, éditons, vendons des livres et sommes fiers d'être la plus importante filiale du 1er groupe français de communication. Il faut dire que sur nos 3 300 collaborateurs, 2 800 sont des vendeurs et que nous leur devons notre chiffre d'affaires annuel de 1 milliard de francs.
Ce résultat s'appuie sur les compétences variées de nos 500 « sédentaires ».

Vous aurez en charge de conseiller les uns et de gérer les autres, sans jamais oublier que notre raison d'être implique une mentalité tournée essentiellement vers le terrain, son écoute, la résolution rapide de ses problèmes matériels et humains.

Au-delà du titre de **CHEF DU SERVICE EMPLOI-FORMATION**, vous serez :
- l'opérationnel en promotion, mutation, recrutement, accueil des « sédentaires » et, surtout, l'animateur de leur évolution professionnelle en prenant en charge la Formation,
- l'intervenant auprès des « opérationnels » de la formation commerciale par vos conseils ou l'animation de certaines sessions.

De formation supérieure, vivant avec des commerciaux, vous avez acquis, dans la fonction personnel en entreprise ou en cabinet de formation, une solide expérience des méthodes pédagogiques actives, le sens de l'écoute et le goût de convaincre.
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la réf. C/CRH/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA

AFCOREM — **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Lille

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Filiale d'un groupe leader sur son marché, notre société (CA 200 MF) fabrique et commercialise des produits de marque réputée. Nous recherchons un **OPERATIONNEL** qui prendra en charge, aidé par une équipe d'une dizaine de personnes, l'ensemble des fonctions suivantes :
- comptabilité générale et analytique,
- élaboration des budgets et contrôle de gestion,
- organisation administrative,
- gestion de la trésorerie et du crédit client.

Il exerce de façon très autonome ces différentes fonctions et devra faire vivre et développer les systèmes et procédures existants.
Nous souhaitons rencontrer un **HOMME DE TERRAIN** (diplômé de l'enseignement supérieur ou autodidacte expérimenté), justifiant d'une solide expérience professionnelle (5 à 7 ans minimum) acquise soit dans des postes d'audit, soit comme directeur financier (ou adjoint) d'une entreprise industrielle.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21/1039 A, à :

EGOR S.A
8, rue de Berri 75008 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

/une belle opportunité dans le Pas de Calais pour un(e)

Directeur RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT

Filiale d'un important groupe chimique, nous employons un peu plus de 300 personnes. L'évolution du marché nous conduit à donner une nouvelle dimension à notre recherche appliquée pour conforter notre position de leader sur notre marché : la transformation de films plastiques en

complexes pour l'emballage souple alimentaire

Sous l'autorité du Directeur Général, intégré à l'équipe de Direction, en liaison avec la Direction Commerciale qui vous informe de l'évolution de la demande de notre clientèle, vous avez la charge complète du service : vous entretenez les relations avec les fournisseurs, producteurs de films et de matières, vous mettez au point les produits nouveaux, vous les testez en clientèle, vous définissez les procédés de fabrication, les spécifications techniques, les normes de qualité et de prix de revient.
Vous développez la coopération avec les centres de recherches du groupe.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 30 ans minimum, mais sans limite supérieure, Ingénieur Diplômé, vous avez acquis une expérience significative en R n' D dans un domaine impliquant une connaissance approfondie du travail des films plastiques. La connaissance de l'anglais serait un plus appréciable.

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M/177/C à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

AFCOREM

chp **CABINET Henri PHILIPPE**
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Vente à l'industrie

DIRECTEUR COMMERCIAL

France et Export

Ce groupe français est spécialisé dans la filtration et leader sur son marché. Il souhaite aujourd'hui diversifier et accroître sa clientèle industrielle.
Rattaché à la direction générale, le titulaire du poste prend en charge la coordination de l'action commerciale, auprès de la clientèle existante essentiellement composée de constructeurs automobiles. Il anime et supervise trois ingénieurs technico-commerciaux. Il conduit parallèlement des actions destinées à élargir le marché en France et à l'Export. Il assure personnellement la prospection des nouveaux créneaux.
Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé, âgé d'environ 35 ans. De formation supérieure technique ou commerciale, il possède une expérience significative des négociations auprès des bureaux d'étude. La pratique de l'anglais et/ou de l'allemand est un atout supplémentaire. Les conditions offertes sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 19/431 T, à :

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system



PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

PARIS•MARSEILLE•LYON•TOULOUSE•BORDEAUX•TOURS•RENNES•LILLE•DIJON•NANCY•LA REUNION•PARIS•MARSEILLE•LYON•TOULOUSE•BORDEAUX•TOURS•RENNES•LILLE•DIJON•NANCY•LA REUNION•PARIS•MARSEILLE•LYON•TOULOUSE•BORDEAUX•TO

Directeur produit : un pro du marketing circuit food

HEC, ESSEC, ESC — AVIGNON

ducros

Notre société agro-alimentaire, 600 millions de C.A. est leader sur son marché et connaît une très forte croissance : +25 % à 30 % / an.

Le marketing est structuré en 5 lignes de produits, centres de profit autonomes.

Nous confierons au futur collaborateur la responsabilité totale d'une ligne de produit qui représente + de 40 % du C.A.

VOTRE MISSION :
— *politique de diversification permanente et mise en place,*
— conception, suivi et contrôle des plans marketing avec responsabilité du compte d'exploitation et des résultats de rentabilité,
— choix et décision des investissements (industriel et humains),
— *stratégie et politique de pénétration des marchés et de communication* (études, publicité, ...).

VOUS ÊTES :
— de formation économique supérieure,
— forte personnalité à l'esprit ouvert,
la trentaine avec une expérience réelle en marketing alimentaire grande distribution.

Vous recherchez aujourd'hui une structure pour faire éclater votre potentiel.

Vous concevez vos responsabilités marketing, dans une relation étroite avec la force de vente, la production et le circuit de distribution.

Cette conception d'avant-garde, vous pourrez la vivre dans notre entreprise et trouver des débouchés à la mesure de vos ambitions.

Les entretiens se dérouleront à Paris et Marseille.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) sous référence 306 M.2, rue de Beausset - 13001 Marseille

FRANCE MARKETING — CONSEILS EN MARKETING

Directeur expansion

Lille - Roubaix - Tourcoing - Un établissement public à caractère économique crée, en liaison avec les collectivités locales, une association de promotion industrielle pour laquelle elle recherche un directeur. Sa mission consistera à promouvoir, à l'échelle européenne, les capacités d'accueil de la métropole. Il sera chargé de concevoir et de conduire des actions de prospection auprès d'investisseurs étrangers - notamment dans les pays industrialisés -. Il prendra en charge les dossiers et facilitera la décision d'implantation par la recherche du site, des systèmes de financements et des aides publiques. Ce poste qui nécessite beaucoup de diplomatie et une grande disponibilité pour de fréquents déplacements, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'école supérieure (ENA, HEC, ESSEC, IEP, Ponts...) ayant participé à des programmes d'expansion d'entreprises pour le compte de groupes privés ou d'établissements publics. La pratique courante de l'anglais est indispensable, celle d'une seconde langue souhaitée. La rémunération annuelle sera fonction des références et du potentiel du candidat.
Ecrire à Françoise ORANGE *en précisant la référence* A/4680M

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable planification, méthodes et système d'information

à la direction de l'informatique de l'Assistance Publique

Cette Direction comprend plus de 200 personnes dans nos services centraux à Paris où nous disposons de deux IBM 4381 et d'un 4341. Nous poursuivons la mise en œuvre d'une politique de décentralisation de l'informatique dans les établissements hospitaliers dans le domaine de la gestion et des applications médicales, nous développons l'emploi de techniques avancées et renforçons le rôle de prestataires internes de services des équipes informatiques. Adjoint au Directeur de l'Informatique, vous contribuez très largement à la préparation et à la conduite de cette évolution. Avec l'aide d'une petite équipe de haut niveau, vous avez pour mission de :
- participer à la définition des objectifs (évaluations des projets en termes économiques et en termes de cohérence au regard de l'ensemble du système d'information, élaboration des plans d'actions annuels) ;
- mettre en place de nouvelles méthodes et procédures de gestion de projets et en assurer l'application ;
- procéder à un suivi étroit des activités les plus importantes et, le cas échéant, rechercher avec les responsables concernés des solutions aux problèmes rencontrés.

Vos responsabilités pourraient s'étendre ultérieurement à la coordination des missions d'assistance et de conseil auprès des utilisateurs.

Vous avez 34 ans minimum, vous êtes diplômé(e) d'une grande Ecole et vous pouvez vous prévaloir d'une solide expérience en informatique de gestion. Cette expérience implique le pilotage de projets d'envergure, et, si possible, la conception de schémas directeurs.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/802-2, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

MEDIA PA

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 PARIS

---

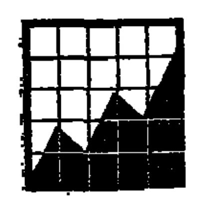
bail équipement

Le groupe BAIL ÉQUIPEMENT recherche pour sa filiale INNOBAIL, holding spécialisée dans les formules d'aide à la vente par le crédit, le crédit-bail et la location, au profit de constructeurs multinationaux de biens d'équipement et de leur réseau de distribution.

DIRECTEUR COMPTABLE

Responsable de la gestion comptable de 11 sociétés de service dont une société financière, ayant :
- des *facilités* d'adaptation aux diverses particularités des sociétés d'un groupe non hiérarchisé,
- le sens du possible et de la communication,
- une expérience professionnelle de 5 à 10 ans.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions au Département du Personnel - BAIL ÉQUIPEMENT - 22, place Vendôme - 75021 PARIS CEDEX 01



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GESTION DE L'ENERGIE

Paris

DIRECTEUR REGIONAL

Vous avez entre 35 et 40 ans environ.

Après des études de haut niveau dans une **grande école d'ingénieurs (X, ECP, MINES) ou de commerce (HEC, ESSEC)**, les différentes étapes de votre vie professionnelle vous ont mis au contact des réalités opérationnelles (de gestion, de commerce ou de fabrication) dans un premier temps comme membre d'une équipe, comme patron de cette équipe ensuite.

Vous estimez nécessaire aujourd'hui d'aborder une étape nouvelle de votre carrière et d'exercer les responsabilités les plus larges sur le plan de la conduite des hommes, de la gestion et du commerce dans un secteur économique en expansion.

Entreprise de services dans le domaine de la gestion de l'énergie, filiale d'un très puissant groupe industriel, nous vous proposons de prendre la responsabilité d'un ensemble régional (150 personnes, 100 MF de chiffre d'affaires) que vous serez chargé de manager puis de développer.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 2568 à
Cépiad, 135 avenue de Wagram, 75017 PARIS.

ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE PERFORMANTE appartenant à l'un des tout premiers groupes français dans sa branche (C.A. 4 milliards de francs).

CRÉE – dans le cadre de la diversification de ses activités – une filiale : concentrés et préparations aromatiques, et recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE
AGRO-ALIMENTAIRE

PERSPECTIVES IMPORTANTES D'ÉLARGISSEMENT DE FONCTIONS À MOYEN TERME.

Relevant du Directeur Général, il suivra la construction et la mise en place de cette unité hautement automatisée et sera responsable de son démarrage mi-1986.
Il recrutera, animera et contrôlera une équipe d'environ 15 personnes (au début).
Il sera responsable de la fabrication, du contrôle qualité, des approvisionnements, de la gestion des stocks et des expéditions; il participera à la définition des produits en relation avec la Direction Commerciale.

Le poste est situé à 2 heures au Nord-Est de Paris – Logement de fonction assuré.

Le candidat – 35 ans minimum – aura une formation d'Ingénieur et une expérience confirmée de production dans les industries agro-alimentaire (arômes, malterie, brasserie, levurerie, laiterie, etc.), chimie fine, pharmacie, etc.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. 20 M, en précisant votre salaire actuel à notre conseil Richard BÉNATOUIL – **GROUPE BBC** – 1 bis, place de Valois, 75001 Paris.
Les candidats sont assurés d'une discrétion absolue et peuvent indiquer les entreprises auxquelles ils ne souhaitent pas communiquer leur candidature.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER
...A VENDÔME

Groupe international spécialisé dans la fabrication de composants électroniques, nous recherchons pour notre filiale française (50 personnes) notre Directeur Administratif et Financier. Améliorer nos procédures de contrôle interne sera l'un de vos objectifs. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous apprécierez par-dessus tout la variété des fonctions dans les domaines comptable, administratif et financier. Votre expérience acquise de préférence en PME, vous a familiarisé aux techniques comptables anglo-saxonnes. Vous parlez anglais et vous êtes prêt à contribuer à notre développement dans une ville agréable du Loir et Cher.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à Daniel DELATTRE - VITRAMON, 14 bis, rue Rabelais. 41100 VENDÔME.

Vitramon®

Notre agent en ARABIE SAOUDITE,
THE COMMERCIAL AND INDUSTRIAL COMPANY
(S.C.I.C. Building Products Division), l'un des leaders des matériaux de second-œuvre de bâtiment recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL
36 000 $ an + nombreux avantages sociaux

35 ans environ et de nationalité Européenne, en collaboration avec le Directeur Général, vous déterminerez la politique commerciale de la société. Vous serez responsable du volume des ventes et du maintien des marges. Solide expérience dans la vente et le marketing requises. Une bonne adaptation au milieu du Moyen-Orient et l'anglais courant sont indispensables.

Merci de nous envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo s/référence 12118 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

GROUPEMENT DES CLINIQUES PRIVÉES FRANÇAISES

recherche
pour une clinique chirurgicale (plus de 100 lits), située sur la Côte d'Azur

UN DIRECTEUR [H.-F.]

40 ans environ, **expérience similaire dans la fonction d'une clinique d'importance équivalente**, dynamique, prêt à coopérer avec les médecins traitants, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les CANDIDATS POUVANT JUSTIFIER D'UNE EXPÉRIENCE SOLIDE SERONT RETENUS.

Nous vous prions d'adresser votre curriculum vitae s/nº 7.436 *le Monde Pub*
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Important organisme de formation aux techniques nouvelles,
Région Parisienne
recherche son

Directeur

Il prendra en charge la gestion complète de l'organisme (60 permanents - 500.000 heures/stagiaires de formation continue par an) et devra assurer son **développement** technique et commercial.

Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une *formation de base technique (INGENIEUR)*, une expérience de la gestion acquise en entreprise et une connaissance des milieux de la formation.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1089 à
INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder - 75009 Paris

DIRECTEUR COMMERCIAL
300.000 +
RÉGION RHÔNE-ALPES

Le directeur général d'une P.M.E. de la région lyonnaise – 200 personnes, 150 MF de C.A. dont 50 % à l'export – recherche son directeur commercial.

Il a 35 ans ou plus, une formation supérieure et au moins 5 ans d'expérience du marketing et/ou de la vente de produits industriels liés au bâtiment. Anglais courant.

Membre du comité de direction, il sera responsable de l'ensemble de l'activité commerciale (20 personnes dont 12 cadres).

Adressez CV, photo récente et rémunération actuelle sous réf. 3685 à :
RÉGIE ET DÉVELOPPEMENT
63 bis, rue Jouffroy 75017 PARIS.
Confidentialité assurée.

Un important organisme de formation d'adultes de la Région Parisienne
recrute son :

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour conduire la politique générale et assurer la représentation d'un organisme associatif ayant pour vocation la promotion sociale et professionnelle des adultes de bas niveau de qualification.

- Il aura à orienter et superviser le travail du siège et des onze centres de formation.
- Il négociera avec les pouvoirs publics et les partenaires sociaux l'évolution des actions de formation.
- Il est demandé aux candidats une première expérience et un fort potentiel en matière de direction, négociation, stratégie et relations sociales.

Les candidats devront adresser avant le 25-06-85 leur C.V. en indiquant leur salaire actuel et une photo à :
ADFI - 68, boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA LOIRE
recrute par voie de concours sur titres

UN DIRECTEUR DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Le titulaire du poste assurera, sous l'autorité du Directeur Général des services du département, la responsabilité des services de l'Action Sanitaire et Sociale transférés par l'Etat au Département.

Peuvent faire acte de candidature :

— Les candidats remplissant les conditions de nomination à cet emploi en application des dispositions du décret 77-539 du 27 mai 1977 modifié.

Les candidats accompagnées d'un curriculum vitae détaillé devront être adressées au plus tard le 15 juillet 1985 à :

M. le Président du Conseil Général, Direction Générale des Services.
Hôtel du Département
42022 ST-ÉTIENNE Cedex.

Union Mutualiste Grenoble

recherche pour :

- SA CLINIQUE, participant au SPH, convention collective FEHAP :
  - 218 lits ;
  - consultations externes, radiologie ;
  - chirurgie, maternité, médecine interne, cardiologie, soins intensifs.
- SES CLINIQUES DENTAIRES
  - 6 fauteuils ;
  - laboratoire.
- SON CENTRE DES PROBLÈMES DE LA NAISSANCE

SON DIRECTEUR

Le candidat devra justifier d'une formation supérieure adaptée, renforcée par une expérience de Directeur d'établissement hospitalier de plusieurs années.

Adresser les candidatures au Président de l'Union Mutualiste 8 à 12, rue du Docteur-Calmette, 38028 GRENOBLE.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

Dans le cadre de l'expansion de nos activités de recherche et de développement en matière de Santé animale, nous créons un nouveau groupe de travail

BIOTECHNOLOGIE, SANTÉ ANIMALE

La nouvelle unité sera responsable du développement préclinique et clinique de substances obtenues par voie biotechnologique et concentrera ses efforts sur les domaines d'application **IMMUNITÉ NON-SPÉCIFIQUE** et **STIMULATION DE LA CROISSANCE.** Notre objectif est d'élaborer — au moyen d'un programme R+D hautement compétitif dans ces domaines — des solutions nouvelles et pratiques aux problèmes de la Santé animale.

Comme membres de notre nouveau groupe de travail, nous cherchons plusieurs spécialistes hautement qualifiés ayant une formation de base en sciences naturelles ou en médecine vétérinaire et une solide expérience dans *les domaines suivants :*

- **VIROLOGIE.**
- **MICROBIOLOGIE/PARASITOLOGIE.**
- ***IMMUNOBIOLOGIE.***
- **ENDOCRINOLOGIE/PHYSIOLOGIE DE LA CROISSANCE.**
- **PHARMACOLOGIE.**
- **FORMULATION ET SYSTÈMES DE DOSAGE.**
- **BIOCHIMIE DES PROTÉINES.**

Les candidats ayant les qualifications et l'expérience nécessaires peuvent, le cas échéant, être pris en considération comme chef (s) de groupe.

Le nouveau groupe de travail aura son propre bâtiment de laboratoires à notre station de recherches en Suisse ; il profitera de la vaste infrastructure et des troupeaux d'animaux. L'équipe collaborera étroitement avec d'autres *groupes de travail internes, des instituts universitaires et des firmes* biotechnologiques de pointe dans le monde entier.

Outre une solide formation scientifique de base, les futurs membres du *groupe de travail doivent être capables de déployer une* activité créative dans une ambiance interactive et être prêts à contribuer à la solution des problèmes pratiques de la Santé animale.

Les candidatures avec curriculum vitae, liste des publications et au moins deux références, sont à adresser à M. H. GERBER
CIBA-GEIGY AG, Personaldienst, Postfach, CH-4002 Basel.

CIBA–GEIGY

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ORGANISATION et INFORMATIQUE

Dans le cadre du développement de notre Service organisation

Notre Groupe Bancaire, fortement implanté dans l'Est de la France, souhaite intégrer un

CADRE

Il participera à la définition, à la mise en place et à l'amélioration des circuits les mieux adaptés à notre activité, et ce, tant dans le domaine informatique qu'administratif.

En outre, il prendra en charge la partie micro-informatique (formation, assistance, développement d'applications, tests de nouveaux produits).

Cette fonction, largement évolutive, peut répondre aux aspirations d'un candidat de formation supérieure (École d'Ingénieurs, ESC, MIAGE, ou équivalent), possédant une expérience réussie d'au moins deux ans dans l'informatique.

Le poste, à pourvoir à STRASBOURG, est assorti d'une rémunération motivante.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre + C.V. + photo + prétentions) sous réf. 307.895 M RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris, et vous garantissons la plus parfaite discrétion.

Logistique distribution

260.000 F

Directeur d'unité d'exploitation - Ce groupe international, à vocation industrielle et commerciale, leader dans sa profession, traite, de par son activité, des flux physiques très importants soumis à des impératifs de délais, de qualité de service et de productivité. En raison de la promotion prochaine du titulaire, il souhaite intégrer un ingénieur d'exploitation pour l'un des secteurs clés de sa division logistique. Il s'agit d'une fonction à dominante gestion de production qui nécessite une adéquation permanente des moyens techniques et surtout humains (400 personnes dont vingt cadres et agents de maîtrise) aux besoins commerciaux dans un environnement très informatisé et particulièrement évolutif en matière d'automatisation. Ce poste, qui réclame de solides qualités humaines, s'adresse à un ingénieur âgé d'au moins 30 ans, ayant acquis l'expérience de l'animation et de la gestion d'effectifs importants, de préférence dans une activité liée à l'entreposage, la logistique et la distribution industriels. La taille de l'entreprise, qui est située dans le Nord, et ses objectifs de développement permettent d'envisager des perspectives de carrière intéressantes. Ecrire à J.P FRAY en précisant la référence A/4748M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur de laboratoire

250.000 F

MONTEIL *Beauté - Parfums* Société appartenant au groupe BEECHAM, recherche son directeur de laboratoire et du contrôle qualité.

Dépendant hiérarchiquement du directeur marketing, il travaillera en collaboration avec les services achat et fabrication de l'usine ainsi qu'avec le marketing-développement. Responsable de l'établissement des normes de qualité et du contrôle des composants et des produits, il encadrera et animera 10 personnes (contrôle bactériologie, matières premières et produits finis, packaging, formulation et développement). Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste possédant au minimum une expérience d'adjoint à un directeur de laboratoire. Les qualités personnelles du candidat dans la communication avec les autres services seront aussi importantes que ses compétences techniques. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le poste est à pourvoir à Chartres. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/2683M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNIGEP

DISTRIBUTION PIÈCES DÉTACHÉES POUR AUTOMOBILE

recherche

UN CONTROLEUR DE CRÉDIT

Création de poste basé à ROUEN pour la filiale française d'un groupe multinational C.A. 450 millions de francs, 680 employés. Précédente expérience dans un poste comparable, indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, prétentions et C.V. détaillé, PJ WILLIAMS - GKN AUTOPARTS CAP 18 - 73, rue de l'Evangile, 75018 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE D'INGENIERIE

recherche

2 INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

LE POSTE :
Ces ingénieurs se verront confier la responsabilité de Projets d'Aménagements Hydroagricoles (irrigation gravitaire, aspersion, irrigation lente et drainage), principalement à l'étranger.

LE PROFIL :
- Formation : Ingénieur diplômé, spécialisé en Génie Rural, hydraulique ou techniques rurales.
- Expérience de 10 années au minimum dans les Aménagements hydroagricoles.
- Anglais courant indispensable.
- Aptitude au travail en équipe et sens des relations commerciales.

Ces postes sont basés en Région Rhône-Alpes, mais exigent une disponibilité pour des missions de plus ou moins longue durée à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV détaille et prétentions s/réf. 41594 à CONTESSE PUBLICITE, 74, rue Béchevelin 69363 LYON Cedex 07.

Jeune ingénieur de fabrication

Centre - Cette société, en expansion constante, est l'un des leaders mondiaux de son secteur d'activité. Elle fabrique et commercialise, essentiellement à l'export, des produits industriels de très haute technologie et recherche, pour son unité de production (500 personnes) située dans le centre de la France, un jeune ingénieur de fabrication. Sous l'autorité du directeur technique de la société, il sera affecté à l'un des ateliers de l'usine et sera responsable de la fabrication en termes de suivi, de qualité, de coûts et de délais. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école (Mines, Centrale, AM...), éventuellement débutant, désireux d'évoluer au sein d'une entreprise industrielle de pointe. La rémunération, motivante, sera fonction de la formation et de l'expérience professionnelle du candidat retenu. Les avantages liés à la fonction (logement par exemple), les possibilités d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité de valeur. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant la référence A/3891M

MEMBRE DE SYNTEC



PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise 4 concours généraux sur épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement d'

INFORMATICIEN(NE)S

à différents niveaux :

1) **administrateurs** (concours COM/A/429)
2) **administrateurs-adjoints** (concours COM/A/430)
3) **assistants** (concours COM/B/439)
4) **assistants-adjoints** (concours COM/B/438)

Principales conditions d'admission :
☐ être ressortissant d'un des Etats membres de la CEE; ☐ avoir une connaissance approfondie d'une des langues de la Communauté et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

Conditions particulières :

1. Administrateurs (COM/A/429)
- Nature des fonctions : ☐ études, conception et responsabilité de projets d'infrastructure d'informatique en utilisant des outils informatiques avancés; ☐ formation et assistance technique des utilisateurs; ☐ travail d'ingénieur ou d'encadrement pour les systèmes d'exploitation; ☐ administration de bases de données; ☐ conception et mise en place des plans qualité et sécurité.
- Limite d'âge : être né(e) après le 5 juin 1949.
- Diplômes : justifier avoir accompli des études universitaires.
- Expérience : posséder une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins 2 ans.

2. Administrateurs-adjoints (COM/A/430)
- Nature des fonctions : ☐ études et conception de projets d'infrastructure d'informatique en utilisant des outils informatiques avancés; ☐ travail d'administrateur débutant de systèmes de gestion de bases de données; ☐ travail d'ingénieur débutant pour les systèmes d'exploitation ou les réseaux de transmission de données.
- Limite d'âge : être né(e) après le 5 juin 1952.
- Diplômes : justifier avoir accompli des études universitaires.
- Expérience : aucune expérience demandée.

3. Assistants (COM/B/439)
- Nature des fonctions : ☐ participer au développement d'applications informatiques; ☐ contribuer aux tâches d'assistance, de support et de formation des utilisateurs; ☐ assurer des tâches de programmation système, pouvant inclure la responsabilité du système d'exploitation d'une configuration.
- Limite d'âge : être né(e) après le 5 juin 1939 et avant le 6 juin 1955.
- Diplômes : justifier avoir accompli des études secondaires.
- Expérience : posséder une expérience professionnelle post-scolaire d'au moins 12 ans.

4. Assistants-adjoints (COM/B/438)
- Nature des fonctions : ☐ participer au développement d'applications informatiques; ☐ contribuer aux tâches d'assistance, de support et de formation des utilisateurs; ☐ assurer des tâches de programmation système, ou de technicien d'exploitation; ☐ gérer, sous contrôle, des bases de données; ☐ gérer des indicateurs de la réalisation des plans qualité et sécurité.
- Limite d'âge : être né(e) après le 5 juin 1949.
- Diplômes : justifier avoir accompli des études secondaires.
- Expérience : posséder une expérience professionnelle post-scolaire d'au moins 2 ans.

La Commission met en œuvre une politique dans le but de garantir l'égalité des chances des femmes et des hommes dans toutes les professions.

L'avis de concours détaillé et le formulaire de candidature, obligatoire, peuvent être demandés AVANT LE 3 JUILLET 1985 de préférence sur carte postale, en rappelant la référence du concours, auprès :
☐ de la Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles;
☐ du Bureau de Presse et d'Information des Communautés européennes, 61 rue des Belles Feuilles, F-75016 Paris.

Date limite pour le dépôt des candidatures : 17 JUILLET 1985.

LE CENTRE DE RECHERCHES PHARMACEUTIQUES

SEARLE

situé à SOPHIA-ANTIPOLIS (06), recherche pour son LABORATOIRE D'HISTOPATHOLOGIE

SUPERVISEUR D'HISTOLOGIE H F.

Il sera sous la responsabilité d'un pathologiste, aura un bon niveau de connaissances scientifiques générales et une parfaite maîtrise des techniques histologiques. Il devra également être familiarisé avec l'organisation d'un laboratoire : animation des techniciens sous sa responsabilité, classement et archivage des prélèvements et données, respect des procédures en conformité avec les réglementations, participation à la gestion du budget...

Adresser lettre, CV et souhaits à SEARLE — Sophia-Antipolis, B.P. 23 — 06561 VALBONNE Cedex (sous référence M)

ORGANISME DE FORMATION intervenant sur les régions Bourgogne et Franche-Comté recrute

FORMATEURS VACATAIRES

- Relations humaines et droit du travail ;
- Gestion.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. n° 307.770 à RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

VILLE DE LILLEBONNE (10.000 habitants) RECRUTE POUR LE 1/9/1985

ANIMATEUR CULTUREL 1re CLASSE

(grade d'Attaché)
Chargé de la direction du Centre Culturel et de l'animation culturelle municipale
Conditions statutaires
Adresser les candidatures à la Mairie de LILLEBONNE 76170 LILLEBONNE avant le 30 juin 1985.

Ingénieur fonction achat

Arsenal de Toulon

Grande unité de **recherche** et d'**industrialisation**, nous intervenons dans le domaine des armes navales. Nous traitons des marchés parfois très importants concernant en particulier des produits électroniques et informatiques.

Actuellement, nous recherchons un ingénieur de formation électronique de préférence, pouvant avoir quelques années d'expérience dans la fonction Achat, ou un jeune diplômé motivé par celle-ci.

Intégré au Service Central des Approvisionnements, vous apporterez de façon très autonome vos conseils et votre assistance aux ingénieurs de l'établissement lors de l'évaluation des offres, de l'élaboration des contrats et de la négociation des marchés. Vous participerez également à la définition de la politique d'Achat dans ses diverses composantes : procédures, actions de formation interne, études et enquêtes...

Les contacts nombreux et variés ainsi que les aspects Conseil et Négociation demandent de réelles motivations relationnelles. L'importance de notre établissement permet à terme diverses possibilités d'évolution dans les filières techniques ou technico-administratives.

Merci de faire parvenir votre lettre manuscr. de candidature + C.V. + photo, s/réf. 8523/LM, à Jacques Carlotti - CAPFOR Aix-Marseille - CA Evolic - La Bastide Blanche - 13127 VITROLLES, qui traitera confidentiellement les candidatures.

MEDIA PA

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

IMPORTANT EDITEUR

recherche

• RESPONSABLE DE ZONE EUROPE DU NORD

(Pays germanophones, Pays-Bas, Grande-Bretagne, etc.).
Allemand et anglais courants.

• RESPONSABLE DE ZONE PROCHE ET MOYEN ORIENT

Arabe et anglais courants.

FONCTIONS : • vente aux libraires et autres points de vente, • promotion du fonds auprès des prescripteurs, • contribution à la recherche de produits nouveaux.

PROFIL : • formation supérieure : Ecole de Commerce, IEP, • expérience professionnelle de 3 ans minimum, • esprit créatif et goût de la vente, • grande disponibilité pour de fréquents déplacements (total de 150 à 180 jours par an)

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 11988 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

OBSERVATOIRE GEOPHYSIQUE DE DJIBOUTI

RECHERCHE

UN JEUNE DIPLOMÉ EN ÉLECTRONIQUE

(Université ou Grande École)

Ayant 2 à 3 ans d'expérience, chargé d'une petite équipe. Il aura la responsabilité d'un réseau sismologique d'une vingtaine de stations.

Le poste est basé à ARTA (40 km de Djibouti) et nécessite de fréquents déplacements sur le terrain. Contrat 2 ans avec Ministère français de la coopération. Salaire expatrié + logement.

Adresser C.V. + photo à : *J.C. Lépine*, I.B.G. T. 14-24 4, place Jussieu 75230 Paris Cedex 05.

Sté d'assistance technique rech. 1 INFIRMIER D.E. pour chantier en Algérie.
Tél. renseign. : 359-65-65.



COGEMA

Ingénieur système

Assurer le développement et l'optimisation des procédures "système" sur matériel VAX avec les logiciels CAO-INTERGRAPH. Assurer la maîtrise d'œuvre des applications nouvelles, les suivre avec les utilisateurs, participer à l'animation de l'équipe et au développement du service.

C'est la mission très complète que vous propose la COGEMA et son établissement de la HAGUE près de Cherbourg.

Cette très importante société (13.000 personnes, 10 milliards de francs de CA) est la première entreprise mondiale sur son secteur d'activité, le cycle complet du combustible nucléaire.

Son expansion permet de prévoir de réelles perspectives de carrière dans le contexte d'un environnement informatique très développé et très diversifié.

Vous êtes ingénieur diplômé (grande école ou université), et vous possédez une première expérience professionnelle significative (2 années minimum) dans un poste de chef de projet en informatique de gestion ou en informatique industrielle.

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M465R à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche.

AFCOREM



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LUCHAIRE Groupe métallurgique (5600 p., 2500 MF), à la pointe des techniques : aéronautique, automobile, armement, nous cherchons pour notre DIVISION ARMEMENT (2 usines, 780 p.), à Bourges,

un ingénieur informaticien pour créer la CFAO

Vous mettez en place les moyens, créez votre équipe, réalisez les développements, formez les utilisateurs : le bureau d'études (40 personnes), les méthodes, l'industrialisation...

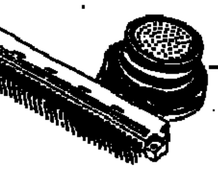
INGÉNIEUR généraliste, vous avez acquis en cinq ans au moins, en milieu industriel, une solide expérience de l'informatique scientifique, à défaut de la CAO. Vous êtes un entrepreneur et un homme de dialogue qui voulez mettre votre acquis au service d'une entreprise de premier plan.

Notre consultant, J. TAILLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4673 LM), à **"Carrières de l'Informatique"**.




ALEXANDRE TIC S.A.
10. RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



SOCAPEX

CONNECTEURS
pour
ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES PROFESSIONNELS

recherche pour son agence de Lyon

UN CADRE COMMERCIAL

Chargé de la vente de ses produits aux équipementiers de l'électronique professionnelle de la région RHÔNE-ALPES.

Titulaire d'un BAC + 2 et professionnel de la vente des composants, ce Cadre sera susceptible à terme de prendre la responsabilité de l'Agence.

Envoyez C.V. au Service du Personnel SOCAPEX 10 bis, quai Léon-Blum, 92151 SURESNES.

THOMSON COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

INGENIEUR RESPONSABLE DE PRODUCTION H/F

Nous sommes une entreprise de dimension et de réputation internationales. Nous avons acquis une compétence mondialement reconnue dans le domaine de la :

MICROELECTRONIQUE

Opérationnel dans l'âme, vous êtes ambitieux et vous avez le goût du challenge ; votre personnalité et votre sens des contacts humains vous permettent de diriger et d'animer des équipes importantes.

Intégré à une équipe dynamique, pratiquant une large délégation de pouvoir, vous serez responsable de votre budget et de vos objectifs ; vous veillerez à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production ; attentif à toutes *les possibilités d'innovation, vous mettrez en œuvre les stratégies visant à améliorer sans cesse les conditions et la qua*lité de la fabrication.

Dans un contexte exigeant, mais motivant et à la pointe de la technologie, vous serez appelé, si vous réussissez, à évoluer rapidement au sein de notre organisation.

Pour ce poste à pourvoir dans une agréable ville universitaire de Province, merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/référence 12019 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.06



CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU MIDI
Montpellier

recherche

CHEF DE PROJETS

pour son équipe Développement.

Quatrième caisse régionale de France, nous utilisons deux ordinateurs IBM 3083/MVS XA, un réseau SNA de 400 postes de travail, 40 GAP, 200 TPV ...

Ingénieur de préférence, vous avez 2 à 3 ans d'expérience de conduite de projets.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, c.v., rémunération actuelle et prétentions) au Service du Personnel - C.R.C.A.M. du Midi - B.P. 4 - 34970 LATTES avant le 28/06/1985.

Filiale importante d'un grand groupe industriel français bénéficiaire, nous commercialisons des BIENS D'EQUIPEMENT DURABLE POUR L'HABITAT (C.A. : 350 MF, 1200 personnes) auprès de grossistes et de certaines grandes surfaces spécialisées.
Nous cherchons pour la Région Nord et Est un

Chef des ventes régional 220/250 KF

Reportant au Directeur des Ventes, encadrant une équipe de cadres commerciaux de très bon niveau, vous prendrez en charge votre Région, de la détermination des objectifs et des moyens, à la réalisation de votre plan.

Homme de terrain, votre action sera également importante au siège situé à Paris. Vous saurez nous convaincre, si outre les qualités classiques requises pour cette fonction clé, vous possédez une formation supérieure et une réelle expérience de ce type de commercialisation dans laquelle vous vous imposez.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence CDL/CVR/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants **74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

MEDIA BA

GROUPE BANCAIRE

recherche pour son agence d'

ORLEANS

UN RESPONSABLE DE GUICHET H/F

Le candidat aura une formation de B.P. de Banque et une expérience de 5 à 10 ans du travail en agence.

Il aura le goût de l'exploitation pour gérer et développer un guichet de banque.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4647
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.



Controller : concevoir et mettre en œuvre notre système de gestion

Groupe Américain, filiale de Nestlé, nous occupons le premier rang mondial dans le domaine de l'ophtalmologie. Nous fabriquons et commercialisons des produits thérapeutiques, oculaires (pommades, collyres), chirurgicaux, dermatologiques, des lentilles de contact et les solutions nécessaires à leur entretien.

En France, de 1981 à aujourd'hui, nous sommes passés de 30 à 220 millions de F de chiffre d'affaires. Nous avons acquis de nouvelles sociétés, développé une activité de recherche en plus de nos quatre unités de production.

Nous poursuivons cette croissance mais devons aussi l'organiser et créons le poste de CONTROLLER.

Sa mission principale : concevoir et mettre en place les systèmes d'information de gestion du groupe et en assurer l'informatisation. Il est responsable du contrôle budgétaire et de gestion, de la comptabilité industrielle et analytique. Il participe au développement et à l'harmonisation de notre groupe en France.

A 32 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, (ESC, Maîtrise de gestion) vous avez acquis une bonne expérience du contrôle de gestion et de la mise en place de systèmes d'information, si possible dans une entreprise industrielle et vous avez une bonne connaissance de l'informatique. Vous avez travaillé dans un environnement anglo-saxon et parlez couramment l'anglais.

Notre direction générale et nos services financiers sont basés à Toulouse. La structure de notre groupe et le développement de nos activités nous conduisent tout à la fois à vous proposer un poste de gestionnaire et d'organisateur.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 078/30 H (en indiquant votre rémunération actuelle).



COFROR
Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Défense

JOURCLS

Provence Côte d'Azur

Réussir le développement industriel d'un site porteur d'expansion...

Requiert les compétences d'un professionnel averti dans les domaines économique, financier, industriel... Ce profil de généraliste s'est façonné au cours d'une expérience de l'implantation d'entreprises acquise durant 5 à 10 ans, idéalement, pour le compte d'une Société de même activité, un Comité d'Expansion, une CCI ou dans une fonction de Conseil aux Entreprises.

Société d'Aménagement importante, nous fonctionnons au rythme d'une entreprise privée et l'efficacité à laquelle nous sommes attachés doit être soutenue par vos interventions : recherche d'Entreprises, définition de leur besoin, participation au montage du dossier de financement et coordination des équipes internes chargées de la réalisation technique du projet.

Votre mission vous conduira à mener ou piloter des études de faisabilité, analyser les données politiques et économiques de l'environnement et leurs retombées sur le plan local, en étroite relation avec les instances nationales (DATAR, ANCE...) et régionales.

200/230 000 Frs pour ce poste, de larges responsabilités dont les Consultants d'Algoe aimeraient vous parler plus en détail au cours d'un entretien.

Adressez leur votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, rémunération actuelle), sous réf. 917 M.



ALGOE 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cx

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

THOMSON SEMICONDUCTEURS
RESPONSABLE D'ORGANISATION DE PRODUCTION

De l'élaboration du silicium monocristallin aux transistors hyperfréquence en passant par les technologies de diffusion les plus fines, notre usine de TOURS est au cœur des techniques avancées. Nos résultats, nous les devons aussi à la qualité de nos équipes qui ont su mettre en place les méthodes d'organisation et de gestion les plus performantes. Nous recherchons un RESPONSABLE D'ORGANISATION DE PRODUCTION.

*Le poste à pourvoir à l'ordonnancement central, charnière entre le marketing, la production et la clientèle, est une posi*tion clé dans l'entreprise. Il confère une pratique des mécanismes de l'organisation et de la gestion qui met sur la ligne de départ pour des fonctions de management.

C'est une opportunité pour un diplômé d'une école d'ingénieurs ou de commerce, de 29 ans minimum, ayant acquis le goût des fonctions d'organisation et de gestion au cours d'une première expérience industrielle.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Si en plus vous avez une mentalité de "challenger", venez rejoindre notre équipe et écrivez à notre conseil.



Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo sous réf. 3095/M à CORT, 65, av. Kléber, 75116 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

---

ingénieur chargé d'affaires



LEADER FRANÇAIS DU FROID INDUSTRIEL APPLIQUE A L'AGRO-ALIMENTAIRE

Dans le cadre du développement international de notre Groupe, nous recherchons un Ingénieur Chargé d'Affaires. Rattaché à la Division GENIE AGRO-ALIMENTAIRE (ensembles complets et process), vous aurez la charge pleine et entière de l'exécution de contrats clés en main en FRANCE et à l'ETRANGER. Votre poste est basé à **NANTES**, *mais implique de fréquents déplacements.* Votre profil : Ingénieur INSA, ETP... vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans un poste similaire, vous maîtrisez parfaitement l'Anglais (et si possible l'Espagnol) et vous êtes doté d'une grande rigueur technique et administrative.

Adressez-nous C.V., lettre man., prétentions : ASSOCIATION MATAL FORMATION B.P. 7 - Les Sorinières - 44400 REZE

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'AUBE RECHERCHE SON FUTUR

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Chargé du fonctionnement et du développement du système d'informations dans le cadre du schéma directeur qui vient d'être élaboré, il sera de son ressort de proposer des orientations et des choix en fonction des besoins des utilisateurs et de la stratégie de l'entreprise

PROFIL :

- formation supérieure sanctionnée par un diplôme d'ingénieur ;
- autorité naturelle et de compétence ;
- 35 ans environ ;
- connaissances du milieu financier appréciées.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à CRCAM DE L'AUBE, 269, Faubourg Croncels - 10000 TROYES.

GROUPE



recherche pour ses filiales SFER - JUREF spécialisées en GESTION RISQUES CLIENTS

DEUX DIRECTEURS

pour créer les Bureaux de LILLE et STRASBOURG.

Vous êtes dynamique.
Vous possédez une expérience de «crédit manager» de 3 ou 4 ans.
Diplômé de l'enseignement supérieur de gestion, vous avez le goût du succès, une imagination créative, des qualités de rigueur et d'organisation et bien sûr l'esprit d'entreprise.
Nous vous offrons le management d'une équipe et la responsabilité d'un centre de profit.
Rémunération motivante liée pour partie aux résultats.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Mme BOURGEADE - ECCO 7, rue L. Guérin 69100 VILLEURBANNE.

CONTESSE

Lyon

Société importante de la région lyonnaise, filiale de THOMSON – branche grand public recherche

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT

Dépendant du Responsable du Laboratoire de Recherche et Développement des canons électroniques, il participe à la conception et aux étapes de développement des nouveaux produits : "pièces détachées et techniques d'assemblage".

En liaison avec l'équipement et l'engineering de fabrication, il sera chargé de la mise en place de ces nouveaux produits et nouveaux process et participera à l'amélioration de la qualité.

De formation CENTRALE, ENSAM, ENSMNB..., il nous fait part d'une première expérience significative (2 ans minimum) en milieu industriel mécanique, micro-mécanique, métallurgie.
La partique courante de l'anglais est demandée.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. 15/1417 A, à :

EGOR RHÔNE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais – 129, rue Servient
69431 Lyon Cedex 3.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

GROUPE

ECCO

3 Milliards de Chiffre d'Affaires, recherche un(e)

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Une opportunité de compléter votre formation et de profiter de notre expérience avec des perspectives d'évolution intéressantes, si vous êtes HEC, ESSEC, SUP de CO PARIS, ou SUP de CO LYON, et possédez déjà trois ans d'expérience dans la fonction en entreprise ou en cabinet.
Une grande disponibilité et le sens des contacts sont nécessaires, des connaissances informatiques et linguistiques appréciées.
Venez participer au sein d'une équipe jeune et de qualité au contrôle de la gestion de nos diverses filiales. Vous nous aiderez à concevoir et mettre en œuvre de nouvelles procédures, améliorer celles existantes, en vue d'accroître notre rentabilité et la qualité de nos services.
Le poste est basé à LYON, avec des déplacements fréquents sur l'ensemble de la France et parfois à l'étranger.
Intéressé(e) ?
Adressez très vite lettre manuscrite, CV, photo à : M.F. DUMAS, ECCO, 7, rue Louis Guérin, 69626 VILLEURBANNE Cedex.

CONTESSE LYON

RESPONSABLE MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

Réalisant des produits organiques sophistiqués, cette Société (100 Millions de C.A., 150 personnes) occupe dans sa spécialité une place prépondérante.
Son centre de production, proche de LILLE, s'appuie sur un outil industriel performant comprenant de nombreux équipements lourds (cent réacteurs, groupes frigo, centrales de puissance, ponts roulants, aéroréfrigérants, etc...).
Pour en optimiser l'efficacité, la société recherche son responsable maintenance et travaux neufs.
Répondant au Directeur d'Usine, vous dirigez de façon autonome le service et assurez les prévisions technico-économiques et le contrôle des coûts, la gestion et l'organisation des moyens humains et matériels d'interventions préventives ou curatives, l'étude et la réalisation d'ensembles électro-mécaniques, hydrauliques et de génie civil, l'animation des hommes.
Vous êtes l'interlocuteur privilégié des intervenants extérieurs (organismes, constructeurs, prestataires de services).
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé (IDN, AM, ICAM ou similaire) 32/35 ans, possédant une expérience de 5 ans minimum en entretien d'équipements industriels et travaux neufs.
De larges possibilités s'attachent à ce poste pour un candidat de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M5/1354 B, à :

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Berri 75008 Paris.

media-system

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



GESTIONNAIRE BASE DE DONNÉES COMPTABLE ET ANALYTIQUE

Venez participer à l'étude et à la mise en œuvre d'un logiciel de gestion comptable et analytique, au sein d'un groupe de projet créé à cet effet.

Votre mission consiste à : développer les nouvelles exploitations demandées par les utilisateurs, établir les procédures d'utilisation et assurer la formation du personnel concerné. Ultérieurement, vous serez chargé de la gestion de la structure de cette base de données. A moyen terme, vous serez responsable de projets différents dans le cadre du développement de nos systèmes de gestion.

Votre formation supérieure, comptabilité, gestion avec option informatique, type ESC ou DECS, est de préférence complétée par une première expérience de 2 ou 3 ans.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 81594/LM, à FRAMATOME, 149, cours Lafayette, 69006 LYON.

FRAMATOME
INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

HAVAS CONTACT

ORGANISME RÉGIONAL DE SERVICES RECHERCHE POUR L'UNE DE SES PLUS IMPORTANTES UNITÉS

RESPONSABLE DE SA DIVISION COMMERCIALE

En liaison étroite avec les autres fonctions de l'Entreprise, le (la) Titulaire du Poste aura les missions principales suivantes :
– rechercher, analyser et assurer en permanence la synthèse des informations susceptibles de concourir au développement du chiffre d'affaires de cette Unité ;
– poursuivre et développer l'action de communication et de relations tant sur le plan de l'environnement interne qu'externe (clients – associés – sous-traitants...) qu'avec les partenaires tels qu'agences de publicité, de voyages, médias...

PROFIL

De formation supérieure (École de Commerce, Sciences Politiques, I.A.E...) ayant une bonne maîtrise de la langue anglaise, les candidat (e)s devront justifier d'une expérience professionnelle de plusieurs années acquise au sein d'une grande entreprise dans une fonction impliquant de la gestion, du marketing et de la communication.
Une bonne connaissance de la macro-économie et des questions relatives au tourisme régional alliée à des qualités relationnelles certaines mais aussi d'organisation et un souci de rigueur dans la gestion sont exigées.

POSTE BASÉ À LYON.

Si ce poste vous motive, merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo, sous référence SA 6.00M, à HAVAS-CONTACT, 11, rue du Président-Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

OFFICE DÉPARTEMENTAL DU TOURISME
cherche pour la Moselle

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

Ecole d'ingénieurs ou licence en sciences économiques, ou maîtrise aménagement du territoire. Deux ou trois années d'expérience professionnelles minimum en bureau d'études, DDE, société d'aménagement, etc. Connaissances en matière d'urbanisme, de fonctionnement des collectivités locales et en marketing, bilingue français-allemand, disponible rapidement, résident METZ, rémunération 100.000 F (selon expér.).

Proche collaborateur du Directeur de l'Office Départemental du Tourisme, il participera à l'élaboration de schémas d'aménagement touristique (pays d'accueil, plans d'eau...) ou d'études préopérationelles.

Adresser lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à :

Office Départemental du Tourisme
Hôtel du Département
de la Moselle. BP 1096
57036 METZ CEDEX 1.

RÉCHARD – F.G.A.
Cabinet d'expertise comptable
RECRUTE COLLABORATEURS
NIORT (79028). 25, rue Baugier.

Lycée Technique privé mixte, Bretagne Sud, recherche pour rentrée septembre : (8501) Surveillant Général, animateur d'internat et d'externat. (8502) Surveillant, animatrice d'internat et d'externat. Professeurs : *(8503) Français-Philo (licence, temps partiel), *(8504) Commerce Secrétariat (BTS minimum), *(8505) Economie Sociale et Familiale (BTS), *(8506) Economie Rurale (ingénieur agri.). (8507) Responsable des Études assurant également 15 h de cours. Pour chaque poste, la préférence sera donnée aux candidats expérimentés et (ou) acceptant une responsabilité dans la catéchèse.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. + photo, en précisant le nº de poste, sous réf. 11085 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT DU DOUBS

Société d'Economie Mixte du Groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations recherche pour son antenne de MONTBÉLIARD

UN CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Responsable de la conduite et de la gestion de plusieurs « projets de quartiers », d'opérations d'aménagement (ZAC, lotissements), de constructions (équipements publics), et de réhabilitation.

Le candidat, de formation supérieure (option urbanisme appréciée), devra posséder une première expérience professionnelle, et avoir le sens des contacts, le goût du travail en équipe, et une sensibilité aux aspects sociaux des opérations.

C.V. à S.E.D.D.
1, rue d'Artois, Planoise, 25000 BESANÇON.





Pour un même poste, entre un INGENIEUR et un DIPLOME d'une ECOLE DE COMMERCE ?

Nous sommes l'un des leaders dans la Distribution du Bricolage. Nos circuits de communication et nos systèmes d'informations se développent pour accompagner (précéder ?) notre Expansion rapide (4 à 5 ouvertures de magasins par an).
L'optimisation de ces circuits existants et à venir, la rationalisation des synergies entre les partenaires de l'Entreprise (Magasins, Régions, Services Centraux) font partie des priorités du : **SERVICE ORGANISATION.**
Dans ce cadre, votre mission de chef de projet est de :
- Détecter et analyser les besoins dans le domaine de l'Organisation administrative et de Gestion ;
- Elaborer, avec les utilisateurs, les cahiers des charges pour les applications nouvelles ;
- Assurer le suivi des réalisations jusqu'à, et y compris, la formation des utilisateurs.

Pour pouvoir remplir votre mission, vous êtes :
- soit un JEUNE INGENIEUR (ISEN, ICAM, IDN,...), mais avez la fibre commerciale,
- soit un JEUNE DIPLOME d'une Ecole de Commerce (ESSEC, EDHEC, ESC,...) avec une bonne dose de rigueur cartésienne.

Doué pour l'analyse, vous êtes un homme ou une femme de communication puissant et influent, vous avez sans doute une première expérience.

ALORS, INGENIEUR OU DIPLOME DU COMMERCE ? C'est vous qui nous le direz !
Notre siège se situe à une quarantaine de kilomètres au sud de LILLE, merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions ss réf. M17 à Frédéric MOTTE, LEROY MERLIN, 401, route Nationale à Noeux les Mines 62290.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 208.10.05

DEVANLAY S.A. Leader de la Maille qui fabrique et commercialise les Marques

Timwear ORLY Exciting



cherche pour renforcer la Direction Financière du Groupe

responsable audit et consolidation

DIPLOME ECOLE SUPERIEURE DE GESTION (OU MAITRISE DAUPHINE) + DECS

- Il participera à l'installation d'un nouveau système comptable informatisé adapté aux structures du Groupe introduit récemment en Bourse,
- Il élaborera les procédures comptables correspondantes,
- Il s'assurera de la fiabilité du système d'information comptable tant chez les filiales et centres de profit qu'au niveau du Groupe,
- Il aura la responsabilité de la consolidation des comptes et mettra en place un progiciel de consolidation,
- Il pourra se voir confier des missions d'audit opérationnel et recommandera les modifications souhaitées en collaboration avec le Contrôleur de Gestion du Groupe.

Le niveau de responsabilité du poste implique une expérience de 2 à 3 ans acquise en cabinet d'audit ou comme auditeur interne d'une grande société. Nous attachons beaucoup d'importance aux qualités de contact, à l'autonomie, au désir de faire progresser l'efficacité des systèmes et aux aptitudes d'Organisateur. (Réf. 2378-M)

trésorier

Il doit
- Coordonner et contrôler 25 trésoreries décentralisées : clearing financier quotidien, suivi, contrôle et consolidation des prévisions de trésorerie, appui technique aux Trésoriers décentralisés (dates de valeur, conditions bancaires),
- Assurer les relations courantes avec les banques,
- Participer à l'élaboration du budget annuel de financement et établir les dossiers de crédit,
- Optimiser les systèmes et procédures en liaison avec l'informatique,
- Contribuer à l'amélioration du recouvrement des créances (mise en place de nouvelles procédures et suivi), de même que de l'appréciation du risque Clients et des couvertures à mettre en place.

Il a une formation **SUP DE CO, IEP ECOFI, MAITRISE DE GESTION** et une première expérience financière. (Réf. 2379-M)

LA TAILLE DU GROUPE (8500 PERSONNES) OFFRE DE LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION.

Postes situés à **TROYES.**

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. et photo précisant le niveau de rémunération et la référence du poste choisi) seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur Responsable de l'Entretien du Patrimoine

(Parc de 20 000 Logements)

Le developpement de notre Entreprise d'Amenagement et de Construction nous amène à créer, en proche banlieue parisienne est, le poste : RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN DU PATRIMOINE.

Rattaché au Siège à la Division Entretien et Maintenance, vous mettrez en place une methodologie s'appuyant sur une informatique élaborée pour établir et suivre le programme pluriannuel d'entretien. Vous apporterez un réel appui technique aux antennes, aux techniciens, en validant les diagnostics, contrôlant les dossiers techniques, les coûts, l'exécution d'importants travaux.

Ce poste évolutif intéresse un jeune Ingénieur ENSAIS, ESTP, INSA..., ayant impérativement une première expérience de deux à trois ans dans le bâtiment, principalement dans le second œuvre.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 85 2702 M, à Marion DELPARD.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

CONTESSE



R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

recherche pour ses *Divisions Commerciales*, des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

- *Vous êtes un jeune diplômé ou vous avez déjà quelques années d'expérience.*
- Vous êtes attiré par les technologies de pointe (Microélectronique, Hyperfréquences, Opto,...).
- Vous avez besoin de contacts variés, tant au plan national (sur les grands Marchés : Informatique, Telecom, Automobile,...) qu'international, et vous parlez couramment l'Anglais.
- Vous êtes réceptif à la formation, mais vous aspirez aussi à donner la preuve de votre autonomie.

Nous avons plusieurs postes à vous proposer, et nous vous offrons de nombreuses opportunités de carrière en France et à l'Etranger.

Adresser votre candidature a : RTC La Radiotechnique-Compelec - Service du Personnel
130, avenue Ledru-Rollin - 75540 PARIS Cedex 11.





emplois régionaux emplois régionaux

ECCO

TRAVAIL TEMPORAIRE

Numéro 1 Français dans son activité recherche pour son siège social à LYON

L'ADJOINT(E) DE SON DIRECTEUR COMPTABLE

Assiste et participe aux fonctions suivantes :
• Maîtrise de la comptabilité generale et de la comptabilité analytique. • Etablissement des bilans et des situations intermediaires. • Gestion de la trésorerie et négociations avec les banquiers. • Consolidation du groupe. • Evolution de l'outil informatique.

Son profil :
• Ecole Supérieure de Commerce + D.E.C.S. exigés. • Très bonnes connaissances comptables et fiscales necessaires. • Experience minimum de 5 ans a un poste de responsabilité en entreprise ou en Cabinet d'expertise comptable. • Esprit d'initiative pour une meilleure efficacité de travail en utilisant au maximum l'informatique. • Esprit de service et de disponibilité.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :
Société ECCO T.T. Marc MOURARET. 7. rue Louis Guerin, 69626 VILLEURBANNE Cedex.

CONTESSE LYON

LYON

L'un des premiers groupes industriels français recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques (500 personnes dont 90 ingénieurs)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

SUPELEC ou similaire.

Pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes, de haute fiabilité.

Notre activité nécessite des déplacements parfois importants en France ou à l'étranger.

Envoyer curriculum vitae, photo et lettre manuscrite.
M.P.A. - N° 5074 - B.P. 2355. 69216 LYON CEDEX 02.

DIRECTEUR ADJOINT BANQUE PRIVEE

Provence - Côte-d'Azur

La filiale d'un groupe bancaire important, recherche pour sa succursale, située dans le midi de la France

UN DIRECTEUR ADJOINT

Responsable de la production et du développement commercial de plusieurs Agences, il sera directement rattaché au Directeur de Région.

Son rôle de coordination et d'encadrement nécessite d'allier rigueur, sens de la délégation et autonomie.

Une expérience bancaire confirmée est nécessaire pour tenir ce poste, ainsi qu'une bonne connaissance des crédits courts et longs termes de l'immobilier.

Toute candidature *sera examinée de façon strictement* confidentielle.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, s/réf. 3612/LM, à

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens 75002 Paris qui transmettra

MEDIA PA

benson

Société du groupe **Schlumberger**
recherche un

Jeune cadre diplômé grande école de gestion

Vous souhaitez vous orienter dans le contrôle de gestion.
BENSON leader international de l'informatique graphique, vous offre la possibilité de débuter en prenant la responsabilité de la COMPTABILITE ANALYTIQUE de notre établissement industriel situé **à proximité de la Baule (44).** Vous aurez à utiliser et a développer un système informatisé moderne de gestion, permettant une analyse fine des coûts de fabrication, des stocks et des achats.
BENSON permet à des candidats de valeur de pouvoir évoluer dans un grand groupe en diversifiant leur expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 8523.LM, au Service du Personnel/Recrutement de Benson Guérande qui vous garantit de sa confidentialité.
Les premiers entretiens pourront avoir lieu en région parisienne.
Benson. Site de Kerquessaud,
44350 Guérande.

benson

Faites équipe avec nous !

SOREP

Entreprise de technologies MICROÉLECTRONIQUES

à forte croissance (280 personnes en Bretagne, filiale aux États-Unis)

recherche : pour proximité Rennes

CONCEPTEUR D'APPLICATIONS

clients sur RÉSEAUX PRÉDIFFUSÉS (H/F.)

VOTRE MISSION :
Vous aurez la responsabilité complète des projets d'applications clients.

VOTRE PROFIL :
Ingénieur électronicien, vous pouvez justifier de plusieurs années d'expérience dans la conception de circuits logiques.

Vous êtes désireux d'évoluer vers une technique de pointe et vers l'utilisation de logiciels puissants.

Vous maîtrisez bien l'Anglais.

Merci d'adresser votre candidature à SOREP s.a. " Service du Personnel "
B.P. 5 / 35220 Châteaubourg



IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
recherche pour la province

JEUNES JURISTES

MAITRES EN DROIT DES AFFAIRES.

Petite expérience nécessaire (en Entreprise ou en Cabinets de Conseils).
Connaissances comptables souhaitées.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo
à S.J.F.F. - Mme GHEBALI - 2 bis, rue de Villiers
92309 LEVALLOIS PERRET

Centre Interuniversitaire de Calcul de Grenoble
Ordinateur BULL DPS8 Multics

recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Motivé(e) par :
- développement de logiciel de base, système, compilateur, réseaux...
- développement et mise en place de logiciels d'application : scientifique, gestion, base de données...
- assistance et conseil aux utilisateurs nécessitant une compétence particulière en analyse numérique.

Poste :
contractuel 2A Enseignement Supérieur, type CNRS.
Diplôme requis : ingénieur, spécialité informatique.
Candidatures à adresser à :
M. le Directeur du C.I.C.G.
B.P. 68 - 38402 Saint-Martin-d'Hyères Cedex.
Pour tous renseignements, tél.: (76) 51-46-23.

Importante Société implantée en ***HAUTE SAVOIE*** recherche pour le développement de **son système de Conception et de Fabrication Assistée par Ordinateur**

INGENIEURS

Après formation spécifique, ils assureront la conduite des projets incluant le développement de logiciels de métier et la formation du personnel concerné.

Formation : Grandes écoles d'ingénieurs.

La Société offre à des candidats de valeur débutants ou possédant quelques années d'expérience dans une entreprise industrielle, une formation motivante et la possibilité à terme d'évoluer vers d'autres secteurs.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à **PIERRE LICHAU S.A.** - sous réf. **4101**
12, rue Président Carnot - 69002 LYON
qui transmettra.

Gaumont

recherche

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE

— Vous avez un DECS ou une formation équivalente,
— Vous avez complété cette formation par une expérience de Cadre Responsable en Comptabilité Générale et Analytique dans une ou des Sociétés de Service et êtes familiarisé avec l'informatique.

Nous vous offrons un poste où vous aurez à suivre et à assumer la mise à jour des procédures existantes, où vous assurerez « l'interface » avec le Responsable de la Comptabilité Générale et où vous serez chargé de la liaison avec le Service informatique.

Veuillez nous adresser une lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions sous référence DE11, Direction du Personnel, GAUMONT S.A.,
30, avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.
Discrétion assurée.



Au sein de la Division Achats et Logistique — Département Finance, nous créons un poste de

SPÉCIALISTE DISTRIBUTION

NÉGOCIATEUR, vous aurez en charge les contrats de transport et d'entreposage de l'ensemble des produits agrochimiques sur le territoire français.

GESTIONNAIRE, vous aurez la responsabilité d'administrer *ces contrats (valeur 2 millions de dollars).*

CONSEILLER, vous aurez à participer à la préparation et à la mise en œuvre d'une stratégie de distribution pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Possédant parfaitement l'anglais, parlant l'allemand ou l'italien, vous avez plusieurs années d'expérience en matière de transport et distribution et connaissez bien les *réglementations import-export.*

Créatif, organisé, mobile, votre réussite dans cette fonction vous ouvrira de nombreuses possibilités d'évolution au sein de la Société.

Veuillez adresser C.V. et prétentions à :
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Service du Personnel
9, rue de Vienne, 75008 PARIS

HAVAS CONTACT

USSI

Société d'Ingénierie exerçant son *activité dans la construction* de grands ensembles du secteur du cycle du combustible nucléaire souhaite intégrer à sa direction des relations extérieures et de la diversification

INGENIEURS D'AFFAIRES

Chargés de prospecter la clientèle USSI sur un secteur déterminé, vous rencontrerez les responsables et donneurs d'ordres des sociétés ou administrations et prendrez connaissance de leurs programmes d'investissement, de maintenance ou de développement.
Vous présenterez la société en soulignant ses aptitudes et ses points forts pour aboutir à des consultations.
Vous assurerez après celles-ci les liaisons avec le client, en collaboration avec les services responsables, jusqu'à la conclusion de l'affaire. Vous pourrez être appelés à établir vous-même des propositions simples. Vous participerez, de plus à la préparation et à l'organisation d'expositions.
Pour aborder ces fonctions largement évolutives, il nous paraît indispensable de joindre à une formation **d'Ingénieur Grandes Ecoles,** une réelle expérience de l'ingénierie au niveau de la conduite de projets.
Si vous associez à un anglais courant, une grande disponibilité pour les déplacements, France et Etranger, si vous êtes dynamiques, méthodiques et avez le sens des contacts :

Adressez nous votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions)
à Monsieur le Chef du Personnel, USSI, 116, avenue Aristide Briand, B.P. 72,
92223 BAGNEUX. Discrétion assurée.

L'UN DES PREMIERS CABINETS DE FORMATION ET CONSEIL EN MANAGEMENT PARTICIPATIF

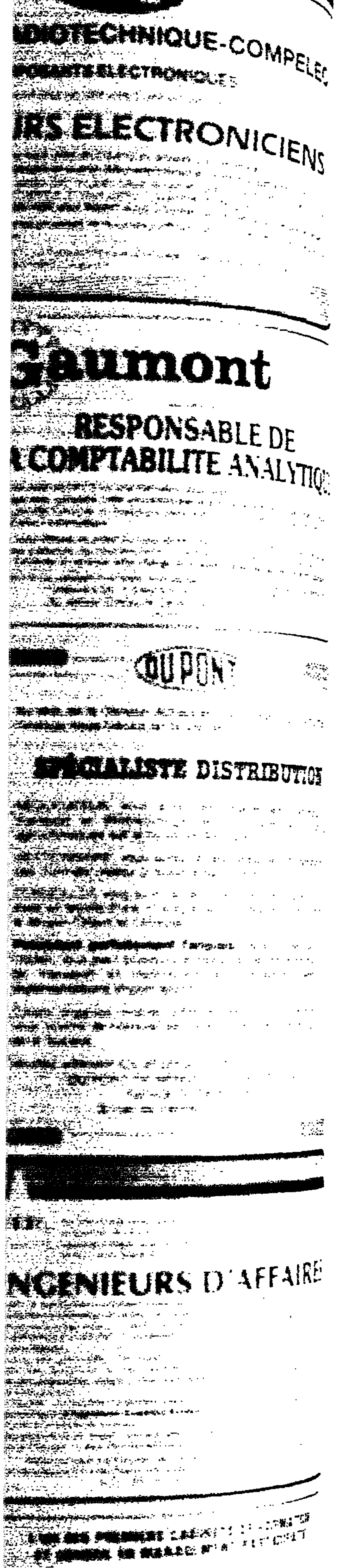
recherche

CONSULTANT-FORMATEUR

MANAGEMENT DE LA QUALITÉ TOTALE

- Expérience en entreprise et/ou Cabinet.
- Aptitudes techniques, commerciales et humaines.
- Poste à pourvoir à PARIS temps plein ou temps partiel.

Envoyer C.V. sous référence 97573 M à BLEU CONSEIL
218, rue de Fontenay - 94300 VINCENNES - qui transmettra



Adjoint Directeur de la comptabilité

Ce groupe très important est l'un des premiers dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics, avec une activité très diversifiée en France et à l'étranger. Il recherche l'Adjoint du Directeur des services comptables.

Ce cadre de haut niveau interviendra sur tous les aspects de la comptabilité du groupe (plus de 200 sociétés), comptabilité générale et analytique, fiscalité, relations avec les filiales, prises de participation, etc...

Dans un premier temps, il aura plus particulièrement une mission d'organisation.

Ce poste évolutif à terme, nécessite une formation supérieure (Grande Ecole de Gestion + Certificats d'Expertise) et une solide expérience acquise dans un groupe ou dans un grand cabinet d'audit.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel s/réf. M 40706 à Nicole MARICHEZ, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN



REGION NORD DE PARIS

Cette annonce s'adresse à des professionnels de la Banque (H.F.), diplômés d'une Ecole de Commerce ou équivalent, soucieux de faire progresser leur carrière et prêts pour cela à «RETROUSSER LEURS MANCHES».

Nous sommes une Banque Coopérative, Régionale, de 860 personnes.
Nos 48 Agences se regroupent autour de notre Siège Social à Saint-Denis.
Notre croissance nous conduit aujourd'hui à renforcer notre DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT par la création de deux postes :

Responsable marché particuliers

Réf. 85/17/06 F

Missions :

- Elaborer la politique commerciale de la Banque sur ce marché.
- Prendre en charge l'application du plan d'action commerciale.
- Participer à l'animation du réseau.

Responsable produits grand public

Réf. 85/17/06 G

Missions :

- Développer et promouvoir la gamme des services et produits grand public.
- Concevoir et lancer de nouveaux produits.

Si la volonté d'assumer des responsabilités au sein d'un Groupe Bancaire dynamique vous anime, nous vous proposons un développement de carrière à la hauteur de vos ambitions et de vos capacités.

Expliquez nous votre intérêt pour ces postes en adressant à notre Service du Recrutement :
32, boulevard Jules Guesde - 93200 Saint-Denis
votre candidature référencée, accompagnée d'un C.V., d'une photo et vos prétentions.

COFAP



Thom'6

THOMSON INFORMATIQUE SERVICES

Partenaires sur mesure pour logiciels prêt-à-porter

Forte d'une équipe de 500 Ingénieurs et Techniciens de haut niveau, possédant trois centres de traitement parmi les plus puissants d'Europe et 15 années d'expérience, THOM'6 propose une collection de 50 progiciels en gestion CFAO, GPAO.

Pour participer à son développement, elle cherche pour sa Direction Etudes un

RESPONSABLE DE PROJETS

en gestion administrative et financière.
Il sera responsable de la conception et de la réalisation d'applications administratives et comptables.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation GRANDE ECOLE, MIAGE ayant une première expérience d'Ingénieur d'études ou de conduite de projets.
Il a l'expérience des bases de données, il a travaillé dans un environnement grand système BULL ou IBM mais nous serons principalement attentifs à son potentiel d'évolution.

Le poste est situé à PARIS.

Merci d'adresser, C.V. complet, lettre de candidature, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 23/1259 D, à :

EGOR TECHNOLOGIES
Département Informatique
19, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

Un job de battant, une technique de pointe, un environnement international : trois bonnes raisons de rejoindre une des unités du leader mondial de l'électronique professionnelle en qualité d'ingénieur d'affaires ou d'ingénieur commercial (France ou Export).

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou confirmés

Notre point fort : les composants électroniques de haute technologie où notre notoriété n'est plus à démontrer. Notre champ d'actions : principalement la France mais nous voulons acquérir des parts de marchés supplémentaires en Europe d'abord, ensuite aux Etats-Unis. Nous avons besoin pour cela d'Ingénieurs capables de créer une interface efficace entre nos unités industrielles basées en région parisienne et les exigences légitimes de nos clients : les grands équipementiers français et étrangers.

Vous êtes Ingénieur électronicien de formation. Débutant ou depuis quelques années déjà dans l'électronique professionnelle, vous souhaitez maintenant élargir une première expérience de laboratoire ou de ventes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF, sous référence M 32/1407 A, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

comelog comelog comelog

La qualité du service rendu à l'Utilisateur est pour nous une règle d'OR et a favorisé notre développement.
Aujourd'hui nous avons décidé de poursuivre cette expansion et donc de renforcer nos équipes techniques par deux

INGENIEURS INFORMATICIENS

diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ayant au moins trois ans d'expérience.
Le développement de votre carrière passe par l'acquisition régulière de nouvelles techniques et la capacité à prendre des responsabilités.
Les postes sont à pourvoir à Paris.
Ecrivez-nous à :
COMELOG, sous référence PI1 au 7, rue Louis-David, 75016 Paris.

comelog comelog comelog



Chef du Personnel... Homme de Terrain

Nous sommes leader sur le marché européen des TELEPHONES. Notre diversification nous a permis d'être présent dans tous les domaines de la Communication (SYSTEMES et RESEAUX, AUTOCOMMUTATEURS, TERMINAUX ASC II/VIDEOTEX, RADIO-TELEPHONIE). Notre CA, plus d'un Milliard de Francs, est réalisé par 2300 personnes réparties en 5 établissements. Nous renforçons nos équipes dans l'un de nos centres 700 personnes situé dans L'EURE et LOIRE à une heure de PARIS (H/F).

Dans le cadre de la politique sociale de la société, vous prendrez en charge les responsabilités classiques de la fonction (administration du personnel, relations avec les partenaires sociaux, suivi et application de la législation) et jouerez un rôle de conseil et d'assistance auprès de la direction et de l'encadrement.

Pour réussir dans cette mission, il est nécessaire de bien maîtriser le droit du travail et d'avoir une expérience d'au moins 5 ans, dans la fonction en milieu industriel de production.

Adresser C.V., prétentions, photo et date de disponibilité sous référence JD 195/M à MATRA COMMUNICATION Direction du Personnel - rue J.P. Timbaud - Boîte postale 26 - 78390 BOIS D'ARCY

MATRA COMMUNICATION

SOCIETE DE CONSEIL EN ORGANISATION, recherche un

Ingénieur

Pour réaliser des audits d'organisation, présenter des projets d'amélioration, participer à leur mise en place.
Formation Ingénieur indispensable, première expérience dans le bâtiment souhaitée.

Architecte ou ingénieur

Pour des projets importants d'entretien immobilier : rédaction des prescriptions, estimation des travaux, conseil au maître d'ouvrage.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. 1919 M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra.

Tiga

Société leader en forte croissance (40 % CA Export) sur un marché d'équipements sportifs recherche l'

adjoint du directeur financier

Chargé de mettre en place un outil de gestion performant, vous assurerez l'établissement, l'informatisation et le suivi des budgets, tableaux de bord, plans de trésorerie, ...
Vous serez le garant du respect des procédures de contrôle interne qu'il conviendra de renforcer.
26 ans environ, de formation Ecole Supérieure de Commerce + DECS (ou équivalent), vous avez une expérience réussie de 2 à 3 ans au sein du département Contrôle de Gestion en Entreprise ou en Cabinet d'Audit, et êtes familiarisé à la micro-informatique. Bon niveau d'Anglais indispensable.
Polyvalent et disponible, vous avez le goût du contact et du travail en équipe, et vous souhaitez vous investir dans le développement d'une société jeune et performante.

Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) adressée sous référence 6788 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

CMPE recrute

UN CHARGÉ D'INFORMATION POUR ANIMER UN CENTRE D'INFORMATION RÉGIONAL

NOUS SOUHAITONS :

- connaissance des problèmes d'information locale (élus, autorités administratives, presse locale, population, etc...) ;
- expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication ;
- capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

NOUS OFFRONS :

- un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeune, dynamique et performante ;
- une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe ;
- une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'efficacité.

Si vous êtes passionné (e) par la communication et libre IMMÉDIATEMENT, écrivez sous réf. CIV/RP
Soizick BEVAN, CMPE
59, rue des Petit-Champs, 75001 PARIS.

CENTRAUX EN ENVIRONNEMENT MICRO-INFORMATIQUE

Bull Systèmes recherche pour compléter ses équipes de développement MICRO-MAINFRAME-LINK des

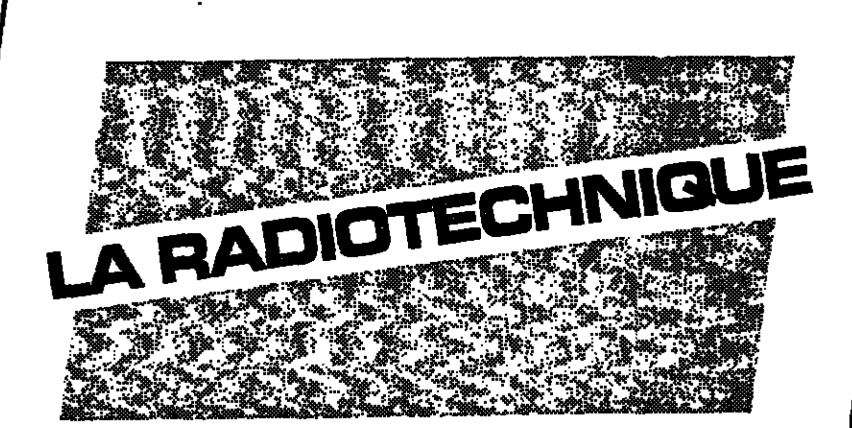
INGENIEURS LOGICIELS CONFIRMES

De formation Grandes Ecoles (ou équivalent) ils auront 2 ans d'expérience de développement en Informatique et/ou en micro-informatique (**UNIX + C, MS-DOS, CP/M**). Ils devront témoigner d'une aptitude certaine au travail en équipe et aux projets avancés.
Lieu de travail : Le Chesnay (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 102 M à
Bertrand Simon
Cii Honeywell Bull
PC 1L009D
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY/ASSCOM

- **Du codage numérique des images et des sons de la télévision.**
- **De la réception directe par satellite.**
- **De la micro informatique et de la télématique.**



Nous sommes une société leader en France dans le domaine de l'Electronique Grand Public. Nous recherchons des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(ENST, ESE, SUP'AERO...)

débutants ou ayant quelques années d'expérience, pour mener des études dans les domaines : • de codage numérique des images et des sons de la télévision, • de la réception directe par satellite, • de la micro informatique et de la télématique.

L'importance de notre Compagnie et des Sociétés qui lui sont associées ainsi que les relations privilégiés qu'elle entretient avec le groupe PHILIPS ouvrent de larges perspectives de carrière nationale ou internationale.

Adresser C.V., photo et prétentions à La Radiotechnique, à l'attention de M. Bourges, Département Central du Personnel, B.P. 301, 92156 Suresnes cedex.

à 26 ans dans le brain-trust du Président

ADJOINT HF à la DIRECTION FINANCIERE

Notre groupe : Industriel, 10.000 personnes, 20 Milliards.

Votre temps : il sera partagé entre des tâches opérationnelles de contrôle de filiales et des « missions spéciales » d'analyses et d'études financières, nationales et internationales pour le compte du Président.

Votre expérience : 2 ans dans un Cabinet d'Audit, une Banque ou un Grand Groupe Industriel, peu importe pourvu qu'on y soit à la « recherche de l'excellence ».

Votre formation : de tout premier ordre : X, Mines, Centrale, Ponts et/ou ENA, HEC, ESSEC, ESCP, IEP.

Pour un premier contact confidentiel notre Conseil recevra votre CV sous référence M/103/AU et vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

Les managers de demain MAITRISERONT les nouvelles technologies de l'information

Conscient de cette nécessité, vous avez complété votre formation de GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE (X, Mines, Centrale, Ponts, ESE, A et M) ou de GESTION (HEC, ESSEC, ESCP, MBA) par une expérience réussie de 2 ans au moins en Informatique de Gestion.
Vous cherchez actuellement à valoriser et à approfondir cette expérience dans une entreprise vous offrant des opportunités motivantes de développement personnel et d'évolution de carrière.

COLGATE-PALMOLIVE CA 3,3 milliards de F., 3000 personnes (AXION 2, GAMA, SOUPLINE, CALINES, TENDRESSE, CADUM, TONIGENCYL...) vous propose pour sa Direction des Systèmes d'Information à La Défense des postes de

CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES

Votre mission : contribuer à l'efficacité de l'entreprise par la prise en charge du développement de projets informatiques :
- en gestion commerciale : systèmes d'information pour le Marketing et les Ventes, systèmes de support logistique...
- en gestion de production : Achats, Fabrication, Stocks, Distribution...

Vous pourrez développer au maximum vos qualités :
- d'innovation : en proposant des solutions nouvelles
- de dynamisme : en conduisant vos projets avec l'autonomie requise
- de contact : par l'ouverture sur l'extérieur et l'international.

Les garants de votre réussite :
- un environnement technologique moderne : réseau d'ordinateurs IBM, plus de 120 terminaux, minie et micro-ordinateurs, logiciels d'infocentre
- une formation adaptée au domaine fonctionnel étudié
- des équipes jeunes et motivées
- une Direction consciente de l'importance stratégique de votre fonction.



COLGATE-PALMOLIVE Adressez C.V., photo et prétentions, sous réf. LM 17/6, au Service Central de l'Emploi et des Carrières, 55, bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex

média-system

LA CHIMIE FUTURACTIVE

JEUNES INGENIEURS

Commencez une carrière professionnelle à ESSO CHIMIE par **l'informatique industrielle ou de gestion.**

ESSO CHIMIE, filiale chimique française du plus important groupe mondial est dans son domaine à l'avant-garde des technologies avancées, notamment du génie chimique et du contrôle des procédés.

Intégrée, elle possède son Siège Social et ses services commerciaux à La Défense et un important complexe industriel en Normandie.

Jeunes ingénieurs, en débutant par l'informatique, vous pourrez évoluer naturellement au sein de cette activité, mais aussi dans les autres filières de développement de l'entreprise : production, étude, gestion, marketing...

Ce sont vos projets et ceux de l'entreprise, alliés à vos performances et à vos qualités personnelles qui dicteront votre carrière au sein du Groupe.

Pour votre avenir, choisissez un futur actif avec une entreprise de pétrochimie où au-delà du pétrole, la chimie prend une place croissante.

Si ces perspectives correspondent à vos aspirations, si vous êtes disponibles et si vous pratiquez la langue anglaise, vous avez votre place à ESSO CHIMIE.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11/507 AP, à : EGOR TECHNOLOGIES 19, rue de Berri - 75008 Paris.

ESSO CHIMIE

Le futur actif c'est votre avenir et notre projet

média-system



L'UN DES PREMIERS GROUPES PAPETIERS FRANÇAIS
recherche pour sa

DIVISION PAPIERS FIDUCIAIRES

s'adressant aux
ADMINISTRATIONS, BANQUES, IMPRIMEURS, un

chef de zone

FRANCE / AFRIQUE

Rattaché au DIRECTEUR COMMERCIAL de la DIVISION, il sera chargé d'une mission très complète impliquant notamment les responsabilités suivantes : définition marketing des produits, négociation des contrats, gestion des commandes. En liaison avec la Direction "Recherche et Développement" et les usines, il participera très étroitement à l'élaboration de nouveaux produits et de nouvelles applications.

Ce poste – exigeant à la fois des qualités de créativité, de contact et de rigueur, et une grande disponibilité – conviendrait à jeune CADRE COMMERCIAL HEC, ESSEC, ESC, SCIENCES PO... possédant une première expérience d'environ 3 ans l'ayant familiarisé de préférence avec la VENTE de SERVICES – ANGLAIS parfait indispensable – ESPAGNOL très souhaité.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 3078 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



THYSSEN ACIERS SPECIAUX S.A.

Jeune ingénieur
Adjoint au directeur informatique

Assister le Directeur informatique dans l'ensemble de ses missions en :
- participant à la création et au développement de nouvelles applications,
- optimisant le système existant ICL 2958 sous VME/OS base de données IDMS,
- assurant l'exploitation et la maintenance avec la collaboration d'une petite équipe.

Tel est le challenge proposé par cette société très performante (650 millions de F de CA, 500 personnes, 20 agences) filiale française d'un puissant groupe multinational, spécialisée dans la commercialisation d'aciers spéciaux.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, ingénieur ou MIAGE, débutant ou bénéficiant d'une première expérience. Vous désirez mettre à profit votre tempérament de battant et vos qualités individuelles d'autonomie et d'implication en vue d'intégrer à terme l'équipe dirigeante.

Le poste est basé à CHAVILLE dans la banlieue Ouest de Paris et nécessite quelques déplacements.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 597 A à Etienne Simonnet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM



recherche
pour sa Direction Financière Groupe

JEUNES CADRES A FORT POTENTIEL

Deux postes sont à pourvoir :

• Participation à l'élaboration des moyens de financement des filiales et des investissements du Groupe en France et à l'étranger, responsabilité de leur contrôle en relation avec les directeurs des Branches et Secteurs.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant deux ou trois ans d'expérience en milieu bancaire ou industriel. (réf. A)

• Suivi financier des résultats des filiales France et Europe et consolidation des comptes.
Ce poste peut convenir à un débutant possédant, en plus de sa formation de base, une ouverture vers l'informatique. (réf. B)

La pratique courante de l'anglais est exigée.

Les candidats seront diplômés de grandes écoles commerciales et de gestion, ou d'ingénieurs + MBA.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV, sous référence correspondante à BAILLY CONSEIL, qui les étudiera en toute *discrétion.*

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises



vous êtes de jeunes diplômés

H.E.C. — E.S.S.E.C. — E.S.C.P. – E.S.C.L. – E.S.C.A.E. — I.N.S.E.A.D.
Ingénieurs + formation de gestion
motivés, dynamiques,
ayant le goût des responsabilités.

Une société de premier plan du secteur électronique à large potentiel industriel et commercial vous intéresse

LA RADIOTECHNIQUE

C.A. consolidé : 6 milliards de F. - 10.500 personnes.

Vous propose de rejoindre ses équipes de CONTROLE DE GESTION et d'ORGANISATION COMPTABLE.

Opportunités d'évolution dans les diverses fonctions de l'entreprise.

Les relations privilégiées de La Radiotechnique avec le groupe PHILIPS ouvrent de larges perspectives de carrière nationale et internationale.

Adresser C.V., photo et prétentions à La Radiotechnique à l'attention de M. Bourges, Département Central du Personnel B.P. 301, 92156 Suresnes cedex.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 238.10.85

LE CENTRE DES MATÉRIAUX DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE PARIS

RECHERCHE

UN CHERCHEUR CONFIRMÉ

Ayant une expérience (doctorat, publications) MÉTALLURGIE MÉCANIQUE pour prendre la Direction d'une équipe de jeunes chercheurs en Formation doctorale. Il sera également CHARGÉ DE COURS dans la Formation des Ingénieurs-élèves et dans les Formations de 3e cycle auxquelles est associé le Centre.

DE JEUNES INGÉNIEURS

Issus des GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ou maîtres ès sciences titulaires d'un DEA en science des matériaux souhaitant préparer un DOCTORAT. Les travaux proposés concernent LES NOUVEAUX MATÉRIAUX (alliages métalliques à hautes performances, composites, céramiques techniques...) et sont réalisés en étroites relations contractuelles avec L'INDUSTRIE NATIONALE ET INTERNATIONALE. Pour cette formation le Centre des matériaux propose des bourses de recherche (86.000 F an net) et des contrats industriels de formation par la recherche (CIFRE).

Renseignements et envoi de C.V. détaillé : Centre des matériaux de l'ENSMP, BP 87 91003 EVRY CEDEX. Tél. : (6) 078-80-11.



SLIGOS

INITIATIVE, DÉVELOPPEMENT, INFORMATIQUE
JEUNES INGÉNIEURS (débutants ou première expérience)

Enrichissez votre formation en rejoignant l'équipe performante de la Direction des Banques de Données du Groupe, qui développe des Systèmes d'Information quantitative (bases de données numériques...).

Des connaissances en informatique sont appréciées mais l'enthousiasme, la volonté d'apprendre et de réussir sont déterminants.

Une formation poussée aux techniques les plus avancées de traitement et de diffusion de l'information, et l'intégration rapide dans des équipes jeunes et opérationnelles permettront à des candidats de valeur d'évoluer rapidement vers des responsabilités de prise en charge directe de clientèle. Lieu de travail : PUTEAUX.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo) sous réf. 1605/M *à notre* Conseil FMI RECRUTEMENT – 43, rue Liancourt, 75014 PARIS. Tél. : (1) 320 69 29.

HAVAS CONTACT



hutchinson

10.000 PERS. - 19 USINES EN FRANCE
3 MILLIARDS DE F. PAR AN
rech. pour son Département
TRANSMISSIONS
LEADER en EUROPE pour les COURROIES DE TRANSMISSION (POLY V) en électro-ménager et dans l'AUTOMOBILE

Ingénieur techn.-commercial CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE

France + Europe (sf RFA)

Basé à TOURS ou à PARIS et Adjoint du Responsable Produits TRANSMISSIONS, il est CHARGÉ *DU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS CHEZ* LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE EUROPÉENS (sauf R.F.A.) : vente très technique (BUREAUX D'ÉTUDES et Sces ACHATS).
Interface clients - Usine de Tours

NÉGOCIATEUR TECHNIQUE

- JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN (ou niveau) PARLANT COURAMMENT L'ANGLAIS (abs. indispensable)
- Ayant l'EXPÉRIENCE DE L'ÉTUDE ET DE LA VENTE NÉGOCIÉE DE COMPOSANTS A DES CONSTRUCTEURS France et Etranger, de préf. AUX CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES EUROPÉENS
- HOMME DE TERRAIN très disponible 2 jours à Tours / 3 j. chez Constructeurs

S.C. vous garantit une *DISCRÉTION ABSOLUE* et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8261 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Responsable activité connectique

Cette société française (250 millions de francs de chiffre d'affaires, 170 personnes) est spécialisée dans l'importation, la distribution et la fabrication de produits électroniques (composants actifs et passifs, produits pour circuits imprimés). Elle souhaite se développer dans la connectique et recherche le responsable de cette nouvelle activité. Basé en banlieue sud-ouest et sous l'autorité de la direction générale, il agira au départ en tant que véritable chef de produit pour prendre progressivement le management total de cette activité. Sa mission sera de créer et de développer une activité de distribution de connecteurs ainsi que d'assemblage (fabrication de limandes) destinée à une clientèle de constructeurs informatiques, télécom, soustraitants, etc... Il utilisera dans un premier temps la force de vente (22 commerciaux) de la société, qu'il formera et animera puis créera sa propre équipe. Il constituera également une cellule fabrication. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum de formation supérieure en électronique et ayant idéalement une expérience commerciale et technique de 3 à 5 ans acquise chez un fabricant de connectique ou un distributeur. La connaissance de l'anglais est souhaitée. A la rémunération annuelle pouvant *atteindre ou dépasser 300.000 francs s'ajoutera* une voiture de fonction et d'excellentes perspectives de carrière pourront être proposées à un candidat entreprenant. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R 9109M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Personnel management

Paris

International Herald Tribune *Ce prestigieux quotidien international* diffusé dans plus de 150 pays et mettant en œuvre des moyens technologiques sophistiqués (transmission fac-similé et par satellite) connaît une croissance régulière de ses ventes depuis plusieurs années. Dans le cadre de sa politique de développement, il crée pour le siège de ses activités éditoriales à Paris (environ 300 personnes) et ses bureaux à l'étranger (70 personnes) la fonction «Personnel Management». Développer la fonction personnel en terme de politique salariale, de relations sociales, de formation et de développement du potentiel humain après avoir mis en place les procédures et les outils adaptés : c'est le challenge proposé à un candidat de formation supérieure, justifiant d'au moins cinq années d'expérience des relations humaines acquises dans un environnement international et familiarisé avec la législation sociale française. La parfaite maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence S/8024M

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Importante société industrielle NORD-OUEST de Paris recherche

PROGRAMMEUR
DPS 4 conversationnel (IPS)

1 an d'expérience minimum.

Les candidats libérés des obligations militaires seront titulaires du BTS ou DUT informatique.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous réf. 54572 à PROJETS
12, rue des Pyramides 75001
Paris qui transmettra.

---

cde *tous les prêts immobiliers* **130 à 160.000 F**

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

JEUNE Diplômé(e)

Vous avez reçu une formation de type :
- H.E.C. - E.S.S.E.C. - SUP. de Co.
- Sciences Po.
- Sciences Éco. ou Droit + I.C.H.

Notre Organisme qui se situe parmi les plus importants des établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier vous propose de débuter dans un poste de

Chargé d'Affaires

dans son service des **Crédits Promoteurs** en développement constant.

Ce CHARGÉ D'AFFAIRES aura pour fonctions :
- de prendre en charge des opérations de financement de la promotion immobilière (étude des demandes de crédits et mise au point du dossier sur les plans technique, juridique, administratif, financier...),
- développer le volume de nos affaires en étroite liaison avec le Réseau Commercial.

Pour réussir, ce poste implique des qualités personnelles telles qu'une grande rigueur d'analyse et un goût prononcé des contacts. Ces fonctions s'exercent à Paris, mais des déplacements sont à prévoir sur l'ensemble du territoire.

Si vous êtes intéressé(e) nous vous remercions d'adresser un C.V. détaillé ainsi qu'une lettre manuscrite et photo à :
Laurence COUDURIER - CDE - 3, rue de la Paix - 75086 PARIS - CEDEX 02.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

Nous sommes un des leaders Mondiaux de la Monétique. Notre Division conçoit des Systèmes Monétiques que vous utilisez aujourd'hui ou que vous utiliserez demain.

RESPONSABLE D'ÉTUDES MARKETING MONÉTIQUE

Sous les ordres du Responsable Marketing vous prendrez en charge :
- le packaging de produits et services monétiques,
- la conduite d'études de marketing stratégique.

Homme d'études, de formation supérieure, créatif, rigoureux, autonome, capable d'initiatives, vous êtes ouvert et savez réagir aux fluctuations d'un marché.

Votre connaissance du milieu bancaire, financier ou de la distribution est un atout.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo) sous réf. 1625 M, à notre **Conseil FMI RECRUTEMENT** 43, rue Liancourt, 75014 PARIS. Tél. : (1) 320.69.29.



HAVAS CONTACT

Optimiser le système décisionnel de notre recherche... et y participer

Nous sommes un des tous Premiers Groupes Pharmaceutiques Français, international et diversifié.

Vous êtes passionné par la Recherche, car vous l'avez pratiquée comme responsable d'un projet... ou même d'une unité.

Votre réflexion de scientifique et votre expérience vous permettront de mettre en œuvre et perfectionner les instruments d'optimisation et de contrôle des très importants moyens que nous consacrons à notre recherche.

Nous recherchons un vrai professionnel, capable d'accompagner notre recherche dans sa phase nouvelle de maturité, d'apporter son appui aux chercheurs, de détecter les phases clés du programme en cours ou à l'étude dans le but d'aider à la prise de décision en matière de coûts et d'investissements : vous aurez donc à mettre en place ou développer les outils de gestion *et en assurer le suivi.*

Votre rémunération est ouverte à la discussion puisque vous viendrez renforcer l'**ETAT-MAJOR DE NOTRE RECHERCHE.**

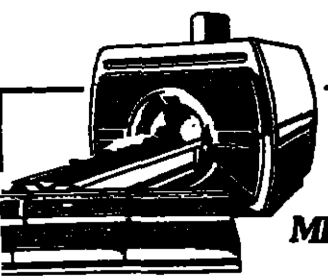
Alain BONY attend votre résumé de carrière, qu'il traitera très confidentiellement (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions), sous la référence S/ADR/LM.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA



THOMSON-CGR

METTRE DES ÉQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTÉ

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**imagerie médicale**. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.*

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons plusieurs

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

*De spécialité **Informatique** avec une expérience industrielle de 4 à 5 ans.*
- *Intéressés par les outils modernes en Logiciels :*
  - *Langage C – UNIX – S.G.B.D. –*
  - *Environnement d'ateliers logiciels.*
- *Motivés par les technologies modernes :*
  - *Disques optiques numériques.*
  - *Systèmes d'imagerie médicale.*
  - *Réseaux locaux.*

Vous participerez aux études de produits futurs de stockage et de communication en imagerie médicale.

*Spécialistes en **traitement numérique du signal ou de l'image** avec une expérience de la recherche dans des laboratoires reconnus.*
- *Intéressés par les techniques modernes en Algorithmique :*
  Traitement et analyse d'images. – Intelligence artificielle. Systèmes experts. – Architecture de processeurs.
- *Motivés par les applications médicales :*
  - *Scanner. – Radiologie numérique.*

Vous participerez aux études avancées de nos produits d'imagerie médicale et à leur développement, grâce à nos moyens informatiques de pointe.

Si vous êtes attirés par ces postes et par notre Société, vous avez votre place dans l'une de nos jeunes et dynamiques équipes.

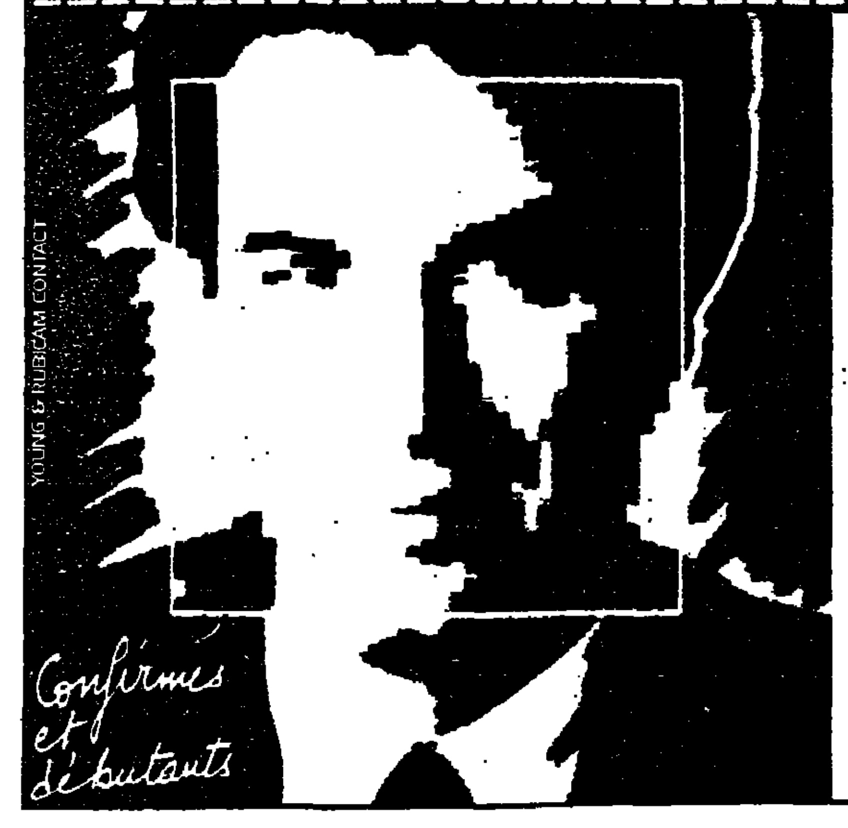
*Ces postes actuellement basés à **ISSY-LES-MOULINEAUX** seront dans le cadre d'un regroupement des activités Études et Développement de la **THOMSON-CGR**, regroupés à **BUC** (78) début 1986.*

Préciser le poste qui vous intéresse et éventuellement vos dates de congés afin que nous puissions traiter rapidement votre candidature que vous adresserez (avec une photo et vos prétentions), à Françoise LEMAIRE –.
***THOMSON-CGR** – 48, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.*

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

VOUS AVEZ L'ENERGIE,
NOUS AVONS L'INDUSTRIE.. CGEE ALSTHOM



Automatiser, réguler, superviser les procédés industriels dans le monde entier, c'est le **Contrôle Industriel CGEE ALSTHOM.** Nous recherchons donc, diplômé(e)s grandes écoles :

Ingénieurs Informaticiens "temps réel"

Etudes et/ou réalisations pour les automatismes temps réel, la C.A.O. (VAX) et les régulations d'ensembles. Connaissances : systèmes, réseaux industriels de communication, bases de données...

Ingénieurs Micro-électroniciens

Conception de schémas électroniques et mise en œuvre de leur logiciel pour réaliser des équipements d'automatismes. Connaissances : télétransmissions, traitement de signal, asservissements...

Ingénieurs Automaticiens

Conception et mise en œuvre d'architectures d'automatismes industriels.

Connaissances : mini-calculateurs, microprocesseurs, automates programmables, réseaux...

Ecrire à Fabienne Ducret - C.G.E.E. ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 Levallois-Perret Cedex.



CGEE ALSTHOM

Nous sommes une société d'ingénierie informatique d'environ 300 personnes spécialisées dans des projets avancés en :

- **Génie logiciel**
- **Traitement du signal**
- **Télécommunications**
- **Simulation, logiciels embarqués.**
- **Automatique industrielle**

et recherchons des :

Ingénieurs informaticiens

De formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou universitaire BAC + 4 ou 5)
Ayant de réelles compétences dans un des domaines suivants :
- MICROS : MOTOROLA, INTEL, ZILOG.
- MINIS : DEC, HP, MITRA, SOLAR, MINI 6, SM90.
- ASSEMBLEURS, PASCAL, C.
- UNIX.

Pour prendre contact écrire à Marie-France BURQ - **Groupe EUROSOFT**
38, Bd Henri Sellier - 92150 SURESNES.

EUROSOFT

CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

La Caisse Nationale de Crédit Agricole recherche dans le cadre de son développement pour sa Direction Internationale :

Un(e) responsable de zone géographique Europe du Nord

(Grande-Bretagne, Irlande, Pays Scandinaves)

Il (elle) aura pour mission de :
- proposer une politique de développement pour la zone,
- analyser les risques pays, banques et entreprises,
- développer et entretenir le réseau de correspondants,
- apporter un soutien à la clientèle française pour ses besoins financiers et commerciaux sur l'étranger.

Il est demandé :
- un diplôme d'études supérieures économiques,
- une expérience de 8 à 10 ans en exploitation bancaire,
- anglais courant.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. **SD 0634**
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune.



Centre National d'Etudes des Télécommunications

MINISTERE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION
recherche

ingénieurs grandes écoles

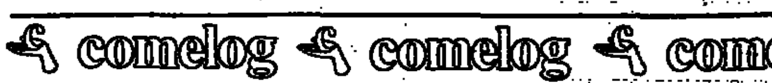
(X, ENST, Centrale, Mines,...)

ou universitaires

(Docteurs d'Etat, 3ème cycle, DEA)

pour participer à des études et recherches sur l'optimisation et l'évaluation des performances des réseaux de télécommunications. Ces études font appel aux techniques de la recherche opérationnelle, de la théorie des graphes et de l'informatique.

cnet Adresser C.V. au CNET - Division "ARCHITECTURE ET TRAFIC DANS LES RESEAUX" - Centre PARIS A 38/40, rue du Gal Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX



Nous sommes une entreprise industrielle fortement exportatrice (U.S.A., Japon) située à 2h. de Paris. Les produits que nous fabriquons nécessitent une haute technologie. L'informatique orientée sur des techniques temps réel et bases de données se développe de façon importante parallèlement à notre développement industriel.

Nous voulons enrichir notre potentiel et embaucher de

JEUNES INGENIEURS

qui participeront activement à nos applications informatiques de gestion de production.

Ingénieurs débutants dont nous assurerons la formation ou jeunes ingénieurs avec une première expérience sur matériel IBM.

Nous vous demandons d'écrire s/référence 1101 à COMELOG, 7, rue Louis-David, 75016 Paris, à qui nous avons confié ce recrutement.

comelog comelog comelo

Banque étrangère
à Paris
recherche

Responsable des opérations classe V-VI

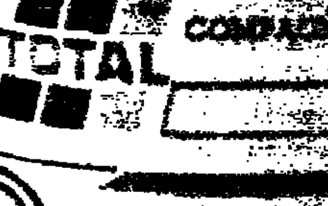
Ayant une compétence technique approfondie (5 à 7 ans) des services : Caisse, Portefeuille et Compensation, Règlementation des Changes et Etranger.
- Sens de l'organisation et expérience de l'encadrement
- dynamisme et disponibilité,

sont exigées pour ce poste varié et évolutif. Anglais nécessaire.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous réf. M6 à RECOR, Département Recrutement Bancaire et Financier.

RECOR 37 rue d'Amsterdam - 75008 Paris







OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SLIGOS

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS, une des premières Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique (2000 pers., 730 Millions de C.A. en 1984, en progression de 28 %) recherche :

Pour sa **DIVISION CONSEIL ET INGÉNIERIE**

CHEFS DE PROJETS CONFIRMÉS
(Ingénieurs Grandes Écoles)

Vous avez plusieurs années d'expérience en conduite de projets dans le secteur tertiaire (**assurances, distribution...**).

Rejoignez une société dynamique réputée pour la **QUALITÉ** de ses prestations.

Votre mission :
– encadrement de projets.
– responsabilités de chantiers en clientèle (conception et organisation).

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions sous réf. 78820 AS/PB, à Anna STAROSWIECKI – SLIGOS DCI – 26, rue des Pavillons, 92800 PUTEAUX.



HAVAS CONTACT

Groupe des Fromageries BEL PARIS

(6 300 personnes - 18 usines)

recrute pour son Département Organisation Informatique – basé dans le quartier St-Lazare – doté d'un réseau de matériel IBM articulé autour d'un centre serveur 4341 (VM, VSE, CICS, SGBD) et de nombreux IBM 36 :

INGENIEURS INFORMATICIENS — 6 mois à 2 ans d'expérience

issus d'une grande école (Centrale, Ponts...). Les candidats que nous recherchons sont des hommes d'études et de développement qui sauront allier le goût de la technique à une forte capacité au dialogue avec les utilisateurs ; en outre, ils aimeront le travail en petites équipes. Nous leur confierons des responsabilités d'**analyste-chef de projet** après une période de formation (si nécessaire). Les possibilités d'évoluer sont réelles pour des candidats de valeur.

ANALYSTE — 3 à 5 ans d'expérience

titulaire d'une maîtrise d'informatique, et possédant 3 à 5 ans d'expérience en analyse et programmation. Le candidat que nous recherchons est **directement opérationnel** sur matériel 4341. Expérience des bases de données et du temps réel appréciées.



Merci d'écrire avec C.V. et prétentions à Fromageries BEL - Richard Folliot
Chef du Personnel, 4, rue d'Anjou, 75008 Paris.

CONTESSE

Un grand investisseur institutionnel français, un patrimoine de 70 milliards de frs, U.A.P. No1 OBLIGE

L'entité responsable des données quantitatives des actifs gérés par notre Département des Investissements recherche un

Cadre comptable
Formation supérieure : DECS, BTS ou DUT confirmé

Votre rôle :
- assistance aux équipes de la comptabilité des immeubles,
- responsabilité de la comptabilité des participations immobilières,
- étude des dossiers particuliers : fiscalité des Sociétés Locatives et des profits de construction, TVA immobilière (suivi et contentieux),
- suivi de l'évolution de la réglementation,
- participation à la définition et à la mise en oeuvre des procédures comptables et informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Jacques Le Filetre - UAP - Tour Assur - Sous-Secteur Emploi 34-F - Cédex 14 - 92083 Paris-La Défense.



L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

média-system

Organisation et informatique

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez acquis une expérience pratique des *méthodes d'analyses des systèmes d'information* (MERISE ou équivalent).

Nous vous proposons de participer pour la Fonction Personnel :
- aux études de modélisation du système d'information, dans la perspective de la refonte des fichiers et des applications qui leur sont rattachées,
- à la maintenance de certaines applications relatives à l'administration du personnel.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à notre Service Recrutement - 5, rue Michel-Ange - 75781 PARIS Cedex 16. Réponse et discrétion assurées.



COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

MEDIA BA



un outil de production performant,
une innovation technique permanente,
une politique volontariste et efficace, font de **VULCANIC** l'incontestable LEADER en ÉLECTROTHERMIE INDUSTRIELLE.
Nous avançons encore et créons le poste de

RESPONSABLE MARKETING INDUSTRIEL

minimum 30 ans

A la mission essentielle de l'analyse du marché, du positionnement et des potentiels de vente des produits actuels et à venir, s'ajoute celle de la Publicité, de la promotion de notre image de marque et de l'élaboration de la documentation nécessaire à la commercialisation de nos fabrications.

Le candidat idéal a une formation d'ingénieur (en THERMIQUE OU ELECTROTECHNIQUE) complétée par des études supérieures en marketing/ études de marchés et au moins 5 années d'expérience dans la fonction en MILIEU INDUSTRIEL.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
MÉTANIC S.A. division VULCANIC Melle Devaux
ZI les Chanoux, 48, rue Louis Ampère – 93339 NEUILLY-SUR-MARNE
Discrétion de rigueur

assister le P.D.G. de SONY®

Leader dans le secteur de l'électronique Grand Public et Professionnelle, SONY FRANCE réalise 1,3 milliard de francs de C.A. avec un effectif de 850 personnes. Notre P.D.G. cherche son assistante à qui il confiera l'analyse et le suivi de ses dossiers. Cette nouvelle collaboratrice assurera l'ensemble des tâches administratives, la traduction de documents en anglais, supervisera la transmission des communications internationales et organisera les déplacements et les rendez-vous du management de **SONY JAPON** ; elle sera assistée par une secrétaire. Ce poste conviendrait à une candidate âgée d'environ 35 ans, justifiant d'une experience reussie d'au moins 5 ans dans une société à vocation internationale. Sa formation (BAC + 3) lui assure la parfaite maîtrise de l'anglais et la capacité à rédiger. Nous serons aussi très sensibles à son sens du contact, du dialogue et de la communication.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature, sous la *référence 501.85 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS*



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité



Groupe Générale des Eaux

HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po...

Adjoint au Responsable de la Trésorerie

Nous sommes un des premiers **groupes privés français** (40 milliards de francs de chiffre d'affaires - 70 000 personnes dans le monde) rassemblant des entreprises dans les domaines de l'Eau, de l'Energie, et du Génie Urbain.
Notre activité financière contribuant puissamment au développement et à la prospérité de notre groupe, nous souhaitons renforcer le **Département de la Gestion Financière et Comptable** par un Adjoint au Responsable de la Trésorerie.

Vous partagerez l'ensemble de ses tâches en contribuant à l'informatisation du Service et en participant à la gestion *de notre trésorerie au jour le jour des liquidités du Groupe.*

Ce poste qui s'adresse à des débutants ou à de jeunes cadres possédant une première expérience financière ou comptable permettra à un candidat de valeur d'évoluer vers différentes fonctions dans les activités du Groupe.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence M 1706 au Service Relations et Ressources Humaines, 52 rue d'Anjou, 75008 PARIS.

DESSEIN



VOUS ÊTES INTÉRESSÉ PAR UNE SOCIÉTÉ DE SERVICES A TRÈS FORTE EXPANSION FILIALE DE LA COMPAGNIE AÉRIENNE TAT

Nous recherchons pour remplacer notre

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Appelé à prendre de nouvelles fonctions à terme

Un(e) candidat(e) 30-35 ans, de formation supérieure et apportant la preuve de sa réussite dans sa ou ses précédente(s) expérience(s) professionnelle(s).

Notre courbe de croissance est très soutenue depuis plusieurs années (40 % par an). Le Directeur d'exploitation, chargé du matériel, de la conduite du Personnel (350 personnes), de l'organisation du réseau et de l'établissement et du suivi du budget de charges, devra offrir un potentiel suffisant pour assumer notre croissance tout en maintenant notre excellente qualité de service.
Poste à pourvoir à Paris ou Tours.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à notre siège :
TAT EXPRESS - Service du Personnel - B.P. 0237 - TOURS CEDEX.



Société française de CAPITAL-RISQUE, dont l'objectif est de devenir une **pépinière** de jeunes entreprises qui **réussissent.**
veut rencontrer des

CRÉATEURS D'ENTREPRISE

Vous avez :
La détermination de créer votre propre entreprise.
La faculté d'attirer d'emblée votre équipe.

Vous êtes :
Agé de 25/35 ans et de formation supérieure.
Droit et enthousiaste, audacieux et responsable.

Il vous manque :
Votre **crédibilité** pour entreprendre.

C'est précisément ce qu'**IGF** vous apportera en s'associant avec vous dans le respect de votre indépendance. Ainsi qu'elle l'a déjà fait, toujours avec succès, *avec 5 fondateurs au cours des 3 dernières années.*

Si vous souhaitez cette rencontre, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), à **IGF** *264, rue du Faubourg-Saint-Honoré,* 75008 PARIS.

VOTRE CRÉDIBILITÉ POUR ENTREPRENDRE

HAVAS CONTACT

Nous sommes une société de services, dont l'activité s'exerce dans le domaine agro-alimentaire, ayant d'importantes activités internationales. Nous recherchons pour notre service financier un

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ ET DU CONTRÔLE DE GESTION

Vous êtes diplômé d'une école de commerce (ou équivalent) et avez complété votre formation en comptabilité par l'obtention du DECS (et si possible de certificats supérieurs de l'expertise comptable). Vous avez une expérience d'au moins 3 ans de préférence dans un cabinet d'audit où vous avez acquis, outre de solides connaissances techniques, des procédures efficaces de travail et l'habitude de faire face à des situations très diversifiées. Vous recherchez aujourd'hui à valoriser cette expérience en entreprise. Rattaché au directeur financier, vous encadrerez une équipe de 7 personnes et serez chargé de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et du suivi de la trésorerie. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Votre rigueur, votre capacité d'adaptation et de réelles qualités d'animateur d'équipe seront les atouts de votre réussite dans cette fonction. Le poste est à pourvoir rapidement à Paris quartier Montparnasse.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Josyane Muller sous réf. 7890 ; elle étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO MANAGEMENT
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC

Plan Chorus

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Chez MATRA : Conforter... l'Avancée Technologique ...

C'est ce que vous propose cette très importante filiale du Groupe (2500 personnes), située dans une très belle région où le sport est roi.

Pour disposer en 1987 d'une gamme complète de produits nouveaux et performants, nous renforçons dès maintenant, notre secteur RECHERCHE - DEVELOPPEMENT et créons les postes suivants : H/F

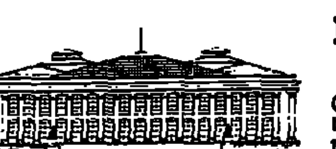
2 Ingénieurs Etudes - Développement

Qui élaboreront et développeront les produits qui leur seront confiés. Ceci implique une responsabilité totale sur le plan technique, la tenue des performances initiales demandées, le respect des coûts de développement et des délais. Une formation de type (ENSMA, ENI, ETACA...) à orientation mécanique, avec de bonnes notions de résistance des matériaux, de mécanique des fluides, d'automatismes, de langages informatiques (Basic, Fortran), et une première expérience seraient appréciées.

Pour ces deux postes, René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière sous la référence CRD/IME/XX qu'il traitera en toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

PARFRANCE ANNONCES



Entrer dans la finance... par la grande porte...

Cette INSTITUTION (700 personnes aux services centraux, 3 500 personnes pour l'ensemble de la Profession), jouit d'une très forte notoriété nationale et internationale. Sa longue tradition de fiabilité et de solidité est née d'un travail sans faille, assuré chaque jour. La TRADITION demeure... mais les temps changent. Aussi veut-elle accueillir un

Attaché de direction

Débutant ou possédant 2 ans d'expérience qui saura assurer la continuité... dans le changement !.. Jeunes ESSEC, ESC, IEP..., désireux de faire carrière dans la Finance (la vraie : les marchés financiers), venez rejoindre notre Chef de Service BOURSE pour l'aider dans le développement de son entité (70 personnes), en fonction des nouvelles conditions des marchés financiers : développement de nombreux produits financiers à terme, mise en place du Marché Continu...

Vos qualités d'écoute, votre esprit de synthèse, votre entregent et votre sens de l'organisation vous permettront d'entamer, chez nous, une carrière prometteuse.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, *sous la réf. CRD/ADD/LM, qu'il traitera en toute discrétion.*

AFCOREM — **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

TYMNET



TNSC, société du Groupe McDONNELL DOUGLAS, devenu l'un des leaders dans les télécommunications publiques et la communication d'entreprise depuis l'intégration de TYMSHARE en 1984, recherche pour son Siège à Saint-Cloud

Ingénieur commercial

Professionnel de la vente de systèmes « high tech » vous prenez part à l'expansion commerciale de la société auprès des grandes Administrations, des Banques et des firmes nationales et multinationales.
Vous avez :
- un diplôme HEC, ESSEC ou équivalent,
- une première expérience réussie dans la vente de systèmes informatiques ou télécom,
- enthousiasme et autonomie,
- l'anglais parlé et écrit.

(R. IC/LM)

Chef de produits réseau

Passionné par les technologies de pointe en matière de communication, vous êtes notre expert « architecture de réseau » au sein du département marketing.
Vous avez :
- un diplôme ENST, ESE, ENSEEIHT, ENSIMAG ou équivalent,
- la maîtrise des réseaux (commutation, normalisation, architectures constructeur),
- l'attirance pour une activité marketing à l'échelon international,
- *l'anglais parlé et écrit.*

(R. CP/LM)

Merci d'adresser votre dossier complet (CV + photo + prét.) en précisant la référence du poste à :
TNSC - 210, bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cedex

Publival

Création de poste

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS

C.F.A.O., ordinateurs, logiciels, réseaux.
C.A. mondial 1 milliard de dollars, *recherche pour* ses activités en France

Ingénieur responsable des services généraux

La forte expansion de cette filiale et ses objectifs ambitieux de développement à court et moyen terme rendent obligatoire la création de cette fonction.
Hiérarchiquement rattaché au Directeur Administratif et Financier, son titulaire aura, dans un rôle fonctionnel, les responsabilités suivantes :
- sécurité des personnes et des biens - respect des règlements intérieurs et des normes de sécurité, assurances...
- *gestion des locaux, des matériels, des équipements et de l'ensemble de la logistique* - achats - travaux neufs - recherche de nouveaux locaux...
- gestion des contrats,
- maintenance (préventive et curative), choix, supervision et contrôle des sous-traitants,
- *relations avec la copropriété pour tout ce qui concerne les services communs et le règlement intérieur...*

Le budget de fonctionnement actuel est de 12 millions de francs.
Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, écoles d'ingénieurs, architectes ou équivalent, ayant l'expérience (4 à 5 ans) et le goût de ce type de fonction. Homme de terrain, il aura des qualités d'autonomie, de diplomatie et le sens des responsabilités. Il devra s'intégrer dans une équipe jeune de très haut niveau - effectif 250 personnes dont 75 % d'ingénieurs. La pratique de l'anglais est indispensable. Lieu de travail : Bureaux de la Colline - Saint-Cloud. Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée ss réf. 73781/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE.

Publival



Membre de SYNTEC

Pharmacien
Directeur marketing Afrique

Pour situer le problème, disons d'abord que votre territoire d'activité couvre 27 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, que vous serez basé à Paris et que vous voyagerez la moitié de votre temps.

Précisons ensuite que le chiffre d'affaires actuel réalisé est de 150 Millions et que nous sommes la filiale africaine du premier groupe français des industries de la santé et de l'hygiène (9,5 Milliards dont la moitié hors de France).

Et voici comment nous concevons votre mission de *DIRECTEUR DU MARKETING :*

Vous définissez la stratégie de notre dévelopement, déterminez les objectifs et contrôlez les performances des réseaux de visite médicale et d'action commerciale soit une quarantaine de collaborateurs bien encadrés localement et formés en permanence par un service médical. Vous *choisissez les moyens publicitaires et promotionnels* et vous rendez compte de vos résultats au Directeur de Zone.

Pour vous aider, à Paris, une intendance efficace de services administratifs, marketing, commerciaux et médicaux. Nous avons prévu plusieurs mois d'initiation sur le terrain et, de formation au siège. Il faut prendre le temps d'apprendre à connaître et à respecter l'âme africaine.

Nous vous souhaitons donc jeune, pharmacien diplômé pourvu déjà d'une réelle expérience marketing à l'outre-mer ou en métropole, parfaitement anglophone et ayant eu l'occasion de vérifier vos aptitudes à diriger un ensemble important dans le cadre d'un budget et à faire adhérer vos équipes à vos projets.

Nous aimerions, comprenez-le, que votre carrière chez nous ne s'arrête pas là.

Tenez-en compte, s'il vous plaît, en adressant sous réf. PM659 M votre dossier à SEFOP qui vous en remercie.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

contrôleur de gestion

Paris. Ce groupe de distribution recherche un jeune contrôleur de gestion pour l'un de ses réseaux (CA : 2 milliards de F — 2.200 personnes).

Rattaché au Directeur du contrôle de gestion et en liaison permanente avec le Directeur commercial du réseau, il participe à la conception et à la mise en place d'un nouveau système de gestion permettant de contrôler l'activité d'une centaine de points de vente : centralisation et consolidation des budgets, mise au point des procédures, suivi des prévisions budgétaires, analyse des écarts, développement de l'informatisation de la comptabilité de gestion, assistance technique auprès des responsables opérationnels, etc.

Ce poste constitue une opportunité de carrière intéressante pour un candidat de bon potentiel, de formation supérieure (école de commerce, D.E.C.S., D.E.S.S., etc), ayant au moins 3 à 5 ans d'expérience dans un service contrôle de gestion ou audit d'une grande entreprise. Alliant esprit de synthèse et d'initiative, fermeté *et sens du contact, il pourra progresser rapidement* vers des responsabilités plus étendues.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle et souhaitée sous référence C030/M à Christine Bernet, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

Nicolet

NICOLET INSTRUMENT FRANCE a son siège à **PLAISIR (78)**. Nous *sommes filiale d'un groupe du Wisconsin*, coté au N.Y. Stock Exchange, solide et remarquablement performant dans le domaine des matériels et instruments de haute technologie. Nous en assurons en France la distribution et le SAV, avec l'ambition de développer nos exportations. Pour assister notre Directeur nous recherchons notre

Financial Controller

env. 230 000 F

Directement responsable de la comptabilité et du reporting, il sera en France l'interlocuteur privilégié de la Direction Financière du Groupe. Véritable bras droit de notre Directeur, il mettra en place un système de contrôle de gestion simple mais performant, collaborant ainsi au développement harmonieux de notre société.

Votre formation supérieure, votre expérience similaire d'au moins 3 ans dans une filiale d'un groupe anglo-saxon ou dans un cabinet d'audit, votre bon anglais et votre disponibilité pour vous déplacer aux USA vous qualifient pour ce poste. Votre forte personnalité, votre potentiel et votre dynamisme vous permettront d'évoluer avec nous, voire au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature s/réf. C 0111 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui l'étudiera avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil



SADE — COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
4.200 PERSONNES - 2 MILLIARDS C.A.

recherche

CADRE EXPÉRIMENTÉ

POUR ASSURER LA DIRECTION
de travaux pour chantiers tuyauteries en Centrale E.D.F.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 17685 à Publicité LAROCHE - 3, place Jules Ferry 92120 MONTROUGE qui transmettra.

La Direction Formation
du Réseau Commercial France
recherche

FORMATEURS
INGENIEURS INFORMATICIENS
(DEBUTANTS OU AYANT UNE PREMIERE EXPERIENCE)

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) vous souhaitez travailler dans un contexte technique informatique. Vous avez le goût des contacts et aimeriez transmettre vos compétences à des personnes qui ont le souci de se former et de progresser.
Nous vous offrons la possibilité de rejoindre notre corps technico-commercial en vous intégrant à nos équipes de formateurs.
Au terme d'une formation d'adaptation vous développerez et assurerez un enseignement théorique et pratique auprès de petits groupes d'auditeurs.
Pour ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.
Lieu de travail : Paris, Région Parisienne.

Merci d'adresser CV, prét., photo sous réf. 233 M à
Gérard Pouey
Cii Honeywell Bull
Tour Galliéni 1
78/80 avenue Galliéni
93270 BAGNOLET



LEVI TOURNAY

CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

Auditeur

ELARGISSEZ VOTRE EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DES ACTIVITES BANCAIRES INTERNATIONALES.

De formation supérieure du niveau de l'expertise comptable, vous possédez une expérience approfondie en matière de comptabilité dans un environnement très informatisé.

Au sein de la Cellule Audit de notre Direction des Opérations Internationales, vos audits porteront sur les différents aspects comptables et fiscaux tant au Siège que dans le Réseau de Succursales à l'Etranger.

Si vous souhaitez participer à l'expansion des activités internationales du Crédit Agricole, merci de nous envoyer votre lettre de candidature, C.V., photo et rémunération actuelle, sous réf. **FR 0636, à CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune.**

ESC, IEP, Psycho
Débuter dans les Ressources Humaines

Vos stages en entreprise, une première expérience professionnelle peut être aussi, vous ont permis de découvrir que vous aviez non seulement un intérêt mais des dispositions pour traiter les problèmes humains. Pourquoi ne pas débuter votre carrière au sein d'une Direction des Ressources Humaines ?

C'est l'opportunité que vous offre la société holding d'un groupe financier privé de plusieurs milliers de personnes, comportant un grand nombre de filiales pour lesquelles vous aurez à intervenir. En double d'abord, avec les chargés de recrutement en poste, puis de façon autonome, vous procéderez à des recrutements de commerciaux, financiers, juristes et informaticiens. A Paris comme en province.

Par la suite, vous pourrez vous voir confier des études relatives à tous les aspects de la fonction personnel : rémunération, mobilité, absentéisme, ... en vous appuyant sur une informatique de pointe. De votre performance dans cette fonction dépendra la poursuite de votre carrière. Si vous êtes intéressé par ce poste, *proche de l'Etoile, écrivez rapidement aux Consultants du* Cabinet CLEAS, sous référence 8547 LM.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

PROGRAMME ARIANE

LES COMPETENCES DU FUTUR

ingénieur généraliste

La Direction des lanceurs du Centre National d'Etudes Spatiales, à Evry (91), recherche un Ingénieur Grande Ecole «généraliste» avec une expérience de 5 ans environ dont 2 à 3 ans dans **la coordination de projets tous corps d'Etat.**
Il devra rapidement pouvoir assurer des responsabilités importantes dans **un projet de moyens d'essais au sol** d'un moteur cryotechnique.
Ce poste implique des qualités d'organisateur, des aptitudes développées à la négociation. Il exige une grande mobilité.
La pratique de l'anglais parlé, écrit est indispensable.
Veuillez adresser dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous référence 85/DLA/15/M, à M. *Le Chef du département «Personnel»* - CNES/DLA - rue C. Baudelaire 91000 Evry.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES cnes

Biens d'équipements industriels :

une mission de direction générale ...
... pour un directeur commercial HF

Pour prendre en charge l'une de nos filiales (CA : 150 MF) notre Groupe, l'un des premiers en France, vous confiera tout d'abord les missions suivantes : • dynamiser le service commercial, • analyser les couples produits/marché et en tirer des conséquences *opérationnelles, • développer un chiffre d'affaires profitable en France et à l'export.*

Entrepreneur, réalisateur et positif, vous avez une expérience confirmée de ce type de missions, si possible dans la distribution d'équipements auprès des chauffagistes, industriels, électroménagistes, installateurs . . . Nous sommes pragmatiques à partir d'une base technique, l'âge et la formation ne sont pas déterminants, et notre conseil est prêt à écouter vos conditions. Nous en discuterons.

Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence CDL/DIC/XX à notre Conseil, Didier LESUEUR, *qui vous garantit toute discrétion.*

AFCOREM **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

L.E.R.S

Société de recherche pharmaceutique du Groupe Synthélabo recrute un

Pharmacien

pour son groupe de GALENIQUE

Le candidat participera au conditionnement des échantillons pour les essais cliniques en France et à l'étranger.
Il assurera la préparation et la vérification des documents, et des activités en conformité avec les demandes GMP.
Les candidatures de pharmacien débutants seront à envisager pour ce poste.
Lieu de travail : Antony (92)
Avantages sociaux : 13ème mois horaires mobiles, restaurant d'entreprise.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, et photo à Média-System, 2 *rue* de la Tour-des-Dames 75009 Paris, sous la réf. 5670, qui transmettra.

PRODUITS PERI-INFORMATIQUES
La filiale d'un très grand groupe industriel français souhaite intégrer un

RESPONSABLE ENTRETIEN

pour l'une de ses usines assurant la fabrication de produits liés à l'informatique (supports magnétiques).
Notre matériel comporte beaucoup de mécanique, avec des asservissements et de l'automation.
Les fonctions inhérentes à ce poste sont classiques.
Nous nous adressons à un Responsable expérimenté de la Fonction Entretien.
Il aura déjà démontré sa capacité à gérer un tel service de façon autonome et y aura mis en pratique :
— son efficacité au niveau de l'animation et de la gestion des hommes (35 personnes),
— son goût du terrain,
— ses qualités d'organisateur.
La connaissance de l'outil informatique serait un plus. Pour ce poste, nous envisageons la candidature d'un ingénieur AM ou équivalent, pratiquant l'anglais.
Le titulaire de ce poste sera susceptible d'évoluer vers la prise en charge de l'ensemble de la fonction matériel (entretien et travaux neufs).

Adressez votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV photo et prétentions) sous réf. 728 MR à notre Conseil. **ALPHA CDI,** 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI
MEMBRE DE SYNTEC

Chef de produit marketing direct

Filiale d'un grand groupe bancaire, l'originalité et la performance de nos produits financiers, la jeunesse et l'enthousiasme de nos équipes expliquent notre fort développement.

L'activité Marketing direct, prenant une part de plus en plus importante cherche à s'adjoindre le diplômé de grande école que vous êtes (HEC, ESSEC, ENSAE...) débutant ou bénéficiant d'une première expérience si possible en marketing.

Etudes, statistiques, optimisation des outils informatiques existants, relations avec les agences de publicité, commercialisation de nouveaux produits financiers feront partie de votre menu quotidien. Au sein de notre petite structure, vous agirez avec autonomie. A terme votre polyvalence et votre combativité vous permettront d'évoluer vers de fortes *responsabilités commerciales.*

Pour créer ce poste avec nous, adressez lettre manuscrite, CV + prétentions sous réf. 1912M

SOURCES 144 rue de Rivoli 75001 Paris qui transmettra

Bull Systèmes
pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou DESS - DEA (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de ses systèmes.
Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion. Une session de formation débutera en Octobre 1985 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 103 M à

Gérard Goyer
Cii Honeywell Bull
PC 1L009D
94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20

Bull

Jeune ingénieur technico-commercial

160 000 F/an +
Paris ou Lyon

Notre Compagnie, leader sur ses marchés, de haute technologie scientifique, militaire et industrielle, consacre plus de 10 % de son C.A. à l'innovation et au développement.

C.A. : 1 milliard de $ - 16 000 personnes dans le monde entier - des profits en 1983 accrus de plus de 60 %.

Nous avons su nous adapter particulièrement au marché européen et avons créé une unité de production comprenant un bureau d'études basé en Italie.

Nous recherchons un jeune ingénieur électronicien ou électromécanicien qui, après 2 ans d'expérience dans un service technique ou de maintenance, souhaite orienter sa carrière vers une fonction plus commerciale. Nous demandons avant tout de bonnes qualités de contact et de négociation soutenues par une réelle maîtrise technique.

Son rôle, au sein d'une équipe de 3 personnes, sera de contribuer à la réalisation des objectifs de sa ligne de produits, auprès d'une clientèle composée de centres de recherches et d'universités ainsi que de secteurs industriels de haute technologie (électronique).

L'anglais est la langue de travail de notre société. Le poste, basé à Paris ou Lyon, nécessite de nombreux déplacements sur toute la France.

Nous offrons une rémunération fixe, un intéressement sur objectif, ainsi qu'une voiture de fonction. La taille de notre groupe permet, à terme, d'intéressantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous la réf. TV/LM, à



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS
contrôleur de gestion
Nicolet
Financial Controller
CADRE EXPÉRIMENTÉ
FORMATEURS
INFORMATICIENS



Bull

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

RECORD DE CROISSANCE EN MICRO-INFORMATIQUE

Avec un CA de 329 millions de dollars en 1984, 2[e] fournisseur de micros auprès des entreprises américaines. En France depuis Septembre 1984, avec la gamme la plus complète de micro-ordinateurs compatibles : portables et de bureau. Une croissance rapide et des objectifs ambitieux.

COMPAQ™



Ceux qui vont réussir avec nous.

Ingénieurs commerciaux

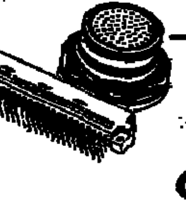
- pour participer au développement du réseau revendeurs (une centaine actuellement)
- pour apporter tout le soutien commercial à ce réseau : formation, appui auprès des grands comptes utilisateurs, démonstration, merchandising...
- pour gérer son "parc" de revendeurs agréés

Ingénieur télécommunications

- pour devenir le spécialiste des réseaux locaux, des connexions avec les gros systèmes et des télécommunications internationales
- pour être le support technique auprès des revendeurs : conseil, formation...
- pour assister les commerciaux sur le terrain

Pour réussir avec nous, VOUS êtes JEUNE DIPLÔMÉ(E) (Grande Ecole ou équivalent), VOUS avez une première expérience dans une fonction qui vous prépare à ces postes. VOUS parlez ANGLAIS, vous êtes ouvert et enthousiaste, disponible pour des voyages de courte durée - port d'attache : Les Ulis - et vous trouvez naturel d'être rémunéré mieux que les autres... !

Merci d'adresser Lettre et CV à notre Cabinet Conseil : CCE, 14, rue Lincoln 75008 Paris.



SOCAPEX

CONNECTEURS
pour
ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES PROFESSIONNELS

recherche pour son centre de Suresnes

DES CADRES COMMERCIAUX

Chargés de la vente de ses produits aux équipementiers de l'électronique professionnelle, ils auront une formation de mécanicien ou d'électronicien, sanctionnée par un BTS ou un DUT.

Les candidats auront quelques années d'expérience dans la vente de composants ou s'ils sont motivés, dans une autre fonction industrielle.

Envoyer C.V. au Service du Personnel SOCAPEX 10 bis, quai L.-Blum, 92151 SURESNES.



THOMSON COMPOSANTS

HAVAS CONTACT



BETEL INGENIERIE

recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

- **INGENIEURS GRANDES ECOLES**
  (MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEEIHT...)
  (Option Informatique ou Automatique)
- **INGENIEURS INFORMATICIENS**
  (INSA, ENSI option Informatique, Automatique...)

Débutants à 3 ans d'expérience

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à :
BETEL INGENIERIE (s. réf. BO6)
23, rue de la Paix - 75002 Paris



BETEL
GROUPE MORIA

BANQUE PRIVÉE PARISIENNE (8[e])
Filiale d'un important établissement bancaire

recherche

ANALYSTE FINANCIER

3 à 5 ans d'expérience
Bonne connaissance de l'anglais

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLES

particuliers institutionnels

– Expérience de plusieurs années dans la gestion et l'analyse financière.
– Bonne connaissance de l'anglais.
– Très bon contact clientèle.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae + photo à :
RÉGIE-PRESSE, sous réf. 307.758 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

DES RELATIONS COMMERCIALES DE HAUT NIVEAU

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, DESS...), vous possédez déjà une expérience réussie dans les relations commerciales avec les grandes entreprises.

Polyvalent(e), vous vous sentez capable d'aborder *efficacement tous les types d'opérations bancaires* avec des interlocuteurs de haut niveau.

Rejoignez-nous ! Nous sommes prêts à vous offrir de nombreuses opportunités de carrière, en France et à l'étranger, et en particulier, dans la Région Rhône-Alpes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous réf. DJ à
Banque Indosuez,
Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles, 75008 Paris

SOURCES

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

Juriste négociateur

Bilingue Anglais

Examiner les modalités juridiques et fiscales d'opérations structurelles dans un cadre national et international.

Traiter les dossiers, en analyser les modalités juridiques et fiscales, participer aux négociations, mettre au point les montages adaptés.

C'est la mission que vous propose ce groupe français de tout 1[er] plan pour son siège basé à Paris.

Juriste droit des affaires, DES minimum, complété par une formation de gestion, vous bénéficiez de 5 ans minimum d'expérience acquise en cabinet ou entreprise. Vous maîtrisez tous les domaines liés à la vie juridique des entreprises.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 114 D, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

Jeunes diplômés

SUP DE CO OU EQUIVALENT

ETABLISSEMENT FINANCIER, sous contrôle d'une holding financiere, nous sommes specialises dans le CREDIT A LA CONSOMMATION.
Du fait de notre developpement rapide, nous recherchons de jeunes diplômés d'etudes supérieures commerciales.
Apres une formation d'environ un an aux techniques du crédit, nous leur confierons des postes d'encadrement dans le credit à la consommation *(secteur des biens d'equipement courants)*.
A cette proposition quelques conditions : • parler anglais couramment • être mobile et disponible, car nous aurons des postes, sur Paris et en Province • avoir la volonte reelle d'acquerir des responsabilites et une autonomie croissante, car notre creation est recente mais nos ambitions illimitees : les premiers avisés seront les premiers servis !

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et pretentions, sous référence 6817 a :

Organisation et Publicite

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Banque Parisienne 8ème Arrt
recherche

RESPONSABLE SERVICE TITRES HF

Vous avez une expérience approfondie d'une dizaine d'années en Administration des Titres (bourse, coupons, titres).

Vous aurez en charge la coordination d'une équipe de 20 personnes.

Merci d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence 54617 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
pour développer son équipe
recherche

CHEFS DE MISSION

quatre ans minimum d'expérience

REVISEURS CONFIRMES

certificat supérieur juridique et fiscal

ASSISTANTS REVISEURS

débutants ou ayant connu une première expérience. DECS complet

Ces postes impliquent d'être diplômés de l'Enseignement supérieur

- Vous pourrez vous intégrer dans une structure très souple et particulièrement évolutive
- Votre activité sera axée sur la Région Parisienne
- La variété de vos missions vous fera bénéficier d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'Expertise Comptable

Adresser vos candidatures à :
Jacqueline GRALL
22, rue de la Banque 75002 PARIS

HAVAS CP

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ENTREPRISE
PROCHE BANLIEUE PARISIENNE
REGION SUD
recherche

JEUNE INGENIEUR

GRANDE ECOLE
(X, SUP. AERO, CENTRALE,...)

pour études de définition des Systèmes Aéronautiques de demain.
Compétence en aéronautique et électronique, pratique de l'informatique, anglais courant souhaité.

Adresser C.V. et prétentions à
PIERRE LICHAU S.A. - s/réf. 11053
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

recrute pour ses services de PARIS
fin SEPTEMBRE-OCTOBRE 1985
par concours, ouvert notamment aux titulaires d'une LICENCE

• 2 CHEFS DE SERVICE
– de 21 à 30 ans ;
– traitement : 8.100 F environ (primes non comprises).

• 2 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION
– 35 ans au plus ;
– traitement : 7.400 F environ (primes non comprises).

• 1 ATTACHÉ D'ADMINISTRATION ANALYSTE
– 35 ans au plus ;
– traitement : 7.400 F (primes, notamment informatique, non comprises.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : MARDI 10 SEPTEMBRE 1985

Pour tous renseignements, s'adresser à la C.A.N.S.S.M.
Service du Personnel – 77, avenue de Ségur
75730 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 567-55-92, Poste 737.



Acheteur de tabac à la Seita

Société Nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de CA HT, nous sommes le leader du marché des cigarettes en France. La Direction des Tabacs en Feuilles pour son département Tabacs Etrangers recherche un

Ingénieur agronome

Après une formation complémentaire, nous vous confierons la responsabilité de l'approvisionnement de la Société pour un volume important de tabacs en provenance de l'étranger.

L'établissement de programmes, l'analyse des marchés, la négociation et la conclusion de contrats et la gestion administrative, financière et technique des lots de tabacs achetés, telles sont les missions principales que nous souhaitons confier à un jeune professionnel, ingénieur agronome. A la rigueur de l'ingénieur méthodique, s'allieront la souplesse et l'intuition du négociateur ; l'organisation et la prévision du gestionnaire compléteront harmonieusement la curiosité de l'homme de marché et la capacité d'adaptation à des interlocuteurs variés dans différents pays. Très mobile - de nombreux voyages pendant plusieurs mois de l'année - il maîtrisera parfaitement l'anglais.

Ce poste, en résidence à Paris, est susceptible de déboucher rapidement sur une affectation permanente à l'étranger (Amérique du Sud) à la tête d'une filiale d'approvisionnement.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence R612/1M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Gestion technique
« programmes missiles »

Nous sommes un important Etablissement technique du Ministère de la Défense. Nous recherchons pour la section « missiles » un

Jeune ingénieur
(débutant ou confirmé)

Au sein d'une petite équipe, il assistera le chef de section dans la gestion technique de certains programmes :
- analyse des propositions des industriels, études de modifications, suivi du matériel en service, etc.

Ce poste s'adresse à un jeune Ingénieur diplômé type AM, ENSIETA ou équivalent, ayant un goût prononcé pour les questions techniques ainsi qu'une bonne formation de base en informatique.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Lieu de travail Paris avec des déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'envoyer rapidement votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous réf. 1129/LM, à J.-F. Jourdren - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

MEDIA PA

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

Sécurité et qualité
« munitions/ missiles »

Nous sommes un important Etablissement technique du Ministère de la Défense. Nous recherchons pour la section « sécurité » un

Jeune ingénieur
(débutant ou confirmé)

Au sein d'une petite équipe, il prendra en charge avec beaucoup d'autonomie des Etudes de sécurité portant sur les munitions et les missiles destinés à équiper les bâtiments de la Marine Nationale.

Ce poste s'adresse à un jeune Ingénieur diplômé (ENI, ENSMM,...) ayant de bonne connaissances en mécanique, mécanique de précision, physique des matériaux.

La pratique de l'anglais écrit est impérative.

Lieu de travail Paris avec de fréquents déplacements en province.

Merci d'envoyer rapidement votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous réf. 1130/LM, à J.-F. Jourdren - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

MEDIA PA

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

Agent immobilier ou négociateur muni carte professionnelle pour exploitation agence immobilière banlieue Sud Paris. Adres. C.V. + prétent. à S.F.D.P. 7, avenue du 8 Mai 1945 91120 PALAISEAU.

AUBERVILLIERS
4 Chemins

PME (330 personnes)

recherche

L'ADJOINT(E)
de son
CHEF COMPTABLE

Expérience minimum : 2 à 3 ans de comptabilité générale, salaires, déclarations sociales, nouveau plan comptable, comptabilité informatisée (IBM 34).

– Libre de suite.
– Vacances août possibles.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à :
GL - B.P. 140
93304 AUBERVILLIERS Cedex.

RÉPONSE ASSURÉE.

Groupe International recherche pour sa filiale française, située en Banlieue Est (C.A. environ 500 MF)

RESPONSABLE COMPTABILITE/TRESORERIE

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier
- Il contrôle et coordonne toutes opérations relatives à la Comptabilité Générale (y compris les documents de reporting au Groupe).
- Il assure le suivi fiscal et juridique lié à l'activité de la Société.
- Il aura 8 personnes sous sa responsabilité.

Nous souhaitons :
- 30/35 ans.
- Formation Commerciale Supérieure et/ou DECS.
- Cinq à huit ans d'expérience en Cabinet d'Audit ou dans une Direction Comptable d'une société importante.
- Anglais et/ou Allemand très appréciés.

Adresser C.V détaillé, précisant votre salaire actuel, et rappelant la référence HR 56 à :

EGS CARRIERES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour sa Direction des Etudes Economiques à PARIS

ECONOMISTES

diplômés grande école ou doctorat pour analyse et prévision de données monétaires et bancaires. Bonnes connaissances économétriques nécessaires. Liaison étroite avec services opérationnels. Perspectives de carrière évolutive. Expérience souhaitée.

Adresser CV et prétentions sous réf. M 10 à Let A - 33, rue Vernet 75008 Paris.

Filiale de production (200 personnes) d'un important groupe industriel, nous recherchons pour notre département ***composants céramiques*** *implanté en région parisienne un*

INGENIEUR D'AFFAIRES
France - Export

qui aura pour mission de commercialiser et développer les applications d'une technologie performante et novatrice dans les secteurs de la mécanique, l'électricité et l'électronique.

Très disponible pour de fréquents déplacements de courte durée en ***France*** *et dans les* ***pays de la CEE*** *l'homme que nous recherchons devra savoir allier la technicité à des qualités de contact et de relation et apprécier le travail en équipe.*

Ce poste sera confié à un Ingénieur ou DUT de formation à dominante mécanique ayant de préférence l'expérience d'une fonction similaire ou disposant de bonnes connaissances des méthodes/études. L'allemand courant est indispensable, l'anglais souhaité.

La fonction et les conditions financières sont de nature à intéresser des candidats impliqués et ambitieux.

Si ce poste vous parait devoir être le vôtre, nous vous remercions d'adresser votre dossier avec photo sous réf. 245 LM à



CCSP
Conseils en recrutement
418, rue St Honoré - 75008 PARIS
Tél. : (1) 261.41.05

Nous recherchons d'urgence pour notre DEPARTEMENT ASSISTANCE TECHNIQUE

— ACTIVITE INDUSTRIELLE

INGENIEURS SYSTEME
VAX, VMS

INGENIEURS HARDWARE
pour développement et intégration de cartes, logiciel de test, ASSEMBLEUR 68000, EXORMAC.

JEUNES INGENIEURS LOGICIEL
6 mois à 1 an d'expérience en PASCAL, C, 68000, 8086, 8088. (Certains postes nécessitant une habilitation, la nationalité française est obligatoire.)

INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES
68000, ASSEMBLEUR et C, PROTOCOLES RESEAUX, UNIX.

INGENIEURS LOGICIELS
MITRA 225, 525, MMT2, TRIBU.

— ACTIVITE GESTION

ANALYSTES, ANALYSTES-PROGRAMMEURS
IBM 43XX, 30XX, COBOL, CICS, DL1, IMS, MVS, IDMS, ADSO.
IBM 38, COBOL, GAP III.
BULL, MINI 6 - DPS 7, DPS 8, DM4, DTF, TOTAL.
INTERTECHNIQUE et DATAPOINT.
VAX, COBOL, FMS.
PDP 11, BASIC + 2, RSX 11M

Envoyer C.V., photo et prétentions en indiquant le poste choisi, 124, rue la Boétie, 75008 Paris, Tél. : 256.48.06.

CONTESSE

CENTAURE

CRÉATION DE POSTE

Groupe SOLETANCHE
Leader international dans le domaine des fondations spéciales recherche pour sa filiale

SOLMARINE

Responsable de Projet

diplômé Grande Ecole
28 ans minimum.

Cette filiale intervient dans le monde entier pour adapter et mettre en œuvre en mer les techniques de fondation de SOLETANCHE.

Premier travail au Siège (Nanterre) 1 à 2 ans pour diriger des études détaillées de système de cimentation de pieux.

Evolution de carrière au sein de SOLMARINE ou SOLETANCHE : préparation et supervision de chantiers, études

3 à 5 ans d'expérience, sachant allier la rigueur à une certaine polyvalence demandant créativité et souplesse.

Expérience offshore appréciée.

Anglais courant et technique indispensable.

Lieu de travail : NANTERRE.

Cabinet Leconte

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS réf. 50217

MUTUELLE GÉNÉRALE DU PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES

recrute

UN CHARGÉ D'ETUDES SÉCURITÉ SOCIALE

Nous recherchons un jeune diplômé de l'Ecole des Cadres de la Sécurité Sociale ou d'un niveau équivalent, le candidat possèdera en outre une expérience comptable confirmée.

En liaison avec le responsable du service Action Générale, il sera chargé de l'interprétation des circulaires émanant de la Sécurité Sociale et de l'analyse des données pour leur prise en compte dans notre système informatique : il veillera de plus à leur bonne application au sein de nos sections départementales dont il sera l'interlocuteur privilégié.

Sa connaissance du milieu mutualiste et de ses statuts lui permettra d'intervenir comme contrôleur sur l'ensemble de nos activités.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à :
J.P. TAIEB - M.G.P.C.L.
5, rue de Rochechouart - 75009 Paris

COFAP

IMPORTANT GROUPE PARISIEN
Prestataire de Services

recherche pour sa Direction Générale

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABLE

25 ans minimum - ESC, niveau DECS.
Expérience 2 ans minimum en cabinet d'audit.

Les domaines de responsabilité seront en particulier les suivants :

– consolidation des comptes (50 sociétés) ;
– mise en place de nouvelles procédures administratives à partir de la micro-informatique ;
– suivi et assistance ponctuelle auprès des filiales.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
UBI - 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS,
qui transmettra.

Banque Parisienne recherche pour sa Direction Internationale

FONDÉ DE POUVOIR EXPLOITANT

Chargé de la gestion de comptes d'Entreprises Scandinaves.
Vous justifiez d'une expérience bancaire de 3 ans minimum au niveau des entreprises et possédez une bonne connaissance de tous les produits internationaux (avances en devises, opérations de change, financement en devises import - export).
Basé à Paris, vous aurez à prévoir quelques déplacements à l'étranger. L'anglais ainsi que le suédois sont indispensables pour ce poste.
Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) s/réf. 54631 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

Filiale Française du Groupe
A.G.B. Research PLC
recherche

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DE MARCHÉS

– Minimum 3 ans d'expérience ;
– Etudes Industrielles et Sondages ;
– Bilingue Français-Anglais.

Lettre de candidature et C.V. à :
A.G.B. RESEARCH FRANCE
47, rue Blanche 75009 Paris.
Toutes les candidatures recevront une réponse.
NE PAS TÉLÉPHONER.

RESPONSABLE SERVICE INFORMATIQUE

Entreprise de travaux publics travaillant essentiellement à l'étranger recherche le Responsable de son Service Informatique.

Expérience nécessaire (minimum 5 ans). Poste à pourvoir dans le Sud-Ouest.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la réf. 3607/M, à

MEDIA PA
9 Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

Importante entreprise (Filiale d'un Groupe Pharmaceutique International) leader dans la fabrication et la commercialisation de materiel médico-chirurgical, recherche

UN CHEF DES VENTES FRANCE

pour prendre en charge l'animation d'une équipe de 12 représentants.

Il devra notamment :
— organiser et participer à la formation de son réseau,
— élaborer, en liaison avec le marketing, la politique de promotion et les argumentaires de vente,
— adapter ou redéfinir les conditions de vente des produits,
— créer autour de lui la cohésion et la motivation nécessaires à la bonne efficacite de son équipe.

C'est un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, par exemple) qui possède, à travers son expérience, une bonne connaissance de la vente de biens d'equipements ou de consommation. Ses qualites d'homme sont à la hauteur de ses qualités professionnelles.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions à l'attention de
PIERRE LICHAU S.A. - sous référence 4631
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SPIROL

Filiale Française d'un groupe INTERNATIONAL
RECHERCHE

ATTACHÉ TECHNICO-COMMERCIAL

95-115 KF

De 25 à 30 ans, d'une formation en mécanique générale (niveau BTS, DUT ou INGÉNIEUR), il possèdera une expérience technique dans un bureau d'études, production, etc., et des notions d'anglais, accompagnées d'une expérience de la vente industrielle (souhaitable, mais non obligatoire).

Sur le « terrain » pour l'ensemble de la France, principalement dans la région parisienne (80 %), son rôle sera de développer nos ventes de fixations mécaniques et équipements d'assemblage auprès des fabricants, industries diverses.

Salaire fixe important + commission + frais.

Merci d'adresser C.V. + photo + rémunération actuelle à :
J. EJILANE, SPIROL FRANCE,
108, av. Général-Leclerc,
95230 SOISY-SUR-MONTMORENCY.

CHEFS DE PRODUITS TECHNIQUES

Une réponse à vos ambitions :
Notre expérience et notre diversification.

Société, leader national dans sa spécialité, recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS
ou
INGENIEURS ELECTRONICIENS
(même débutants ou faiblement expérimentés)

En qualité de **chef de produit technique,** vous serez responsable de la stratégie et *du développement du matériel* informatique qui vous sera confié.

Ces importantes responsabilités exigent un *goût de l'autonomie* et des aptitudes relationnelles.

Une rémunération motivante et de grandes possibilités d'évolution vous seront offertes.



INDUSTRIAL ENGINEER

Our Industrial Engineering Division is looking for *an Engineer to work primarily in industrial systems* design, specialising in materials handling and information systems subjects, but also in risk analysis and energy conservation projects.

Applicants should hold a degree in Industrial or Production Engineering and should have specialist knowledge of computer based industrial/managerial information systems and artificial intelligence applications. Practical computing experience and software development, *preferably on mainframes* DEC10 or VAX, and microcomputers is essential as is *experience in risk assessment, specialising in* transport of hazardous materials, and in industrial *energy conservation subjects.*

The ability to communicate fluently in English and French is essential. Other languages would be an advantage.

Please write quoting Ref: IE85/1 giving details of qualifications, experience and current salary to:
Tom Henry, Personnel Director,
OVE ARUP PARTNERSHIP,
13 Fitzroy Street,
London W1P 6BQ,
England.

LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

organise un stage gratuit de formation d'ASSISTANTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.

Ce stage s'adresse à des jeunes diplômés, possédant une

MAITRISE EN DROIT DES AFFAIRES

L'embauche est assurée avant le stage par un Cabinet, à compter de Décembre 1985.

Réponse assuree rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. manuscrit et photo) à LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES – Mme PUYOT – 6, avenue de l'Amiral-de-Coligny, 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

ENTREPRISE PROCHE BANLIEUE PARISIENNE REGION SUD

recherche

JEUNE INGENIEUR

GRANDE ECOLE
(X, CENTRALE, SUP. AERO,...)

pour études de définition de systèmes spatiaux de l'an 2000.

Compétence en mécanique aérospatiale et en radar, pratique de l'informatique, bonne connaissance de l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions à
PIERRE LICHAU S.A. - s/réf. **11055**
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

BANQUE PARIS 9ème

FILIALE D'UN GRAND GROUPE D'ASSURANCES
recherche **pour son SERVICE CREDITS**

CADRE H/F

30 ans minimum

qui sera chargé :
de l'étude et de la mise en place des concours à la clientèle d'entreprises et d'organismes financiers.

Le *candidat devra* justifier d'une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire et posséder *une formation de type* ITB ou études supérieures.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous référence 8600 M à
OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS.

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

BANQUE PRIVEE EN FORTE EXPANSION

recherche

Le responsable de son activité clientèle privée

200 000 +

Au sein d'une structure légère, il organisera le développement de cette activité en coordina*tion avec le secteur gestion de patrimoine.*

Responsable d'une équipe d'une dizaine de personnes, il gérera ses budgets de façon autonome et assurera la promotion des produits auprès de notre clientèle privée.

Doué de qualités d'animateur, le candidat retenu disposera d'une expérience confirmée en agence et d'une bonne connaissance des produits boursiers.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (*lettre,* CV, *photo, prétentions) sous référence* 1922M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris
qui transmettra.

COMPAGNIE DES METAUX PRECIEUX

filiale de **ENGELHARD C. U.S.A.**
un des leaders mondiaux dans la chimie et la métallurgie fine
recherche
pour la commercialisation de sa gamme d'ors liquides et de pâtes d'argent en France, Belgique et Suisse

technico-commercial

connaissant le décor du verre, de la porcelaine et des céramiques.

Anglais souhaité.

Base PARIS - déplacements fréquents *(100 jours/an).*



nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50213

Société industrielle filiale d'un grand groupe français

recherche
pour son usine de 350 personnes située à 70 km au nord de Paris

UN CHEF DE PERSONNEL

Le titulaire rattaché au directeur d'usine aura en charge l'administration du personnel et le recrutement du personnel ouvrier et ETAM, la formation et les relations avec les partenaires sociaux.

Le candidat recherché, âgé de 30 à 35 ans, si possible diplômé de l'enseignement supérieur, aura acquis une solide expérience de cette fonction au sein d'une entreprise comparable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, prétentions, photo et C.V.) *sous référence 01.685* à M. Christian DELOM
13, rue Victor-Hugo, VIROFLAY 78220.

SOCIETE recherche animateur des ventes

Basé à PARIS, *avec de fréquents déplacements en Province, ses objectifs sont :*
- La formation, l'animation et le contrôle d'une équipe commerciale,
- *L'extension de la clientèle.*

Ce poste convient à un homme de terrain très disponible, âgé de 35 ans minimum.

Il possède une expérience réussie de la vente aux Entreprises et de l'encadrement commercial.

Nous vous remercions d'adresser lettre *manuscrite,* C.V., *photo,* rémunération actuelle sous référence 4956/JN à :
A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres
. 75015 PARIS *(qui transmettra)*

IMPORTANT GROUPE FINANCIER PRIVÉ PARIS 8e

souhaite accueillir dans son département CONTENTIEUX

Gestionnaire de recouvrement

HF

IUT - CJJ ou licence Droit

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
sous référence 82791
JONCTION 36, boulevard Haussmann
75009 PARIS qui transmettra.

CABINET DE RÉVISION

Membre d'une association internationale de firme d'Audit

recherche

CHEFS DE MISSION

et

JEUNES DIPLOMÉS

(H.E.C., ESSEC, ESC, équivalent)

Les chefs de mission auront une expérience de 3 ou 4 ans dans un milieu international. Les jeunes diplômés seront titulaires du D.E.C.S. avec ou sans expérience professionnelle. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ecrire à REGIE-PRESSE, sous numéro 307.737 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

ENTREPRISE PROCHE BANLIEUE PARISIENNE REGION SUD

recherche

JEUNE INGENIEUR D'ETUDE

GRANDE ECOLE
(X, CENTRALE, TELECOM,...)

Pour la définition de systèmes à base de techniques de pointe : physique nucléaire, thermique, mécanique des fluides, informatique.

Bonne connaissance de l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions à
PIERRE LICHAU S.A. - s/réf. **11054**
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

RESPONSABLE D'APPLICATION

PARIS

De formation supérieure, vous avez acquis durant 5 ans en SSII comme chef de projet, l'expérience de la conception et de la réalisation d'application de gestion ; vous connaissez la bureautique.

Nous sommes un organisme social à statut privé de la taille d'une PME ; nos missions s'exercent sur le plan national.

VOUS ASSISTEZ ET CONSEILLEZ LES UTILISATEURS en vue d'élaborer les cahiers des charges d'application ; **VOUS ASSUREZ LE SUIVI DES SSII** pour les réalisations principalement sur matériel WANG.

Le salaire tiendra compte des compétences et de l'expérience.

Adresser votre dossier de candidature avec rémunération souhaitée sous référence n° 7406 *le MONDE* Pub
service annonces classées
5, rue des Italiens – 75009 PARIS.

Groupe Compagnie Générale de chauffage à distance PARIS 8e,

recherche
pour sa division exploitation
maintenance chauffage et climatisation

1 Technico-Commercial

pour prospection, développement et suivi de clientèle.

Expérience dans la maintenance du génie climatique et la négociation de contrats exigées.

Écrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 89286 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche
pour renforcer son équipe

ASSISTANT DE GESTION OBLIGATOIRE

- Aptitude à la négociation.
- Bonne formation économique.
- Connaissance de l'informatique souhaitée.

Le candidat retenu participera aux *activités* de contrepartie à la gestion des instruments de placements collectif (SICAV, Fonds Commun...) ainsi qu'à l'*amélioration* des outils d'aide à la décision.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous n° 307.748 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

habitat

recherche

ANALYSTE FINANCIER

Au sein de la Direction Financière, ce poste comporte la responsabilité des opérations de Trésorerie et de Financement *(budget, prévisions, contrôle des frais financiers, organisation).*

De formation supérieure de gestion *(Dauphine, ESC option finances),* le candidat aura acquis une première expérience au sein d'une Direction Financière ou d'un Cabinet d'Audit.

Anglais courant nécessaire.

Des perspectives d'évolution intéressantes s'offrent à un candidat de valeur.

Lieu de travail : **ORGEVAL.**

Adresser C.V. et prétentions à :
HABITAT - RN 13 - 78630 ORGEVAL

Société d'Informatique Spécialisée dans le contrôle de process, les télétransmissions et les systèmes temps réel

SYNSIN S.A.
recherche dans le cadre de son expansion

Ingénieur logiciel

De formation supérieure, vous avez déjà travaillé sur mini ou micro-ordinateurs. Vos connaissances de la gestion vous permettront de *l'intégrer* au milieu industriel.

Une expérience d'au moins 2 ans est indispensable. Vous avez une grande faculté d'adaptation et le goût des contacts.

La fonction vous amènera à assumer la responsabilité totale de projets.

Adresser votre dossier complet de candidature
C.V., prét. + lettre manuscrite
à l'attention de Monsieur POST
SYSIN S.A.
B.P. 43 78370 PLAISIR - Tél. : (3) 055.72.72.

INOVENSEA
(transfert technologique)
Les Cônes Pourpres
95000 CERGY
recrute

JEUNE INGÉNIEUR

Electronique, informatique
— Ecrire —

Société Cidreries Distilleries réunies
filiale du groupe Pernod Ricard
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Formation IUT comptabilité ou équivalent

Expérience plusieurs années nécessaire en maîtrise d'analyse compte d'exploitation générale, tableau de bord mensuel, prix de revient usine.

D'autres tâches administratives, financières ou comptables pourront lui être confiées par le directeur administratif et financier.

Disponibilité souhaitée immédiate.

Ecrire avec CV et prétentions
102, av. Henri-Barbusse,
92700 Colombes.

Assurez votre avenir

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

rech. pour région Paris
COLLABORATEURS
COLLABORATRICES
pour promotion nouvelle édition
- 27 ans minimum,
- excellente présentation,
- *bonne culture générale,*
- travail sur R.-V.,
- formation assurée,
- *situation d'avenir.*

Tél. pr R.-V. 538-98-54
de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30.

Pour septembre 1985
ÉCOLE DE COMMERCE
préparant au BTS
d'Action Commerciale
recherche

PROFESSEURS

- Économie et organisation des entreprises ;
- Outils de gestion ;
- Action commerciale « appliquée ».

Impérativement expérience de 5 ans de préparation au BTS.

Vacataire, qq heures semaine.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Publicité Claude Michel
82, bd Sébastopol.
75003 Paris qui transmettra.

Le Centre d'Informations financières organise un stage pour recruter des

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)

(pour Paris, banl. Ouest ou Nord)
- Ayant goût des contacts à haut niveau, sens des responsabilités ;
- Formation assurée ;
- Rémunération motivante.

T. : 500-24-03 poste 41.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
recrute

PROFESSEUR D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Temps complet.
- Exp. du système des unités capitalisables souhaitée.

Envoyer dossier complet
sous n° 307.312 M
REGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

VILLE DE DAMMARIE-LES-LYS
recherche

RESPONSABLE

pour son service comptabilité, bonnes connaissances en comptabilité publique et éventuellement en informatique.

Envoyer C.V. + photo à :
Monsieur le Maire
Secrétaire Général adjoint
77190 DAMMARIE-LES-LYS.

Ch. PROFESSEUR MATH
très qualifié pour cours de vacances province. Adr. CV à LAIR 38, r. des Mathurins, Paris-8e, qui transm.

STÉ DE SERVICES
aux entreprises cherche

SPÉCIALISTE PRODUITS PETROLIERS

(ACHAT ou VENTE)

FIXE : 15.000 F.

+

ADJOINT RESPONSABLE

(FICHIER)

FIXE : 10.000 F.

C.V. + photo à V. INTER
47, rue Bucourt, 92210 SAINT-CLOUD. Tél. : (1) 771-65-59.

CABINET D'EXPERTISE
COMPTABLE ET DE
COMMISSARIAT AUX
COMPTES rech. pour faire face *à son développement*

CHEFS DE MISSION

Formation supérieure, 3-4 ans d'expérience en cabinet de révision.

Adr. lettre manuscrite, CV et prét. à Cabinet H.L. CHARRIER & ASSOCIÉS, 29, av. Hoche, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
PARISIENNE
recherche

UN ASSISTANT D'INGÉNIEUR

Il lui sera confié le suivi des relations techniques avec les fournisseurs.

Les candidats, 30/35 ans, auront une formation IUT ou BTS mécanique ou résistance des matériaux.

Le poste nécessite un bon maniement de l'anglais écrit et il comportera certains déplacements. Une ouverture vers l'informatique sera appréciée.

Adresser les candidatures sous *référence 1710 à*
BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann,
75008 PARIS.

Agent immobilier ou négociateur *muni carte professionnelle* pour exploitation agence immobilière banlieue Sud Paris.
Adres. C.V. + prétent. à S.F.D.P.
7, avenue du 8 Mai 1945
91120 PALAISEAU.

Groupe de Sociétés
(ESSONNE)
recherche

CHEF COMPTABLE

Jeune et dynamique.
Min. BTS, 5 à 6 ans. d'exp.

Envoyer C.V. et *prétentions,*
CABINET ROUSSEAU,
B.P. 326, 91163 Longjumeau
Cedex à l'attention
de M. NOULEZ.

Recherche à mi-temps 14 h-18 h homme ou femme sérieux pour travaux secrétariat + saisie informatique.
Ecr. s/n° 7441 *le Monde Pub.,* service *ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

Cabinet d'Etudes de Marché spécialisé dans les technologies nouvelles, réputé pour le caractère opérationnel de ses résultats recherche

CHARGÉE D'ÉTUDES

alliant à l'expérience professionnelle : ingéniosité, rigueur et autonomie.
Si vous aimez prendre des risques, envoyez C.V., lettre manuscrite et prétentions à : Mme VAN DEN BERGHE 67, avenue du Vast 95000 JOUY-LE-MOUTIER.

A 50 KM DE PARIS SUR LA NATIONALE 20 LIGNE « C » DU R.E.R.

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE D'ÉTAMPES RECRUTE POUR SON CONSERVATOIRE MUNICIPAL DE MUSIQUE

3 PROFESSEURS

- PROFESSEUR DE CLARINETTE Poste à mi-temps
- PROFESSEUR DE PIANO 12 heures hebdomadaires
- ANIMATEUR MUSICAL EN MILIEU SCOLAIRE PIANISTE ACCOMPAGNATEUR 12 heures hebdomadaires

C.A. exigé.
Pour les candidats qui ne sont pas titulaires du C.A. Concours sur épreuve le SAMEDI 22 JUIN 1985.
Prise de fonction à partir du 12 SEPTEMBRE 1985
Adresser les candidatures avant le 15 JUIN 1985 A M. LE MAIRE HOTEL DE VILLE 91150 ÉTAMPES.

BANQUE PRIVÉE

PARIS-8e en développement, à taille humaine, recrute :

JEUNE ATTACHÉ de DIRECTION H/F CLASSE IV ou V

25 ans minimum motivé et dynamique 150/180.000 F
Formation supérieure (Ecole de Commerce + BP Banque et/ou CESB, ITB ou niveau équivalent

Nous demandons :
- un sens commercial inné pour créer, suivre et développer une clientèle de PME-PMI ;
- du sens et une bonne analyse des risques.

Voiture personnelle souhaitée. Déplacements Paris-Banlieue Perspectives d'avenir

Adr. lettre manuscrite, CV et photo à OCBF, s/réf. 4602 M, 66, rue de la Chaussée-d'Antin 75009 PARIS.

ORGANISME PARA-PUBLIC recrute pour son service transmission d'entreprise

HEC - SCIENCES PO

INGÉNIEUR ou ÉQUIVALENT

Il sera un organisateur de tempérament marketing avec une expérience de l'ingénierie financière

Env. C.V., lettre manuscrite + photo
Ecr. s/no 7.443 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société de SERVICES AUX ENTREPRISES PARIS-OUEST, recrute

DOCUMENTALISTE ou SPÉCIALISTE FICHIERS

Pour recherche et préparation de fichiers socioprofessionnels. Apte à diriger (organisation du travail et contrôle de production) une équipe de 8 à 12 opérateurs.

Envoyer C.V. à J.N. TRINH 17, bd Saint-Marcel, 75013 PARIS.

ENTREPRISE NATIONALISÉE recherche pour POITIERS

UN JEUNE INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES

pour LIMOGES

UN JEUNE DIPLOMÉ

HEC ou ESSEC.

Ecrire sous le no 307.806 RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Important groupe du secteur agro-alimentaire recherche pour son service contrôle des Filiales

COLLABORATEUR COMPTABLE

D.E.C.S. + diplôme enseignement supérieur, expérience cabinet d'expertise comptable 3 ans, souhaitée, pour :
- Contrôle et tenue des comptabilités,
- Déclarations fiscales périodiques,
- Etablissement des bilans et situations trimestrielles,
- Analyses de gestion,
- Suivi des budgets.

Poste situé dans la banlieue Sud-Est de Paris.
Envoyer C.V., photo + prétentions sous no 501, HAVAS 77007 MELUN CEDEX.

Société multinationale recherche

DIRECTEUR ÉCOLE PRIVÉE LANGUES VIVANTES

L'essentiel de l'enseignement est délivré sur micro-ordinateur par la méthode d'E.A.O. (enseign. assisté par ordinateur).

Les candidats doivent avoir une expérience réussie d'une direction commerciale dans un établissement similaire.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. 11.114 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris, qui transmettra.

Sté d'ASSURANCES PARIS-9e recherche

COMPTABLE

ayant bonne connaissance travaux de comptabilité générale. 35 ans min.
Ecr. avec C.V., photo et prét. sous réf. 1094, L.T. ASSCOMM, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02.

CABINET FRANÇAIS D'EXPERTISE COMPTABLE et de CONSEILS FISCAUX à PARIS, recherche

FISCALISTE CONFIRMÉ

Ayant expérience des vérifications et du contentieux. Possibilité d'association ultérieure. Envoyer lettre manuscrite, C.V. + prét. s/réf. 393 à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

AVIS DE VACANCES DE POSTES DE PROFESSEURS A L'E.N.P.C.

3 chaires : Assainissement - Gestion des Eaux et Aménagement, sont vacantes à partir de l'année scolaire 1985-1986.
Le texte détaillé des 3 appels d'offre est disponible au Secrétariat de la Direction de l'Enseignement de l'E.N.P.C. 28, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

Les candidats doivent déposer leur dossier à la Direction de l'Enseignement le 1er juillet au plus tard.

Pour développer sa structure cciale, le No 1 français (C.A. 84 : 512.000.000 F progression : + 28,5 % 13.000 clients) propose un stage de formation.
Si vous souhaitez devenir l'un de nos collaborateurs commerciaux H. ou F. à Paris, banl. ouest ou nord.
Tél. : 500-24-03, poste 42.

Impte Société en banlieue de Paris, recherche pour son Service de rédaction de notices d'utilisation et d'entretien concernant des matériels électroniques complexes et modernes

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

Maîtrise EEA et Licence EEA.
Ecrire sous réf. 1076 M à L.T. ASSCOM 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

Suite licenciement économique d'un grand quotidien
HOMME 31 ANS

CHEF PUBLICITÉ EXÉCUTION

EXPÉRIENCE 10 ANS
- MAQUETTES
- PRISES D'ORDRES
- *RELATIONS CLIENTS-AGENCES*
- CLIENTS DIRECTS
- MISE EN PAGE
- DÉMARCHES CLIENTS
- CHARGÉ DES RELATIONS : PUB-RÉDAC. CHEF/DIRECT. IMPRIMERIE.

Etudierait toutes propositions.

Faire offres sous no 6.770, *le Monde* Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

BATISSONS ENSEMBLE VOTRE INFORMATIQUE COMPTABLE ET FINANCIERE

Formation :
Docotorat de 3e cycle en informatique.
Certificat comptable du DECS + ICG.

Expérience :
15 ans en conception et mise en place de systèmes comptables et financiers.

Recherche
Direction Service Informatique/Etudes ou poste de responsabilité dans Direction Financière.

Ecrire s/no 2572, *le Monde* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ANALYSTE DE GESTION
MAITRISE SC. ECO 31 ANS

J.F. dynamique, 7 ans d'expérience, activité diversifiée :
- organisation ;
- études, élaboration de procédures ;
- contrôle de gestion ;
- coordination des fonctions de l'entreprise ;
- interface entre les directions et l'informatique.

Habitude des contacts de haut niveau.
Implication personnelle importante.

Recherche poste : polyvalent, motivant, autonome.
Salaire envisagé : 200.000 F +

Ecrire sous réf. 308.286 à RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Jeune femme, 27 ans, célibataire, disponible rapidement. Je suis titulaire d'un DESS de Tourisme et je termine ma thèse de Doctorat en Droit International. Je rech. une entreprise du secteur public ou privé, susceptible d'utiliser de manière valorisante ma double format. univers., en France, outre-mer ou étranger. Ecr. s/no 2.495 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 20 a., Bac Az cherche emploi dame de compagnie, logée, nourrie + salaire. Tél. : (84) 49-12-73.

ENSEIGNANT ÉLECTRONIQUE MICROPROCESSEURS ch. emploi mi-temps pour sept. 85. Tél. : 553-33-04.

J.F. 20 a., bac Az, gard. enft ou adulte hand. phys., logée, nourr. + sal. (84) 49-12-73.

J.F. 24 ans, dynamique, diplômée E.S.C. + licences anglais, espagnol + sténo-dactylo, cherche emploi export ou organisme international. Exp. animation, encadrement jeunes. Région indiff. Tél. : (70) 05-47-96, hres rep.

Professeur d'allemand, 3 ans d'expér., rech. poste dans le premier, le second cycle, l'enseignement supérieur ou la formation continue. Tél. : 969-03-14, 272-28-09 ou 770-89-52.

ETUDIANT 20 a., cherche travail indifférent en juillet et août. Tél. : 872-84-27.

Jeune F. 25 ans cherche emploi dans l'Ouest agent école à partir de septembre. Sérieuses références. Tél. : (98) 27-91-65.

H. 36 a., maîtr. Droit privé, exp. propriété industr. et admin., cultur., ch. empl. JURISTE ds cab. prop. ind. ou serv. équiv., gde entrep. ou chez avocat spéc. prop. litt. et artistique. Ecr. s/no 2.603 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SECRÉTAIRE RÉF. ÉDITION cherche emploi Paris. Tél. : 272-19-08.

Prof. expér. d'anglais et russe, ch. poste à l'école. Réf. région indif. Tél. : 557-19-17, soir.

Fille au pair et nourrice qualifiée, anglaises, cherchent deux familles différentes en France de trois mois à un an, nourries, logées. Rémunération par semaine : 300 FF pour poste au pair ou de 1.000 FF pour nourrice par semaine. Tél. : 19-44-1-878 9442/876 7039.

J.F. belge, 26 a., niveau Bac + 3, quadrilingue fr.-angl.-néer., bonne présentation expériences en coordin., relation, renseignement, secrétariat, ch. poste en relation avec public relation, gestion du personnel, secrétar. de haut niveau, rég. Paris. Ecr. s/no 2.582 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. bac G2, stage analyste programmeur COBOL/CICS-VS ; DEUG Sciences Economiques ; DECS en cours, cherche emploi correspondant Temps partiel dans Paris. Libre 1er juillet. Ecr. s/no 2.550 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire trilingue 40 ans, cherche emploi province ou étranger. Ecr. s/no 7.415 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Artisane effectue ts travaux de traitement de textes et dactylographie. Tél. : 461-14-22.

J.F. 21 ans, dynamique, bonne présentation, 3 ans études dessin publicitaire, 2 a. expérience agence, notions imprimerie, posséd. voiture, cherche à entrer dans équipe sympathique qui lui fera confiance. Ecrire no 54.589 Projets, 12, rue des Pyramides, PARIS-1er.

H. 38 ans, exp. resp. imprimeries, après stage ASFORED, souhaiterait emploi Technicien Fabrication dans Maison édition. Ecrire D.L. Toubert, 73, rue Vergniaud, 75013 Paris. Tél. : 589-03-54.

J.F. 20 ans, Bac Az, gard. pers. âgée, logée, nourrie + salaire. Tél. : (84) 49-12-73.

secrétaires secrétaires



Société de services en informatique en forte croissance, Filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas (200 personnes, CA 150 millions de francs) recherche la

Secrétaire de son P.D.G.
- Bilingue anglais -

Ce poste convient à une bonne professionnelle, rompue aux tâches habituelles d'un secrétariat de direction, alliant disponibilité, autonomie, discrétion, aisance, savoir-faire dans les contacts humains, sens de l'organisation à un goût des responsabilités et à la capacité à faire face à des imprévus. Formation BTS ou équivalent. Expérience de 3 à 5 ans minimum. Frappe sur machine à traitement de textes.
Lieu de travail : Bureaux de la Colline, SAINT-CLOUD. Rest. d'entreprise.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73780/M à Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE Cedex.

Publivel

sélé CEGOS

Pour assister son Président Notre Banque Régionale recherche

RÉGION NORD

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Elle sera chargée des tâches polyvalentes d'un secrétariat de haut niveau
suivi de dossiers, courrier, classement, planning rendez-vous et organisation du « temps », relations extérieures.

Mais elle participera aussi, dans le cadre d'un travail d'équipe, au suivi des dossiers tels que l'organisation de séminaires, la préparation d'Assemblées Générales...

La candidate sera :
- une secrétaire de direction confirmée avec une première expérience réussie et possédant une excellente culture générale ;
- ou une débutante ayant une formation universitaire (licence ou maîtrise) acquise après un B.T.S. Secrétariat de Direction.

Une grande disponibilité, le sens du travail d'équipe, des facilités de contact seront pour nous les critères déterminants.

Cette fonction est évolutive pour une candidate de valeur.

Merci de faire parvenir votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous no 7.382 *le Monde* Pub. service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

formation professionnelle

Institut de Formation professionnelle pour Adultes

recherche pour stagiaires

TECHNICIENNES DE LA ROBOTIQUE

Stages pratiques en Entreprise début juin
- Electronique - Robotique
- Architecture des systèmes automatisés
- Automates programmables.
- Programmation (Basic, assembleur).
- Anglais technique.

IDA - CREAR 30, rue Henri-Barbusse 75005 PARIS. Tél. (1) 325-72-79.

STAGE 3

INSTITUT D'INFORMATIQUE

forme

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS DE GESTION

Crédit étudiant 100% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombreux autres stages : initiation, langages BASIC ou COBOL.
26, rue Bergère Paris 9ème Mo Montmartre / R.E.R. Auber.
824.45.25 +

A des femmes de plus de 25 ans, niveau Bac plus 2 années d'études supérieures, ayant une expérience professionnelle en entreprise, nous proposons une formation de

CADRES EN BUREAUTIQUE ET ORGANISATION

Stage plein temps, possibilité de rémunération. Octobre 85 à juillet 86. Test de recrutement le 20 juin. Téléphone : 627-63-33.

Organisme de sécurité sociale recherche pour son centre de formation professionnelle

ANIMATEUR

AUXILIAIRE TEMPORAIRE
- Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques ou d'un diplôme d'études supérieures.
- Possédant réf. pédagogiques en vue d'assurer enseignements : INFORMATIQUE, COMPTABILITÉ et GESTION.

Adresser lettre, C.V. détaillé, photocopie des diplômes à M. le Chef du Personnel de la CRAMIF, 17-19, r. de Flandre, 75954 PARIS, CEDEX 19.

Stages de formation permanente organisés par M. le prof. Odievre destinés à des infirmier(e)s, puéricult., assist. sociales, éduc. de jeunes enfants.
- Le jeune enfant hospitalisé :
- Jeune enfant, famille, collectivité ;
- Jeu et langage chez l'enfant de moins de 3 ans ;
- Sensibilisation à la psychologie du jeune enfant.

Renseignements et inscriptions : (1) 670-11-85 poste 333.

formation professionnelle

ÉCOLE D'ANIMATEURS PROFESSIONNELS PRÉPARANT LE D.E.F.A. recrute :

Les 19 et 20 juin pour le cycle d'octobre 1985 à septembre 1986.
Les 25 et 26 septembre pour le cycle de janvier 1986 à décembre 1986.
Pour tous renseignements, téléphonez au (32) 52-60-04.

propositions diverses

VOUS ÊTES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI : SAVEZ-VOUS QUE LA GRAPHO-PSYCHOLOGIE PEUT VOUS AIDER ?

Une bonne analyse grapho-psychologique vous aidera à vous présenter plus facilement chez un employeur potentiel — ou vous permettra de vous orienter vers des domaines plus en rapport avec votre profil.

Demandez sans engagement notre formulaire d'analyse. La confidentialité la plus totale vous est garantie.

Ecrivez ou téléphonez en vous référant à cette annonce.

GRAPHOLOGIE ET COMMUNICATION 9, place des Ternes, 75017 PARIS Téléphone : (1) 763-63-32.

Pour connaître les emplois offerts OUTRE-MER, ÉTRANGER demandez une documentation (sans engagement) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (G 28) 3, rue Montyon 75429 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à tous les Français Hommes et Femmes. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (c 16) B.P. 402.09 PARIS.

cours et leçons

PROFESSEUR AGRÉGÉ donne cours d'arabe tous niveaux et effectue traductions. Tél. : 589-02-09, chambre 804.

travail à domicile

J'effectue dactylographie, rédaction, rewriting à domicile. Tél. : 258-49-47.

capitaux propositions commerciales

Pour rachat fonds hôtel classé Paris, en SA, rech. capit. même modestes. Bon placement. Ecr. s/no 6.767 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vends R. 14 TS 1980, 68.000 km, bon état général, peinture et sellerie à revoir. Prix 16.000 F sous Argus. Tél. après 18 h : 598-11-63.

de 8 à 11 C.V.

R 18 TURBO 36.000 KM année 1981 ARGUS : 44.800 F Prix demandé 43.000 F Tél. 938-84-45, apr. 20 h, ou 996-19-21.

divers

HAUT DE GAMME LANCIA THEMA AUTOBIANCHI Y10 CHATILLON BRUNE PARIS 14e 539-57-33

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PL. VENDOME près, ds imm. pierre de t., asc., tapis esc., studio, tt confort, à rafraîchir. Tél. : 634-13-18.

4e arrdt

BASTILLE, RUE DAVAL charmant 2 P., cft, 3e ét. refait 360.000 F. Tél. 577-96-85.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate Reste 1 appt de 5 P., 116 m² Vis. témoin ts jours 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

21, R. CHERCHE-MIDI
145 m², salon, s. à manger 3 chbres, imm. grand cft 5e étage, ascenseur, PARKING Sur pl., lundi, mardi, 13/16 h.

TROCADÉRO STUDIO 27 m², TT CFT cuis. équipée. Tél. 526-88-33.

10e arrdt

HOPITAL ST-LOUIS près de imm. pierre de t., tapis esc., 3 p., entrée, cuis., w.-c., bain, refait neuf. Tél. : 634-13-18.

11e arrdt

Av. de la RÉPUBLIQUE imm. récent, séj., 2 chbres TOUT CONFORT, ascenseur 700.000 F. Tél. 878-97-52.

12e arrdt

MICHEL-BIZOT Beau studio, cuis., bns, refait neuf. 200.000. 526-99-04.

13e arrdt

2 min. ARAGO/PORT-ROYAL 85 m², luxe, ascens. Vue tout Paris. 1.250.000 F + reprise à débattre. Sur place 12/15 h ; 18/19 h 30. 33, rue Croulebarbe, lundi 17 au samedi 22 inclus.

BUTTES-AUX-CAILLES, maison rén. soleil, 220 m² + Patio 2.500.000 F. Tél. 326-73-14.

TOLBIAC STUDIO, bel immeuble ravalé 220.000 F. Tél. 526-99-04.

GOBELINS 4-5 P., appt de classe style Hôtel part., tt cft, 180 m². 2.300.000 F. 4 P., 95 m² 1.100.000 F les deux appts peuvent être réunis. Téléphone : 526-99-04.

15e arrdt

CADIX, 140 m²
Balcons, asc. 703-32-31.

LOURMEL, LIVING (2 P.) CHBRE, TT CFT, 3e, asc. 720.000 F. Tél. 526-99-04.

16e arrdt

16e, 135 ET 175 m²
récept. 3/4 chbres. 567-47-47.

SUCHET BEAU 130 m², SOLEIL 3 récept., 2/3 chbres, park. EMBASSY. 562-16-40.

17e arrdt

PEREIRE, 240 m²
ét. élevé. GDES RÉCEPT. + 4 chbres, 3 bains, service BEL ÉTAT EMBASSY. 562-16-40.

18e arrdt

MONTMARTRE
TRIPLEX, 130 m² Séjour, 3 chbres 2 bains TRÈS CALME, exclusivité EMBASSY. 562-16-40.

92 Hauts-de-Seine

Neuilly-Sablons. 703-32-44
200 m², GDE TERRASSE

94 Val-de-Marne

180 m² HABITABLES, RER BOISSY-SAINT-LÉGER VILLECRESNES beau pav. 5/6 p., cuis, tt cft, 900 m² jardin, sous-sol, garage 2 voitures. Prix 1.175.000 F. MAS IMMOBILIER 345-88-83.

Province

FONT-ROMEU : part. vend appt T 4, 81 m² (vide ou meublé). Libre immédiatement. Pl. sud, vue impren. sur Cerdagne Rens. : (63) 58-01-09.

appartements achats

Recherche 1 à 3 Pces Paris préfère rive gauche avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

EMBASSY-SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS Pour clientèle française étrangère et diplomates APPTS HAUT DE GAMME et Hôtels Particuliers
562-16-40.

locations non meublées demandes

Paris

Pour ingénieurs, cadres supérieurs et employés mutés IMPORT. Cie FRANÇAISE PÉTROLE rech. APPTS 2 à 8 P. STUDIOS, VILLAS Paris, Banlieue. 503-30-33.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti (1) 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STAND. pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES Téléphone : 562-78-99.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

immeubles

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75 Paie. comptant 15e, 7e arrdts IMMEUBLES mêmes occupés.

viagers

Beau 2/3 P., 5e ét., asc., bel imm. pierre. 178.000 cpt + 1.800 F. Occupé. Me Lamarck Cruz, 8, r. La Boétie. 266-19-00.

propriétés

PROVENCE. Rare et exceptionnel dans parc, arbres centenaires, piscine, tennis. Vends MAS RESTAURÉ mitoyen, 220 m². Valeur 1.200.000, sacrifié 950.000 F, avec 300.000 comptant + prêts 13 %. Tél. (91) 37-06-21.

ALPES DE HTE-PROVENCE
près de Forcalquier Superbe mas, 2 bâtiments vis-à-vis, 1er, 6 ch., cuis., 30 m² halles, s.d.b., douche, gar., terrasses, surf. totale 190 m². 2e, atelier 54 m², 2 ch., entresol, cuis., douche, surf. totale 124 m², caves 77m². Terrain 16.000 m². Prix 2.400.000 F. Tél. : 18-20 (75) 53-54-66.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitution de Sociétés démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques
355-17-50.

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL loc. bureaux secrét., télex
CONSTITUTION STÉS ou création ttes entreprises
ASPAC 293-60-50 +

SIÈGE SOCIAL A PARIS Bureau ou domiciliation + services (1) 346-00-55.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Loue directement 1 bur. ou + dans imm. stand. 563-17-27.

locaux commerciaux

Locations

Loue local ccial 500 m² au sol, 200 m² à l'étage, 3 burx, chauffage, bon état, entrée gros porteur sur 2 rues. 69 Villeurbanne, accès facile. Ecr. Maison de la PA, no 350, BP 2355, 69216 Lyon Cedex 02.

économie

REPÈRES

Dollar : stable à 9,36 F

Après son repli du vendredi précédent (9,37 F, contre 9,45 F et 3,06 DM, contre 3,10 DM), provoqué par la rumeur du décès du président Reagan, le dollar est resté stable, lundi 17 juin, à 9,36 F et 3,0680 DM. Le deutschemark, à Paris, s'est légèrement raffermi à 3,0515 F environ.

Commerce extérieur : grave déficit en Italie

Le déficit de la balance commerciale de l'Italie a atteint 3 345 milliards de lires en avril, soit environ 17 milliards de francs. En avril 1984, le déficit avait été moitié moindre : 1 759 milliards de lires. Le commerce extérieur de l'Italie a accumulé, au cours des quatre premiers mois de cette année, un déficit supérieur à celui de l'ensemble de l'année 1983. Selon les chiffres de l'Institut central de la statistique (Istat), la balance commerciale a été déficitaire de 11 554 milliards de lires (56 milliards de francs) entre janvier et avril derniers, contre 5 936 milliards de lires (30 milliards de francs) de déficit au cours de la même période de 1984. L'Italie avait déjà enregistré, pour l'ensemble de 1984, un déficit record de 19 000 milliards de lires (85 milliards de francs), double de celui de 1983.

Pétrole : réévaluation des réserves d'ELF-Aquitaine

Le groupe pétrolier français a connu d'« *heureuses surprises concernant ses découvertes pétrolières* », a déclaré, vendredi 14 juin, M. Rutman, vice-président du groupe, précisant que le total de ses réserves prouvées d'hydrocarbures s'élevait à 360 millions de tonnes d'équivalent pétrole, en nette augmentation depuis un an. Les nouvelles réserves se situent en mer du Nord — gisements de Snorre, d'Albatros et d'Alwyn — et en Afrique — sud du Gabon, Congo, — ainsi qu'en France. Les réserves du gisement gazier de Lacq ont ainsi été réévaluées de 10 milliards de mètres cubes (l'équivalent de deux années de production). Le gisement de pétrole de Lagrave, près de Pau (Pyrénées-Atlantiques), récemment découvert, contiendrait de 2 à 3 millions de tonnes de réserves et pourrait produire de 300 000 à 500 000 tonnes par an.

SOCIAL

LA FIN DU QUARANTIÈME CONGRÈS DE LA CFDT

Le succès ambigu de M. Maire

Bordeaux. — En apparence, le quarantième congrès confédéral de la CFDT, qui s'est achevé le 15 juin à Bordeaux, est un succès pour M. Edmond Maire. Réélu pour trois ans, le secrétaire général de la CFDT a obtenu un *bon quitus qui conforte son autorité. Il a gagné* la bataille d'amendements et le « contre-texte » de la fédération oppositionnelle. Hacuitex n'a recueilli que 29,66 % des votants. L'opposition est bien présente, mais elle n'a pas gagné de terrain. Avec 61,69 % de « pour », le projet de résolution générale a fait mieux qu'en 1976, mais moins qu'en 1979 et 1982, et légèrement moins que le quitus. On a cependant compté moins de votes « contre » sur la résolution (30,81 %) que sur le quitus (31,4 %) et plus d'abstentions (7,5 % au lieu de 5,38 %).

De notre envoyé spécial

L'épreuve de Bordeaux a tourné à l'avantage de M. Maire. La CFDT s'est certes ressaisie autour de sa direction pour, selon l'expression de M. Jean Kaspar, être « *capable non seulement de dire mais de faire* ». Le succès de M. Maire a ses limites et ses ambiguïtés.

Limites, parce que c'est, en définitive, l'orientation du rapport de M. Maire, « *ce que veut la CFDT* », qui a été adoptée. Or cette ligne, que le secrétaire général s'est engagé à mettre en œuvre, place quelques bornes à la stratégie d'adaptation.

Ainsi, la vision de l'entreprise — « *lieu où s'affrontent des logiques différentes, où s'expriment des intérêts souvent contradictoires dans la construction d'une efficacité économique et sociale* » — est-elle plus traditionnelle et moins positive que dans le projet originel. Symboliquement, un amendement très « *moderniste* », qui proposait de faire financer la diffusion du magazine confédéral par le transfert d'une partie des fonds de la caisse de grève, a été retiré... L'adaptation du syndicalisme devra être progressive et prudente.

Le contraire d'un chèque en blanc

Les ambiguïtés, on les retrouve dans les votes qui sont intervenus sur l'élection des dirigeants battus au bureau national. M. Georges Granger, secrétaire général de la fédération de la métallurgie, se savait menacé. Mais il n'avait pas voulu que M. Maire le défende de nouveau à la tribune du congrès. M. Granger a-t-il servi de bouc émissaire ? Le rééquilibrage de la majorité confédérale autour de ceux qui, comme la chimie ou les régions Rhône-Alpes et Pays de Loire, voulaient que le projet CFDT ne soit pas sacrifié à l'adaptation, devait-il entraîner la défaite de M. Granger ? M. Marquette, de la chimie, et M. Héritier, proche des préoccupations de cette dernière au sein de la commission exécutive, auraient pourtant soutenu le dirigeant de la métallurgie. Mais les syndicats n'ont pas suivi et M. Granger a été indéniablement sanctionné pour avoir souhaité signer l'accord sur la flexibilité ou encore « *débarbouiller au gant de crin le projet de la CFDT* ». Quoi qu'en dise M. Maire, il y a une « *incohérence* » entre cette sanction et la large adoption du quitus.

On peut s'interroger aussi sur les motivations de ceux qui, lors de l'élection du bureau national dans une proportion non négligeable de bulletins, ont rayé tous les membres de la commission exécutive, à l'exception de M. Héritier, le seul qui, au sein du « *gouvernement* » de la centrale, ne soit pas classé dans le camp des « *modernistes* ». Le 15 juin, M. Héritier a été plus ovationné que M. Maire par les congressistes. Par ailleurs, M. Jean-Paul Jacquier, le plus « moderniste » de la commission exécutive, a obtenu moins de voix que le porte-parole de l'opposition, M. Daniel Torqueo (Hacuitex).

Ainsi, ce que les congressistes de Bordeaux ont accordé à M. Maire, c'est le contraire d'un chèque en blanc. Comme l'a dit M. Descamps, dans sa lettre à Hacuitex (1), la CFDT apparaît encore « *flexible et dogmatique à la fois* ». « *Nous apparaissons*, soulignait M. Jacques Nodin (Interco), *comme une organisation où foisonnent les débats mais qui a du mal à concrétiser son projet et qui a plus tendance à s'appuyer sur les institutions que sur ses adhérents* ».

Le constat reste valable. Il pose les termes d'un défi qui, au-delà des militants et surtout des adhérents de la CFDT, concerne l'ensemble du syndicalisme. C'est sur sa capacité à être plus concrète et moins dogmatique qu'il joue aussi son avenir.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La lettre de M. Descamps, rendue publique le 14 juin, est plus un vigoureux réquisitoire contre le gouvernement — « *c'est une escroquerie que de parler de politique socialiste* » — qu'un soutien clair et global à l'ensemble du contre-texte d'Hacuitex.

CONSTRUCTION

LE CONGRÈS DE LA FNPC A NICE

M. Quilès exclut une réforme d'envergure du financement du logement

De notre correspondant régional

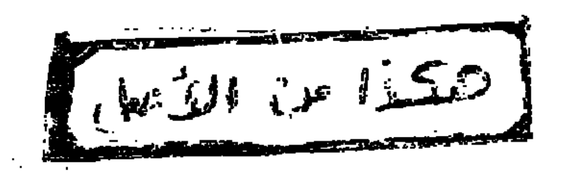
Nice. — M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a écarté, le vendredi 14 juin, à Nice, devant le congrès de la Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC), toute réforme d'envergure du financement du logement. En réponse à ses interlocuteurs, partisans d'une refonte complète de la loi du 3 janvier 1977, le ministre s'est prononcé pour une simple adaptation des différents mécanismes d'aide en vigueur. Il a notamment annoncé le lancement — dans le Finistère et à Paris — d'une expérience d'ouverture des prêts conventionnés à l'acquisition de logements anciens, et promis le réexamen « *avant la fin de l'année* » de la fiscalité de la production de logements.

Il n'y aura pas de chambardement dans la politique de financement du logement. Aux promoteurs constructeurs, qui avaient pris pour thème de leur congrès « *Des réformes pour une relance* », M. Quilès a tenu un discours dénué de toute ambiguïté. La construction, certes, se porte mal. Les raisons de cette crise tiennent, surtout, pour la FNCP, à l'échec de la réforme de 1977, dû à un retournement de la conjoncture économique et « *à des choix techniques ou politiques défavorisant l'investissement immobilier* ».

Les remèdes ? Ils se ramènent, selon le président de la FNPC, M. Michel Pelège, à une restauration de la confiance tant chez les constructeurs que chez les acquéreurs de logement. Pour les uns, par des mesures de déréglementaion, de clarification de l'urbanisme et de stimuation fiscale. Pour les autres, par « *une politique moins frileuse en matière de crédit et d'incitations fiscales* ».

Réponse de M. Quilès : « *Il n'existe pas de solutions miracles.* » L'aide à la pierre ? « *Elle reste sans doute la formule la plus incitative. Mais la banalisation du financement aurait pour effet d'accroître son coût unitaire ou signifierait qu'on souhaite revenir à une sous-rémunération de l'épargne. Le recentrage des aides entraînerait, lui, une réduction du nombre des bénéficiaires* ». Les aides personnelles ? « *La généralisation d'un tel système est excessivement coûteuse et inflationniste.* » Les aides fiscales ? « *Leur part relative augmente, mais la réduction de l'impôt est limitée par le montant de l'impôt lui-même. Franchir cette limite impliquerait l'acceptation de l'impôt négatif, qui est un mécanisme dangereux* », a conclu M. Quilès. « *En définitive, c'est bien dans une recherche constante d'adaptation des différents mécanismes d'aides et à l'évolution de l'économie que se trouve la meilleure approche des problèmes financiers du logement.* »

GUY PORTE.



AFFAIRES

LE DÉPART DE M. JEAN DELORME, PDG DE L'AIR LIQUIDE

Au bénéfice de l'âge

Après plusieurs prolongations, M. Jean Delorme, parvenu à l'âge respectable de quatre-vingt-deux ans et demi, vient de quitter la présidence de L'Air liquide, qu'il assurait depuis quarante ans, après avoir succédé à son père, fondateur de la société en 1902. Ultime consolation, il a passé le flambeau à son gendre, M. Edouard de Royère, âgé de cinquante-trois ans. On pourrait ironiser sur la pérennité de cette famille, d'autant plus surprenante qu'elle ne détient plus que quelques pour-cent du capital de l'entreprise. Mais, dans le cas présent, la destinée de L'Air liquide et surtout sa brillante réussite ne peuvent être dissociées de ladite famille.

Au début du siècle, Paul Delorme s'associait avec le savant Georges Claude, qui avait mis au point un procédé de liquéfaction de l'air sous pression, auquel son nom est toujours attaché, et que L'Air liquide continue à exploiter.

Aujourd'hui, L'Air liquide couvre 70 % du marché en France, 60 % en Italie et en Argentine, 50 % en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Suisse, 45 % en Espagne, 40 % au Canada et en Grèce, 20 % en Suède et au Brésil, 15 % en Australie. La société a réussi à maintenir une tête de pont asiatique, avec 20 à 24 % du marché du Japon, où il est, de loin, la plus importante et la plus ancienne entreprise à capitaux français.

Mais c'est dans le Nouveau Monde que son aventure est exemplaire. Implantée au Canada avant la première guerre mondiale, la firme s'était associée avec Rockefeller pour exploiter ses procédés aux États-Unis et fonder Airco, aujourd'hui troisième producteur du pays. En 1945, faute de pouvoir souscrire aux augmentations de capital, sa part tombe de 40 % à 22 % et doit même être vendue pour rapatrier les dollars dont la France, ruinée, a un besoin urgent. Il faudra près de trente ans pour reprendre pied chez l'oncle Sam. C'est à partir de la succursale canadienne, restée active, que la reconquête va être entreprise, sous l'impulsion de Pierre Salbaing, ancien attaché naval à Washington.

Il sera puissamment épaulé par Jean Delorme, qui, jeune ingénieur civil des mines, est entré dans la société en 1927 et a succédé à son père en 1945. Tous deux sont hantés par le formidable marché des États-Unis, cinq fois celui de la France. Petit à petit, sans investir lourdement, avec peu d'argent, payant surtout en savoir-faire et en papier, la société s'est installée dans des régions riches d'avenir : la côte ouest, le golfe du Mexique, les Caroline. Aujourd'hui, elle est devenue le quatrième producteur de gaz industriel du pays derrière Union Carbide, Air Product et Airco, avec 13 % à 14 % du marché et 500 millions de dollars de chiffre d'affaires.

Prescience

Jean Delorme, jusqu'à la fin de son mandat, et même au-delà, avec une prescience que lui reconnaissent ses collaborateurs, aura poussé son groupe dans les applications nouvelles des gaz liquéfiés, au-delà des utilisations classiques dans l'industrie (soudage, soufflage d'oxygène dans la sidérurgie, etc.).

Au prix d'un énorme effort de recherches, qui débuta il y a quatre-vingts ans, les productions sont renouvelées à 50 % sur les derniers dix ans grâce à de nouveaux marchés porteurs : propulsion dans l'espace, lutte anti-pollution, fourniture de gaz à très haute pureté pour la fabrication de composants électroniques et, surtout, l'agro-alimentaire, qui réclame de l'azote stérile pour la conservation des denrées et, pour ses chaînes de froid, du gaz carbonique dont l'Air liquide est devenu le deuxième producteur mondial.

Résultat : le groupe, avec ses vingt-cinq mille personnes dans soixante-sept pays et ses 17 milliards de francs de chiffre d'affaires a traversé la crise comme un boulet de canon et vient d'afficher un bénéfice consolidé record d'un milliard de francs, en augmentation de 23 %. Quant au cours de Bourse, il est au plus haut niveau historique. Il faut donc croire que la longévité de M. Jean Delorme, à une époque où l'on pousse les gens à la porte dès l'âge de soixante ans et même bien avant, n'a pas trop mal réussi à son entreprise. Elle rejoint celle d'autres valeureux performants, comme MM. Marcel Dassault, quatre-vingt-treize ans et Jean Mantelet, quatre-vingt-cinq ans, toujours à la tête de Moulinex. A côté d'eux, le baron Bich (soixante et onze ans) n'est qu'un jeune homme.

Le plus piquant est que M. Delorme a géré son groupe « *à la française* ». D'une nature plutôt autoritaire et secrète, il faisait parfois vivre son personnel dans l'angoisse de ses verdicts. Au siège du quai d'Orsay, à Paris, la communication directe avec les médias était réduite au strict minimum : pas de conférence de presse depuis dix ans et une réaction d'écorché vif, partagée par tous les cadres, dès qu'un journaliste apparaissait.

Ce ne sera pas, très probablement, le style du successeur, M. de Royère, qui, sans renier son beau-père et avec son nouveau directeur général, M. Alain Joly, sera plus sensible à la notion de consensus, dont les visites répétées à la filiale japonaise lui auraient, dit-on, donné le goût.

FRANÇOIS RENARD.

M. BÉRÉGOVOY DEMANDE QUE SOIT EXAMINÉE L'AUGMENTATION DE LA TAXE SUR LES ASSURANCES POUR LES JEUNES

« *La préparation du budget de 1986 impose le même effort de rigueur qu'en 1985 (...). La recherche, la modernisation industrielle, la sécurité, sont des priorités, ainsi que l'éducation et la culture. Pour réaliser cet exercice difficile, il faut bien entendu des économies dans la gestion : donc économiser sur les dépenses de fonctionnement et dans la fonction publique, et sans doute limiter les recrutements au strict nécessaire* », a déclaré, dimanche 16 juin, M. Pierre Bérégovoy au « Club de la presse » d'Europe 1.

Concernant l'encouragement à l'investissement, le ministre de l'économie et des finances a précisé : « *L'amortissement accéléré (...) prend fin au 1er janvier 1986. Nous allons donc y substituer une mesure plus durable (...). Cela peut être (...) une réduction de l'impôt sur les sociétés lorsqu'il y a réinvestissement. Cela peut être une mesure de même nature mais qui pour être efficace doit être durable.* »

Après avoir reconnu que la Sécurité sociale avait pour 1985 un « *besoin de financement de 3 milliards de francs* » — c'est-à-dire un déficit à combler, — le ministre de l'économie et des finances a ajouté : « *En 1986, les comptes seront équilibrés grâce aux mesures que nous sommes en train de prendre.* » La taxe sur les assurances, qui va être augmentée, « *rapporte actuellement 3,5 milliards. Son produit sera augmenté de 1 milliard (...). Je le reconnais, la nécessaire augmentation de cette taxe peut poser quelques problèmes. C'est pourquoi j'ai demandé à la direction des assurances de mon ministère d'examiner le cas de ceux qui s'assurent pour la première fois, en particulier celui des jeunes, pour qui cette augmentation peut représenter une charge trop lourde.* »

ENTREPRISES

● **Restauration publique : Eurest et UB Restaurants lancent la chaîne Pizzaland en Europe continentale.** — La Société européenne de restauration (Eurest), filiale à 100 % du groupe des Wagons-Lits, et la firme UB Restaurants, qui gère l'ensemble des activités de restauration du groupe United Biscuits (à l'exception de la société Wimpy), viennent de signer un accord. Aux termes de celui-ci, Eurest et la firme britannique United Biscuits vont créer plusieurs communes dans divers pays d'Europe (dont la liste n'est pas encore arrêtée) pour y implanter la chaîne de restaurants Pizzaland.

● **Louis Vuitton crée une filiale commune en Espagne avec le groupe Loewe.** — Le bagagiste de luxe Louis Vuitton a signé un accord avec le groupe espagnol Loewe, spécialisé dans les articles de cuir de haute qualité (pour le voyage et l'habillement), afin de créer une société commune dans laquelle la firme française sera très majoritaire. Cette société, qui sera chargée de diffuser la marque Loewe hors d'Espagne, mettra sur pied un réseau international de magasins et de points de vente, qui devrait regrouper, en 1988, plus d'une dizaine de magasins en Europe et une trentaine de points de vente aux Etats-Unis, au Japon et dans la zone Pacifique.

ÉTRANGER

LA RÉDUCTION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE AMÉRICAIN

Un nombre grandissant de parlementaires sont favorables à l'accroissement de la fiscalité

De notre correspondant

Washington. – Un consensus s'esquisse entre parlementaires démocrates et républicains sur la nécessité d'un accroissement de la pression fiscale, auquel M. Reagan vient à nouveau de se déclarer opposé.

Cette relance du débat sur le montant de l'impôt tient à l'actuel ralentissement de la croissance américaine dont pratiquement plus personne n'espère, aux Etats-Unis, qu'elle puisse atteindre cette année les 4 % qu'avait prévus l'administration. Or, c'est sur ce taux ainsi que sur une inflation plus faible qu'elle pourrait ne l'être en définitive qu'ont été fondées toutes les mesures actuellement envisagées pour réduire le déficit budgétaire. Compte tenu des 50 milliards de dollars de coupes auxquelles la Chambre et le Sénat ont déjà consenti pour 1986, le déficit aurait ainsi dû être diminué de moitié – à 100 milliards environ – d'ici à 1988.

Lundi 10 mai pourtant le directeur du budget, M. David Stockman, avait publiquement estimé qu'à moins d'un fort rebondissement de la croissance, le déficit serait à cette date supérieur aux prévisions de 50 à 70 milliards. A cette occasion, M. Stockman avait également laissé entendre que la croissance pourrait n'être que d'environ 2 % au second trimestre après avoir été de moins de 1 % au premier.

En novembre dernier, le directeur du budget avait déjà eu raison contre le reste de l'équipe présidentielle et le président lui-même en plaidant (vainement à l'époque) en faveur d'un ralentissement de la progression des dépenses militaires. Cette progression a aujourd'hui – et sans que M. Reagan y puisse mais – été réduite au seul taux de l'inflation par le Sénat et totalement stoppée par la Chambre, dont le projet de budget taille moins que celui des sénateurs dans les enveloppes sociales.

Le « dernier ressort »

C'est au lendemain des déclarations de M. Stockman que le président démocrate de la commission budgétaire de la Chambre, M. William Gray, s'est clairement déclaré partisan d'un relèvement des impôts. *« Couper dans les dépenses ne suffira pas : nous devons faire face à la réalité et nous occuper aussi des revenus »*, a-t-il déclaré alors que se réunissait la conférence de conciliation qui devrait mettre au point un compromis entre les projets de budget du Sénat et de la Chambre

Aussitôt interrogé sur cette prise de position, le chef de la majorité républicaine du Sénat, M. Robert Dole, a répondu que si la Chambre faisait montre d'une *« réelle »* volonté de réduire les dépenses (sous-entendu civiles), le Congrès serait alors *« en bonne position pour se tourner vers le président et lui demander : « Approchons-nous, » monsieur le président, du dernier » ressort ? »*

Durant la campagne présidentielle, M. Reagan avait affirmé que ce ne serait qu'en *« dernier ressort »* qu'il accepterait une hausse des impôts que son adversaire démocrate avait eu la trop grande honnêteté de présenter comme inéluctable. Ainsi, confronté à une fronde naissante de l'ensemble du Congrès sur une question dans laquelle sa parole et son *credo* anti-étatiste sont engagés, M. Reagan a déclaré, mercredi, *ne voir dans tout cela qu'une « blague »* et répété qu'il faudrait *« passer sur* [son] *cadavre »* avant de lui imposer une telle mesure.

M. Reagan n'avait pas été moins catégorique sur la nécessité de continuer à faire progresser les dépenses militaires, et il est plus que probable que la bataille n'en restera pas là. Elle pourrait être *particulièrement* confuse, car elle interférerait obligatoirement avec l'examen de la réforme fiscale présentée le mois dernier par le président et qui, théoriquement, devrait n'entraîner ni augmentation ni baisse des rentrées fiscales de l'Etat.

Bien accueilli à sa présentation, ce projet suscite maintenant une contestation croissante au fur et à mesure que les différents groupes d'intérêts découvrent les implications qu'il aurait pour eux.

BERNARD GUETTA.

EN GRANDE-BRETAGNE

Multiplication des fraudes dans les systèmes bancaires informatisés

De notre correspondant

Londres. – Les cas de fraude dans les transactions bancaires par ordinateur ne cessent de se multiplier. Très peu sont découverts, et, quand il le sont, les établissements qui en sont victimes préfèrent, le plus souvent, n'en pas faire état. Telles sont les conclusions d'une enquête réalisée dans la City par le service d'information des deux chaînes de la télévision indépendante britannique (ITN) et diffusée le 13 juin.

Les enquêteurs ont analysé deux exemples. Dans le premier – le plus rocambolesque – un ancien haut fonctionnaire colombien, M. Roberto Soto, maintenant réfugié en Autriche, est accusé d'avoir détourné 13 millions de livres (près de 156 millions de francs) par une série d'opérations de transfert entre son pays, la Suisse et les Etats-Unis.

A l'origine de la fraude : un faux ordre de virement transmis par ordinateur à l'agence londonienne de la Chase Manhattan Bank. L'affaire fait grand bruit en Colombie, d'autant plus que depuis sa révélation quatre personnes ont été victimes de meurtre, parmi lesquelles un parlementaire qui présidait la commission d'enquête et un avocat qui représentait les intérêts d'un homme d'affaires américain soupçonné d'être le complice de M. Soto.

Le silence des victimes

Second exemple : selon les enquêteurs d'ITN, un programmeur employé d'une grande banque britannique (qui refuse d'être nommée) aurait récemment réussi à faire virer sur son compte 6 millions de livres en se livrant à un véritable acte de piraterie sur le réseau informatisé utilisé par l'établissement. Un des experts, aux services desquels les banques de la City font désormais appel pour tenter de dépister ce type de fraude, a indiqué que l'auteur du détournement de fonds aurait, par la suite, proposé à la banque de lui retourner la moitié de la somme dérobée et de lui faire *connaître sa « méthode »* à condition qu'aucune plainte ne soit déposée.

Alors qu'on lui demandait si pareille impunité avait été obtenue, l'expert s'est contenté de répondre : *« Aucune poursuite n'a été engagée, c'est certain ; concluez vous-mêmes... »* Plusieurs de ses confrères ont confirmé que les rares fois où de telles opérations frauduleuses ont été décelées, les banques se sont délibérément abstenues de prévenir la police, craignant de provoquer une mauvaise publicité et d'alarmer ainsi leurs clients, au risque de les perdre. Un autre « détective » spécialisé a déclaré qu'à son avis « 99 % » de ces détournements par ordinateur restent totalement ignorés, mais que le montant des pertes vraisemblablement subies de ce fait par les banques est en train de croître rapidement.

Les banques font silence, et la police le déplore. Une nouvelle section spéciale a été créée à Scotland Yard pour mener des investigations dans les différents cas d'utilisation illicite des systèmes informatisés. Mais son directeur souligne qu'il n'a été saisi ni de l'affaire révélée par les journalistes d'ITN ni d'aucune autre comparable, malgré les multiples rumeurs qui circulent aujourd'hui dans la City à ce sujet.

Pour permettre à la police et à la justice d'agir, une modification de la loi est envisagée, car, en son état actuel, rien n'oblige la dénonciation de pareils faits lorsqu'ils sont constatés. Certains députés estiment que l'on pourrait s'inspirer de la législation américaine, qui prévoit des peines allant jusqu'à un an d'emprisonnement pour défaut de témoignage.

FRANCIS CORNU.

MARCHÉ COMMUN

La réalisation de l'Europe technologique nécessitera une modification du traité de Rome

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Quelle place doivent occuper la Communauté et ses institutions dans la mise en œuvre du programme Eurêka et la création d'une Europe de la technologie ? La Commission va soumettre de façon incessante ses idées aux gouvernements membres afin qu'elles puissent être débattues au conseil européen qui se tiendra à la fin du mois, à Milan.

L'initiative qu'elle va prendre est attendue avec une certaine appréhension à Paris où les équipes qui s'occupent d'Eurêka ont eu et continuent à avoir, jusqu'ici, comme principale préoccupation la définition du contenu des programmes *plutôt* que l'organisation de la coopération entre les gouvernements membres, la Commission de Bruxelles et les industriels.

A Paris, on craint, par-dessus tout, que l'émergence de ces problèmes de méthode ait comme principal effet de ralentir le mouvement d'une opération qui, pour l'instant, marche bien. M. Jacques Delors et ses services sont parfaitement conscients du danger. Ils croient, eux aussi, que la meilleure voie est de prouver le mouvement en marchant, mais considèrent, cependant, à juste titre, que le problème des modalités de la présence de la Communauté dans le programme Eurêka ne peut être esquivé même si l'ambiance n'est d'aucune manière à l'affrontement entre Paris et Bruxelles.

« La Communauté constitue le cadre de référence et de cohérence dont on ne peut se passer », fait-on valoir à Bruxelles. Sa présence active permettrait d'éviter de séparer les progrès en matière de technologie et de marchés. Or des avancées technologiques sans marchés porteurs et sans concurrence n'ouvrent pas de véritable politique industrielle et commerciale. De façon plus générale, on insiste sur la nécessité pour réussir de faire jouer les synergies avec les autres politiques communes commerciales, agricoles, économiques et monétaires, etc. Autre argument présenté comme décisif : le cadre communautaire existe, il est immédiatement disponible, ce qui permet de gagner du temps.

Les programmes en cours : ESPRIT (techniques de l'information), BRITE (diffusion des technologies de pointe dans l'industrie traditionnelle), RACE (télécommunication), peuvent fournir les structures d'accueil nécessaires à ceux des projets Eurêka qui se situeraient dans leur prolongement. On relèvera ici la préoccupation de la Commission de conserver cette spécificité assez remarquable qu'était parvenu à insuffler le vice-président Étienne Davignon – qui dans le précédent collège avait la charge des affaires industrielles – aux équipes, le plus souvent de formation récente chargées de la coopération technologique.

Livre blanc

Comment inscrire Eurêka dans le cadre communautaire ? La bureaucratie européenne est réputée lourde. Or, Eurêka, répète-t-on à satiété, doit être fait de souplesse, de mouvement. M. Delors estime qu'il convient de tenir compte de cet état d'esprit. Prétendre que le traité de Rome ou celui d'Euratom rendent toute formes de coopération possibles susciterait, il en est convaincu, le scepticisme et, qui plus est, ne correspondrait pas à la réalité.

Cela est vrai pour le fonctionnement de projets, mais l'est encore plus pour le financement. Les financements communautaires sont assurément possibles et souhaitables, mais, compte tenu des ambitions d'Eurêka ainsi que de la modestie des ressources disponibles, ils ne seront pas suffisants et devront s'accompagner de transferts supplémentaires venant des budgets nationaux. Pour ces raisons, la Commission se gardera donc probablement de proposer des procédures trop précises.

La géométrie varable est assurément praticable dans la Communauté. Le souci de M. Delors est de faire en sorte que les nécessaires aménagements de la réglementation actuelle puissent être décidés sans soulever des difficultés institutionnelles insurmontables. Pour ce faire, la Commission, et ce sera sans doute l'aspect le plus original de ses futures propositions, devra préconiser soit la modification de certains des articles du traité afin de se dégager plus facilement de l'obligation d'unanimité, soit l'adoption d'un protocole au traité prévoyant des dispositions spécifiques pour la mise en place de l'Europe de la techno logie.

Cette même nouvelle « motorisation » institutionnelle, comme on dit à Bruxelles, sera également nécessaire pour mener, d'ici à 1992, la réalisation entre les douze pays de la Communauté élargie d'un grand marché intérieur, c'est-à-dire la suppression de tous les obstacles qui subsistent à la libre circulation des marchandises, des personnes, des capitaux, des services.

Cet ambitieux projet, complémentaire à bien des égards de celui qui vise à la création d'une Europe de la technologie, fait l'objet d'un Livre blanc que la Commission vient de transmettre aux gouvernements membres et qui sera examiné lors du conseil européen de Milan. La Commission dresse un inventaire à la Prévert des actions à entreprendre pour parvenir à ce grand marché unique.

C'est là, par définition, un exercice de détail où elle passe successivement en revue l'élimination des frontières physiques – le contrôle des personnes et des marchandises – des frontières techniques et des frontières fiscales. C'est un immense programme où cohabitent des domaines de coopération déjà connus, telle la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie pour accélérer l'instauration de normes communes, et des domaines résolument nouveaux au premier rang desquels la mise en place, toujours d'ici à 1992, d'un marché commun des services, ou encore, dans les mêmes délais, le rapprochement décisif des fiscalités indirectes.

Comment imaginer, en effet, qu'un bond en avant aussi fabuleux puisse être accompli si, conformément aux dispositions actuelles des traités, la multitude des décisions qu'il suppose continue à requérir l'unanimité ?

PHILIPPE LEMAITRE.

La politique agricole commune victime des contraintes budgétaires de la CEE

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – La politique agricole commune (PAC) devra supporter seule les contraintes budgétaires de la CEE, et la majorité des Etats membres – dont la France – auront pratiquement épuisé leurs capacités de financement dès la fin de l'année prochaine. Telles sont les principales constatations qui ressortent du projet pour 1986 établi le 15 juin par la Commission européenne.

« Nous devons mener une politique agricole très restrictive en termes budgétaires », a expliqué M. Christophersen, le commissaire compétent, en présentant les propositions de Bruxelles. La lecture des chiffres est encore plus explicite. Par rapport à l'année en cours, le coût de l'« Europe verte » (pour une Communauté à dix) devrait augmenter de 2,4 %, contre 58,9 % pour le fonds social, et de 45,5 % pour les actions régionales de la CEE, les deux autres principaux postes de dépenses.

Au titre de la « discipline budgétaire », il avait été entendu, il y a un an, au Conseil européen de Fontainebleau que les dépenses agricoles devaient croître moins vite que l'augmentation des ressources financières de la CEE, tandis que celles des « fonds structurels » (contributions communautaires aux politiques régionales et sociales des Etats membres) pouvaient enregistrer une hausse supérieure.

Le projet de budget de la commission – 33 milliards d'ECU (228 milliards de francs) pour le fonctionnement d'une communauté à douze – épuise pratiquement les possibilités de versement de TVA des Etats membres actuels, à l'exception de l'Allemagne fédérale et du Royaume-Uni. Au 1er janvier prochain, le taux des recettes de TVA versée par les dix à la caisse européenne (1) passera de 1 % à 1,4%. Or les huit pays concernés atteindront, selon les estimations de Bruxelles, un pourcentage égal à 1,35 % à la fin de 1986.

Le Royaume-Uni, compte tenu du système de compensation arrêté à Fontainebleau, ne versera que 0,82 % des recettes fiscales, et la RFA, dispensée partiellement des remboursements à Londres, seulement 1,18 %.

Une fois atteinte la limite de 1,4 % par un ou plusieurs Etats membres, la question de l'augmentation des « ressources propres » se posera à nouveau. La commission affirme que le taux de TVA sera également suffisant pour l'exercice 1987. Mais ses calculs se fondent sur une sévère compression du coût de la PAC. L'objectif pourrait-il être atteint alors qu'on ne connaît pas l'issue de la bataille engagée par le gouvernement allemand sur le prix des céréales, la troisième source de dépenses de l'« Europe verte ».

MARCEL SCOTTO.

(1) Les « ressources propres » de la CEE sont composées de la part TVA et du produit de la perception des droits de douane et des prélèvements agricoles.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,3520	9,3570	+ 190	+ 205	+ 390	+ 420	+1 075	+1 175
$ can.	6,8348	6,8409	+ 14	+ 35	+ 55	+ 92	+ 175	+ 272
Yen (100)	3,7358	3,7593	+ 119	+ 128	+ 242	+ 260	+ 704	+ 752
DM	3,0482	3,0509	+ 112	+ 122	+ 231	+ 246	+ 670	+ 714
Florin	2,7048	2,7071	+ 70	+ 77	+ 148	+ 161	+ 462	+ 499
F.B. (100)	15,1229	15,1359	+ 160	+ 203	+ 324	+ 409	+ 951	+1 210
F.S.	3,6241	3,6282	+ 138	+ 153	+ 286	+ 306	+ 852	+ 914
L (1 000)	4,7812	4,7886	– 147	– 127	– 287	– 254	– 791	– 708
£	11,9229	11,9358	– 236	– 198	– 461	– 395	–1 108	– 936

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 1/2	7 3/4	7 7/16	7 9/16	7 1/2	7 5/8	7 3/4	7 7/8
DM	5 1/4	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8
Florin	6 7/8	7 1/8	6 11/16	6 13/16	6 5/8	6 3/4	6 5/8	6 3/4
F.B. (100)	8	9	8 3/4	9	8 3/4	9	8 7/8	9 1/8
F.S.	1	2	5 1/16	5 5/16	5 1/8	5 1/4	5 3/16	5 5/16
L (1 000)	13 1/2	14 1/2	13 3/8	13 7/8	13 1/4	13 3/8	13 3/8	13 3/4
£	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 5/8	12 7/16	12 9/16	12 1/8	12 1/4
F. franç.	9 15/16	10 3/16	10	10 1/4	10 1/16	10 5/16	10 5/16	10 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

Le risque de nouveaux chocs pétroliers existe au-delà de 1990

La détente actuelle du marché pétrolier durera jusqu'à la fin de la décennie. Mais elle ne doit pas faire illusion. Au-delà de 1990, le risque de nouveaux chocs pétroliers existe, et les pays industrialisés, s'ils relâchent leurs efforts d'indépendance énergétique, pourraient redevenir aussi vulnérables qu'ils l'étaient au début des années 70, avertit l'Agence internationale de l'énergie dans son rapport annuel, publié lundi 17 juin.

En dépit des efforts réalisés depuis dix ans, le pétrole demeure et restera encore longtemps la principale source d'énergie des pays membres de l'Agence – les vingt et un principaux pays développés moins la France. Il couvrira encore en l'an 2000 quelque 34 % de leurs besoins, contre 44 % en 1983. Or la production domestique des pays de l'AIE, notamment celle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, a probablement atteint son sommet et devrait constamment diminuer d'ici à la fin du siècle.

La dépendance des pays industrialisés vis-à-vis de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ne devrait donc pas manquer de s'accroître à nouveau d'ici à la fin du siècle. Ainsi, la production de pétrole OPEP requise pour équilibrer les besoins mondiaux devrait atteindre 23 millions de barils par jour (1) en 1990 et 29 millions de barils/jour en l'an 2000, à comparer avec une production actuelle estimée à 16 millions de barils/jour.

Les pays développés doivent donc, pour tenter d'éviter de nouvelles tensions, poursuivre et même renforcer au besoin leurs politiques visant à développer des sources d'énergie alternatives, estime l'Agence, qui souligne dans cette optique l'importance du charbon et de l'électricité nucléaire.

Dans un autre rapport, publié le même jour et consacré à l'électricité, l'AIE estime, en effet, que le développement de la production d'électricité dans les pays membres est *« économiquement justifié »*, compte tenu des besoins à long terme, bien qu'existe actuellement une surcapacité estimée à 7 % environ. La consommation d'électricité devrait progresser d'ici à 1990 de 3,3 % l'an, et de 2,6 % l'an de 1990 à l'an 2000, soit plus rapidement que *« toute autre forme d'énergie »*. Le nucléaire devrait jouer, dans cette expansion, un rôle prépondérant, sa part, dans la production totale, devant passer de 13 % en 1983 à 21 % en 1990, et 25 % en l'an 2000.

(1) 1 million de barils par jour = 50 millions de tonnes par an.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMINDO S. A.

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 13 juin 1985 sous la présidence de M. Gérard Dangelzer.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font ressortir un bénéfice de l'exercice de 24 046 648,25 F contre 22 412 243,54 F en 1983, soit une progression de 7,29 %. L'assemblée a décidé la distribution, à compter du 24 juin 1985, d'un dividende de 18,40 F par action contre 17,25 F au titre de l'exercice précédent.

Les conditions d'exploitation du patrimoine ont été satisfaisantes en 1984. Le taux d'occupation des immeubles d'habitation est resté voisin de 100 % et toutes les surfaces commerciales ont été louées au cours de l'exercice. Le patrimoine d'Immindo, qui n'a pas subi de modifications en 1984, se compose de 15 immeubles représentant 706 appartements et 12 407 m² de surfaces commerciales. Sa superficie totale se répartit à concurrence de 77 % dans l'habitation et de 23 % dans les immeubles commerciaux.

CESSATION DE GARANTIE

Communiqué de l'Européenne de Banque, 21, rue Laffitte, 75009 Paris.

Radiation de la garantie financière accordée à la SARL Société d'organisation de loisirs touristiques et culturels « S.O.L.T.E.C. », 80, rue Taitbout, 75009 Paris, au titre de l'activité professionnelle d'agence de voyages.

Cette garantie cessera trois jours francs après la publication du présent avis, conformément à l'article 20 du décret n° 77.363 du 28 mars 1977.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de l'Européenne de Banque dans les trois mois de cette insertion.

CHAMPAGNE MUMM

L'assemblée générale ordinaire de G.-H. Mumm et Cie, réunie le 12 juin 1985 sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1984.

Elle a décidé, sur la proposition du conseil d'administration, de distribuer à chacune des 828 545 actions composant le capital social un dividende de 16,50 F, identique à celui de l'exercice précédent et comprenant l'impôt déjà versé au Trésor de 5,50 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 1er juillet 1985.

Moët-Hennessy

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie à Paris le 13 juin 1985 sous la présidence de M. Alain Chevalier, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 1984.

Elle a fixé à 23 francs par action le dividende de l'exercice auquel s'ajoute un impôt payé d'avance (avoir fiscal) de 11,50 francs, soit un dividende global de 34,50 francs.

Il est rappelé qu'un acompte sur dividende de 9 francs par action a été payé le 4 février 1985. Le complément, soit 14 francs, sera mis en paiement à partir du 1er juillet 1985 contre remise du coupon n° 41.

L'assemblée générale a renouvelé pour une période de six ans le mandat d'administrateur de MM. Alain de Pracomtal et Gérald de Geoffre de Chabrignac.

Par ailleurs, elle a renouvelé l'autorisation donnée au conseil de procéder dans une période de cinq ans à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations libellées en francs français ou en monnaies étrangères, à concurrence de 500 millions de francs ou de la contre-valeur de ce montant.

A l'issue de l'assemblée ordinaire, une assemblée générale extraordinaire a renouvelé l'autorisation donnée au conseil de porter le capital social à un montant nominal maximal de 500 millions de francs, en une ou plusieurs fois dans les cinq ans à venir.

Elle a aussi autorisé le conseil à consentir, au bénéfice des membres du personnel du groupe, des options de souscription d'actions nouvelles.

Elle a accepté, de même, les modifications statutaires qui lui étaient proposées (mise en harmonie des statuts avec la loi sur les sociétés et élargissement de l'objet social).

Le conseil d'administration qui s'est réuni par la suite a renouvelé les mandats de vice-président et de directeur général de M. Alain de Pracomtal.

Le président a fait part au conseil de l'activité satisfaisante du groupe pour les cinq premiers mois de l'année, dont le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 22 %.



Dans sa lettre aux actionnaires, M. Joseph Pollet, président du directoire, présente les résultats de l'exercice clos le 28 février 1985.

LA REDOUTE SA (holding du groupe) a réalisé un résultat courant de 69 MF et un bénéfice net de 64 MF, compte tenu d'une provision complémentaire de 20 MF pour la dépréciation des titres Rombaldi.

REDOUTE CATALOGUE (vente par catalogue et magasins) : CA TTC, 6 957 MF (+ 7 %) ; bénéfice net, 89 MF (– 2,4 %). La SNER, qui vient d'ouvrir avec succès deux nouvelles surfaces (Vélizy et la Défense), et Motivex ont enregistré des progressions élevées tant de leur chiffre d'affaires que de leurs résultats.

GROUPE PRÉMAMAN (419 magasins sous enseignes Prémaman, Prénatal, Balloon, Till, Julie Ambre) poursuit sa politique de rénovation et d'ouvertures en 1985. CA TTC, 767 MF (+ 5,2 %) ; bénéfice net, 20 MF (+ 14,4 %).

GROUPE SIAD, acquis en février dernier (211 magasins en Autriche, Italie, Allemagne et Espagne, aux enseignes Prénatal et Ragazzeria) : CA TTC, 161 milliards de lires ; bénéfice net, 2 milliards de lires.

VESTRO (vente par catalogue en Italie) : CA TTC, 141 milliards de lires (+ 7,3 %) ; perte nette, 0,2 milliards de lires.

ÉDITIONS ROMBALDI (livres, fiches pratiques et lithographie) : CA TTC, 238 MF (– 28,5 %) ; perte nette, 18 MF.

FINAREF (établissement financier du groupe) : produits encaissés, 313 MF (+ 16 %) ; bénéfice net, 26 MF (+ 29 %).

GROUPE REDOUTE : le chiffre d'affaires consolidé TTC ressort à 9 571 MF, en progression de 21,3 % (+ 9 % à données comparables).

Le résultat courant avant impôt s'élève à 259 MF (+ 12 %) et le bénéfice net à 118 MF (+ 7 %).

La MBA corrigée de l'incidence de la participation des salariés est de 226 MF (+ 18,4 %).

Le directoire proposera à la prochaine assemblée générale, le 25 juillet, de distribuer un dividende net de 44 F par action (contre 42 F). Compte tenu de l'acompte de 20 F versé le 10 juin, le solde (soit 24 F) sera payé le 29 novembre prochain.

L'exercice démarre dans d'excellentes conditions pour l'ensemble des sociétés du groupe puisque, à l'issue du premier trimestre, le chiffre d'affaires consolidé ressort à 2 743 MF (+ 18,1 % à données comparables sur la même période de l'an dernier).

castorama

En 1984, CASTORAMA a confirmé sa position de leader sur le marché du Bricolage en France.

L'activité des magasins CASTORAMA s'est traduite par une progression du chiffre d'affaires TTC de 20,7 % par rapport à l'exercice précédent. L'ensemble du Groupe CASTORAMA a réalisé en 1984 :
- un chiffre d'affaires consolidé TTC de 3 Milliards 328 Millions de F., en progression de 15,4 %.
- une marge brute d'autofinancement de 117 Millions de F., en progression de 19,6 %.
- un bénéfice net consolidé courant de 41,3 Millions de F., en progression de 15,9 % par rapport à celui de l'année précédente retraité selon les nouvelles normes comptables.

Les investissements qui se sont élevés à 183 Millions de F. ont notamment porté sur l'ouverture de 6 nouveaux magasins et l'agrandissement de 3 magasins existants. Depuis le début de 1985, 4 nouveaux magasins se sont ouverts : Essey-Les-Nancy (4000 m2), Perpignan (4000 m2), Sartrouville (78) (3500 m2) et Montélimar (reconstruction). Enfin, 2 autres ouvertures sont prévues au cours du premier semestre : Liévin (62) et Anglet (64).

Les 71 magasins existant à ce jour ainsi que les négoces de matériaux sont des unités d'exploitation détenues en propre par le Groupe et sont managées par des directeurs responsables à part entière.

Afin d'accroître leurs performances, il a été décidé une décentralisation de l'informatique dont le rôle est prépondérant notamment dans la gestion des approvisionnements et des marges commerciales. Ce vaste programme qui porte sur l'équipement de 80 sites en mini-ordinateurs est amorcé et se déroulera sur 18 mois. Cette décision permettra, en outre, d'abaisser les coûts de traitement et de répondre de façon très souple à l'expansion du Groupe qui se poursuivra dans les prochaines années.

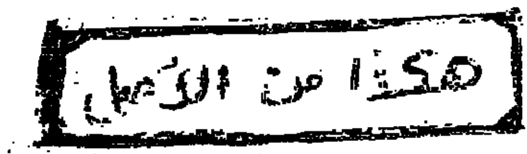
Par ailleurs, en vue d'améliorer sa compétitivité, le Groupe a fait évoluer il y a un an sa structure d'organisation en créant 3 Directions Exécutives directement rattachées à la Direction Générale.
- Direction France Nord qui regroupe 4 régions : Nord, Est, Ouest et Paris.
- Direction France Sud qui regroupe 3 régions : Rhône-Alpes, Aquitaine et Midi.
- Direction des Négoces de Matériaux Nord, Est et Rhône-Alpes.

Ce rapprochement des négoces s'est traduit par la mise en place d'une nouvelle dynamique dont les résultats ont apporté, dès 1984, un net accroissement de productivité et dont les pleins effets apparaîtront en 1985. D'autre part, viendra s'adjoindre une 4ème Direction exécutive «Etranger» dès que prendront forme les projets d'expansion hors hexagone à l'étude.

Enfin, dans le souci de développer la politique de participation aux résultats, une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe vient d'être réalisée. De plus, un plan d'options de souscription d'actions a été octroyé à la majeure partie des cadres du Groupe. Ces dispositions viennent compléter d'autres formes d'intéressement et sont des éléments supplémentaires de motivation des 4 600 personnes qui y travaillent.

Sur simple envoi de votre carte de visite à l'adresse suivante : CASTORAMA, Direction Financière, Zone Industrielle 59175 TEMPLEMARS, vous recevrez le dernier rapport annuel.

DUBOIS INVESTISSEMENTS, Holding de Castorama, est cotée à la Bourse de Lille.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 6 juin
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	432 811
dont :	
Or	256 912
Disponibilités à vue à l'étranger	84 545
ECU	72 880
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 472
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	26 645
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	153 655
dont :	
Effets escomptés	86 563
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 455
5) DIVERS	8 726
Total	696 294

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	200 174
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 318
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 115
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	89 224
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	16 801
5) ECU A LIVRER AU FECOM	72 880
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	8 218
Total	696 294

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	7 juin	14 juin
Valeurs franç. à revenu variable	124,2	122,4
Valeurs industrielles	120,7	116,6
Valeurs étrangères	107,8	103,9
Pétroles-Energie	98	90,8
Chimie	123,1	120,3
Métallurgie, mécanique	150,6	144,6
Electricité, électronique	131	125,4
Bâtiment et matériaux	140	134,1
Ind. de consommation non alimentaire	122,8	116,5
Agro-alimentaire	109,6	105,8
Distribution	124,9	118,6
Transports, loisirs, services	125,5	119,6
Assurances	134,4	136,8
Crédit banque	140,8	134
Sicomi	115,9	114,1
Immobilier et foncier	125	122,7
Investissement et portefeuille	139	155,9
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	103,4	103,4
Emprunts d'Etat	102,8	102,7
Emprunts garantis et assimilés	103,7	103,7
Sociétés	103,5	103,2
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1940	1911,8
Valeurs étrangères	3408,4	3283,2
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	279,9	276,8
Valeurs étrangères	460,8	444,1
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	113,6	113,6
Emprunt d'Etat	113,1	113
Emprunts garantis et assimilés	113,6	113,6
Sociétés	114,9	114,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	231,3	223,5
Produits de base	181,1	176,6
Construction	167	160,3
Biens d'équipement	231,7	224,7
Biens de consom. durables	230,5	223,6
Biens de consom. non durables	313	309
Biens de consom. alimentaires	267,9	258,1
Services	198,3	190,3
Sociétés financières	322,4	308,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	221,5	209,3
Valeurs industrielles	222,7	216,3
BOURSES REGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	198,3	198,3

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE : LA MAAF ENTEND ÉLARGIR SON OPA. – La Mutuelle artisanale de France (MAAF), qui a récemment obtenu l'autorisation de lancer officiellement l'offre publique d'achat (OPA) projetée sur la Banque hypothécaire européenne (*le Monde* du 27 avril 1985), a indiqué, le 14 mai, qu'elle élargissait cette OPA à tous les titres qui seraient présentés dans la mesure où le seuil de 51 % serait dépassé. Dans le cas où la totalité des titres serait apportée, la MAAF s'engage alors à remettre sur le marché une quantité d'actions BHE suffisante pour maintenir le titre à la cote.

[Cette opération, conduite par la Banque Stern, à l'origine de l'OPA, et qui porte sur un prix de 350 F par action, vise à s'opposer à la contre-offensive déclenchée par la Société générale. Celle-ci, qui détient déjà directement 10 % du capital de la Banque hypothécaire européenne, présidée par M. Daniel Deguen, s'est assuré un certain nombre d'options et de concours qui lui permettraient, le cas échéant, de détenir le contrôle de la BHE.]

TELEFONICA A LA BOURSE DE LONDRES. – La Compania Telefonica Nacional de Espana, compagnie étatique, va introduire 15 millions de ses actions, à partir du 27 juin prochain, à la Bourse de Londres, avec le concours de la firme de courtage Savory Mill. La société espagnole devrait opérer de même, par la suite, à Paris et à Francfort, sous l'égide de Paribas et de la Dresdner Bank. Rappelons que le département américain de la défense étudie actuellement un projet de société commune (*joint venture*) entre Telefonica et American Telephone and Telegraph, aux termes duquel le groupe ATT construirait, en Espagne, une usine de semi-conducteurs de 200 millions de dollars.

AMRO BANK LANCE DES CERTIFICATS EN ECU. – La banque néerlandaise Amro Bank va lancer, à partir du 18 juin, des certificats d'épargne en ECU à 9 % (durée huit ans), selon un taux d'émission qui sera prochainement rendu public.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	13 juin
Valeurs françaises	121,9
Valeurs étrangères	105,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	13 juin	14 juin
Indice général	226,7	223,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 17 juin .... 10 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14 juin	17 juin
1 dollar (en yens)	249	248,90

BOURSE DE PARIS Comptant 14 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	31 20	2 112
5 %	47	1 836
3 % amort. 45-54	71	2 614
Emp. 7 % 1973	8278	..
Emp. 8,80 % 77	119 80	0 555
9,80 % 78/93	97 10	9 075
8,80 % 78/86	97 60	4 460
10,80 % 79/94	100 05	8 403
13,25 % 80/90	106 02	0 436
13,80 % 80/87	106 31	9 150
13,80 % 81/89	108 80	5 709
16,75 % 81/87	111 90	12 758
16,20 % 82/90	117 96	6 791
16 % juin 82	118 86	0 263
E.D.F. 7,8 % 61	146	5 988
E.D.F. 14,5 % 80-92	....	0 608
Ch. France 3 %	143 30	..
CNB Bques janv. 82	102 60	5 420
CNB Paribas	103 70	5 420
CNB Suez	103 76	5 420
CNI janv. 82	102 40	5 420

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	155	155
A.G.F. (St Cent.)	1870	1801
Amrep	53	55
André Roudière	395	392
Applic. Hydraul.	372 10	372
Arbel	80	80
Artois	1470	1445
Avenir Publicité	1075	1050
Bain C. Monaco	360	345 60
Banania	478 40	475
Banque Hypoth. Eur.	315	315
B.G.I.	248	250 20
Blanzy-Ouest	508	....
B.N.P. Intercontin.	176 60	169 60
Bénédictine	2925	2925
Bon-Marché	251	251
Calf	550	550
Cambodge	345	342
C.A.M.E.	143 80	138
Campenon Bern.	200 10	208 10
Caout. Padang	583	553
Carbone-Lorraine	310	315
Caves Roquefort	1400	1369
C.E.G.Frig.	530	530
C.E.M.	53 90	50 90
Centen. Blanzy	1094	1050
Centrest (Ny)	126 50	124 50
Cerabati	46	50 10 d
C.F.C.	292	280 30
C.F.F. Ferrailles	352 10	352
C.F.S.	541	545
C.G.V.	294	290
Chambon (M.)	483	....
Chambourcy (M.)	1229	1220
Champex (Ny)	145	145
C.I. Maritime	595	594
Citram (B)	192	192
Clause	759	740
Cotradel (Ly)	596	580
Cogifi	372 20	372
Comiphos	236 60	236 90
Comp. Lyon-Alem.	347	343
Concorde (La)	618	618
C.M.P.	14 90	14 90
Crédit (C.F.B.)	302 50	300
Créd. Gén. Ind.	575	578
Cr. Universel (Cie)	640	615
Créditel	141 20	137
Darblay S.A.	486 70	....
Darty Act. d. p.	1245	1250
De Dietrich	547	569
Degremont	156	152
Delalande S.A.	1070	1027 o
Delmas-Vielj. (Fin.)	828	828
Didot-Bottin	600	600
Dist. Indochine	1380	1324
Drag. Trav. Pub.	145	140
Duc-Lamothe	185	....
Eaux Bass. Vichy	1630	1630
Eaux Vittel	1295	1250
Economats Centre	619	600
Electro-Banque	350	350
Electro-Financ.	551	550
Elf-Antargaz	300	288
E.L.M. Leblanc	373	370
Enelfi-Bretagne	152	151 10
Entrepôts Paris	498	....
Epargne (B)	1240	1260
Escaut-Meuse	700	672 o
Europ. Accumul.	59	56 60
Eternit	1340	1300
Exor	1940	1945
Ferm. Vichy (Ly)	196	162 o
Finalens	199	199
FIPP	118	117

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Fnac	450	459
Focep (Chât. eau)	875	875
Foncière (Cie)	328	320
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	1955	2000
Foncina	305	305
Forges Strasbourg	280	280
Foninter	1140	1130
Fougerolle	89	85 50
France I.A.R.D.	170	209
France (La)	2227	2138
From. Paul Renard	736	740
GAN	2621	2601
Gaumont	640	615
Gaz et Eaux	1581	1582
Genty S.A.	474	455
Gér. Arm. Hold.	66	64
Gévelot	300	310
Gr. Fin. Constr.	284 10	285
Gds Moul. Corbeil	160 40	166 80
Gds Moul. Paris	540	....
Groupe Victoire	1699	1663
G. Transp. Ind.	199 50	191 50
H.G.P.	11350	11250
Hydro-Energie	312	....
Hydroc. St-Denis	129 50	124 30 o
Immindo S.A.	306	302
Immivest	237	228
Immobail	415 50	415
Immobanque	655	656
Immob. Marseille	4375	4375
Immofice	435	421
Industrielle Cie	1795	1810
Invest. (Sté Cent.)	1089	1089
Jaeger	212	212
Lafitte-Bail	428	436
Lambert Frères	68	63 40 o
La Brosse-Dupont	337	307 50 o
Lille-Bonnières	423	406
Locabail Immob.	721	700
Loca-Expansion	293	294 80
Locafinancière	379 10	379 10
Locatel	311	320
Lordex (Ny)	157	157
Louvre	1110	1075
Machines Bull	46 90	45 o
Magasins Uniprix	174 50	174
Magnant S.A.	86 30	85 80
Maritimes Part.	198	205
Métal Déployé	385	395
M. H.	92	90
Mors	187 20	180
Naval Worms	198	195
Navig. (Nat. de)	116 90	121 60
Nicolas	480	....
Nobel Bozel	8 90	8 55
OPB Paribas	199	197
Optorg	174	169 50
Origny-Desvroise	179	178
Palais Nouveauté	536	525
Paris France	239	229 50
Paris-Orléans	170 10	168
Part. Fin. Gest. Im.	700	690
Pathé-Cinéma	....	....
Piles Wonder	824	....
Piper-Heidsieck	528	550
P.L.M.	236	187 80 o
Porcher	199	196
Providence S.A.	598	599
Publicis	2100	2015
Raff. Souf. R.	184	182
Révillon	580	540 o
Ricqlès-Zan	220 70	183 50 o
Rochefortaise S.A.	228 70	245 10
Rochette-Cenpa	49	49
Rosario (Fin.)	226 10	217
Rougier et Fils	81	....
Rousselot S.A.	....	....
Sacer	53 50	....
Sacilor	15 75	26 50 d
SAFAA	310	300
Safic-Alcan	364 80	350
SAFT	749	719
Saunier-Duval	26 90	25 80
Saint-Raphaël	92 90	92
Salins du Midi	366 60	366
Santa-Fé	165	165
Satam	160	160
Savoisienne (M)	86 50	90
SCAC	280 20	269
Senelle Maubeuge	471	452
S.E.P. (M)	200	....
Serv. Equip. Véh.	39 40	37 80
Sicli	79	78
Sicotel	359	359
Sintra-Alcatel	613	637
Siovim	165	164
Siph (Plant. Hévéas)	272	270
SMAC Aciéroïd	119 30	114 50
Sté Générale (c. inv.)	588	588
Sofal financière	547	555
Sofio	223	225
Soficomi	650	650
S.O.F.I.P. (M)	90 50	90 50
Sofragi	869	855
Soudure Autog.	162 30	158 20
Sovabail	710	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Speichim	120	126
S.P.I.	580	570
Spie Batignolles	240	246
Stemi	450	445
Taittinger	1360	1400
Testut-Aequitas	551	541
Tour Eiffel	366 50	367 50
Ufiner S.M.D.	97 50	....
Ugimo	328	325
Ugine Gueugnon	59 80	57 40
Unibail	748	731
Unidel	130	130
U.A.P.	3530	3500
Union Brasseries	188 50	....
Un. Imm. France	392	392
Un. Ind. Crédit	605	615
Usinor	7	6 70
U.T.A.	672	645
Vicat	344 30	344 30
Virax	140	134 40 o
Waterman S.A.	471	469
Brass. du Maroc	163	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	495	425
Akzo	310	296
Alcan Alum.	232	....
Algemeine Bank	1275	1296
American Brands	681	681
Am. Petrofina	560	....
Arbed	245	....
Asturienne Mines	125	....
Bco Pop Espanol	105	106
Banque Ottomane	1001	....
B. Régl. Internat.	30700	30000
Barlow Rand	55	54
Blyvoor	66	67
Bowater	35 50	....
Br. Lambert	319 90	314 70
Caland Holdings	100	....
Canadian-Pacific	450	450
Commerzbank	620	635
Dart. and Kraft	1026	989

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
De Beers (port.)	51 20	....
Dow Chemical	320	314
Dresdner Bank	750	....
Finoutremer	245	....
Gén. Belgique	293	286
Gevaert	600	....
Glaxo	161	158 c
Goodyear	280 10	....
Grace and Co	439	....
Gulf Oil Canada	124 20	123
Hartebeest	48	47
Honeywell Inc.	591	....
Hoogoven	184	179
I. C. Industries	350	....
Int. Min. Chem	400	375
Johannesburg	1000	....
Kubota	13	12 70
Latonia	266	261
Mannesmann	560	....
Marks-Spencer	17	....
Midland Bank Plc	47 50	47 40
Mineral-Ressourc.	85 80	85
Noranda	115 50	114 50
Olivetti	31	30 55
Pakhoed Holding	175 10	175
Pfizer Inc.	485	480
Pirelli	13 80	....
Procter Gamble	535	530
Ricoh Cy Ltd	36 80	....
Rolinco	194 50	190 20
Robeco	211 70	206 80
Rodamco	395	387
Shell fr. (port.)	87 80	....
S.K.F. Aktiebolag	214	210
Sperry Rand	556	548
Steel Cy of Can.	142	145
Stilfontein	80	80
Sud. Allumettes	220	....
Tenneco	410	....
Thorn EMI	54	....
Thyssen c. 1 000	280	....
Toray indust. inc	17 95	18
Vieille Montagne	871	871
Wagons-Lits	535	555
West Rand	44	42

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1835	1800
Calberson	340	345
CAP Gemini Sogeti	876	1001 d
C.D.M.E.	740	715
C. Equip. Elect.	295	....
C. Occid. Forestière	155	155
Delta	252 90	252
Dauphin O.T.A.	1990	1950
Elect. S. Dassault	848	821
Filipacchi	591	591
Guy Degrenne	730	711
Merlin Immobilier	347	345
Métallurg. Minière	257	256
M.M.B	438 80	421 50
Navale-Delmas	425	424
Om. Gest. Fin.	315	305
Petit Bateau	348	344
Petrofigaz	665	660
Pocher	1780	1780
Poron	325	328
S.C.G.P.M.	314	310
S.E.P.	812	816
Sofibus	229	228
Sovac	960	943

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	237	....
Bone	295	295
Cellulose du Pin	110 10	105
C.G.M.	....	....
Cochery	50 20	....
C. Sabl. Seine	110	....
Coparex	499	493
La Mure	61 10	....
Mic	201	....
Pronuptia	137	....
Ripolin	36	36
Rorento N.V.	130 20	129
S.P.R.	128	128
Thann et Mulhouse	100	106
Ufimex	355	360

SICAV 14/6

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	295 67	282 28 ◆
Actions-Investiss.	283 20	270 36
Actions sélectives	421 05	401 96 ◆
Aedificandi	442 68	422 61 ◆
A.G.F. 5000	304 80	290 98 ◆
Agfimo	458 19	437 41 ◆
A.G.F. Interfonds	367 39	350 73 ◆
Altafi	213 58	203 90 ◆
A.L.T.O.	183	174 70 ◆
Amérique Gestion	465 25	444 15
A.M.I.	244 34	233 26
Argonautes	275 30	262 82
Assoc. St-Honoré	12588 97	12526 34
Asocic	23087 81	23087 81
Bourse-Investiss.	339 43	324 04
Bred Associations	2353 14	2346 10
Capital Plus	1440 39	1440 39 ◆
Columbia (ex W.I.)	742 99	709 30 ◆
Convertimmo	311 52	299 54
Corral court terme	10680 26	10680 26
Cortexa	934 06	891 70
Credinter	382 82	365 46
Croiss. Immobil.	448 07	427 75
Démeter	12264 40	12264 40
Drouot-France	410 92	392 29
Drouot-Investiss.	782 48	747
Drouot-Sécurité	196 08	187 19
Drouot-Sélection	129 64	123 76
Energie	238 43	227 62
Eparcic	58063 86	57947 96
Eparcourt Sicav	6995 38	6977 94
Epargne Associations	23064 30	22995 31
Epargne-Capital	6525 78	6461 17 ◆
Epargne-Croiss.	1393 64	1330 44
Epargne-Industr.	501	478 28
Epargne-Inter	619 19	591 11
Epargne-Long-Terme	1232 77	1176 87
Epargne-Oblig.	182 22	173 96
Epargne-Unie	960 84	917 27 ◆
Epargne-Valeur	357 39	341 18
Eparoblig	1197 71	1195 32
Eurocic	8625 22	8234 10
Euro-Croissance	431 59	412 02
Europe Investiss.	1250 55	1193 84
Financière Plus	21427 19	21384 42
Foncier Investiss.	787 95	752 22
Fonsival	191 28	182 61
France-Garantie	283 91	278 34
France-Investiss.	459 80	438 95
France-Net	112 61	110 08
France-Obligations	393 94	388 12
Francic	286 11	273 14
Fructidor	237 19	226 43
Fructifrance	504 66	481 78

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Fructivar	68902 26	68730 43
Fructi-Associations	1157 50	1155 19
Fructi-Première	11779 12	11605 04
Gestilion	62168 52	62013 49
Gestion Associations	123 35	120 34
Gestion Mobilière	579 78	553 49
Gest. Rendement	465 77	444 65
Gest. Sél. France	473 64	452 16
Haussmann-Epargne	1115 16	1115 16
Haussmann Oblig.	1384 32	1321 55
Horizon	873 49	849 05
I.M.S.I.	451 20	430 74
Indo-Suez Valeurs	639 80	610 79
Ind. française	12600 26	12353 20
Interoblig.	10746 40	10333 08
Intersélect France	329 10	314 18
Intervaleurs Indust.	452 74	432 21
Invest. net	12421 72	12396 93
Invest. Obligataire	14692 10	14662 77
Invest. Placements	821 70	784 44 ◆
Japacic	122 86	117 29
Laffitte-crt-terme	115370 51	115370 51
Laffitte-Expansion	670 91	640 49
Laffitte-France	236 09	225 36
Laffitte-Japon	227	216 71
Laffitte-Oblig.	142 27	135 82
Laffitte-Placements	115219 60	115104 50
Laffitte-Rend.	191 82	183 12
Laffitte-Tokyo	934 89	892 50
Lion-Associations	11380 41	11380 41
Lion-Institutionnels	22806 36	22549 99
Lionplus	60305 23	59708 15
Livret portefeuille	496 79	482 32
Mondiale Investissem.	351 94	351 94
Monecic	58665 58	58665 58
Multi-Obligations	434 92	415 20
Mutuelle Unie Sél.	114 97	109 76
Natio.-Assoc.	6336 15	6323 50 ◆
Natio.-Epargne	12743 18	12617 01 ◆
Natio.-Inter.	938 74	896 17
Natio.-Obligations	470 95	449 59
Natio.-Patrimoine	1067 60	1029 29
Natio.-Placements	62022 95	62022 95 ◆
Natio.-Valeurs	544	519 33
Nord-Sud Développ.	1044 63	1042 54
Oblicoop Sicav	1181 89	1158 71
Oblifion	1155 12	1102 74
Orient-Gestion	114 27	109 09
Paraurope	632 11	603 45
Paribas Epargne	13339 84	13286 69
Paribas Gestion	556 34	531 11
Parnasse-Valor	1014 03	1013 02

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine-Retraite	1365 98	1339 20
Phenix Placements	239 65	238 46 ◆
Pierre Investiss.	513 89	490 59
Placement crt-terme	60018 72	60018 72
P.M.E. St-Honoré	309 92	295 87
Prévi'Association	20369 72	20369 72
Province Investiss.	337 82	337 82
Rentacic	155 86	153 56
Revenus Trimestriels	5501 15	5419 85
Revenu Vert	1043 13	1043 13 ◆
St-Honoré Pacifique	405 49	387 10
St-Honoré Rendement	11479 40	11422 29
St-Honoré Technol.	658 09	628 25
Sécuricic	10037 07	10027 04
Sécur. Mobilière	403 93	385 61
Sél.court terme	11494 63	11409 06
Sélec. Mobil. Div.	343	334 63
Sélection-Rendem.	175 42	171 14
Sélect. Val. Franç.	234 21	223 59
Séquanaise Associat.	57211 31	57211 31 ◆
Séquan. court terme	57377 58	57377 58 ◆
Séquan. Oblicroiss.	54052 29	54052 29 ◆
Sicadem (Camden BP)	683 20	673 10
Sicav-Associations	1222 17	1219 73
S.F.I. fr. et étr.	476 57	454 96
Sicavimmo	626 41	598
Sicav 5000	246 58	235 40
Slivafrance	398 95	380 86
Slivam	336 26	321 01
Slivarente	216 97	207 13
Slivinter	348 88	333 07
S.I. – Est	1096 15	1046 44
S.I.G.	810 80	773 68
S.N.I.	1073 37	1024 70
Sotinvest	464 73	443 66
Sogepargne	360 41	347 38
Sogevar	873 14	833 55
Soginter	1105 46	1055 33
Soleil Investiss.	422 95	403 77
Technocic	1122 11	1071 23
U.A.P. Investiss.	359 40	343 10 ◆
Uni-Associations	110 93	110 93 ◆
Unifrance	310 68	296 59 ◆
Unifoncier	885 88	845 71 ◆
Uni-Garantie	1261 79	1235 84 ◆
Unigestion	696 03	664 47
Uni-Japon	1100 70	1050 79
Uni-Régions	1925 59	1838 27 ◆
Unirente	1862 18	1800 95 ◆
Univar	154 45	154 45 ◆
Univers-Obligations	1156 65	1118 62 ◆
Valorem	401 57	383 36
Valorg	1290 54	1289 25
Valrem	69057 63	68988 64

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1630	4,5 % 1973	1628	1632	1629	+ 0 06
....	B.N.P.	1048	1045	1045	– 0 28
....	C.C.F.	978	978	978	....
4383	C.N.E. 3 %	4258	4257	4257	+ 0 02
1500	Electricité T.P.	1530	1535	1535	+ 0 32
1089	Renault T.P.	1088	1078	1078	– 0 91
1691	Rhône-Poul. T.P.	1695	1690	1690	– 0 29
1248	St-Gobain T.P.	1262	1270	1270	+ 0 63
1271	Thomson T.P.	1268	1269	1269	+ 0 07
280	Accor	270	268	268	– 0 74
600	Agence Havas	630	636	636	+ 0 95
640	Air Liquide	669	665	665	– 0 59
845	Als. Superm.	842	840	840	– 0 23
143	A.L.S.P.I.	153 10	153 10	153 10	....
305	Alsthom-Atl.	319 50	314	313 10	– 2
195	Applic. gaz	200	200	200	....
1120	Arjom. Prioux	1001	975	975	– 2 59
....	Aussedat-Rey	96 80	94 20	94	– 2 89
990	Aux. Entrepr.	950	945	945	– 0 52
1410	Av. Dass.-Br.	1421	1400	1430	+ 0 63
370	Bail-Equipem.	373 50	378	378	+ 1 20
775	Bail-Investiss.	819	811	811	– 0 97
616	Cie Bancaire	665	653	655	– 1 50
275	Bazar H.-V.	275 10	270	270	– 1 85
285	Béghin-Say	275	272	271	– 1 45
290	Berger	297	296	296	– 0 33
550	Bic	560	548	550	....
430	B.I.S.	495	483	478	– 3 43
1150	Biscuit (Géné.)	1271	1271	1271	....
1810	Bongrain S.A.	1970	1939	1939	– 1 57
830	Bouygues	805	800	800	– 0 62
2460	B.S.N.	2528	2500	2501	– 1 06
2180	Carrefour	2150	2125	2125	– 1 16
985	Casino	999	950	950	– 4 90
805	Cedis	800	800	800	....
715	Cetelem	630	630	630	....
940	C.F.A.O.	970	949	952	– 1 85
153	C.F.D.E.	188	183	184	– 2 12
825	C.G.I.P.	831	783	801	– 3 61
....	Carnaud	812	786	790	– 2 70
580	Chargeurs S.A.	588	579	586	– 0 34
56	Chiers-Châtil.	54 20	52 30	52 60	– 2 95
355	Ciments franç.	355	356	356	+ 0 28
1350	C.I.T. Alcatel	1350	1320	1315	– 2 59
555	Club Méditerr.	515	503	503	– 2 33
155	Codetel	152 20	138	138 c	+ 0 07
295	Cofimeg	299	293	293	– 2
275	Coles	289	295	295	+ 2 07
185	Compt. Entrepr.	192 50	190 80	190 80	– 0 88
465	Compt. Mod.	460	451	451	– 1 95
890	Créd. Foncier	886	878	878	– 0 90
320	Crédit F. Imm.	311	311	311	....
770	Crédit Nat.	755	745	745	– 1 32
295	Crouzet	286	280	280	– 2 09
2300	Damart-Servip	2120	2100	2100	– 0 94
1350	Darty	1388	1356	1356	– 2 30
....	Dév. Rég. P.d.C	218	212	212	– 2 75
1140	Docks France	1190	1160	1160	– 2 52
255	D.M.C.	308	289	294	– 4 54
705	Dumez	684	670	673	– 1 60
650	Eaux (Gén.)	708	701	702	– 0 84
....	Ecco	4940	4820	4820	– 2 42

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
225	Elf-Aquitaine	214	212	211 10	– 1 35
225	– (certific.)	214	210	210	– 1 86
1400	Epeda-B-Faure	1459	1415	1420	– 2 67
2610	Essilor	2470	2380	2380	– 3 64
545	Esso S.A.F.	541	534	533	– 1 47
1550	Eurafrance	1510	1480	1480	– 1 98
....	Eurocom	960	940	941	– 1 97
990	Euromarché	1160	1150	1150	– 0 86
870	Europe n° 1	827	827	828	+ 0 12
1250	Facom	1185	1200	1215	+ 2 53
750	Fichet-Bauche	706	701	701	– 0 70
210	Finextel	215	210 10	210 10	– 2 27
385	Fives-Lille	411	406	405 50	– 1 33
65	Fonderie (Gén.)	67 90	66 80	66 60	– 1 91
82	Fraissinet	82 10	82	82	– 0 12
310	Francarep	314	310	310	– 1 27
....	Fromageries Bel	1110	1090	1090	– 1 80
395	Gal. Lafayette	555	552	554	– 0 18
760	Gén. Géophys.	760	750	750	– 1 31
....	Gerland	755	738	738	– 2 25
300	GTM-Entrepose	288 50	284	284	– 1 55
300	Guyenne-Gasc.	328	309	309	– 5 79
1900	Hachette	1901	1865	1865	– 1 89
460	Hénin (La)	475	475	475	....
128	Imétal	114 50	107	108	– 5 67
445	Imm. Plaine-M.	461	453	453	– 1 73
1720	Inst. Mérieux	1749	1700	1700	– 2 80
510	Interbail	510	507	507	– 0 58
2100	Intertechnique	2480	2465	2465	– 0 60
235	J. Lefebvre	325	309	313 50	– 3 53
1060	Lab. Bellon	1145	1130	1130	– 1 31
540	Lafarge-Coppée	561	550	553	– 1 42
1150	Lebon	1140	1138	1138	– 0 17
2250	Legrand	2275	2227	2228	– 2 06
675	Lesieur	740	720	735	– 0 67
425	Locafrance	480	464	470	– 2 08
805	Locindus	850	845	845	– 0 58
....	L. Vuitton S.A.	815	813	811	– 0 49
....	Luchaire	493	485	485	– 1 62
805	Lyonn. Eaux	815	815	810	– 0 61
265	Mais. Phénix	244	240	245	+ 0 40
800	Majorette (Ly)	750	745	745	– 0 66
144	Manurhin	148	140	140	– 5 40
260	Mar. Wendel	265	248	253	– 4 52
1750	Martell	1750	1736	1730	– 1 14
2020	Merlin-Gerin	2020	1976	1970	– 2 47
1830	Matra	1915	1880	1875	– 2 08
985	Michelin	1017	1013	1014	– 0 29
2580	Midi (Cie)	2652	2610	2565	– 3 28
240	Midland Bk S.A.	243	241	241	– 0 82
93	M.M. Penarroya	100	96	96	– 4
1940	Moët-Hennessy	1961	1961	1959	– 0 10
580	Mot. Leroy-S.	596	585	581	– 2 51
88	Moulinex	88 50	87 80	87 80	– 0 79
750	Martin	760	753	753	– 0 92
425	Navig. Mixtes	395	381	385	– 2 53
83	Nord-Est	90 10	89 40	88 60	– 1 66
550	Nordon (Ny)	570	570	570	....
168	Nouvelles Gal.	174 90	170	170	– 2 80
720	Occident. (Gén.)	716	728	726	+ 1 39
220	Olida-Caby	242	237	237	– 2 06
1170	Omn. F. Paris	1215	1198	1198	– 1 39

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
245	Opfi-Paribas	260	253	258	– 0 76
2550	Oréal (L')	2631	2590	2581	– 1 90
150	Papet. Gascogne	152	157	157	+ 3 29
1210	Paris-Réescomp.	1000	1000	1020	+ 2
435	Pechelbronn	443	434	434	– 2 03
840	Penhoet	890	860	860	– 3 37
760	Pernod-Ricard	775	760	755 c	– 1 29
270	Pétroles (Fse)	250	247	245	– 2
67	– (certific.)	64 70	63	63	– 2 62
125	Pétroles B.P.	106	104	104	– 1 88
335	Peugeot S.A.	408 20	404 10	402	– 1 51
72	Poclain	69 50	66 50	66 10	– 4 89
650	Poliet	631	630	630	– 0 15
200	Pompey	209	205	205	– 1 91
550	P.M. Labinal	508	493	495	– 2 55
2190	Presses Cité	2205	2183	2180	– 1 13
1220	Prétabail Sic.	1283	1210	1215	– 5 30
360	Primagaz	363	342	342	– 5 78
255	Printemps	292	282	282	– 3 42
1420	Promodès	1458	1402	1402	– 3 84
....	Prouvost S.A.	285 90	275 20	275 20	– 3 74
285	Radiotechn.	310	314 50	314 50	+ 1 45
93	Raffin. (Fse)	86 50	86	86 10	– 0 46
1410	Redoute (La)	1395	1395	1395	....
1710	Roussel-Uclaf	1665	1618	1600	– 3 90
1330	Roussel-C.N.I.	1312	1291	1292	– 1 52
2350	Rue Impériale	2451	2451	2451	....
190	Sade	193 50	193	193	– 0 25
1760	Sagem	1740	1702	1705	– 2 01
675	Salvepar	760	760	760	....
335	St-Louis B.	310 10	298	299	– 3 57
2330	Salomon	2411	2400	2380	– 1 28
730	Sanofi	718	708	710	– 1 11
300	S.A.T.	294 90	291	291	– 1 32
510	Saupiquet Cie	540	548	548	+ 1 48
160	Schneider	215	205	208 10	– 3 20
110	S.C.O.A.	97	96 80	96 80	– 0 20
138	S.C.R.E.G.	136	137 50	137 50	+ 1 10
420	Seb	405 50	405	405 50	....
355	Sefimeg	374 90	361	363	– 3 17
1460	S.F.I.M.	1545	1510	1520	– 1 61
65	S.G.E.-S.B.	64 50	63 10	63	– 2 32
650	Sign. Ent. El.	570	568	567	– 0 52
675	Silic	761	780	780	+ 2 49
460	Simco-U.P.H.	442	435	435	– 1 58
230	Simnor	236 50	237	237	+ 0 21
1570	Skis Rossignol	1561	1555	1550	– 0 70
885	Siminco	695	687	687	– 1 15
....	Sodero	194	195	195	+ 0 51
2780	Sodexho	2360	2351	2351	– 0 38
455	Sogerap	431	431	432	+ 0 23
850	Sommer-Allib.	530	501	505	– 4 71
535	Source Perrier	541	532	532	– 1 66
310	Synthelabo	268	268 80	269 80	+ 1 42
580	Talcs Luzenac	550	548	548	– 0 36
2370	Tél. Elect.	2465	2440	2450	– 0 60
560	Thomson-C.S.F.	517	512	522	+ 0 96
2270	T.R.T	2280	2250	2250	– 1 31
530	U.F.B.	526	535	536	+ 1 71
755	U.I.S.	872	856	856	– 1 83
350	U.C.B.	327	325	324	– 0 91
215	Valéo	210	205 20	206	– 1 90

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
112	Vallourec	115	112 10	113	– 1 73
2550	V. Clicquot-P.	2550	2505	2505	– 1 76
....	Via Banque	407	405 10	405	– 0 49
960	Viniprix	960	960	970	+ 1 04
1050	Elf-Gabon	1060	1051	1055	– 0 47
164	Amax Inc.	156	155 70	160	+ 2 56
450	Amer. Express	464 80	448	448	– 3 61
235	Amer. Teleph.	236 50	230	230	– 2 74
143	Anglo Amer. C.	141	139 60	139 70	– 0 92
890	Amgold	850	849	849	– 0 11
675	BASF (Akt)	705	692	691	– 1 98
715	Bayer	730	726	720	– 1 36
420	Buffelsfont.	364	370	367	+ 0 82
23	Charter	23 05	22 95	22 95	– 0 43
585	Chase Manh.	582	568	568	– 2 40
375	Cie Pétr. Imp.	358	351 70	351 70	– 1 75
53	De Beers	50 80	49 80	49 80	– 1 96
1620	Deutsche Bank	1760	1750	1750	– 0 56
88	Dome Mines	74	74 80	74 80	+ 1 08
255	Driefontein Cpt	235	240	240	+ 2 12
585	Du Pont-Nem.	575	560	560	– 2 60
650	Eastman Kodak	666	651	651	– 2 25
76	East Rand	70	71 40	71 60	+ 2 28
325	Electrolux	297	292	292	– 1 68
325	Ericsson	327	321	321	– 1 83
525	Exxon Corp.	510	508	508	– 0 39
430	Ford Motors	448	434	434	– 3 12
285	Free State	259	248	248 c	– 0 25
154	Gencor	154 50	148 50	148 50	– 3 88
290	Gén. Belgique	293	286	286	– 2 38
610	Gén. Electr.	610	597	600	– 1 63
705	Gen. Motors	742	724	730	– 1 61
68	Goldfields	64 40	64 70	64 70	+ 0 46
37	GdMetropolitain	36 40	35 50	35 50	– 2 47
147	Harmony	129 40	133	133	+ 2 78
31	Hitachi	29 10	28 60	28 60	– 1 71
720	Hoechst Akt.	718	700	701	– 2 36

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
94	Imp. Chemical	94	91 80	91 80	– 2 34
140	Inco. Limited	131 60	128 20	128 20	– 2 58
1320	IBM	1206	1180	1190	– 1 32
105	Ito-Yokado	101 50	102 50	102 50	+ 0 98
335	ITT	316	307	303	– 4 11
58	Matsushita	57 60	56 20	56 10	– 2 60
1080	Merck	1095	1081	1080	– 1 36
785	Minnesota M.	761	758	755	– 0 78
305	Mobil Corp.	301	302	302	+ 0 33
25440	Nestlé	23960	23710	23710	– 1 04
123	Norsk Hydro	115 20	112 50	112 50	– 2 34
1020	Petrofina	945	925	920	– 2 64
865	Philip Morris	876	870	867	– 1 02
154	Philips	148	145	145	– 2 02
275	Pres. Brand	251	250	250 c	+ 3 86
295	Président Steyn	266	258	258 c	+ 1 24
375	Quilmès	355	341	343	– 3 38
1050	Randfontein	930	937	937	+ 0 75
585	Royal Dutch	541	530	530	– 2 03
76	Rio Tinto Zinc	72 50	71 50	71 60	– 1 24
184	St Helena Co	166 50	171 10	171 10	+ 2 76
396	Schlumberger	374 50	365	366 90	– 2 02
91	Shell transp.	84 70	83 60	83 60	– 1 29
1770	Siemens A.G.	1830	1830	1830	....
161	Sony	160 20	158	160 20	....
210	T.D.K.	188 50	183	183	– 2 91
14 50	Toshiba Corp.	14 75	14 45	14 50	– 1 69
980	Unilever	995	970	970	– 2 51
410	Unit. Techn.	428	411 50	411 50	– 3 85
925	Vaal Reefs	862	864	868	+ 0 69
....	Volvo	248 50	247	247	– 0 60
460	West Deep	412	417	417	+ 1 21
350	West Hold.	307 50	294	294 c	+ 1 28
490	Xerox Corp.	498	492	492	– 1 20
1 92	Zambia Corp.	1 84	1 80	1 83	– 0 54

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 456	9 372	9	9 650
ECU	6 848	6 846	....	....
Allemagne (100 DM)	304 780	304 980	295	310
Belgique (100 F)	15 123	15 125	14 700	15 600
Pays Bas (100 fl.)	270 480	270 900	260	280
Danemark (100 krd)	85 010	85 050	80	88
Norvège (100 k)	106 200	106 100	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 929	11 988	11 550	12 300
Grèce (100 drachmes)	5 897	5 900	6 300	7 800
Italie (1 000 lires)	4 794	4 796	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	362 150	362 250	3 520	3 700
Suède (100 krs)	105 680	105 380	101	108
Autriche (100 sch)	43 395	43 450	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 363	5 356	5 200	5 750
Portugal (100 esc.)	5 350	5 350	5 200	6
Canada ($ can 1)	6 891	6 859	6 550	6 950
Japon (100 yens)	3 782	3 770	3 600	3 800

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/6
Or fin (kilo en barre)	95000	95300
Or fin (en lingot)	94700	95050
Pièce française (20 fr)	550	550
Pièce française (10 fr)	411	.....
Pièce suisse (20 fr)	545	552
Pièce latine (20 fr)	545	545
Souverain	683	695
Pièce de 20 dollars	3960	4000
Pièce de 10 dollars	2010	2110
Pièce de 5 dollars	1352 50	.....
Pièce de 50 pesos	3515	3525
Pièce de 10 florins	564	555

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. RACISME : « La nouvelle virginité du Front national », par Philippe Lamy ; « A force de crier au loup... », par Daniel Amson.
– LU : Un numéro spécial d'Esprit : « Immigration et mythes culturels ».

ÉTRANGER

3-4. Le détournement du Boeing de la TWA.
5-6. AFRIQUE
6. ASIE
6. AMÉRIQUES
7. EUROPE

POLITIQUE

8. Le débat au sein du PS.
9. L'élection municipale de La Seyne.
10. Les travaux de l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

11. SCIENCES : la dix-huitième mission de la navette américaine.
13. JUSTICE : une séquelle du règlement judiciaire de Creusot-Loire.
16. ÉDUCATION.
19. MODE : les soldes.

CFM
à Paris (89 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
Allô « le Monde »
LUNDI 17 JUIN
de 19 heures à 19 h 30
à Paris 720-52-97
et 232-14-14
à Bordeaux
(56) 45-88-55
sera consacré à
L'affaire Manouchian
avec CLAUDE CABANES
rédacteur en chef
de *l'Humanité* et membre
du comité central du PCF
et PATRICK JARREAU
Débat conduit
par FRANÇOIS KOCH

MARDI 18 JUIN
Allô « le Monde »
aura pour sujet
INFORMATIQUE
ET CARTES DE CRÉDIT
avec FRANÇOIS RENARD

SPORTS

14-15. AUTOMOBILISME : les Vingt-Quatre Heures du Mans ; le Grand Prix du Canada.

CULTURE

17. THÉATRE : les Journées du conservatoire.
– CINÉMA : reprise d'*Apocalypse Now.*
20. COMMUNICATION : le Festival de l'audiovisuel d'entreprise.

LE MONDE ÉCONOMIE

21. FORÊTS : 125 000 kilomètres carrés disparaissent chaque année ; les bonnes recettes finlandaises.
22. *Népal* : l'« évasion » des sols.
23. *Thaïlande* : un pays devenu importateur de bois.
24. *A travers les revues étrangères*, par Daniel Vitry.
– *La chronique de Paul Fabra.*

ÉCONOMIE

42. SOCIAL : le succès ambigu de M. Maire.
43. AFFAIRES : de départ de M. Delorme, PDG de l'Air liquide.
44. ÉTRANGER : la réduction du déficit budgétaire américain.
45. MARCHÉ COMMUN.

RADIO-TÉLÉVISION (20)
INFORMATIONS « SERVICES » (16) :
Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto.

Annonces classées (25 à 41) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 16-17 juin 1985 a été tiré à 392 671 exemplaires

AU CCE DE RENAULT

M. Besse annonce une réorganisation de la Régie

Le moment crucial est arrivé pour M. Georges Besse. C'est, en effet, ce 17 juin qu'un comité central d'entreprise extraordinaire devait s'attaquer aux problèmes des vingt et un mille suppressions d'emplois envisagées par la direction de la régie Renault pour 1985 et 1986 (*le Monde* du 14 juin 1985).

A l'ordre du jour de ce CCE : consultation sur un projet de licenciement, pour motif économique, sur un projet de convention FNE (Fonds national de l'emploi) pour des préretraités à cinquante-cinq ans en 1986, et sur un projet de convention ONI (Office national de l'immigration) pour le retour au pays de travailleurs immigrés en 1986. Et, inscrite ultérieurement, une question complémentaire sur l'organisation de la Régie.

Dès le début du CCE, M. Besse aurait annoncé un certain nombre de nominations : M. Patrick Faure, jusque-là directeur des affaires publiques, prend en charge également la direction de la communication ; M. Jardon, directeur général adjoint, prend la direction technique, ce que certains interprètent comme une « remise en place » ; M. Chauvel devient, sous la tutelle de ce dernier, directeur de la fabrication. Enfin, deux personnes se voient gratifiées d'un statut nouveau à la régie Renault : celui d'inspecteur général. Il s'agit de MM. Tiberghien, jusque-là directeur de la direction technique, nommé inspecteur général, chargé des problèmes de qualité, et Leroy, auparavant directeur industriel, et qui devient inspecteur général chargé de simplifier les lignes de structures de la Régie.

LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran annonce une nouvelle opération « limitée » dans les marais de Howeizah

Les forces iraniennes se sont emparées de 100 kilomètres carrés dans les marais de Howeizah au sud de l'Irak, au cours d'une opération « limitée » menée dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 juin, a annoncé un communiqué militaire cité par Radio-Téhéran. Ce communiqué affirme que *« des centaines d'Irakiens ont été tués ou blessés, et des dizaines capturés »* et que plusieurs postes militaires ont été conquis, les combattants iraniens ayant occupé de nouvelles positions à 6 kilomètres à l'est de la route Bagdad-Bassorah.

Ces combats se sont déroulés dans les marais de Howeizah, entre Al Amarah et Al Qournah, théâtre de la grande offensive iranienne de mars dernier. Les forces iraniennes avaient alors réussi à prendre pied sur cet axe routier vital de l'Irak, avant d'en être chassées et repoussées à l'est du Tigre sur des positions dont les plus avancées se trouvaient à une dizaine de kilomètres de la route. L'Irak n'a pas confirmé cette offensive, mais les communiqués militaires de Bagdad ont fait état de raids d'hélicoptères armés contre des forces ennemies à l'est de Bassorah.

D'autre part, dans une première réaction officielle à l'entrée en vigueur, samedi à 4 h GMT, de la trêve de deux semaines dans la guerre des villes décidée par l'Irak, M. Kharrazi, directeur de l'état-major iranien d'informations sur la guerre, a déclaré que son pays ripostera *« avec le maximum de force »* à toute reprise par l'Irak des bombardements des villes. Le responsable iranien a demandé aux organisations internationales de faire pression sur l'Irak pour qu'il respecte les conventions de guerre. Il a estimé que cette interruption décidée par Bagdad était due à l'importance de manifestations, vendredi en Iran, au cours desquelles la population *« a démontré qu'elle soutenait la résistance à l'agression irakienne »*. – *(AFP.)*

Selon « El Pais »

L'ESPAGNE RENOUERA DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC ISRAËL « AU MOMENT OPPORTUN »

Selon le quotidien madrilène *El Pais*, M. Felipe Gonzalez a récemment envoyé une lettre à plusieurs dirigeants arabes pour leur faire savoir que l'Espagne considère comme une *« anomalie flagrante »* l'inexistence de relations diplomatiques avec Israël et que cette anomalie sera corrigée *« au moment opportun et sans subir de pressions de quelque sorte que ce soit »*. *El Pais* reproduit la lettre de M. Gonzalez, publiée par l'hebdomadaire libanais *Al Mustakbal*, publié à Paris.

[Cette lettre du chef du gouvernement espagnol confirme les déclarations, faites en privé, par les dirigeants de Madrid depuis deux ans. Ceux-ci souhaitent effectivement renouer des relations normales avec Israël, mais n'ont pas encore pris de décision formelle à ce sujet.]

BERNARD FRANK A LA RÉDACTION DU *MONDE*

L'écrivain Bernard Frank entre à la rédaction du *Monde* à partir du 1er juillet prochain. L'auteur *des Rats* et de *Solde*, qui a quitté *le Matin* à l'arrivée de M. Max Gallo, assurera une chronique *hebdomadaire.*

BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE MEXICAIN

Selon les milieux financiers, la *PEMEX*, compagnie pétrolière nationale mexicaine, aurait averti ses clients japonais *qu'elle diminuait* ses prix de 1,50 dollar par baril. Cette nouvelle, si elle est confirmée, devrait aggraver les pressions à la baisse des prix qui *s'exercent* sur le marché pétrolier international. Le Mexique, bien que non membre de l'OPEP, observait depuis deux ans une *discipline de prix conforme* aux objectifs de l'organisation.

En prévision de la prochaine conférence de l'OPEP, qui se tiendra à Vienne début juillet, Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole a lancé une nouvelle mise en garde aux autres pays membres de l'organisation. L'Arabie saoudite ne peut pas réduire son rythme d'extraction au-dessous du niveau actuel (2,5 millions de barils par jour) et se verra obligée d'accroître sa production, estime le ministre dans une interview donnée à la revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly*. Si les autres pays membres de l'OPEP ne réduisent pas leur propre rythme et continuent d'enfreindre la discipline commune, ajoute-t-il, les prix du brut chuteront *« brutalement »* à un niveau *« inférieur à 20 dollars par baril »* contre 28 dollars par baril pour le prix de référence de l'OPEP actuellement.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Michel Delebarre affirme que la liberté de licencier ne faciliterait pas l'embauche.* – A l'occasion de l'émission « Forum » sur RMC, le 16 juin, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a souligné que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement n'aurait *« aucun effet en matière de création d'emplois »*. Elle provoquerait même, si elle était appliquée, *« 100 000 à 200 000 licenciements supplémentaires en un an »* (*le Monde* du 11 juin).

● *M. Yvon Chotard (CNPF) demande l'autorisation d'ouvrir les négociations sur l'UNEDIC.* – Le vice-président du CNPF, M. Yvon Chotard, a indiqué, le 15 juin à Biarritz, qu'il demanderait le 17 juin à ses instances dirigeantes le « feu vert » pour ouvrir la négociation sur l'UNEDIC.

● *Sinclair (micro-ordinateurs) renfloué par M. Maxwell.* – M. Robert Maxwell, homme de presse britannique, propriétaire de la maison d'édition Pergamon, va prendre le contrôle de la société de micro-informatique Sinclair. Cette prise de participation se fera par le biais d'une filiale de Pergamon Press, Hallis. Sir Clive Sinclair, fondateur de la société, qui connaît actuellement de graves difficultés de trésorerie (*le Monde* du 29 mai), devra quitter le conseil d'administration de la firme qu'il dirigeait depuis 1980. – *(AFP.)*

● *Un Angolais blessé par un policier.* – Un Angolais de vingt-six ans, M. Babeti Mavungu, a été blessé d'un coup de feu par un gardien de la paix hors service et en civil, dimanche 16 juin, dans le quartier de l'avenue Gambetta à Colombes (Haut-de-Seine). Ce policier, M. Jacques Perhirin, qui, selon les premiers éléments de l'enquête, était ivre, a voulu contrôler l'identité d'une jeune Africaine. Celle-ci s'est réfugiée dans la cour d'un immeuble où M. Perhirin, qui la poursuivait, a été entouré par un groupe d'Africains. Le policier a pris peur et a tiré, blessant M. Mavungu dont les jours ne sont pas en danger. Le gardien de la paix a été placé en garde à vue et était interrogé lundi matin par les fonctionnaires de l'Inspection générale des services.

Sur le vif

Sonner ou sonné

Vous connaissez mon ami Riri ? Mais si, celui qui a toujours peur de choper une saloperie... Les nanas, il n'y touche plus, elles sont toutes vérolées. Et il met un masque pour se protéger des microbes quand il va voir un copain à l'hôpital. Ce matin, il m'appelle. J'étais en train de vous raconter une histoire marrante sur des religieuses ventriloques. Distraite, imprudente, je lui demande comment ça va. Naturellement, ça n'allait pas.

– Ça va même pas bien du tout. Ça va comme un lundi. Et c'est pas la joie. J'ai la tête en compote, les jambes en flanelle, le moral en charpie. Normal : hier, je suis resté couché toute la journée, alors aujourd'hui je suis crevé.

– Pauvre chat ! Ça t'a épuisé de te reposer, quoi !

– Exactement. C'est très dangereux. Je viens de lire une enquête dans le *London Times*. Ses conclusions sont formelles. Plus tu bosses, plus t'es stressé et plus t'es stressé, mieux tu te portes.

– Allons donc !

– Je t'assure. D'ailleurs regarde autour de toi. Tout en haut de l'échelle, ça baigne. Les chefs, les mecs qui croulent sous les responsabilités, qui savent pas dételer, qui appellent la boîte quatorze fois par jour pendant leur congé – quand ils en prennent ! – eh ben ils n'ont jamais rien, pas l'ombre d'un pépin. Ou très rarement.

– Je croyais, au contraire, que...

– C'est des blagues. Plus tu dégringoles dans la hiérarchie, plus ça tombe, les infarctus, les ulcères, tout ça... C'est très simple : si tu sonnes, t'es OK, si on te sonne...

– T'es sonné, assommé, terrassé par une crise cardiaque, c'est ça ?

– Ouais, c'est ça. Et alors là, moi...

– Oh arrête ! T'as un bon job. La banque, c'est pas tuant, faut pas pousser.

– Enfin tu comprends rien ou quoi ? Tu sais combien de fois on a pointé, entre les ponts, les jours fériés et les récupérations, le mois dernier ? A peine quinze. C'est fou ! La santé en prend un drôle de coup ! Sans parler de la Sécu. Déjà qu'elle se retrouve avec son trou. Non, sérieux. Faut absolument que tu fasses un truc là-dessus. Histoire d'alerter les inspecteurs du travail.

Voilà, c'est fait. Les religieuses ventriloques, ce sera pour demain.

CLAUDE SARRAUTE.

LE « NAUTILE » ENDOMMAGÉ PAR LE MAUVAIS TEMPS

L'opération Kaiko est suspendue

Le mauvais temps a empêché, le 13 juin, la récupération du petit sous-marin français *Nautile*, qui remontait de sa huitième plongée au large du Japon dans le cadre de l'opération Kaiko. Au lieu d'être hissé sur le pont du navire-support, le *Nadir*, le *Nautile* dû être remorqué vers une zone plus abritée où il a pu être remonté à bord. Les dix-neuf heures du remorquage ont provoqué quelques dégâts matériels mineurs. Il n'y a pas eu de blessés, bien que les trois membres d'équipage aient dû rester enfermés et durement ballotés dans le *Nautile* sit été en surface pendant tout le remorquage.

Parmi les dommages, il y a notamment la coiffe du sonar, un des deux moteurs transverses, des canalisations extérieures et le ballast. Les canalisations seront les plus longues à réparer. Le *Nautile* pourrait être prêt à reprendre ses plongées le 13 juillet prochain. L'opération Kaiko va donc être suspendue pendant un mois.